

# YOUTHEUVISION - L'ENCOURAGEMENT DES JEUNES POUR UNE EUROPE PLUS FORTE



# RAPPORT

Résultats de l'analyse des données, mettant en évidence les principaux schémas, tendances et enseignements liés à la participation des jeunes et à l'engagement démocratique.

## 6 RECOMMANDATIONS

6 recommandations pratiques, basées sur la recherche et l'analyse, visant à répondre efficacement aux défis et à renforcer la participation des jeunes aux processus démocratiques dans les six pays partenaires.



Financé par  
l'Union européenne



## Projet:

**YouthEUVision : Donner aux jeunes les moyens d'agir pour une Europe plus forte Cofinancé par l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA) de l'Union européenne**

## Partenaires du projet :

Youth Power Germany e.V. (YP DE) – Allemagne

Municipalité d'Egaleo (EGL) – Grèce

Empower Plus (EMPOWER) – Roumanie

Association Arci Solidarietà Onlus (ARCI) – Italie

Association CIFAL Malaga (CIFAL) – Espagne

DIANA – Diversité Intelligence Autonomie Neurodiversité Atypique – France

Association Salam, organisation à but non lucratif d'utilité sociale (SALAM) – Italie

Fondation Sieneva (SIENEVA) – Espagne



Financé par l'Union européenne. Les opinions exprimées n'engagent que l'auteur(e) et ne reflètent pas nécessairement celles de l'Union européenne ou de l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA). Ni l'Union européenne ni l'autorité subventionnaire ne peuvent en être tenues responsables.

# Contenu

<b>À propos du projet.....</b>	<b>4</b>
<b>Résumé exécutif.....</b>	<b>5</b>
<b>Rapport Allemagne.....</b>	<b>7</b>
<b>Rapport Roumanie.....</b>	<b>53</b>
<b>Rapport Italie.....</b>	<b>86</b>
<b>Rapport Espagne.....</b>	<b>140</b>
<b>Rapport France.....</b>	<b>198</b>
<b>Rapport Gréce.....</b>	<b>219</b>

# À propos du projet

Dans le contexte socio-économique actuel, les jeunes de tout le continent font face à des défis majeurs tels que le chômage élevé, l'exclusion sociale et une désillusion croissante vis-à-vis des systèmes démocratiques. Ces difficultés sont encore accentuées par la discrimination et les inégalités économiques, qui touchent particulièrement les jeunes et laissent nombre d'entre eux avec le sentiment d'être exclus et déconnectés des processus politiques et sociaux.

Pour répondre à ces enjeux urgents, YouthEUVision réunit un consortium diversifié d'organisations afin de responsabiliser et de mobiliser les jeunes. Le projet a pour objectif de leur transmettre les connaissances, les compétences et la motivation nécessaires pour participer activement à l'avenir de l'Europe. En s'attaquant aux causes profondes de la marginalisation et en créant des opportunités d'engagement concret, YouthEUVision s'efforce d'inverser les tendances négatives et de renforcer le sentiment d'appartenance et de responsabilité chez les jeunes Européens.

À terme, YouthEUVision aspire à construire une Europe plus forte et plus inclusive, en veillant à ce que la voix des jeunes soit entendue et placée au cœur du progrès et du changement dans la société. L'approche du projet est holistique : elle combine éducation, développement des compétences et expériences participatives, afin de s'assurer que les jeunes soient non seulement préparés à l'avenir, mais aussi capables de le façonner activement.

## Objectifs :

L'objectif principal de YouthEUVision est de donner aux jeunes les moyens de participer activement à la construction d'une Europe plus démocratique, inclusive et résiliente. Le projet poursuit plusieurs objectifs clés :



- Autonomiser les jeunes
- Promouvoir les valeurs démocratiques
- Lutter contre l'exclusion sociale et l'extrémisme
- Renforcer la légitimité démocratique de l'UE
- Impact durable



# RÉSUMÉ

Ce rapport, qui porte sur six pays, présente un ensemble détaillé d'informations obtenues grâce à l'analyse d'enquêtes, à des recherches documentaires et à des retours directs d'activités interactives telles que des campagnes éducatives et des entretiens. Ensemble, ces méthodes permettent de bien comprendre l'état actuel de l'engagement des jeunes dans les processus démocratiques.

Ce rapport comprend :

Participation et engagement des jeunes: un aperçu de l'engagement des jeunes en Allemagne, en Italie, en Roumanie, en Espagne, en France et en Grèce, examinant à la fois les activités politiques traditionnelles et les formes alternatives d'engagement civique.

Obstacles à la participation: Une analyse des défis structurels, sociaux et informationnels qui limitent la participation des jeunes aux processus démocratiques, révélant des obstacles communs tels que la méfiance envers les institutions politiques, le manque de représentation et les barrières économiques.

Évaluation des initiatives: une évaluation critique des initiatives spécifiques à chaque pays visant à renforcer l'engagement des jeunes, des conseils de jeunesse aux plateformes numériques, en évaluant leur efficacité et en identifiant les domaines à améliorer.



Recommandations sur mesure: recommandations pratiques par pays, conçues pour renforcer l'engagement des jeunes et favoriser une participation significative au paysage civique et politique.

Principales conclusions et tendances: Exploration des tendances transnationales, notamment l'évolution vers l'activisme numérique et l'engagement local, ainsi que les modèles émergents qui signalent la nécessité d'un développement de politiques inclusives et centrées sur les jeunes.

Au-delà de l'identification des tendances, ce rapport évalue également diverses initiatives nationales visant à renforcer l'engagement des jeunes. Il présente six recommandations adaptées à chaque pays, basées sur les résultats de l'enquête et des activités menées dans le cadre du WP1 (Work Package 1). Ces recommandations visent à relever les défis et à saisir les opportunités propres à chaque contexte national, en proposant des stratégies concrètes pour renforcer la participation des jeunes et rétablir la confiance dans les institutions démocratiques.

En résumé, ce rapport met non seulement en lumière des informations clés sur la participation des jeunes, mais fournit également une feuille de route aux décideurs politiques et aux parties prenantes pour favoriser des pratiques démocratiques plus inclusives dans ces six pays. En intégrant les contributions directes des jeunes participants aux conclusions analytiques, le rapport offre une perspective équilibrée sur l'état actuel de l'engagement des jeunes et suggère des actions concrètes pour renforcer la résilience démocratique en Europe.



# RAPPORT ALLEMAGNE

YOUTH POWER GERMANY E.V. (YP DE) – ALLEMAGNE



# Aperçu de la recherche documentaire sur la participation et l'engagement des jeunes dans les processus démocratiques en Allemagne

## Introduction

La participation des jeunes aux processus démocratiques est essentielle à la vitalité et à la pérennité de toute société démocratique. En Allemagne, les jeunes ont historiquement joué un rôle central dans l'élaboration des mouvements politiques et sociaux, de la chute du mur de Berlin à la vague actuelle d'activisme climatique. Cependant, la nature de l'engagement des jeunes dans les processus démocratiques a évolué au fil du temps. Si la participation politique formelle, comme le vote ou l'adhésion à des partis, a diminué, on observe une augmentation notable du militantisme, du plaidoyer numérique et de l'engagement local. Comprendre ces évolutions et les défis qu'elles représentent est essentiel pour favoriser une démocratie inclusive et représentative.

La participation des jeunes aux processus démocratiques peut être appréhendée à travers plusieurs perspectives théoriques. L'un des principaux cadres théoriques est la théorie de la socialisation politique, qui suggère que les jeunes développent des valeurs, des attitudes et des comportements politiques à travers leurs interactions avec des institutions telles que l'école, la famille et les médias. De plus, la théorie de l'engagement civique souligne que la participation s'étend au-delà de la politique formelle pour inclure le militantisme communautaire, les mouvements sociaux et les associations bénévoles. À l'ère du numérique, la théorie des publics en réseau souligne comment les plateformes en ligne facilitent de nouvelles formes d'engagement, permettant aux jeunes de se mobiliser et de défendre des causes en dehors des structures politiques traditionnelles.

Ces cadres contribuent à expliquer le passage d'une participation conventionnelle, comme le vote, à des formes alternatives d'engagement comme l'activisme numérique et les mouvements citoyens. Le rôle des politiques identitaires et des mouvements pour la justice sociale façonne également la participation des jeunes, qui cherchent souvent à aborder des questions intersectionnelles comme le changement climatique, l'égalité et les droits humains par l'action collective.

# État actuel de la participation des jeunes en Allemagne

L'engagement des jeunes en Allemagne possède une histoire riche et variée, notamment lors des périodes de transformations politiques et sociales majeures. La chute du mur de Berlin en 1989 a été l'un des moments les plus marquants de l'histoire allemande récente, où les jeunes ont joué un rôle essentiel. Jeunes militants et étudiants étaient en première ligne des manifestations pacifiques en Allemagne de l'Est, réclamant la liberté politique, des réformes démocratiques et la réunification du pays. Leur courage et leur détermination à défier un régime autoritaire ont contribué à l'un des changements les plus profonds de l'histoire européenne moderne.

Après la réunification, l'engagement des jeunes a continué d'évoluer. Les manifestations étudiantes de 1968 avaient déjà posé les bases d'une culture d'activisme politique, les jeunes remettant en question le statu quo sur des questions allant des droits civiques à l'opposition à la guerre du Vietnam. Cette tradition d'activisme perdure, avec des mouvements contemporains comme Fridays for Future qui se concentrent sur des défis mondiaux urgents comme le changement climatique.

Cependant, à mesure que le XXI<sup>e</sup> siècle avance, on observe une nette évolution dans la manière dont les jeunes Allemands s'engagent en politique. Au lieu de s'engager dans les partis politiques traditionnels, ils privilégient de plus en plus les mouvements thématiques, les projets locaux et les plateformes numériques.



Cependant, à mesure que le XXI<sup>e</sup> siècle avance, on observe une nette évolution dans la manière dont les jeunes Allemands s'engagent en politique. Au lieu de s'engager dans les partis politiques traditionnels, ils privilégient de plus en plus les mouvements thématiques, les projets locaux et les plateformes numériques. L'essor du plaidoyer numérique a donné la parole à de nombreux jeunes qui se sentaient déconnectés des processus politiques conventionnels, leur permettant ainsi d'influer sur le changement selon leurs propres conditions.

# Analyse des données d'enquête (Allemagne)



La méthodologie de l'enquête YouthEuVision comprenait un questionnaire en ligne et un groupe de discussion. L'objectif était de comprendre la participation des jeunes à la prise de décision civique et politique, en accordant une attention particulière aux obstacles, aux perceptions et au rôle de la représentation des genres. En s'adressant à un large éventail de jeunes, y compris des personnes non binaires et transgenres, l'enquête visait à recueillir des points de vue divers sur ces questions.

## Sélection des participants

Pour l'enquête en ligne, le groupe cible était composé de jeunes âgés de 18 à 30 ans, sélectionnés sans critères spécifiques d'identité de genre afin de recueillir un large éventail d'expériences de participation civique et politique. Les canaux de recrutement comprenaient les réseaux sociaux, les sites web, les organisations communautaires et les réseaux de jeunes afin de garantir un échantillon diversifié sur le plan démographique.

Dans le groupe de discussion, huit participants ont été sélectionnés, représentant des parcours et des expériences variés. Bien que l'identité de genre ne soit pas un critère, le groupe comprenait un participant non binaire, dont les contributions ont enrichi la discussion. Le recrutement s'est fait auprès d'un réseau d'étudiants et de participants de programmes éducatifs, l'accent étant mis sur les personnes désireuses de s'engager pleinement dans des discussions sur la participation des jeunes et la représentation des genres.

## **Méthodes de collecte de données**

L'enquête en ligne a été diffusée sous forme de questionnaire sur les plateformes numériques, utilisant des questions à choix multiples et des questions ouvertes pour permettre aux répondants de partager leurs réflexions et expériences en détail. Les sujets abordés comprenaient l'engagement des jeunes dans les activités civiques, les obstacles à la participation, les sources d'information politique et les perceptions de la représentation des genres. Les questions ouvertes apportaient des éclairages qualitatifs complétant les données quantitatives.

La discussion de groupe était semi-structurée, permettant une certaine flexibilité pour approfondir les sujets. Tout en mettant l'accent sur la participation des jeunes à la prise de décision, la discussion a naturellement abordé la représentation des genres, en particulier pour les participants non binaires et transgenres. Les principaux sujets abordés comprenaient les défis de la participation civique, l'impact de l'identité de genre sur la prise de décision et les implications plus larges pour l'engagement des jeunes dans les contextes formels et informels. La discussion a été enregistrée avec le consentement des participants.

## **Considérations éthiques**

Les participants à l'enquête et au groupe de discussion ont été pleinement informés de l'objectif de l'étude, de l'utilisation des données et de leurs droits, y compris la possibilité de se retirer à tout moment, après avoir obtenu leur consentement avant leur participation. La confidentialité a été garantie par l'anonymisation des données et la suppression des informations permettant l'identification des participants dans les rapports et publications. Le groupe de discussion s'est déroulé dans un environnement sûr et bienveillant, et l'animateur a été formé pour aborder les sujets sensibles de manière inclusive et respectueuse.

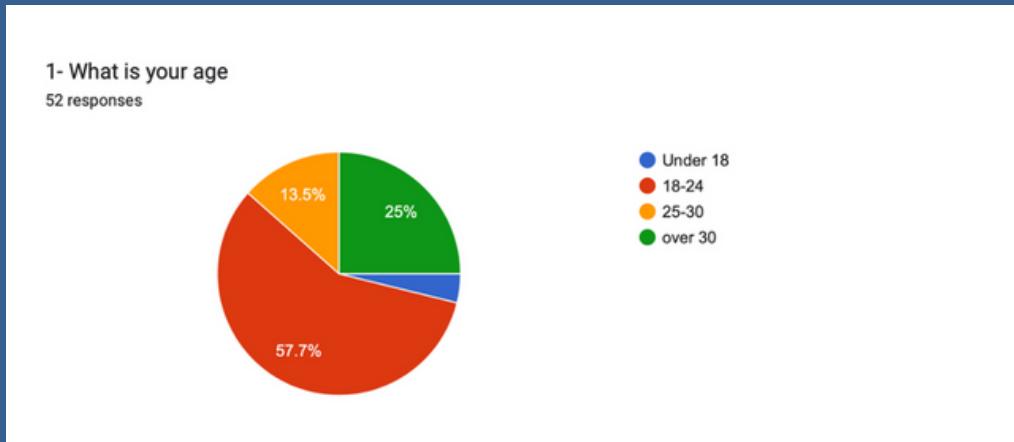
## **Analyse des données**

Les données quantitatives de l'enquête en ligne ont été analysées à l'aide de statistiques descriptives afin d'identifier les tendances en matière de participation des jeunes, les obstacles à l'engagement et les perceptions de la représentation des genres. Les données qualitatives issues des réponses à l'enquête ouverte et des discussions de groupe ont été analysées thématiquement, identifiant des thèmes clés, notamment les défis rencontrés par les groupes de genre marginalisés et l'influence de l'éducation et de l'information sur l'engagement des jeunes. La triangulation entre les observations des groupes de discussion et les données de l'enquête a renforcé la fiabilité et la validité des résultats, offrant une compréhension globale des enjeux.

# Résultats de la recherche

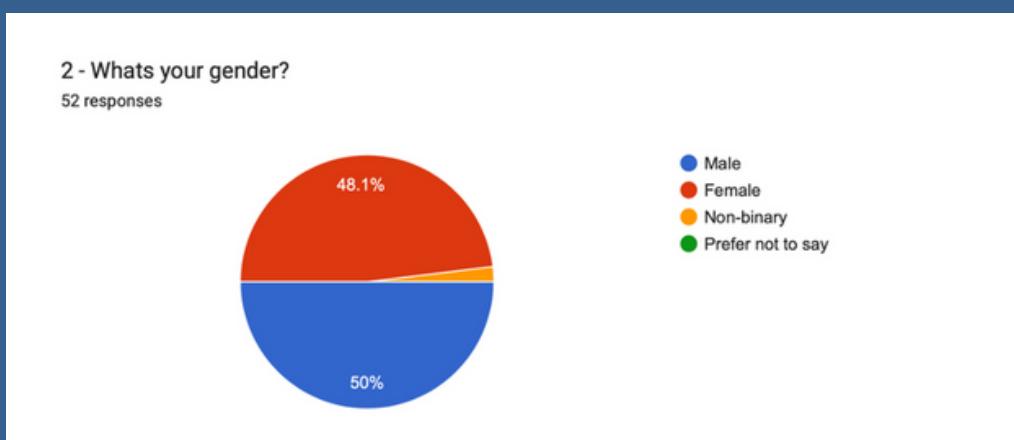
## Partie 1 – Enquête en ligne

### Tranche d'âge



Les répondants à l'enquête sont principalement âgés de 18 à 24 ans, soit 57,7 % des participants. Ce groupe est probablement axé sur l'éducation, l'emploi et le début de carrière, ce qui influence fortement les résultats de l'enquête. Le deuxième groupe le plus important, soit 25 % des répondants, a plus de 30 ans et offre une perspective mature sur la stabilité à long terme et l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée. De plus, 13,5 % ont entre 25 et 30 ans et sont préoccupés par la sécurité de l'emploi et l'évolution de carrière. Le plus petit groupe, celui des moins de 18 ans (3,8 %), se concentre probablement sur les opportunités d'éducation et les perspectives d'avenir.

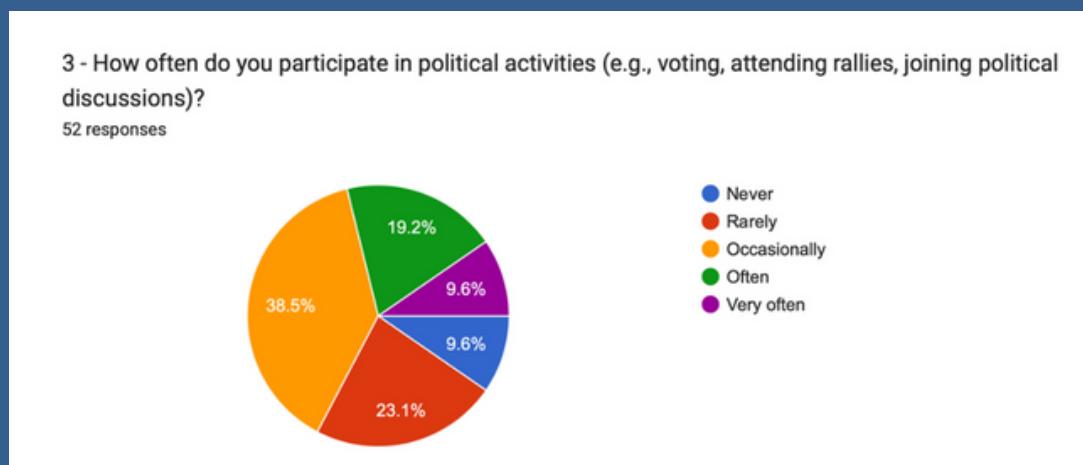
### Genre



La répartition des sexes parmi les répondants à l'enquête est assez équilibrée : 50 % s'identifient comme hommes et 48,1 % comme femmes. Un faible pourcentage (1,9 %) s'identifie comme non binaire, ce qui témoigne d'une certaine diversité d'identités de genre parmi les participants. La représentation quasi égale des hommes et des femmes garantit que les résultats de l'enquête reflètent de manière assez uniforme les points de vue et les préoccupations des deux sexes. L'inclusion de répondants non binaires, bien que représentant un petit groupe, ajoute une dimension d'inclusion importante à l'enquête.

## Engagement politique

### À quelle fréquence participez-vous à des activités politiques ?



Le graphique illustre la fréquence de la participation politique parmi les répondants, montrant un niveau d'engagement varié :

Occasionnellement (38,5 %): Le groupe le plus important de répondants participe occasionnellement à des activités politiques. Cela indique un niveau d'engagement modéré, les individus pouvant s'impliquer en politique lorsque cela correspond à leurs intérêts ou lorsque des événements particuliers les incitent à agir.

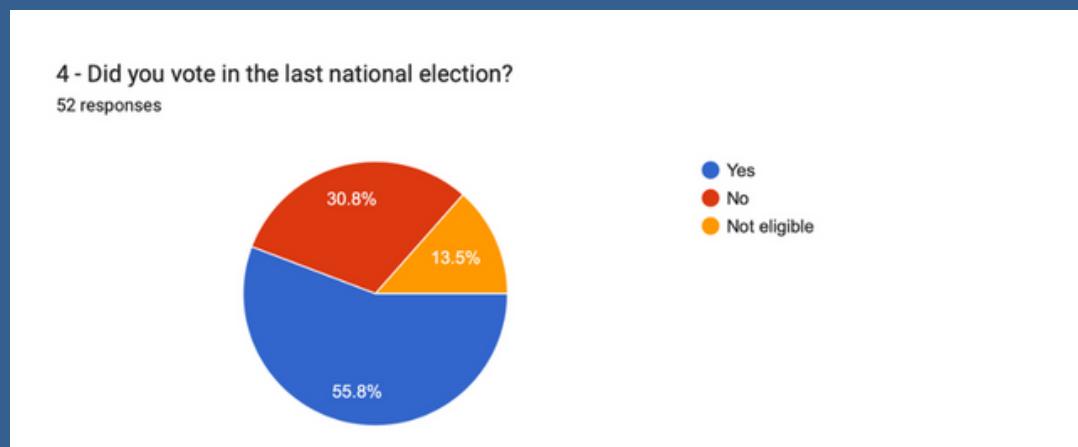
Rarement (23,1 %): Une part importante des répondants participent rarement à des activités politiques. Cela suggère que, même s'ils ne sont pas totalement désengagés, la participation politique ne fait pas partie intégrante de leur routine.

Souvent (19,2 %): Un groupe plus petit mais notable s'engage souvent dans des activités politiques, montrant un niveau d'implication et d'intérêt plus constant pour les questions politiques.

Jamais et Très souvent (9,6 % chacun): Les groupes les plus restreints sont ceux qui ne participent jamais ou qui sont très engagés, participant très souvent. Cela met en évidence les extrêmes de l'engagement politique, certains individus étant totalement désengagés et d'autres très actifs.

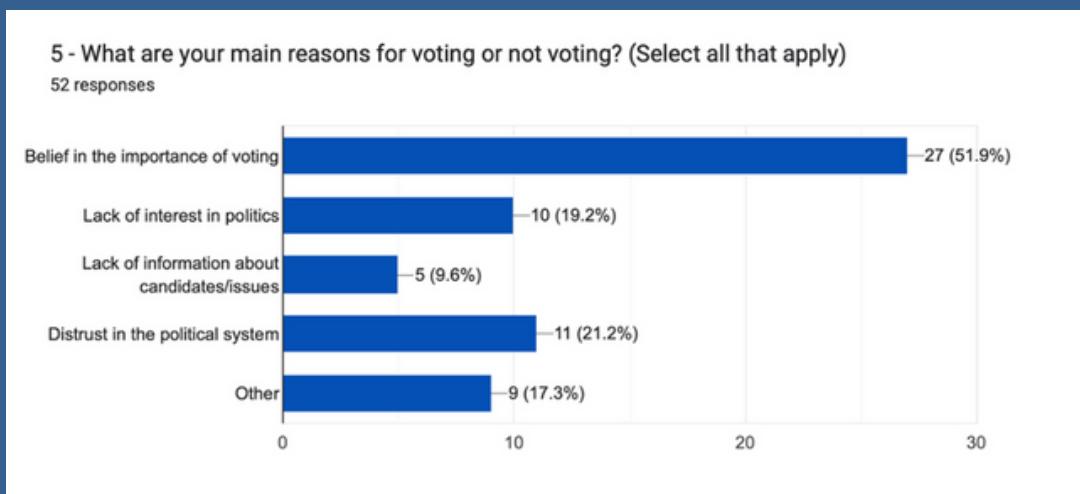
La majorité des répondants se classent dans les catégories « occasionnellement » et « rarement », ce qui indique que, malgré un certain niveau d'engagement, il ne s'agit pas d'une activité dominante ou constante pour la plupart. Cela suggère un potentiel d'accroissement de l'engagement politique, notamment en s'attaquant aux obstacles qui peuvent freiner une participation plus fréquente. L'existence d'une minorité très engagée montre qu'il existe également des possibilités de tirer parti de l'enthousiasme de ce groupe pour encourager une participation plus large de ses pairs.

#### Avez-vous voté aux dernières élections nationales ?



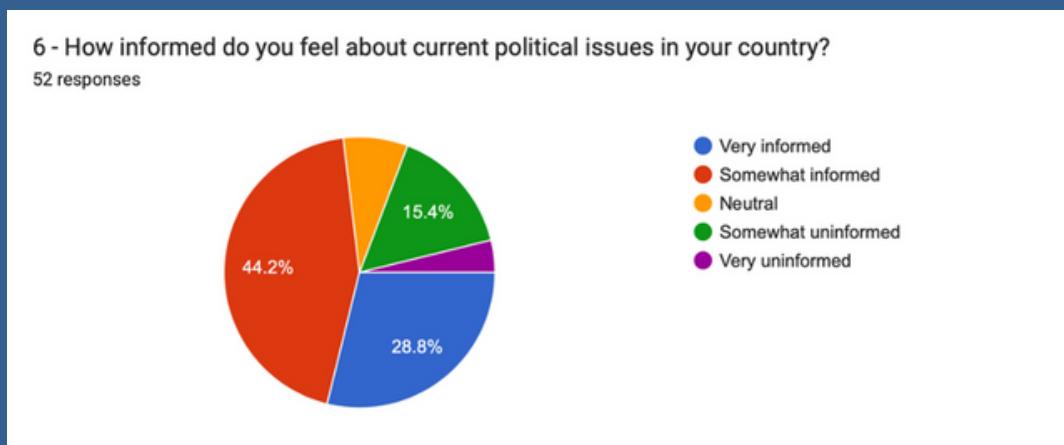
55,8 % des répondants ont voté lors des dernières élections nationales, ce qui témoigne d'un fort engagement civique. Cependant, 30,8 % n'ont pas voté, ce qui met en évidence un groupe important qui pourrait bénéficier d'actions ciblées de mobilisation électorale. De plus, 13,5 % n'étaient pas en droit de voter, probablement en raison de leur âge ou de leur nationalité, ce qui représente un groupe important pour de futures actions de sensibilisation à l'approche de l'âge de voter.

## Quelles sont vos principales raisons de voter ou de ne pas voter ?



51,9 % des répondants ont voté par conviction de l'importance du vote, témoignant d'un profond sens civique. Cependant, 21,2 % n'ont pas voté par défiance envers le système politique, signe d'une désillusion importante. De plus, 19,2 % ont évoqué un manque d'intérêt pour la politique, témoignant d'un désengagement généralisé, tandis que 9,6 % ont manqué d'informations sur les candidats ou les enjeux, soulignant la nécessité d'une meilleure éducation des électeurs. Enfin, 17,3 % ont invoqué d'autres raisons, telles que des obstacles personnels ou logistiques.

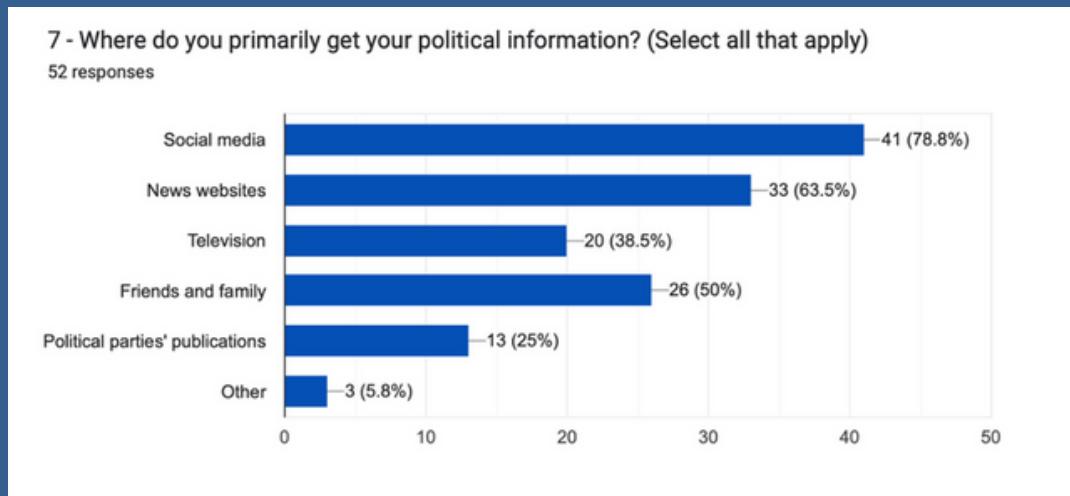
## Dans quelle mesure êtes-vous informé des enjeux politiques actuels dans votre pays ?



Le graphique révèle que 44,2 % des répondants se sentent plutôt informés sur les questions politiques, ce qui reflète un niveau de connaissance modéré. Parallèlement, 28,8 % se considèrent très informés, ce qui témoigne d'un fort engagement et probablement d'une implication plus profonde dans les discussions politiques. En revanche, 15,4 % se sentent plutôt mal informés et 1,9 % très mal informés, ce qui met en évidence d'importantes lacunes dans l'accès ou l'intérêt à l'information politique. Les 9,6 % qui sont neutres peuvent s'intéresser passivement ou occasionnellement à la politique.

Si la plupart des répondants ont une compréhension raisonnable des enjeux politiques, on observe un net fossé entre les niveaux de confiance en leurs connaissances. Cela souligne l'importance d'actions ciblées pour améliorer la culture politique, en particulier pour ceux qui se sentent mal informés. Proposer un contenu politique plus accessible, engageant et fiable pourrait contribuer à combler ce déficit de connaissances et à encourager une participation citoyenne plus éclairée à tous les niveaux.

## Où obtenez-vous principalement vos informations ?

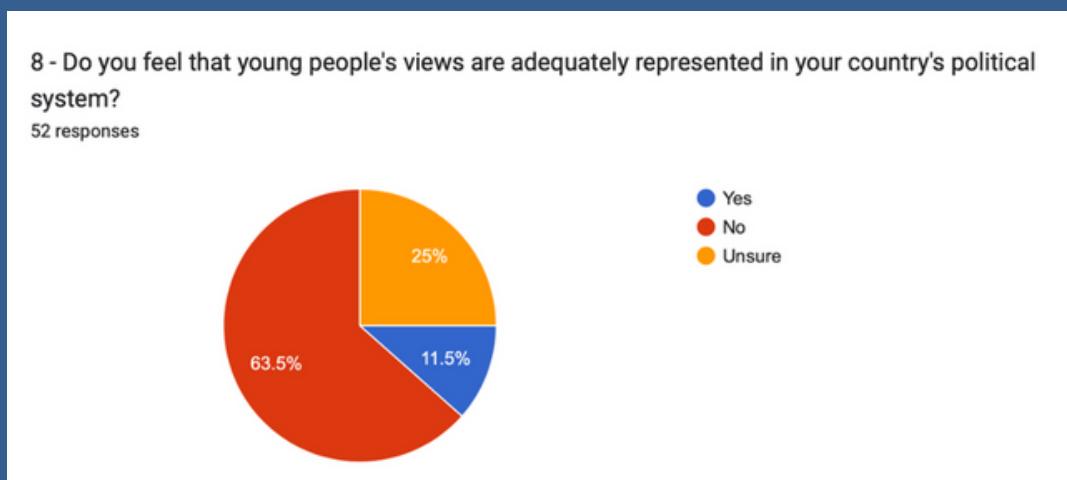


Le graphique montre que les médias sociaux constituent la principale source d'information politique pour la plupart des répondants, suivis des sites d'information et des discussions entre amis et en famille. Si les médias traditionnels comme la télévision conservent leur pertinence, le recours aux plateformes numériques souligne la nécessité d'une éducation aux médias pour garantir l'exactitude et la fiabilité des informations consultées en ligne.

- Médias sociaux (78,8 %): La majorité des répondants s'appuient sur les médias sociaux pour s'informer sur la politique, ce qui témoigne de leur influence prépondérante sur la formation de la conscience et des opinions politiques. Cela suggère que les médias sociaux jouent un rôle crucial dans la manière dont les jeunes accèdent aux contenus politiques et s'y intéressent, mais cela soulève également des inquiétudes quant à la qualité et à l'exactitude des informations qu'ils reçoivent.
- Sites d'information (63,5 %): Une part importante des répondants se tourne également vers les sites d'information pour s'informer sur la politique. Cela indique que, malgré la popularité des réseaux sociaux, beaucoup recherchent encore des sources d'information en ligne plus traditionnelles pour une couverture plus détaillée et plus fiable.

- Amis et famille (50 %): La moitié des répondants comptent sur les discussions avec leurs proches pour se tenir informés de la politique. Cela souligne l'importance des réseaux personnels dans la formation des opinions politiques et suggère que la communication interpersonnelle reste un élément essentiel de l'échange d'informations politiques.
- Télévision (38,5 %): La télévision demeure une source d'information politique pertinente pour plus d'un tiers des répondants. Cela indique que si les plateformes numériques dominent, les médias traditionnels jouent toujours un rôle, notamment pour les programmes plus approfondis ou programmés comme les journaux télévisés et les débats.
- Publications des partis politiques (25 %): Un quart des répondants utilisent les publications des partis politiques comme source, ce qui suggère que certaines personnes recherchent activement des informations directement auprès des organisations politiques, peut-être pour mieux comprendre les positions et les politiques des partis.
- Autres sources (5,8 %): Un faible pourcentage de répondants s'appuie sur d'autres sources non mentionnées, comme la presse écrite, les podcasts ou d'autres plateformes numériques. Cette diversité des sources indique que certains répondants cherchent des informations politiques au-delà des médias traditionnels.

**Pensez-vous que les opinions des jeunes sont suffisamment représentées dans le système politique de votre pays ?**

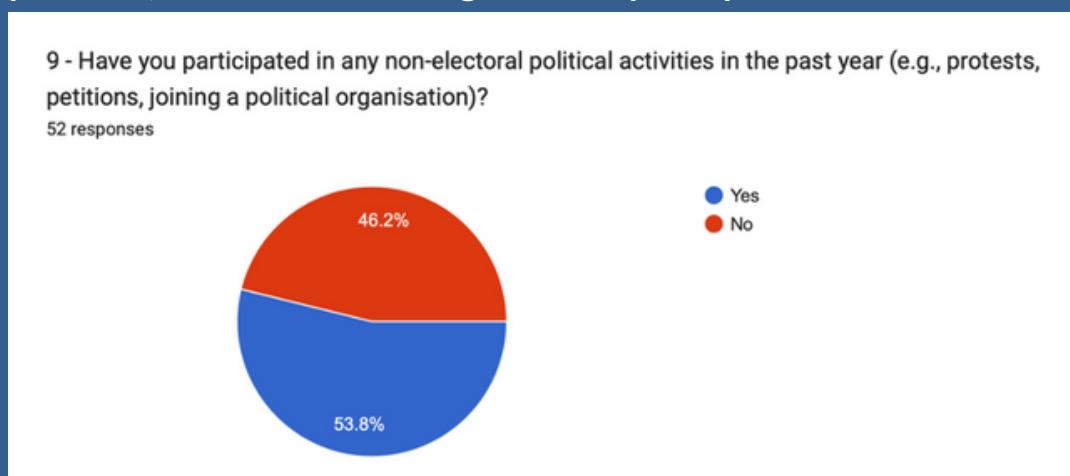


Le graphique montre que 63,5 % des répondants estiment que les opinions des jeunes ne sont pas suffisamment représentées dans le système politique, ce qui témoigne d'un sentiment généralisé d'être ignorés ou marginalisés. Ce manque de représentation pourrait être source de désillusion et de désengagement chez les jeunes, qui pourraient avoir l'impression que leurs préoccupations ne sont pas prises au sérieux par les dirigeants politiques. Parallèlement, 25 % sont incertains, ce qui pourrait refléter une incertitude quant à l'ampleur de l'influence des jeunes ou un manque de sensibilisation au processus de prise de décisions politiques. Seuls 11,5 % estiment que les opinions des jeunes sont bien représentées, ce qui suggère que très peu d'entre eux estiment que l'environnement politique actuel les inclut efficacement.

Ces résultats suggèrent un net décalage entre les jeunes et le système politique, susceptible d'engendrer désengagement et méfiance. Pour y remédier, il convient de s'attacher à accroître la participation des jeunes à la prise de décision et de veiller à ce que leurs voix soient entendues et prises en compte de manière visible.

## Engagement communautaire

**Avez-vous participé à des activités politiques non électorales au cours de l'année écoulée ? (par exemple, des manifestations, des pétitions, l'adhésion à une organisation politique)**

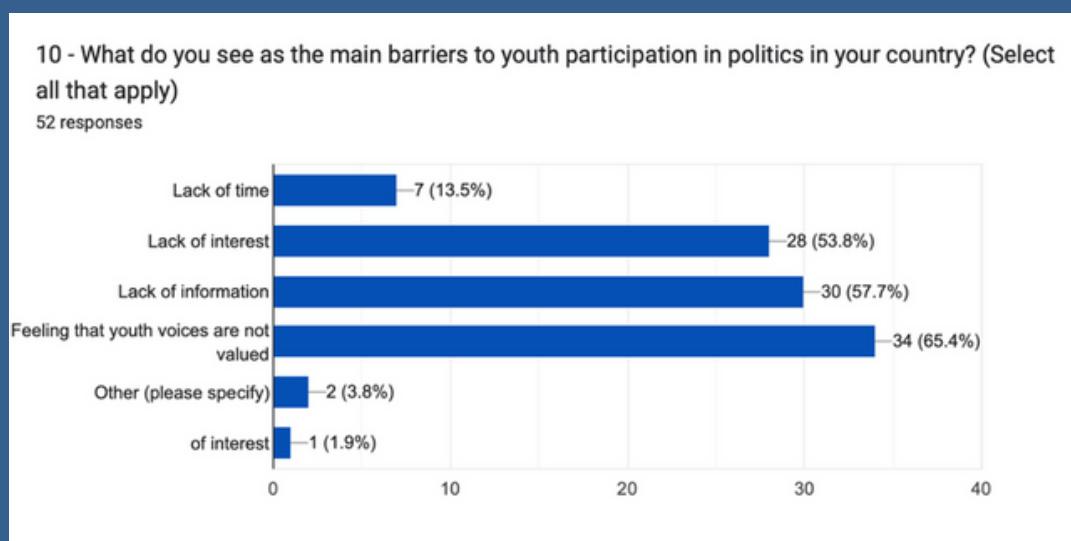


Le graphique révèle que 53,8 % des répondants participent activement à des activités politiques non électorales telles que des manifestations et des pétitions, démontrant ainsi une approche proactive pour influencer les questions politiques et sociales.

Cela indique qu'une part importante des jeunes est motivée à agir au-delà du vote traditionnel, peut-être par un sentiment d'urgence ou d'insatisfaction face au paysage politique actuel.

En revanche, 46,2 % n'ont pas participé à de telles activités, ce qui peut indiquer des obstacles tels que des contraintes de temps, un manque d'intérêt ou le sentiment que ces actions ne changeront rien. Cela suggère la nécessité de stratégies pour réduire ces obstacles et créer des voies d'engagement politique plus accessibles et attrayantes, afin que davantage de jeunes puissent participer activement à la construction de leur société.

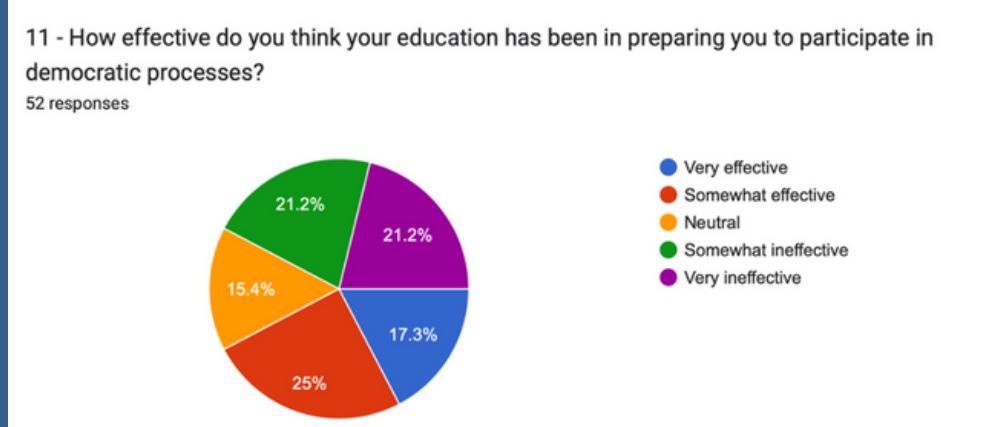
### **Quels sont, selon vous, les principaux obstacles à la participation et à l'engagement des jeunes en politique dans votre pays ?**



Le graphique montre que les principaux obstacles à la participation des jeunes à la politique sont le sentiment que leur voix n'est pas valorisée et le manque d'information, deux facteurs qui contribuent à un sentiment de déconnexion et de désengagement. S'attaquer à ces problèmes en veillant à ce que la voix des jeunes soit entendue et en fournissant une information plus accessible pourrait contribuer à accroître la participation politique. Le pourcentage important de répondants citant un manque d'intérêt suggère également la nécessité de rendre la politique plus pertinente et engageante pour les jeunes.

- Sentiment que la voix des jeunes n'est pas valorisée (65,4 %): L'obstacle le plus important identifié est le sentiment que la voix des jeunes n'est pas valorisée, 65,4 % des répondants soulignant ce problème. Cela suggère un sentiment répandu chez les jeunes que leurs opinions et préoccupations ne sont pas prises au sérieux par les dirigeants politiques ou au sein du système politique.
- Manque d'information (57,7 %): Le manque d'information est un autre obstacle majeur, cité par 57,7 % des répondants. Cela indique que de nombreux jeunes estiment ne pas avoir suffisamment accès à l'information nécessaire pour participer efficacement à la vie politique, qu'il s'agisse des enjeux, du processus politique ou des modalités d'engagement.
- Manque d'intérêt (53,8 %): Plus de la moitié des répondants (53,8 %) ont indiqué que le manque d'intérêt pour la politique constituait un obstacle. Cela reflète un problème plus large de désengagement politique, les jeunes ne considérant pas la politique comme suffisamment pertinente ou engageante pour justifier leur engagement.
- Manque de temps (13,5 %): Un pourcentage plus faible (13,5 %) a identifié le manque de temps comme un obstacle, ce qui suggère que même si cela constitue une préoccupation pour certains, ce n'est pas le principal problème qui empêche les jeunes de participer à la politique.
- Autres obstacles (3,8 %): Quelques répondants (3,8 %) ont mentionné d'autres obstacles non spécifiés, indiquant qu'il pourrait y avoir des obstacles supplémentaires, moins courants, qui n'étaient pas pris en compte dans les catégories principales.
- Manque d'intérêt (1,9 %): Un répondant a souligné un obstacle spécifique lié à l'intérêt, suggérant que certains peuvent avoir le sentiment que les questions politiques ne correspondent pas à leurs intérêts personnels.

***Dans quelle mesure pensez-vous que votre éducation vous a aidé à vous préparer à participer aux processus démocratiques ?***

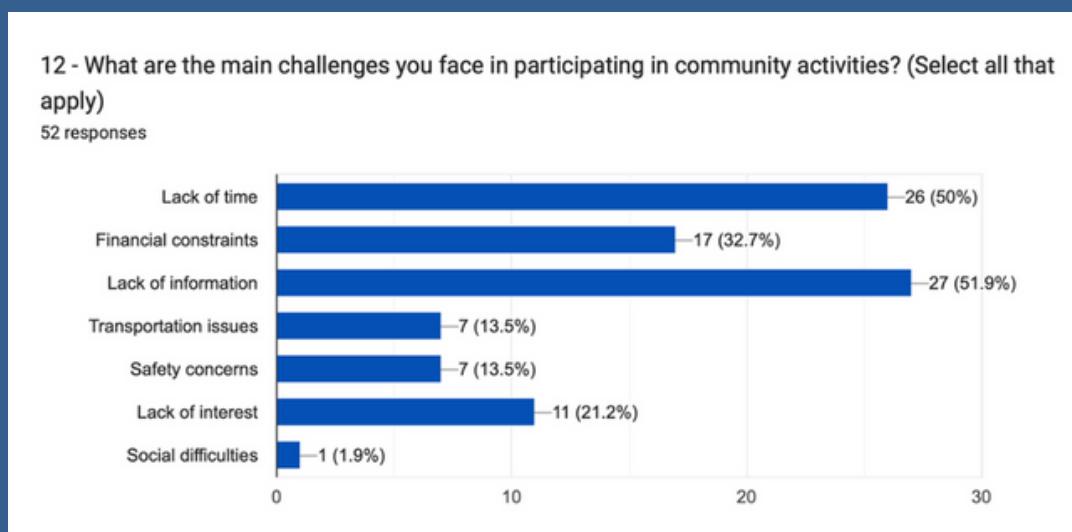


La majorité des répondants (25 %) estiment que leur éducation les a préparés de manière plutôt efficace à la participation démocratique, même si des lacunes persistent en matière de confiance. Au total, 42,4 % estiment que leur éducation a été plutôt ou très inefficace, ce qui indique que près de la moitié des répondants se sentent insuffisamment préparés, soulignant la nécessité d'une meilleure éducation civique. Parallèlement, 17,3 % estiment que leur éducation a été très efficace, ce qui montre qu'une minorité se sent bien préparée à s'engager dans les processus démocratiques. De plus, 15,4 % sont neutres, reflétant des sentiments mitigés ou une incertitude quant à l'efficacité de leur éducation dans ce domaine.

Les réponses suggèrent que de nombreux jeunes ne se sentent que modérément préparés par leur éducation à participer aux processus démocratiques, et qu'une part importante d'entre eux se sent insuffisamment préparée. Cela souligne la nécessité d'améliorer l'éducation civique, notamment en fournissant des connaissances et des compétences pratiques qui permettent aux jeunes de s'engager efficacement dans la démocratie.

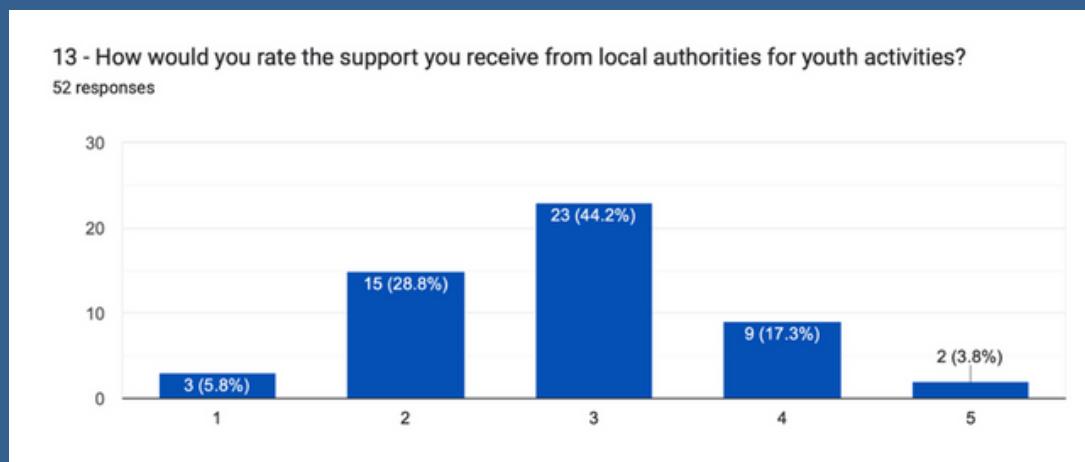
## Défis et soutien

### Quels sont les principaux défis auxquels vous faites face lorsque vous participez à des activités communautaires ?



Le graphique montre que les principaux obstacles à la participation des jeunes aux activités communautaires sont le manque d'information (51,9 %) et le manque de temps (50 %). Les contraintes financières (32,7 %) sont également importantes, ce qui suggère que les coûts associés à la participation dissuadent de nombreux jeunes. De plus, 21,2 % ont cité un manque d'intérêt, tandis que 13,5 % sont confrontés à des problèmes de transport et de sécurité. Un faible pourcentage (1,9 %) a mentionné les difficultés sociales comme un obstacle.

### Comment évalueriez-vous le soutien que vous recevez des autorités locales pour les activités de jeunesse ?

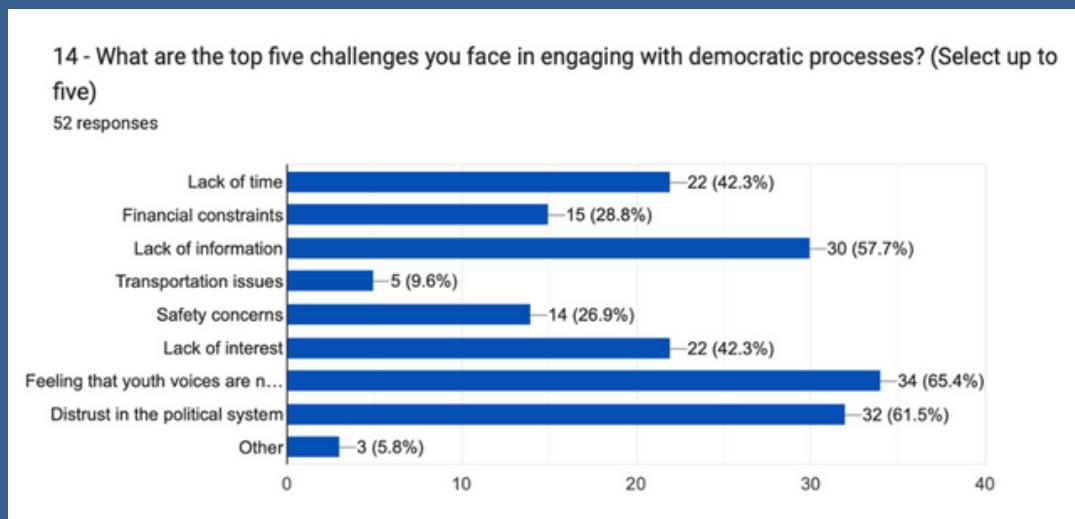


Le graphique révèle que la plupart des répondants perçoivent le soutien des autorités locales aux activités de jeunesse comme moyen, voire inférieur à la moyenne, et très peu d'entre eux se disent très satisfaits. Cela souligne la nécessité pour les autorités locales de renforcer leur soutien aux activités de jeunesse afin de mieux répondre aux attentes et aux besoins des jeunes.

Le graphique montre que la plupart des répondants jugent le soutien des autorités locales aux activités de jeunesse moyen (44,2 %) ou inférieur à la moyenne (28,8 %), seuls 17,3 % le jugeant supérieur à la moyenne. Très peu de répondants ont exprimé des opinions extrêmes, 5,8 % jugeant le soutien médiocre (1) et 3,8 % excellent (5). Globalement, cela suggère un besoin d'amélioration dans la manière dont les autorités locales soutiennent les activités de jeunesse.

## Identification des défis

Quels sont les cinq principaux défis auxquels vous êtes confrontés lorsque vous participez aux processus démocratiques ?



- Le graphique révèle que la sous-estimation de la voix des jeunes, la méfiance envers le système politique et le manque d'information sont les principaux obstacles à leur participation aux processus démocratiques. Les contraintes de temps, le manque d'intérêt, les obstacles financiers et les préoccupations en matière de sécurité jouent également un rôle important.
- Sentiment que la voix des jeunes n'est pas valorisée (65,4 %): Le défi le plus important est la perception que la voix des jeunes n'est pas valorisée, ce qui suggère que de nombreux jeunes ont le sentiment que leur contribution n'est pas prise en compte dans les discussions politiques et la prise de décision.
- Méfiance envers le système politique (61,5 %): La méfiance envers le système politique est un autre obstacle majeur, une grande partie des répondants étant sceptiques quant à l'intégrité et à l'efficacité des institutions politiques.
- Manque d'information (57,7%): Plus de la moitié des répondants se sentent gênés par un manque d'information, soulignant la nécessité d'informations plus accessibles et plus claires sur les questions politiques, les candidats et les méthodes de participation.

- Manque de temps et manque d'intérêt (42,3 % chacun): Le manque de temps et le manque d'intérêt sont tous deux des défis courants, ce qui indique que les emplois du temps chargés et l'apathie contribuent à un engagement moindre dans les processus démocratiques.
- Contraintes financières (28,8 %): Les obstacles financiers limitent également la participation, car les coûts associés à la participation, tels que le transport ou les frais, sont une préoccupation pour près d'un tiers des répondants.
- Préoccupations en matière de sécurité (26,9 %): Les préoccupations en matière de sécurité sont un facteur dissuasif pour environ un quart des répondants, en particulier lorsqu'il s'agit d'assister à des événements tels que des manifestations ou des rassemblements.
- Problèmes de transport (9,6 %): Une plus petite partie des répondants sont confrontés à des problèmes de transport, ce qui rend difficile pour eux l'accès physique aux possibilités de participation.

### Analyse in situ

Cette analyse présente les résultats d'une enquête in situ menée auprès d'un groupe de discussion composé de huit jeunes. Ce groupe a exploré les expériences de représentation des genres et de participation des jeunes à la prise de décision civique et politique, ainsi que dans des contextes sociaux informels tels que les rencontres entre amis. Le groupe comprenait des personnes s'identifiant comme non binaires, offrant des perspectives critiques sur les défis auxquels ces communautés sont confrontées pour être reconnues et valorisées dans les processus décisionnels.

Les discussions étaient ouvertes, permettant aux participants de partager librement leurs expériences personnelles en matière de représentation des genres dans les contextes civiques et politiques. L'accent était mis sur la compréhension de la perception de leur rôle par ces jeunes et des défis auxquels ils sont confrontés pour participer aux processus décisionnels, tant dans des contextes formels (comme l'engagement civique et politique) qu'informels (comme les rassemblements sociaux).

## Principales conclusions

### Défis de la participation civique et politique des jeunes:

Les participants aux groupes de discussion ont fait état d'obstacles importants à leur participation à la prise de décision civique et politique, en particulier pour les personnes s'identifiant comme non binaires et transgenres. Ils ont souvent le sentiment que leur voix n'est pas prise au sérieux, voire totalement ignorée, ce qui engendre un sentiment d'exclusion des processus qui affectent directement leur vie. Ce manque de reconnaissance s'étend au-delà des espaces politiques formels et touche également les milieux sociaux informels où se rassemblent les jeunes, renforçant ainsi leur marginalisation et rendant difficile leur pleine participation à la vie civique et politique.

### Luttes pour la reconnaissance et l'inclusion:

Le groupe de discussion a révélé une lutte commune chez les jeunes non binaires et transgenres pour être reconnus, non seulement pour leur identité de genre, mais aussi pour la légitimité et l'importance de leurs contributions au débat civique et politique. Les participants ont exprimé le besoin constant d'affirmer leur droit d'être entendus, tant dans des environnements structurés comme les forums civiques que dans des contextes informels avec leurs pairs. Ce besoin constant de se battre pour obtenir une reconnaissance décourage souvent la participation continue, car ils ont souvent le sentiment que leurs opinions ne sont ni prises au sérieux ni valorisées.

### Intersection de l'identité de genre et de l'engagement des jeunes:

La discussion a mis en lumière l'intersection entre l'identité de genre et les enjeux plus larges de l'engagement des jeunes dans les processus civiques et politiques. Les participants ont souligné que l'exclusion à laquelle ils sont confrontés dans les interactions sociales quotidiennes reflète souvent les difficultés qu'ils rencontrent dans les espaces civiques et politiques formels. Cette intersectionnalité souligne la nécessité d'intégrer toutes les identités de genre dans les initiatives d'engagement, afin que les jeunes non binaires et transgenres se sentent habilités à participer pleinement à ces processus. En s'attaquant à ces obstacles qui se chevauchent, nous pouvons créer un environnement plus inclusif où tous les jeunes, quelle que soit leur identité de genre, sont encouragés à s'engager dans des activités civiques et politiques.

## Conclusion

Cette analyse souligne les défis importants auxquels sont confrontés les jeunes non binaires dans les processus décisionnels civiques et politiques, ainsi que dans les interactions sociales informelles. Les résultats du groupe de discussion révèlent que ces personnes peinent souvent à faire entendre leur voix et à faire reconnaître leurs contributions, ce qui engendre un sentiment de marginalisation et d'exclusion. Ce manque de reconnaissance ne se limite pas aux contextes politiques formels, mais est également répandu dans les environnements sociaux quotidiens, ce qui entrave encore davantage leur capacité à s'engager pleinement dans la vie civique et politique.

L'intersection entre identité de genre et engagement des jeunes souligne l'importance cruciale d'approches plus inclusives dans tous les domaines de la prise de décision. Les expériences partagées par les participants démontrent que sans efforts délibérés pour inclure et valoriser les diverses identités de genre, une part importante des jeunes continuera de se sentir déconnectée et sous-représentée.

Pour relever ces défis, il faut des stratégies ciblées qui favorisent l'inclusion, offrent des espaces sûrs de dialogue et garantissent que tous les jeunes, quelle que soit leur identité de genre, soient habilités à participer de manière significative aux activités civiques et politiques.

# Les défis de la participation démocratique

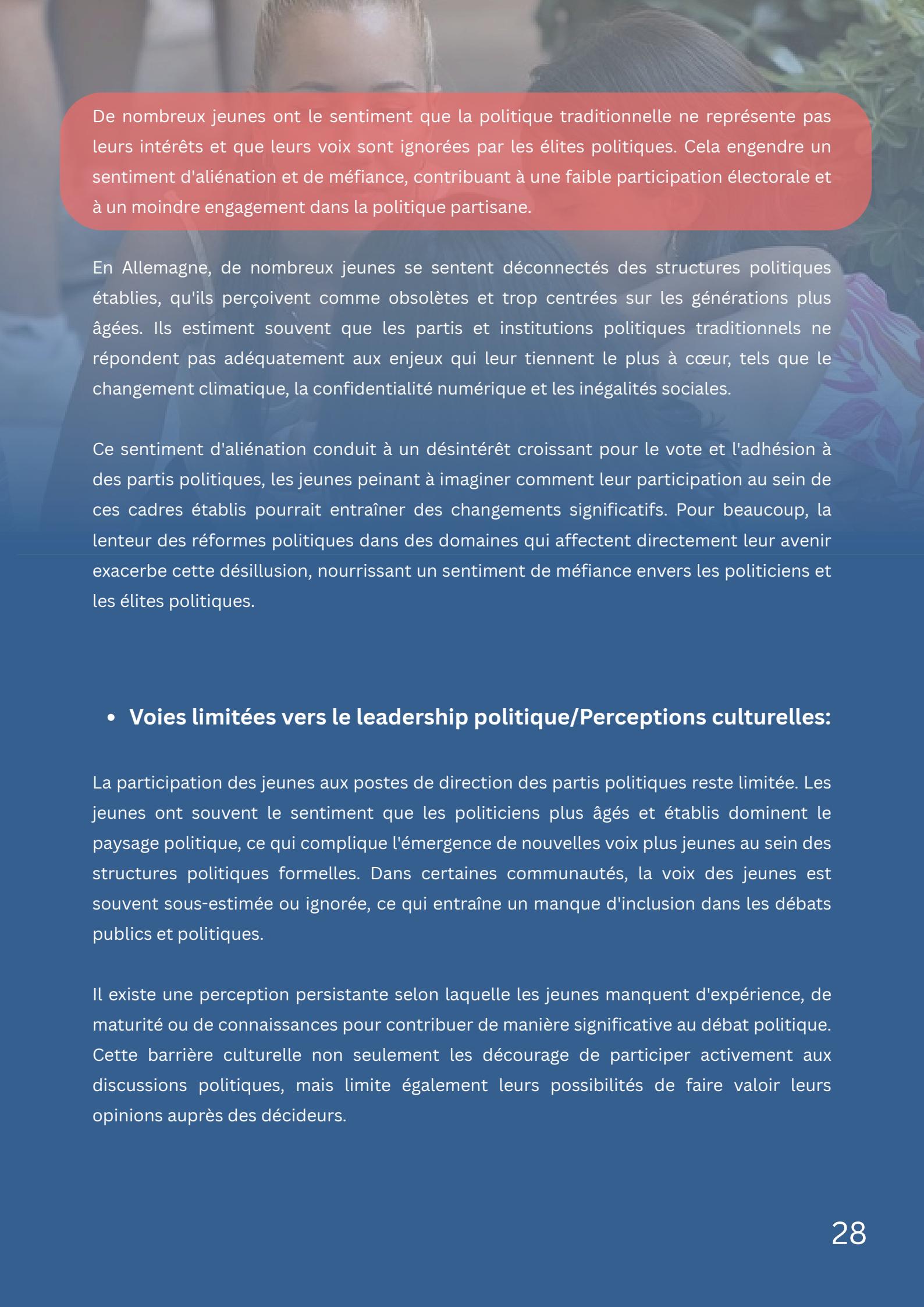
Malgré un intérêt croissant des jeunes pour les questions politiques et sociales, plusieurs obstacles majeurs entravent leur pleine participation aux processus démocratiques en Allemagne. Ces obstacles sont à la fois structurels, liés aux systèmes et institutions en place, et culturels, façonnés par les attitudes sociétales envers l'engagement des jeunes.

Bien que l'intérêt général pour les questions politiques soit élevé, plusieurs défis demeurent pour parvenir à une pleine participation des jeunes aux processus démocratiques formels :

- **Apathie et méfiance politiques/Désillusion à l'égard de la politique traditionnelle:**

En Allemagne, de nombreux jeunes se sentent déconnectés des structures politiques établies, qu'ils perçoivent comme obsolètes et trop centrées sur les générations plus âgées. Ils estiment souvent que les partis et institutions politiques traditionnels ne répondent pas adéquatement aux enjeux qui leur tiennent le plus à cœur, tels que le changement climatique, la confidentialité numérique et les inégalités sociales.

Ce sentiment d'aliénation conduit à un désintérêt croissant pour le vote et l'adhésion à des partis politiques, les jeunes peinant à imaginer comment leur participation au sein de ces cadres établis pourrait entraîner des changements significatifs. Pour beaucoup, la lenteur des réformes politiques dans des domaines qui affectent directement leur avenir exacerbe cette désillusion, nourrissant un sentiment de méfiance envers les politiciens et les élites politiques.



De nombreux jeunes ont le sentiment que la politique traditionnelle ne représente pas leurs intérêts et que leurs voix sont ignorées par les élites politiques. Cela engendre un sentiment d'aliénation et de méfiance, contribuant à une faible participation électorale et à un moindre engagement dans la politique partisane.

En Allemagne, de nombreux jeunes se sentent déconnectés des structures politiques établies, qu'ils perçoivent comme obsolètes et trop centrées sur les générations plus âgées. Ils estiment souvent que les partis et institutions politiques traditionnels ne répondent pas adéquatement aux enjeux qui leur tiennent le plus à cœur, tels que le changement climatique, la confidentialité numérique et les inégalités sociales.

Ce sentiment d'aliénation conduit à un désintérêt croissant pour le vote et l'adhésion à des partis politiques, les jeunes peinant à imaginer comment leur participation au sein de ces cadres établis pourrait entraîner des changements significatifs. Pour beaucoup, la lenteur des réformes politiques dans des domaines qui affectent directement leur avenir exacerbe cette désillusion, nourrissant un sentiment de méfiance envers les politiciens et les élites politiques.

- **Voies limitées vers le leadership politique/Perceptions culturelles:**

La participation des jeunes aux postes de direction des partis politiques reste limitée. Les jeunes ont souvent le sentiment que les politiciens plus âgés et établis dominent le paysage politique, ce qui complique l'émergence de nouvelles voix plus jeunes au sein des structures politiques formelles. Dans certaines communautés, la voix des jeunes est souvent sous-estimée ou ignorée, ce qui entraîne un manque d'inclusion dans les débats publics et politiques.

Il existe une perception persistante selon laquelle les jeunes manquent d'expérience, de maturité ou de connaissances pour contribuer de manière significative au débat politique. Cette barrière culturelle non seulement décourage de participer activement aux discussions politiques, mais limite également leurs possibilités de faire valoir leurs opinions auprès des décideurs.



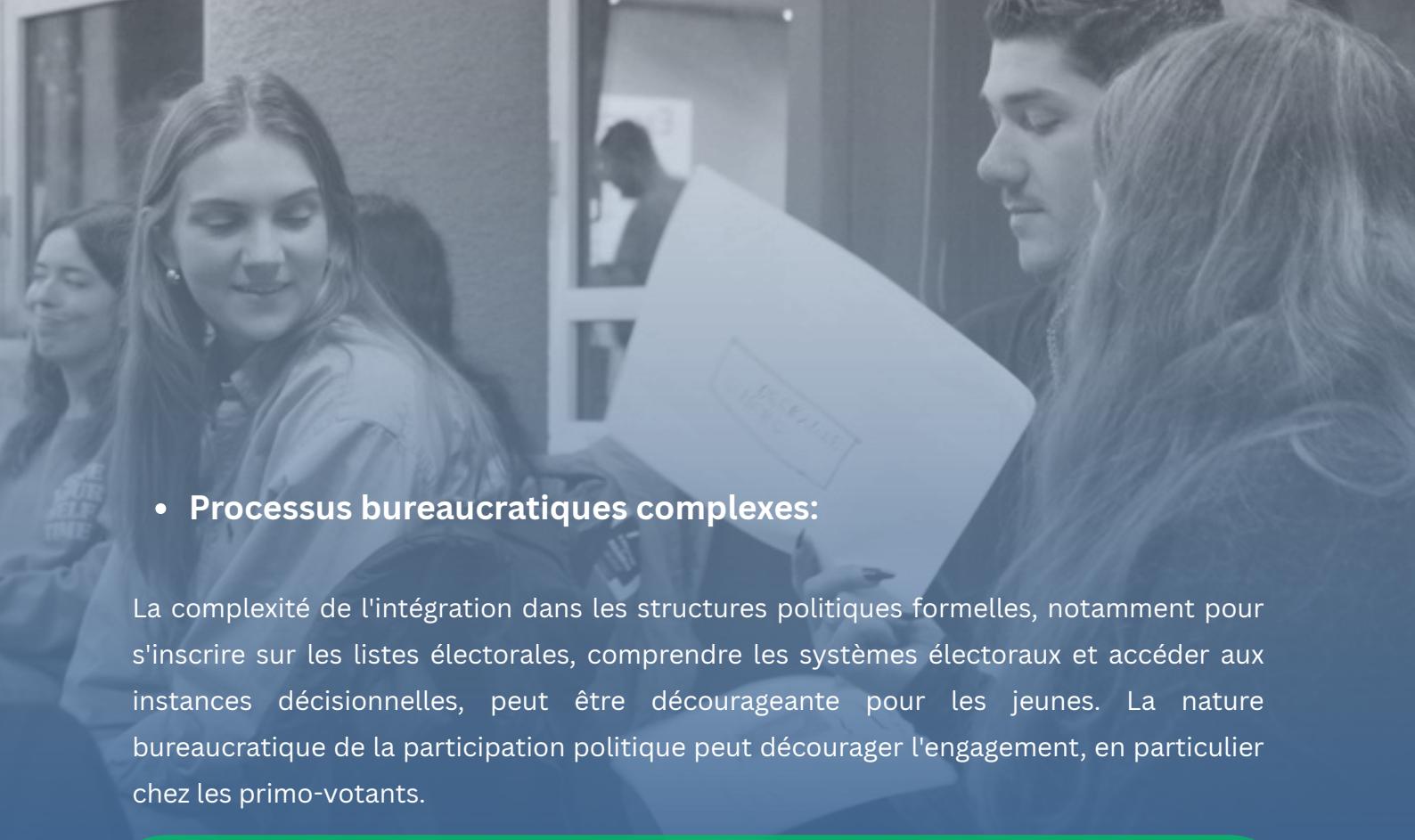
Par conséquent, les jeunes se sentent souvent mis à l'écart des débats cruciaux qui affectent leur avenir, ce qui renforce le cycle du désengagement. Pour surmonter cet obstacle, un changement culturel est nécessaire afin de reconnaître la validité des points de vue des jeunes et de les impliquer activement dans les processus décisionnels.

- **Inégalités d'accès à la participation civique/Disparités socio-économiques:**

Malgré des niveaux élevés d'engagement dans certains domaines, les jeunes issus de milieux socio-économiques défavorisés et de communautés marginalisées se heurtent souvent à des obstacles à leur participation, notamment un manque d'accès aux ressources, à l'éducation civique et aux plateformes d'engagement. Cela contribue à des taux de participation inégaux selon les groupes démographiques de jeunes.

Les inégalités économiques jouent un rôle crucial dans la participation des jeunes aux processus démocratiques. Les jeunes issus de milieux socio-économiques défavorisés sont souvent confrontés à des obstacles supplémentaires, tels qu'un accès limité aux ressources, au temps et aux réseaux qui pourraient faciliter l'engagement politique. Ces jeunes peuvent avoir du mal à concilier leur participation civique avec les pressions financières, les difficultés scolaires ou la nécessité de travailler, ce qui réduit leur capacité à s'engager dans les processus démocratiques.

De plus, l'engagement politique peut souvent apparaître comme un luxe pour ceux dont la survie économique est primordiale. Par conséquent, les disparités socioéconomiques entraînent une répartition inégale du pouvoir politique, où les jeunes les plus aisés sont surreprésentés dans le discours politique et les processus décisionnels.



- **Processus bureaucratiques complexes:**

La complexité de l'intégration dans les structures politiques formelles, notamment pour s'inscrire sur les listes électorales, comprendre les systèmes électoraux et accéder aux instances décisionnelles, peut être décourageante pour les jeunes. La nature bureaucratique de la participation politique peut décourager l'engagement, en particulier chez les primo-votants.

Pour certains jeunes, la complexité et la bureaucratie des processus politiques peuvent être intimidantes. Les procédures formelles de vote, la compréhension des programmes des partis politiques et la navigation dans les systèmes gouvernementaux semblent souvent inaccessibles. Nombre d'entre eux manquent d'éducation civique complète, ce qui les rend incertains quant à la manière d'interagir avec les institutions politiques, de comprendre les cadres juridiques ou de participer efficacement aux débats publics.

Ce manque de familiarité et de compréhension empêche les jeunes d'identifier clairement la voie à suivre pour influencer les politiques publiques. Par conséquent, ils peuvent se désengager complètement de l'engagement politique formel, se concentrant plutôt sur l'activisme politique ou les mouvements de terrain, où ils estiment que leurs contributions sont plus directes et plus efficaces.

# Principales tendances en matière de participation des jeunes

En Allemagne, l'engagement des jeunes dans les processus démocratiques a connu une évolution significative, passant des méthodes traditionnelles à des formes de participation plus militantes, numériques et locales. Cette évolution reflète l'évolution des priorités et des comportements d'une nouvelle génération de jeunes engagés et conscients de la politique.



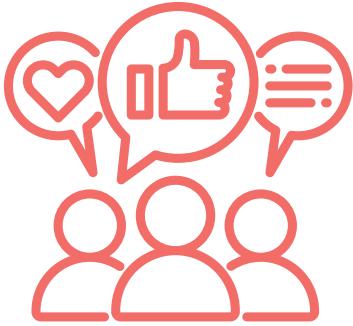
## **Passer de la politique formelle à l'activisme:**

**En Allemagne, de nombreux jeunes s'éloignent de plus en plus des structures politiques formelles telles que le vote ou l'adhésion à des partis politiques, privilégiant les mouvements sociaux et l'action directe.**

Des mouvements comme Fridays for Future illustrent parfaitement cette évolution. Les jeunes sont plus enclins à s'engager pour des causes spécifiques, axées sur des enjeux qui correspondent à leurs valeurs, comme le changement climatique, la justice sociale et l'égalité. Leur préférence pour le militantisme citoyen leur permet de constater un impact immédiat et répond davantage à leur désir de changement systémique.

Les données montrent que, si la participation électorale des jeunes est plus faible que celle des autres tranches d'âge, leur participation aux manifestations et au militantisme environnemental a fortement augmenté. Cela témoigne d'une réinvention de l'engagement politique, où les jeunes choisissent d'influencer le discours public et les politiques par le biais de mouvements sociaux plutôt que par la politique des partis établis.

## Plaidoyer numérique:



**L'essor des réseaux sociaux et des plateformes en ligne a transformé la façon dont les jeunes s'engagent en politique. L'activisme numérique est devenu un puissant outil pour les jeunes qui souhaitent s'organiser, exprimer leurs opinions et se mobiliser autour d'enjeux clés.**

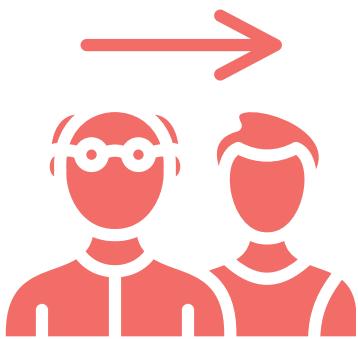
Des plateformes comme Twitter, Instagram et TikTok permettent une expression politique en temps réel et une mobilisation rapide du soutien. Les campagnes menées par des jeunes, notamment celles qui militent pour la justice climatique ou les droits humains, se propagent rapidement sur les réseaux numériques, contournant les mécanismes traditionnels de contrôle politique et médiatique. Cependant, la fracture numérique persiste, certains jeunes n'ayant pas accès aux outils ou aux compétences nécessaires pour participer efficacement à des actions de plaidoyer en ligne. Malgré cela, l'engagement numérique a permis à une grande partie de la jeunesse allemande de participer à la vie politique d'une manière adaptée à son mode de vie technophile et à son besoin d'action immédiate et décentralisée.



## Engagement local:

**Au-delà de la politique nationale, on observe une tendance croissante à l'engagement des jeunes au niveau local. Nombre d'entre eux trouvent plus facile d'avoir un impact concret dans leur communauté grâce à des initiatives telles que les assemblées citoyennes locales, le budget participatif et les projets communautaires.**

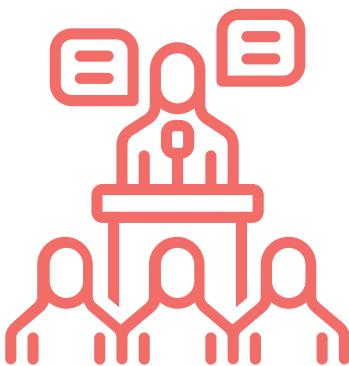
Ces plateformes permettent aux jeunes d'interagir directement avec les autorités locales et de constater plus rapidement les résultats de leur participation, leur procurant un sentiment d'autonomie souvent absent de la politique nationale ou fédérale. Ces dernières années, les municipalités allemandes ont de plus en plus adopté des processus de budget participatif, où les citoyens, y compris les jeunes, peuvent avoir leur mot à dire sur l'allocation des fonds locaux. Cela leur offre une réelle opportunité d'influencer les décisions qui affectent leur environnement immédiat, renforçant ainsi leur sentiment d'appartenance au processus démocratique.



### Le défi de combler le fossé:

Malgré des tendances encourageantes, des défis importants subsistent. Pour de nombreux jeunes, le processus politique formel reste perçu comme lointain et difficile d'accès. La complexité des systèmes bureaucratiques et l'impression que les institutions politiques manquent de réactivité contribuent à éloigner encore davantage les jeunes électeurs.

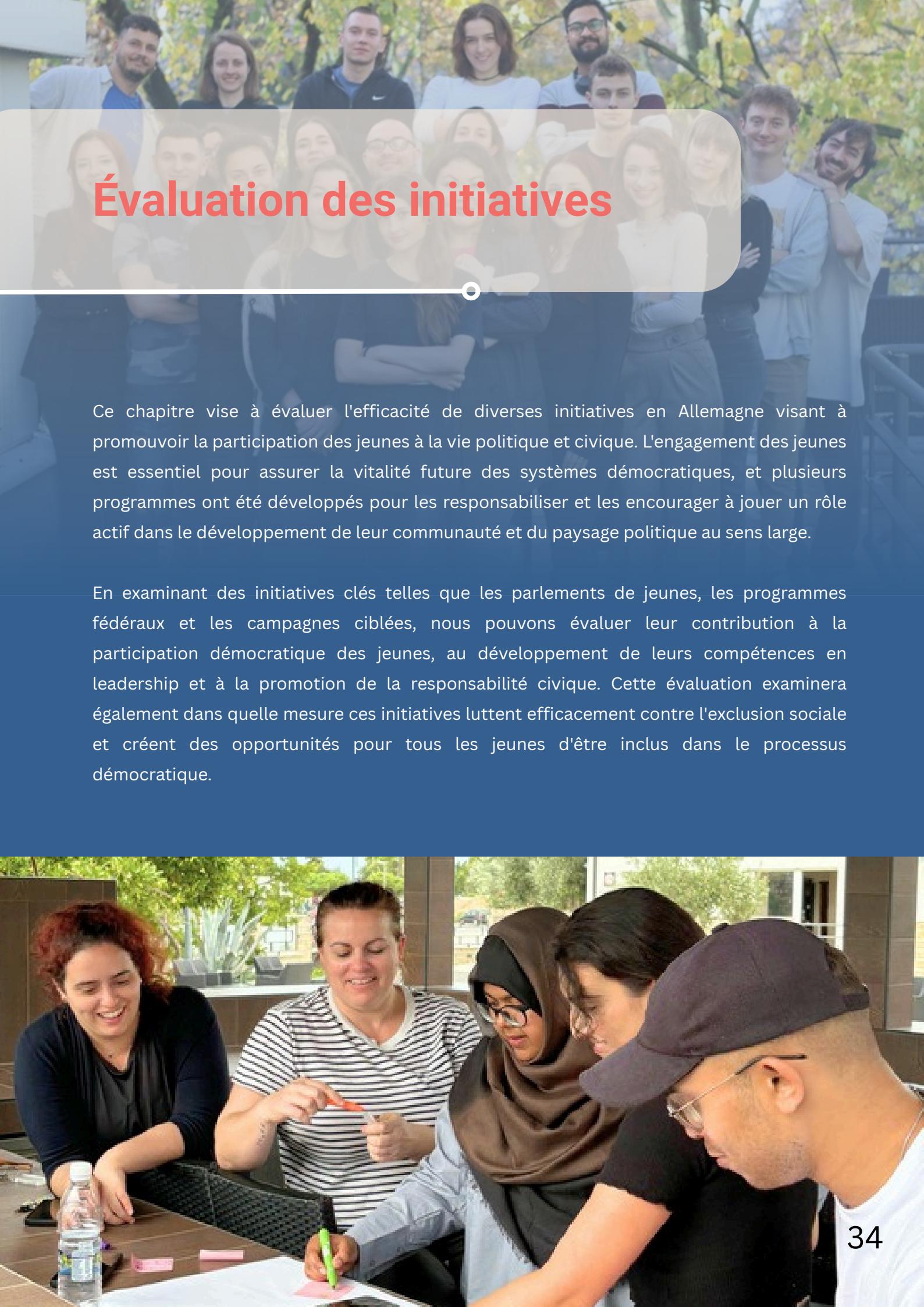
Bien qu'ils soient très engagés dans le militantisme et les initiatives locales, les jeunes sont moins nombreux à voter aux élections nationales ou à adhérer aux partis politiques traditionnels. Pour combler ce fossé, les institutions politiques doivent s'adapter et offrir aux jeunes davantage d'opportunités de voir leurs préoccupations prises en compte dans les processus décisionnels officiels. Simplifier les systèmes bureaucratiques et offrir des plateformes où les jeunes peuvent réellement s'exprimer sur l'élaboration des politiques sont des étapes cruciales.



### Représentation croissante dans les discussions politiques:

En Allemagne, les partis politiques et les institutions sont de plus en plus conscients de l'importance de la participation des jeunes pour l'avenir de la démocratie. Des initiatives ont été lancées pour inclure la voix des jeunes dans les discussions politiques, avec des conseils de jeunesse, des forums et des commissions parlementaires dédiés aux préoccupations spécifiques des jeunes.

Cependant, la représentation aux postes de direction reste limitée, et des efforts supplémentaires sont nécessaires pour garantir que les jeunes soient non seulement entendus, mais aussi qu'ils aient la possibilité de prendre des responsabilités. En Allemagne, la participation des jeunes à la démocratie évolue des méthodes traditionnelles vers des formes d'engagement plus axées sur les enjeux, le militantisme et le numérique. Cette tendance reflète une nouvelle génération de jeunes engagés et conscients de la politique, qui ne se détournent pas nécessairement de la politique, mais redéfinissent plutôt leur interaction avec les processus démocratiques. Les efforts visant à mobiliser les jeunes doivent reconnaître ces tendances et s'y adapter, en veillant à ce qu'ils disposent de multiples moyens d'influencer les décisions qui engagent leur avenir.



# Évaluation des initiatives

Ce chapitre vise à évaluer l'efficacité de diverses initiatives en Allemagne visant à promouvoir la participation des jeunes à la vie politique et civique. L'engagement des jeunes est essentiel pour assurer la vitalité future des systèmes démocratiques, et plusieurs programmes ont été développés pour les responsabiliser et les encourager à jouer un rôle actif dans le développement de leur communauté et du paysage politique au sens large.

En examinant des initiatives clés telles que les parlements de jeunes, les programmes fédéraux et les campagnes ciblées, nous pouvons évaluer leur contribution à la participation démocratique des jeunes, au développement de leurs compétences en leadership et à la promotion de la responsabilité civique. Cette évaluation examinera également dans quelle mesure ces initiatives luttent efficacement contre l'exclusion sociale et créent des opportunités pour tous les jeunes d'être inclus dans le processus démocratique.





## Parlement des jeunes:

L'initiative Jugendparlament (Parlement des jeunes) en Allemagne est une plateforme essentielle pour la participation des jeunes aux processus démocratiques. Destiné aux jeunes de 14 à 21 ans, ce modèle leur permet d'interagir directement avec les élus locaux, de débattre de problématiques concrètes et de proposer des solutions aux défis de leur communauté. Il sert de passerelle entre la jeunesse et les institutions gouvernementales, leur permettant de jouer un rôle actif dans l'élaboration des politiques publiques. En participant à ces parlements de jeunes, les jeunes influencent non seulement les décisions qui impactent leur environnement local, mais acquièrent également de précieuses compétences telles que la prise de parole en public, la négociation et l'analyse politique, les préparant ainsi à de futurs rôles de leadership.

Les parlements de jeunes jouent un rôle crucial pour combler le fossé entre les jeunes citoyens et le système politique. Ils encouragent un engagement durable dans les processus démocratiques en démontrant que la voix des jeunes peut conduire à des changements réels et tangibles. Cette initiative renforce le tissu démocratique en favorisant le sens des responsabilités, la citoyenneté active et la conscience civique chez les jeunes participants.

## Activités et fonctions clés:

### Parlement des jeunes:

- Engagement civique et participation politique: offre une plateforme structurée permettant aux jeunes de s'engager auprès des décideurs, d'exprimer leurs points de vue et d'influencer les politiques locales.
- Développement des compétences: vise à doter les jeunes participants de compétences en prise de parole en public, en pensée critique, en négociation et en analyse des politiques, qui sont essentielles à l'engagement démocratique.
- Solutions axées sur les jeunes: Permet aux jeunes de proposer et de débattre de solutions aux problèmes locaux, en veillant à ce que leurs préoccupations et leurs idées soient intégrées dans les décisions de politique publique.

- 
- Lien avec les institutions politiques: établit un lien direct entre les jeunes et les organismes gouvernementaux, favorisant la confiance et démontrant l'impact de la participation des jeunes sur le processus démocratique.
  - Encourager l'engagement démocratique à long terme: En impliquant activement les jeunes dans la gouvernance dès leur plus jeune âge, l'initiative favorise un intérêt soutenu pour la participation politique et la responsabilité démocratique tout au long de leur vie.

## Vive la démocratie !

Il s'agit d'une initiative fédérale fondamentale du gouvernement allemand visant à préserver et à renforcer les fondements démocratiques du pays. Lancée par le ministère fédéral de la Famille, des Personnes âgées, de la Femme et de la Jeunesse (BMFSFJ), cette initiative vise à promouvoir les valeurs démocratiques, à renforcer l'engagement civique et à lutter contre diverses formes d'extrémisme, d'antisémitisme et de discrimination.

Fondamentalement, Demokratie leben! envisage une société où chaque individu, quelles que soient ses origines et sa situation, puisse pleinement participer au processus démocratique et le façonner. L'initiative s'efforce de faire en sorte que des valeurs telles que l'égalité, la tolérance et la justice sociale ne soient pas de simples idéaux, mais qu'elles soient ancrées dans la vie quotidienne. Cette initiative s'inscrit dans une démarche proactive, visant non seulement à réagir aux défis tels que l'extrémisme, mais aussi à les prévenir en favorisant l'éducation précoce et une large participation citoyenne.

Le programme aborde des enjeux sociaux majeurs, tels que la montée de l'extrémisme de droite, la radicalisation politique et les discours de haine, tout en œuvrant à la promotion de l'inclusion et du respect de la diversité. Demokratie leben! a une portée globale et collabore avec les écoles, les communautés, les collectivités locales et les organisations de la société civile pour rendre la démocratie tangible et accessible aux quatre coins du pays.



Grâce à cette approche de grande envergure, l'initiative contribue à bâtir une société démocratique plus résiliente et plus inclusive, en veillant à ce que chaque voix soit entendue et à ce que les valeurs démocratiques soient protégées pour les générations futures.

### Activités et fonctions clés:

#### Vive la démocratie !

- Engagement civique: favorise la participation active à la démocratie par le biais de programmes éducatifs dans les écoles, les organisations de jeunesse et les communautés.
- Prévention de l'extrémisme: Soutient les projets qui luttent contre l'extrémisme de droite, la radicalisation et les discours de haine, en mettant l'accent sur l'intervention précoce et l'éducation.
- Inclusion et justice sociale: défend les droits des groupes marginalisés tels que les réfugiés, les personnes LGBTQ+ et les personnes handicapées, en veillant à ce que la démocratie soit accessible à tous.
- Soutien communautaire: Travaille avec les gouvernements locaux, les ONG et les organisations locales pour mettre en œuvre des projets qui renforcent l'engagement démocratique, en particulier dans les zones rurales et défavorisées.
- Démocratie numérique: se concentre sur la lutte contre les discours de haine et la radicalisation en ligne, en promouvant l'éducation aux médias pour protéger les valeurs démocratiques dans l'espace numérique.

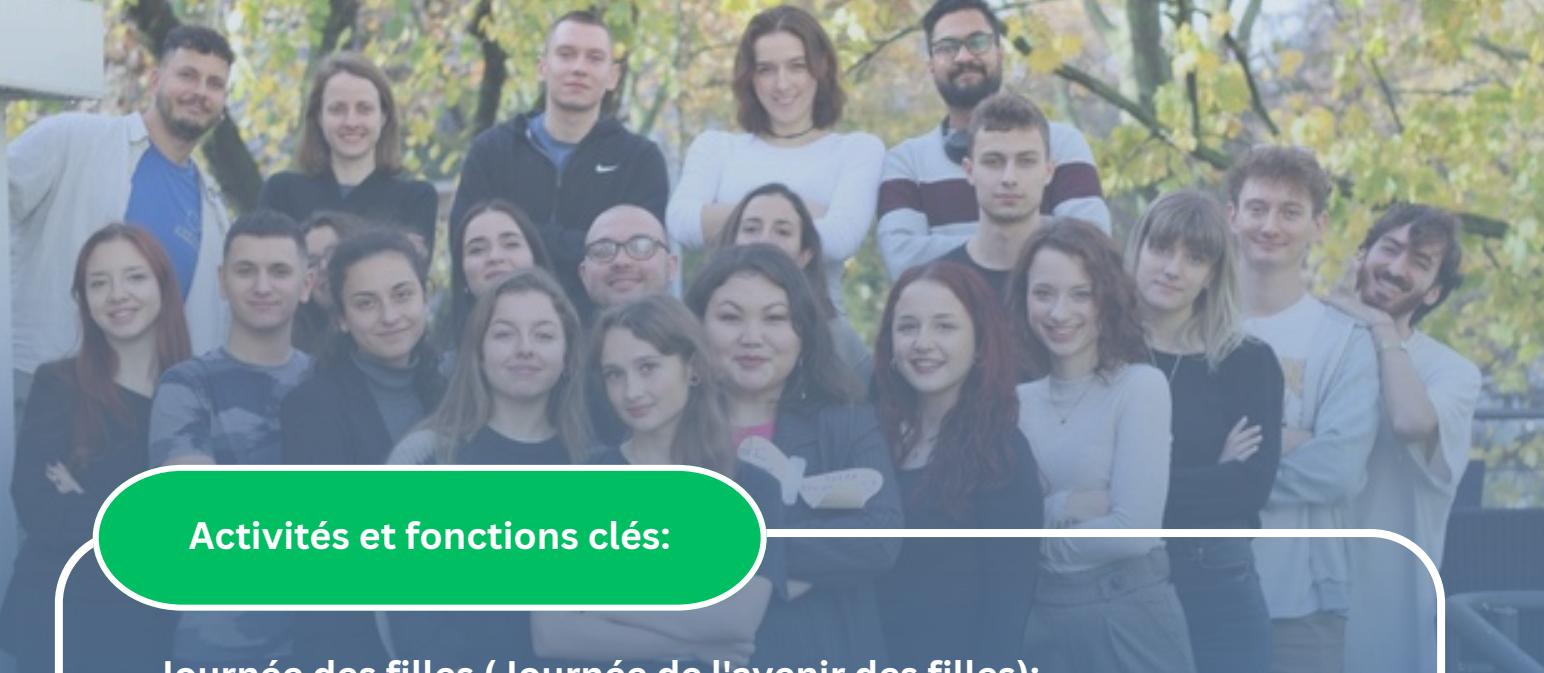


## **Journée des filles (Journée de l'avenir des filles):**

La Journée des filles (Mädchen-Zukunftstag) est une initiative nationale allemande visant à autonomiser les filles en les encourageant à explorer des carrières dans des domaines traditionnellement sous-représentés par les femmes, comme les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques (STEM). Cette initiative vise à briser les stéréotypes de genre et à élargir les horizons professionnels des jeunes femmes, en leur offrant une expérience pratique et des opportunités dans des secteurs clés pour leur avenir professionnel. Si la Journée des filles est principalement axée sur la promotion des carrières STEM, elle joue également un rôle important dans l'autonomisation des jeunes en développant la confiance et les compétences en leadership nécessaires pour exercer une influence future dans divers domaines, notamment la politique et l'administration publique.

En participant au Girls' Day, les filles acquièrent non seulement des connaissances techniques, mais aussi l'inspiration et la motivation nécessaires pour embrasser une carrière dans des domaines où elles pourront influencer les politiques publiques et les processus décisionnels. Cela contribue à une meilleure compréhension de la contribution des femmes à la société et à son influence, notamment en matière de leadership politique et de gouvernance. Le Girls' Day œuvre activement à la création d'un environnement démocratique plus inclusif en donnant aux jeunes femmes les moyens d'accéder à des postes de direction ayant un impact durable sur la vie publique.

Le programme s'attaque également aux inégalités entre les sexes en matière de leadership en formant la prochaine génération de femmes leaders. En ouvrant les portes à des domaines historiquement dominés par les hommes, Girls' Day promeut la diversité, l'égalité des sexes et l'inclusion durable dans la vie professionnelle et publique.



## Activités et fonctions clés:

### Journée des filles (Journée de l'avenir des filles):

- Exploration de carrière dans les domaines STEM: Girls' Day offre aux jeunes femmes un aperçu des carrières dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques à travers des ateliers, des visites d'entreprises et des activités pratiques.
- Développement des compétences en leadership: l'initiative aide les filles à acquérir des compétences essentielles en leadership, telles que la pensée critique, la résolution de problèmes et la prise de décision, qui sont transférables à toute future carrière, y compris la politique et l'administration publique.
- Briser les stéréotypes de genre: En encourageant les filles à intégrer des domaines à prédominance masculine, Girls' Day s'efforce de démanteler les stéréotypes de genre et de favoriser une plus grande diversité dans le monde du travail et au sein du leadership.
- Inspiration pour l'engagement politique: Bien que son objectif principal soit les STEM, le programme contribue indirectement à l'autonomisation politique en encourageant les filles à assumer des rôles d'influence, ce qui peut se traduire par des positions de pouvoir dans l'élaboration des politiques et la gouvernance.
- Favoriser l'égalité des sexes: En soutenant les jeunes femmes dans des domaines sous-représentés, Girls' Day promeut l'égalité des sexes non seulement dans les secteurs professionnels, mais aussi dans le contexte plus large de la vie publique et de la participation démocratique.



## Conseil fédéral de la jeunesse (Bundesjugendring):

Le Deutscher Bundesjugendring (DBJR), ou Conseil fédéral allemand de la jeunesse, est une organisation faîtière nationale qui représente un large éventail d'associations et d'organisations de jeunesse en Allemagne. Il joue un rôle central dans la coordination du travail de jeunesse, la promotion de la participation des jeunes et la défense de leurs droits et intérêts aux niveaux national et international. Le DBJR se consacre à la promotion d'une société où les jeunes peuvent pleinement s'épanouir, participer à la prise de décision démocratique et bénéficier de l'égalité des chances, quelles que soient leurs origines et leur situation.

La DBJR promeut activement la participation des jeunes en les encourageant à s'engager sur les questions sociétales, politiques et sociales. La défense de leurs intérêts est au cœur de ses préoccupations, garantissant que leur voix soit entendue à différents niveaux de gouvernance et au-delà des frontières. L'organisation accorde également une grande importance à la diversité et à l'inclusion, favorisant une culture de tolérance, d'égalité des sexes et de justice sociale, tout en luttant contre la discrimination.

Rassemblant un large éventail d'associations de jeunesse, la DBJR regroupe, entre autres, des organisations de jeunesse politiques, sociales, culturelles et religieuses. Parmi celles-ci figurent des organisations de jeunesse politiques représentant les ailes jeunesse des partis politiques, des groupes sociaux et culturels mobilisant les jeunes autour de diverses causes et initiatives créatives, des organisations confessionnelles représentant des groupes religieux travaillant avec les jeunes, et des groupes d'intérêt axés sur des sujets tels que le sport, l'activisme environnemental et le bénévolat. Ensemble, ces associations diverses contribuent à un mouvement de jeunesse dynamique et inclusif en Allemagne, œuvrant pour l'amélioration de la jeunesse et de la société dans son ensemble.

## Activités et fonctions clés:

### Conseil fédéral de la jeunesse (Bundesjugendring):

- Plaidoyer: Le DBJR représente les intérêts des jeunes auprès des autorités allemandes, de l'Union européenne et des organisations internationales. Il collabore notamment étroitement avec les décideurs politiques pour garantir la prise en compte des points de vue des jeunes dans les processus législatifs et les décisions politiques.
- Coordination du travail de jeunesse: La DBJR agit comme organe de coordination des associations de jeunesse en Allemagne. Elle facilite les échanges et la coopération entre ces organisations, en créant des plateformes d'initiatives communes, de dialogue et de développement de projets.
- Programmes et campagnes: DBJR organise divers programmes visant à promouvoir la participation des jeunes, l'éducation et l'inclusion sociale. En voici quelques exemples :
- Projets de participation des jeunes: encourager les jeunes à jouer un rôle actif dans la politique locale, régionale et nationale.
- Initiatives en matière de diversité et de lutte contre la discrimination: se concentrer sur l'intégration, la lutte contre la discrimination et la promotion de l'égalité des droits pour tous les jeunes.
- Échanges de jeunes et coopération internationale: DBJR collabore avec des organisations de jeunesse d'autres pays pour promouvoir les échanges de jeunes transfrontaliers et le dialogue international sur les questions mondiales.
- Soutien et autonomisation des organisations membres: La DBJR fournit à ses organisations membres des ressources, des conseils et une expertise pour renforcer leur capacité à travailler efficacement avec les jeunes. Cela comprend un soutien dans des domaines tels que la collecte de fonds, la gestion de projets et la formation au plaidoyer.
- Recherche et élaboration de politiques: Le DBJR mène des recherches sur les questions liées à la jeunesse et contribue à l'élaboration de politiques de jeunesse aux niveaux national et international. Il publie régulièrement des rapports et des recommandations sur des sujets tels que l'emploi des jeunes, l'éducation, l'inclusion sociale et la démocratie.



## La stratégie jeunesse du gouvernement fédéral

Est une initiative novatrice lancée en 2019 par le gouvernement allemand pour répondre de manière globale aux besoins, aux aspirations et aux défis des jeunes. Développée par le ministère fédéral de la Famille, des Personnes âgées, de la Femme et de la Jeunesse (BMFSFJ) en collaboration avec divers ministères fédéraux, cette stratégie marque une évolution significative vers une approche holistique et intersectorielle de la politique de la jeunesse. Son objectif est de créer des opportunités pour les jeunes de s'épanouir, en veillant à ce que leur voix soit entendue et que leurs préoccupations soient intégrées dans les politiques publiques qui les concernent.

La Stratégie pour la jeunesse vise à autonomiser les jeunes en favorisant leur participation active aux processus décisionnels, en améliorant l'accès à l'éducation, à la santé et à l'emploi, et en favorisant leur implication dans la vie civique et démocratique. Cette initiative reflète la volonté du gouvernement de faire en sorte que les jeunes soient non seulement les bénéficiaires des politiques, mais aussi des acteurs de leur avenir, en abordant des domaines clés tels que la numérisation, la protection du climat et l'inclusion sociale.

### Activités et fonctions clés:

## La stratégie jeunesse du gouvernement fédéral

Participation et inclusion des jeunes: encourage les jeunes à s'engager dans les processus démocratiques et assure leur représentation dans la prise de décision politique, en mettant l'accent sur l'inclusion des groupes défavorisés.

- 
- Collaboration interministérielle: tous les ministères fédéraux contribuent à résoudre les problèmes liés à la jeunesse, en créant une approche intégrée de l'éducation, de l'emploi, de la santé, de la numérisation et de l'action climatique.
  - Neuf domaines d'intervention: couvre des thèmes clés tels que la démocratie, la santé, l'éducation, l'emploi, la protection du climat, la numérisation et la mobilité des jeunes.
  - Dialogue avec les jeunes: des consultations et des ateliers réguliers sont organisés pour intégrer les points de vue des jeunes dans l'élaboration des politiques.
  - Suivi et responsabilisation: La stratégie comprend un mécanisme de suivi pour garantir les progrès et la transparence.
  - Soutien aux jeunes vulnérables: vise à garantir l'égalité des chances aux jeunes défavorisés et marginalisés, notamment les réfugiés, les jeunes handicapés et ceux issus de milieux à faibles revenus.



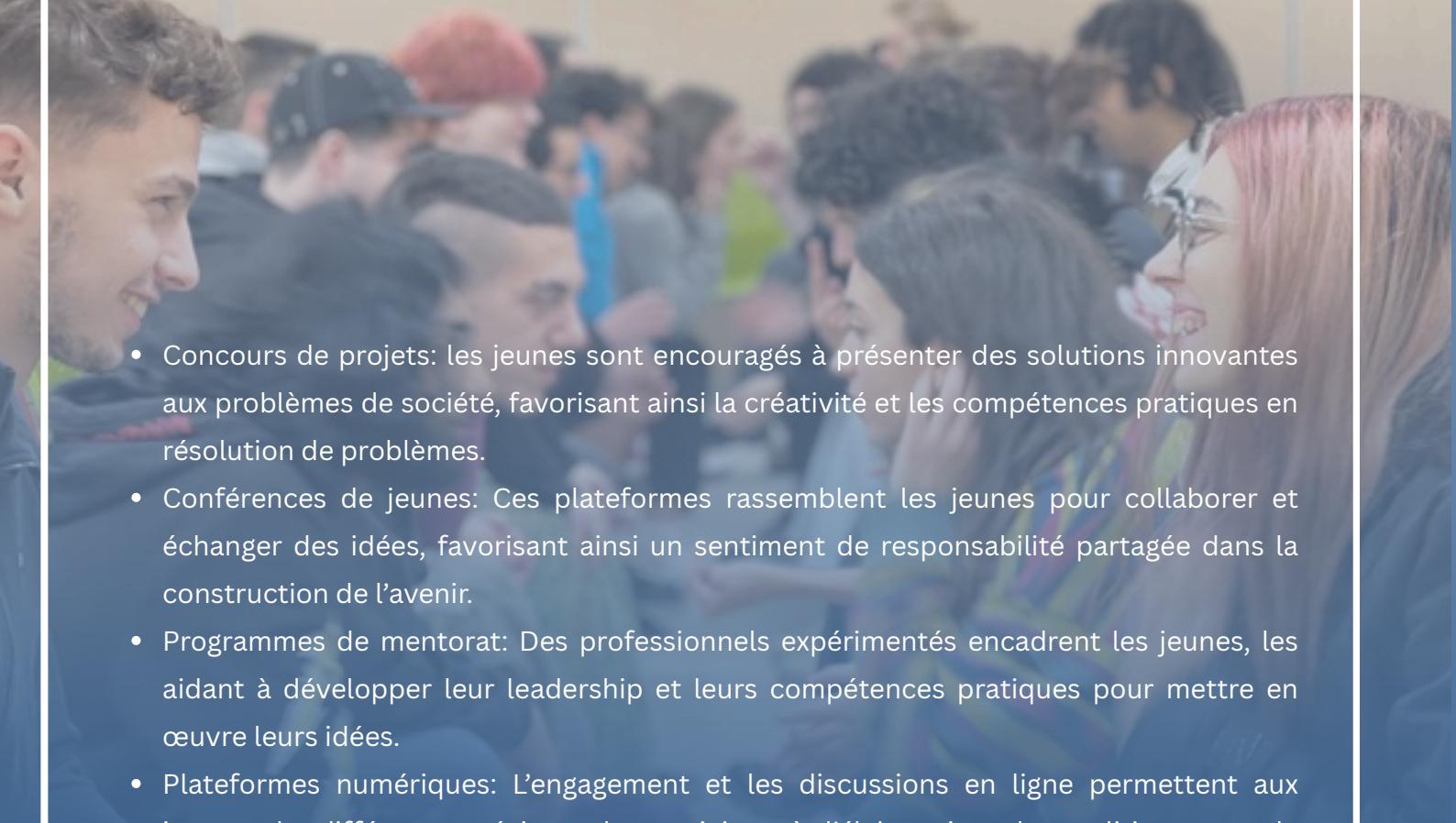
## La jeunesse façonne l'avenir

C'est une initiative allemande visant à donner aux jeunes les moyens de contribuer activement à façonner l'avenir de leur société. Lancé pour répondre à des défis sociaux majeurs, ce programme engage les jeunes dans des discussions sur des enjeux tels que le changement climatique, la transformation numérique et l'inclusion sociale, les encourageant à faire preuve de créativité et à développer des solutions innovantes. L'initiative considère les jeunes non seulement comme de futurs leaders, mais aussi comme des contributeurs actifs à l'élaboration des politiques et aux changements sociaux actuels. Grâce à ce programme, les jeunes bénéficient d'outils, de plateformes et d'opportunités pour exprimer leurs idées, collaborer à des projets et agir face aux défis urgents auxquels leurs communautés sont confrontées.

L'une des valeurs fondamentales de *Jugend gestaltet Zukunft* est de garantir à tous les jeunes, quels que soient leur origine et leur situation, des chances égales de participer. L'initiative s'engage à atteindre les groupes marginalisés, notamment les jeunes en situation de handicap et ceux issus de milieux défavorisés. En promouvant activement l'inclusion et l'accessibilité, *Jugend gestaltet Zukunft* veille à ce que chaque jeune ait la possibilité de contribuer à bâtir une société plus démocratique, durable et inclusive. Cette priorité à l'inclusion garantit que des voix diverses soient entendues et que les solutions reflètent les besoins et les perspectives de tous les segments de la société.

### Activités et fonctions clés :

- Ateliers et dialogues: L'initiative organise des événements où les jeunes s'engagent avec les décideurs politiques, les experts et les dirigeants communautaires sur des questions telles que le changement climatique, la numérisation et la justice sociale, encourageant leur participation active à la prise de décision.

- 
- Concours de projets: les jeunes sont encouragés à présenter des solutions innovantes aux problèmes de société, favorisant ainsi la créativité et les compétences pratiques en résolution de problèmes.
  - Conférences de jeunes: Ces plateformes rassemblent les jeunes pour collaborer et échanger des idées, favorisant ainsi un sentiment de responsabilité partagée dans la construction de l'avenir.
  - Programmes de mentorat: Des professionnels expérimentés encadrent les jeunes, les aidant à développer leur leadership et leurs compétences pratiques pour mettre en œuvre leurs idées.
  - Plateformes numériques: L'engagement et les discussions en ligne permettent aux jeunes de différentes régions de participer à l'élaboration des politiques et de contribuer aux solutions virtuellement.

### **Principaux domaines d'intervention :**

- Changement climatique et protection de l'environnement: encourage l'implication des jeunes dans des projets de développement durable et dans l'activisme environnemental.
- Transformation numérique: favorise les discussions sur les impacts sociaux de la numérisation et permet aux jeunes de créer des solutions technologiques.
- Inclusion sociale et égalité: se concentre sur la justice sociale, l'égalité et l'intégration des communautés marginalisées dans les futurs développements sociaux.

# Évaluation des résultats WP1

## Contexte et aperçu du projet

Dès le lancement du projet, nous avons reconnu l'importance cruciale de renforcer la participation des jeunes à la vie civique et politique actuelle. Ce rapport présente l'évaluation initiale du module de travail 1 (WP1), qui visait à comprendre le point de vue des jeunes sur l'engagement politique, la confiance dans la gouvernance et les obstacles à la participation. Notre collecte de données comprenait une enquête en ligne auprès de 53 jeunes et une séance de groupe de discussion approfondie avec six participants à Berlin.

## Principaux résultats des enquêtes et des groupes de discussion

Les résultats de l'enquête et du groupe de discussion mettent en lumière des thèmes importants chez les jeunes, notamment le sentiment d'être ignorés et le manque de confiance dans le système politique traditionnel. 63 % des répondants estiment que leurs opinions ne sont pas suffisamment représentées, ce qui souligne leur déconnexion avec les processus politiques actuels. Ces constats soulignent la nécessité pour les systèmes politiques d'évoluer et de mieux répondre aux intérêts des jeunes générations.

Toutefois, les résultats ont également montré des tendances prometteuses, les jeunes exprimant un fort engagement dans les initiatives locales et un désir de se porter volontaires pour des activités bénéfiques pour la communauté.

## Principales questions de l'enquête :

« Pensez-vous que les opinions des jeunes sont correctement représentées dans le système politique de votre pays ? »

63 % des répondants ont répondu « Non »

## Perspectives axées sur le genre et la diversité

Lors de nos groupes de discussion, les discussions ont évolué vers la participation basée sur le genre, où l'inclusion de perspectives identitaires non binaires a trouvé un écho significatif. Le dialogue a souligné l'importance de reconnaître la diversité des identités dans la participation démocratique. Cela nous a conduits à concevoir la première activité in situ : une campagne éducative visant à impliquer les jeunes non binaires et issus de la diversité dans les processus démocratiques. Les commentaires recueillis auprès de ces participants ont souligné la nécessité de promouvoir une représentation diversifiée des genres dans les espaces politiques.

## Développement et impact de la campagne éducative

Les premières conclusions ont servi de base à une campagne éducative en ligne. Visant à sensibiliser les jeunes aux droits et à l'engagement démocratique, la campagne a abordé des sujets clés tels que le vote, le rôle des systèmes politiques et les droits et responsabilités individuels en démocratie. Lors d'ateliers, les participants ont été encouragés à élaborer leur propre contenu de campagne axé sur les thèmes de la sensibilisation, de la motivation et des opportunités démocratiques. Ces activités ont été enrichies par des jeux de rôle, permettant aux jeunes d'explorer la démocratie sous différents angles.

## Résultats et recommandations

Les ateliers de la campagne éducative ont suscité des discussions animées sur l'engagement démocratique, offrant un éclairage précieux sur les obstacles et les motivations qui freinent la participation des jeunes. Les activités pratiques et les jeux de rôle ont permis aux participants d'assimiler les concepts démocratiques et de réfléchir à leur rôle dans la vie civique.

### Sur la base de ces résultats, nous recommandons :

- Renforcer la diversité représentative dans les efforts d'engagement politique et civique, notamment pour refléter les diverses identités de genre.
- Développer des campagnes en ligne qui informent les jeunes sur les processus démocratiques, les droits et les possibilités de participation.
- Mettre en œuvre des activités de jeu de rôle ciblées dans les futurs ateliers pour améliorer la compréhension et promouvoir l'empathie dans les contextes démocratiques.

### Conclusion

Les activités du WP1 ont mis en évidence l'impérieuse nécessité pour les structures politiques de s'adapter et de mieux prendre en compte la voix des jeunes. Grâce à des activités collaboratives et à des ateliers axés sur le retour d'expérience, nous alignons nos initiatives sur les perspectives uniques des jeunes, jetant ainsi les bases d'une participation démocratique plus inclusive et représentative.



[Article sur la campagne éducative  
YouthEUVision](#)

[Campagne en ligne Instagram](#)

[Nos réseaux sociaux](#)

# 6 recommandations pratiques

## 1

### Améliorer l'éducation et la culture politiques

Recommandation: Renforcer l'éducation civique dans les écoles et les programmes jeunesse en mettant l'accent sur les compétences pratiques qui aident les jeunes à comprendre le fonctionnement des systèmes politiques. Introduire des méthodes d'apprentissage interactives telles que des simulations d'élections, des jeux de rôle autour de débats politiques et des visites d'institutions gouvernementales. De plus, l'intégration de l'éducation aux médias est essentielle pour aider les jeunes à évaluer de manière critique l'information politique qu'ils consomment, en particulier à l'ère numérique.

Justification: L'enquête a révélé que de nombreux jeunes estiment manquer d'informations et de confiance en eux pour participer à la vie politique. L'éducation politique doit aller au-delà des cours théoriques et intégrer des expériences pratiques susceptibles de combler ce déficit de connaissances et de permettre aux jeunes de devenir des acteurs actifs de la démocratie.

## 2

## Renforcer les plateformes de plaidoyer numérique

Recommandation: Développer et soutenir des plateformes permettant aux jeunes d'interagir facilement avec les enjeux politiques et les décideurs par le biais du numérique. Les gouvernements et les ONG devraient collaborer à la création d'applications ou de sites web permettant aux jeunes de participer aux discussions, d'accéder à des informations politiques précises et de participer à des consultations virtuelles sur les questions politiques. De plus, promouvoir l'implication des jeunes par le biais de campagnes sur les réseaux sociaux peut contribuer à amplifier leur voix.

Justification: Les outils numériques étant devenus une source majeure d'information politique pour les jeunes, la création de plateformes numériques accessibles et fiables est essentielle. Cette approche répond à la préférence des jeunes pour l'engagement en ligne et leur permet de se mobiliser rapidement et efficacement sur les questions qui les concernent.

## 3

## Créer des organes décisionnels centrés sur les jeunes

Recommandation: Développer le concept de parlements et de conseils consultatifs de jeunes à tous les niveaux de gouvernement. Ces organismes devraient être structurés de manière à conférer un véritable pouvoir de décision, plutôt que symbolique, et devraient consulter régulièrement les jeunes sur les questions politiques. Inclure des programmes de mentorat où les jeunes leaders peuvent apprendre directement de décideurs politiques expérimentés, favorisant ainsi un environnement de coopération intergénérationnelle.

Justification: Les parlements de jeunes, comme le Jugendparlament, ont démontré que les jeunes sont désireux de contribuer dès qu'ils en ont l'occasion. En augmentant la représentation des jeunes dans les processus décisionnels officiels, les gouvernements peuvent garantir que les politiques reflètent les préoccupations et les intérêts des jeunes générations, comblant ainsi le fossé entre les jeunes et les institutions politiques.

## 4 Éliminer les obstacles socio-économiques

Recommandation: Fournir un soutien financier et logistique pour permettre aux jeunes marginalisés de participer aux activités civiques. Les gouvernements, les ONG et les partenaires du secteur privé devraient créer des fonds pour couvrir les coûts liés à la participation, tels que le transport, le matériel ou les allocations. De plus, proposer des possibilités de participation flexibles, comme des options de participation virtuelle, peut réduire la charge de travail des jeunes ayant des obligations professionnelles ou familiales.

Justification: La recherche met en évidence comment les obstacles socio-économiques, tels que les contraintes financières et le manque de temps, freinent la participation des jeunes. En supprimant ces obstacles, en particulier pour les groupes défavorisés ou sous-représentés, davantage de jeunes auront la possibilité de participer aux processus démocratiques.

## 5 Favoriser l'engagement au niveau local

Recommandation: Se concentrer sur la création et la promotion d'opportunités d'engagement civique local, telles que la budgétisation participative, les assemblées citoyennes locales et les projets communautaires. Les collectivités locales devraient collaborer avec les organisations de jeunesse pour faciliter la mise en place de programmes donnant aux jeunes un contrôle direct sur les décisions concernant leurs communautés. Cela peut inclure la gestion des budgets locaux ou l'organisation de campagnes sur des initiatives environnementales ou sociales.

Justification: De nombreux jeunes trouvent la politique nationale distante et difficile à influencer, mais ils sont plus motivés lorsqu'ils constatent des résultats tangibles de leur participation au niveau local. Offrir des occasions de s'engager localement contribue à développer un sentiment d'autonomie et renforce l'idée que leurs actions peuvent conduire à un changement réel et immédiat.



# 6

## Tirer parti du financement de l'UE pour les initiatives de participation des jeunes

Recommandation: Optimiser l'utilisation des programmes de financement de l'Union européenne, tels qu'Erasmus+ et le Corps européen de solidarité, pour développer des initiatives favorisant l'engagement des jeunes dans les processus démocratiques. Ces fonds devraient être consacrés à la formation au leadership, aux échanges internationaux axés sur la participation démocratique et à la création de réseaux transfrontaliers de jeunes capables de partager les meilleures pratiques et de collaborer à des initiatives citoyennes. Les gouvernements et les organisations devraient promouvoir activement ces opportunités auprès des jeunes qui pourraient ne pas en avoir connaissance.

Justification: L'UE apporte un soutien financier important aux programmes de participation des jeunes. L'exploitation de ces ressources renforce non seulement les initiatives nationales, mais encourage également la collaboration transfrontalière, exposant les jeunes à des perspectives et des idées diverses sur l'engagement démocratique.



# RAPPORT ROUMANIE

EMPOWER PLUS (EMPOWER) – ROUMANIE

# Aperçu de la recherche documentaire sur la participation et l'engagement des jeunes dans les processus démocratiques en Roumanie

## Introduction

L'engagement des jeunes dans les processus démocratiques est un aspect essentiel d'une démocratie saine, car il garantit l'écoute de diverses voix et favorise une citoyenneté active. En Roumanie, l'engagement des jeunes présente à la fois des défis et des opportunités. L'histoire d'instabilité politique du pays, l'héritage du communisme et la désillusion envers les institutions politiques ont façonné le paysage actuel. Si les efforts déployés aux niveaux national et européen visent à améliorer la participation des jeunes, d'importants obstacles subsistent. Relever ces défis nécessitera des stratégies ciblées pour améliorer l'accès à l'information, renforcer l'éducation civique et renforcer la confiance politique des jeunes.

## Définition et importance de la participation des jeunes

La participation des jeunes implique leur participation à des activités et à des décisions qui impactent leur vie et leur communauté, notamment le vote, l'adhésion à des partis politiques et la participation à des activités civiques. Elle peut se manifester par des mécanismes formels, comme les élections, ou informels, comme les actions de plaidoyer et les mouvements sociaux. Cette participation est essentielle pour garantir que les politiques reflètent les intérêts des jeunes et conduisent à une gouvernance plus inclusive. Une implication active favorise le sens des responsabilités et soutient les valeurs démocratiques. Une participation précoce peut établir des modèles d'engagement durable, bénéfiques pour la société en réduisant la corruption, en renforçant la responsabilisation et en promouvant des solutions innovantes. À l'inverse, le désengagement des jeunes peut affaiblir les institutions démocratiques et engendrer de l'instabilité.

## Cadre théorique

Plusieurs théories clés issues des sciences politiques, de la sociologie et de la psychologie sont très importantes pour comprendre la participation des jeunes et l'engagement démocratique.

- **Théorie de l'engagement civique:**

Cette théorie postule que la participation aux activités civiques est essentielle au fonctionnement de la démocratie. Elle soutient que, grâce à la participation, les individus développent un sentiment d'efficacité, des connaissances politiques et des vertus civiques. L'engagement civique englobe un large éventail d'activités, notamment le vote, le bénévolat et la participation à des organisations communautaires.

- **Théorie du capital social:**

Introduite par Robert Putnam, cette théorie suggère que les réseaux sociaux et les normes de réciprocité et de confiance qui en découlent sont essentiels à la gouvernance démocratique. Un niveau élevé de capital social est censé conduire à une gouvernance plus efficace et participative. Pour les jeunes, l'engagement dans les réseaux sociaux et les groupes communautaires peut développer le capital social nécessaire à une participation active aux processus démocratiques.

- **Théorie de la socialisation politique:**

Cette théorie s'intéresse à la manière dont les individus acquièrent des connaissances, des attitudes et des comportements politiques. Elle met en évidence le rôle de la famille, de l'éducation, des groupes de pairs et des médias dans la formation de l'identité et de l'engagement politiques des jeunes. Une socialisation politique efficace est essentielle pour former des citoyens informés et actifs.

- **Théorie du développement de la jeunesse:**

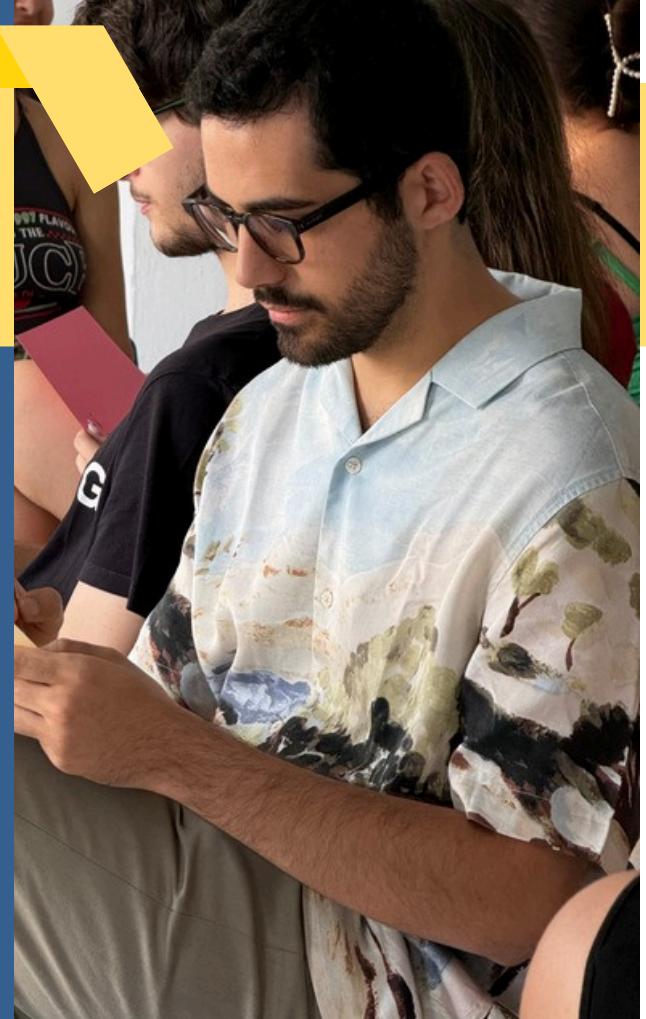
Cette théorie met l'accent sur le développement global des jeunes, incluant leur développement cognitif, émotionnel, social et moral. La participation aux processus démocratiques peut contribuer à ce développement, en aidant les jeunes à développer leur esprit critique, leur sens des responsabilités et leur engagement en faveur de la justice sociale. Ces théories fournissent un cadre d'analyse de la participation et de l'engagement démocratique des jeunes, soulignant l'interaction entre l'action individuelle et les facteurs structurels.

# État actuel de la participation des jeunes en Roumanie

## Taux de participation électorale

La participation électorale des jeunes en Roumanie est un sujet de préoccupation pour les décideurs politiques et les chercheurs. Selon l'enquête post-électorale du Parlement européen, le taux de participation des jeunes de 18 à 24 ans aux élections parlementaires européennes de 2019 n'était que de 31 %, soit un taux nettement inférieur au taux de participation global de 51 %. Cette disparité met en évidence un problème plus large de désengagement politique chez les jeunes Roumains. Les élections nationales ont montré des tendances similaires ; les données du Bureau électoral central (BEC) indiquent qu'aux élections parlementaires de 2020, seuls 33 % des électeurs âgés de 18 à 29 ans ont participé, contre un taux de participation national de 39,5 %.

Plusieurs facteurs contribuent au faible taux de participation des jeunes Roumains. Le rapport 2022 de l'IRES (Institut roumain d'évaluation et de stratégie) pointe du doigt un sentiment généralisé de désillusion politique et de défiance envers les institutions politiques comme principales raisons. De plus, les difficultés socio-économiques, notamment les taux élevés de chômage et l'instabilité économique, dissuadent également les jeunes de participer aux élections, car ils estiment que leur vote a peu d'impact sur leur situation immédiate.



Les efforts visant à accroître la participation électorale des jeunes comprennent des campagnes menées par l'Autorité électorale permanente (AEP) et diverses organisations non gouvernementales visant à sensibiliser et à éduquer les jeunes électeurs sur l'importance de leur participation.

Par exemple, l'initiative « Votez ! », lancée avant les élections de 2020, visait à mobiliser les jeunes par le biais de campagnes sur les réseaux sociaux et d'ateliers d'information. Malgré ces efforts, surmonter l'apathie et la méfiance profondément ancrées reste un défi de taille.

## Participation aux activités civiques

Au-delà de la participation électorale, les jeunes Roumains s'engagent dans diverses activités civiques, bien que leur implication varie. Selon l'enquête Eurobaromètre 2023 sur la jeunesse, 40 % des Roumains âgés de 15 à 30 ans ont déclaré avoir participé à une forme d'activité bénévole au cours de l'année écoulée, ce qui est légèrement inférieur à la moyenne de l'UE (46 %). Les activités civiques couvrent un large spectre, notamment le service communautaire, l'activisme environnemental et la participation à des événements culturels locaux.

Le rapport 2022 du Forum européen de la jeunesse souligne que la jeunesse roumaine est particulièrement active dans les causes environnementales et de justice sociale. Des initiatives telles que « Let's Do It, Romania ! » – une campagne nationale de nettoyage – ont connu une forte participation des jeunes, avec des milliers de jeunes bénévoles contribuant aux efforts de préservation de l'environnement.

De même, les mouvements de justice sociale, tels que ceux qui défendent les droits des LGBTQ+ et les manifestations contre la corruption, ont également attiré une participation considérable des jeunes.

Cependant, les obstacles à une plus grande participation civique comprennent le manque de ressources et de soutien aux initiatives menées par les jeunes, ainsi qu'un contexte culturel qui n'encourage pas toujours un engagement civique actif. Si les jeunes urbains sont plus susceptibles de participer aux activités civiques, les jeunes ruraux sont confrontés à des défis supplémentaires, notamment un manque d'opportunités et un accès limité à l'information. Il est crucial de remédier à ces disparités pour favoriser un environnement d'engagement civique plus inclusif.





# Tendances récentes en matière d'engagement des jeunes

Les tendances récentes en matière d'engagement des jeunes en Roumanie indiquent un intérêt croissant pour l'activisme et l'action directe, par rapport aux formes traditionnelles de participation politique. Le rapport du Forum européen de la Jeunesse 2022 constate une augmentation des initiatives et mouvements menés par des jeunes abordant des questions telles que le changement climatique, la justice sociale et la lutte contre la corruption. Ces mouvements utilisent souvent les outils numériques et les réseaux sociaux pour organiser, mobiliser et amplifier leurs messages.

Une tendance notable est la montée en puissance du militantisme environnemental mené par les jeunes. Des mouvements comme « Fridays for Future », inspirés par Greta Thunberg, ont gagné en popularité en Roumanie, où de nombreux jeunes participent à des grèves pour le climat et plaident pour des changements de politique environnementale. Cette forme de militantisme reflète une évolution plus large vers un engagement collectif, où les jeunes se mobilisent autour de causes spécifiques qui résonnent avec leurs valeurs et leurs préoccupations.

Une autre tendance significative est l'utilisation croissante des plateformes numériques pour l'engagement civique et politique. La pandémie a accéléré l'adoption d'outils en ligne pour organiser des événements, mener des campagnes et animer des débats. Les assemblées publiques virtuelles, les webinaires et les pétitions en ligne sont devenus des moyens courants pour les jeunes de s'engager dans des activités civiques et le discours politique. Cet engagement numérique a le potentiel de démocratiser la participation, la rendant plus accessible à un public plus large, y compris en milieu rural.

Lors des élections européennes de 2024, la participation des jeunes roumains a été prometteuse. Environ 30 % des électeurs roumains âgés de 18 à 24 ans ont participé à ces élections, témoignant d'un intérêt croissant pour la politique européenne chez les jeunes.

Ce chiffre représente une augmentation significative par rapport aux élections de 2019, où la participation des jeunes était d'environ 23 %. Cette forte participation peut être attribuée aux campagnes ciblées des partis politiques et des ONG, visant à mobiliser les jeunes en répondant à leurs préoccupations telles que le changement climatique, les droits numériques et les opportunités d'emploi au sein de l'UE. La participation plus élevée des jeunes électeurs témoigne également de leur sensibilisation et de leur volonté croissantes d'influencer le rôle de la Roumanie au sein de l'Union européenne.

En effet, lors des élections locales de 2024, la participation des jeunes en Roumanie a également connu une nette amélioration. Les premières estimations suggèrent qu'environ 35 % des électeurs âgés de 18 à 24 ans ont voté, contre 28 % lors des précédentes élections locales de 2020. Cette augmentation peut être liée à plusieurs facteurs, notamment des procédures de vote plus accessibles, un engagement numérique accru des candidats locaux et des plateformes destinées aux jeunes, axées sur des questions locales telles que l'éducation, le développement urbain et la durabilité environnementale. Les partis politiques ont reconnu l'importance du vote des jeunes et ont donc adapté leurs campagnes pour aborder les questions pertinentes pour les jeunes, encourageant ainsi davantage leur participation au processus démocratique.

Globalement, la participation accrue des jeunes électeurs aux élections européennes et locales de 2024 témoigne d'une tendance positive vers un engagement politique accru chez les jeunes roumains. Par ailleurs, si les formes traditionnelles d'engagement politique, telles que le vote et l'adhésion à un parti, restent faibles chez les jeunes Roumains, on observe une nette évolution vers des formes de participation plus dynamiques et axées sur les enjeux. Ces tendances soulignent la nécessité pour les décideurs politiques et les institutions politiques de s'adapter à l'évolution du paysage de l'engagement des jeunes, en exploitant les outils numériques et en répondant à leurs préoccupations spécifiques afin de promouvoir une démocratie plus inclusive et participative.

# Analyse des données d'enquête

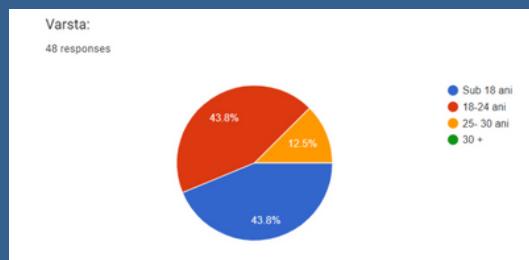
L'enquête YouthEU Vision a été menée afin d'évaluer les perspectives, les comportements et les défis rencontrés par les jeunes roumains en matière d'engagement politique, de sensibilisation et de participation démocratique. Axée sur les jeunes de 18 à 30 ans, l'enquête permet de mieux comprendre l'efficacité avec laquelle ce groupe démographique est informé, représenté et soutenu dans ses activités politiques et civiques. Elle visait à mettre en évidence les niveaux d'engagement dans les activités politiques, électorales et non électorales, et à identifier les obstacles à une participation plus active.

À travers une série de questions, les répondants ont été interrogés sur leur fréquence d'engagement politique, leurs principales sources d'information et leur perception de la représentation des jeunes au sein du système politique roumain. Ils ont été invités à évaluer leurs connaissances politiques et à évaluer le soutien perçu des autorités locales aux initiatives en faveur des jeunes. Cette analyse offre une vue d'ensemble des facteurs qui influencent l'implication des jeunes dans les processus démocratiques et évalue le rôle du système éducatif dans la préparation des jeunes à la vie civique.

Ce rapport explore les données recueillies à partir des réponses à l'enquête, explorant les tendances et les défis communs à différents aspects de l'engagement politique des jeunes. Ces informations nous aident à définir des pistes pour soutenir une plus grande participation des jeunes et à identifier les domaines dans lesquels les institutions locales et les systèmes éducatifs peuvent renforcer leurs efforts pour former des jeunes citoyens informés et actifs.

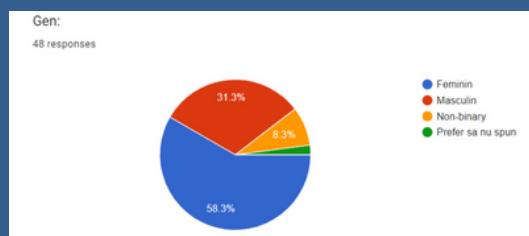
## 1. L'âge:

La majorité des répondants se situent dans la tranche d'âge des 18 à 24 ans, 12,5 % des répondants étant âgés de 25 à 30 ans.



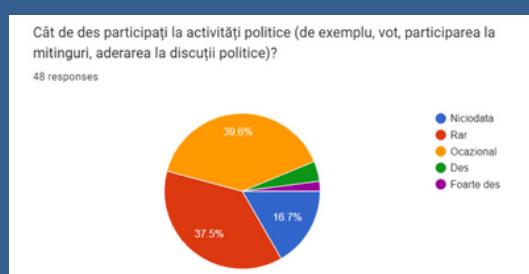
## 2. Genre:

Représentation des genres, avec 58,3 % de femmes, 31,3 % d'hommes, 8,3 % de non-binaires, et un répondant a préféré ne pas le dire.



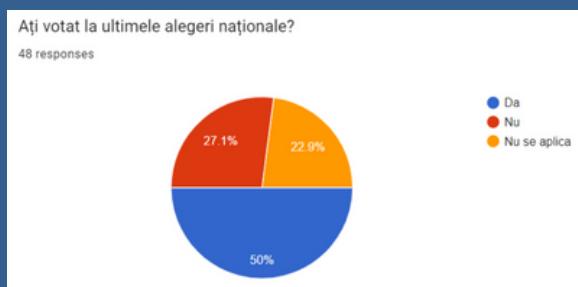
## 3. À quelle fréquence participez-vous à des activités politiques:

La plupart des réponses allaient de « Jamais » à « Occasionnellement », avec un pourcentage plus élevé de répondants indiquant « Jamais » ou « Rarement ». Cela montre que les activités politiques ne font pas partie intégrante du quotidien de la plupart des jeunes. 39,6 % ont déclaré participer occasionnellement, 37,5 % rarement, 16,7 % jamais, seulement 4,2 % y participent fréquemment et 1,1 % y participent très souvent.



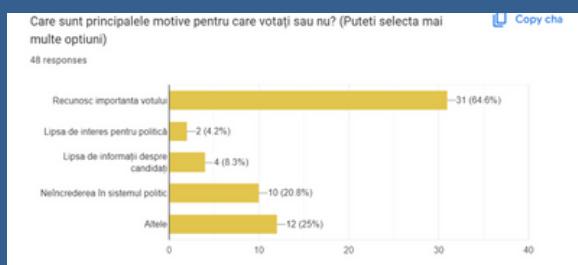
#### 4. Avez-vous voté aux dernières élections nationales?

27,1 %, un pourcentage substantiel n'a pas voté, ce qui reflète soit un désengagement, soit des obstacles au vote. 22,9 % ont voté et pour 50 % cela ne s'appliquait pas.



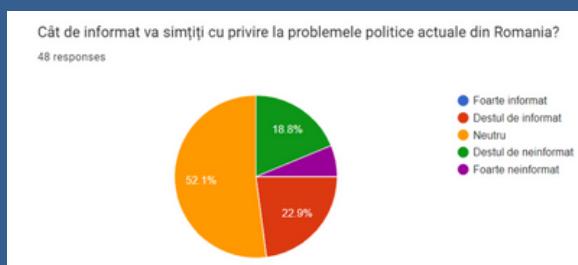
#### 5. Quelles sont les principales raisons pour lesquelles vous votez ou ne votez pas?

Parmi les abstentionnistes, des raisons telles que « Méfiance envers le système politique » ou « Sentiment que mon vote ne compte pas » sont probablement les plus fréquentes. Cela témoigne d'un scepticisme et d'un détachement généralisés à l'égard des structures politiques, suggérant que des initiatives de renforcement de la confiance et d'éducation électorale pourraient avoir un impact positif sur le taux de participation des jeunes. Cependant, 64,6 % d'entre eux estiment que leur vote est important.



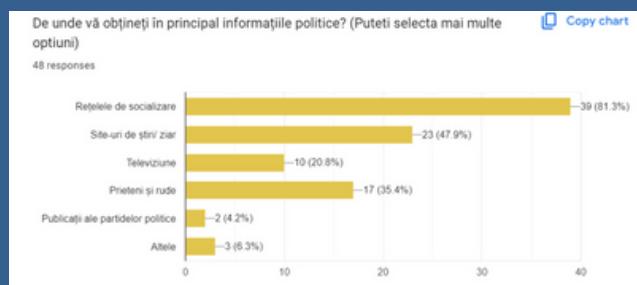
#### 6. Dans quelle mesure pensez-vous être informé des problèmes politiques actuels en Roumanie ?

Les niveaux varient, une proportion significative (52,1 %) déclarant un niveau de connaissance « neutre » et 6,3 % un niveau « faible ». Cela témoigne d'un déficit de culture politique, où des efforts d'éducation politique pourraient favoriser un engagement accru en renforçant la confiance et les connaissances.



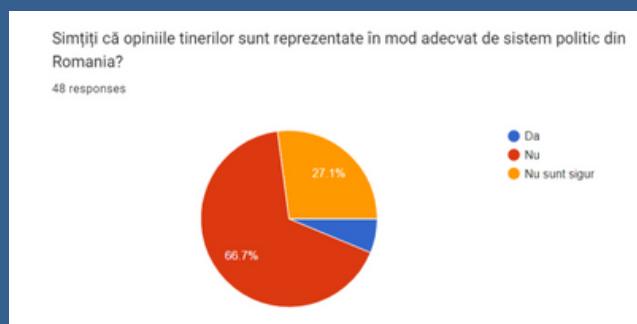
## 7. D'où tirez-vous vos principales informations politiques ?

Les médias sociaux, les sites d'information et la télévision sont probablement les principales sources d'information, un pourcentage élevé d'entre eux s'y abonnant. Les plateformes de médias sociaux jouent un rôle essentiel dans la formation des perceptions politiques des jeunes, soulignant la nécessité de sources d'information crédibles et d'une éducation aux médias.



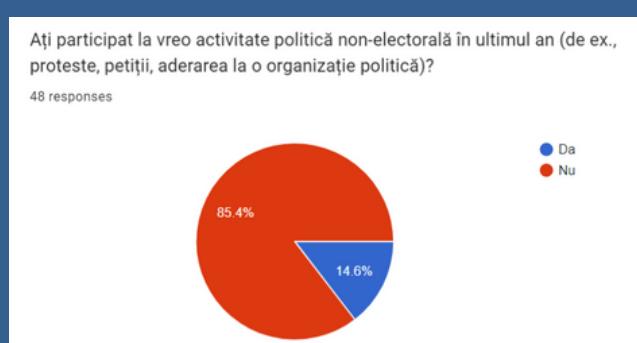
## 8. Pensez-vous que l'opinion des jeunes est bien représentée par le système politique roumain ?

Ici, les réponses montrent une opinion partagée, certains jeunes se sentant adéquatement représentés, 6,3 %, tandis que d'autres ne le sont pas, 66,7 %. 27,1 % ne sont pas sûrs à ce sujet.



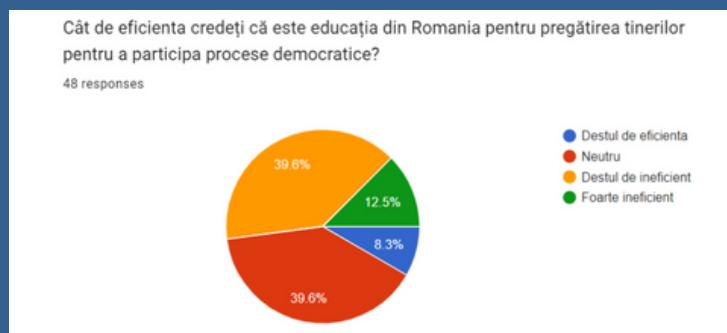
## 9. Avez-vous participé à une activité politique, non électorale, au cours de la dernière année ?

Un pourcentage notable, 85,4 %, n'a pas participé à des activités politiques non électorales (par exemple, manifestations, pétitions).



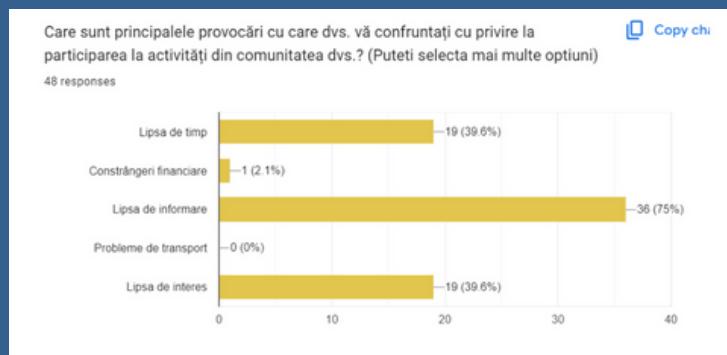
## 10. Dans quelle mesure pensez-vous que le système éducatif roumain est efficace pour préparer les jeunes à participer aux processus démocratiques ?

De nombreux jeunes (39,6 %) perçoivent le système éducatif comme « inefficace » et « neutre » pour les préparer à la démocratie. Seuls 8,3 % le jugent « plutôt efficace ».



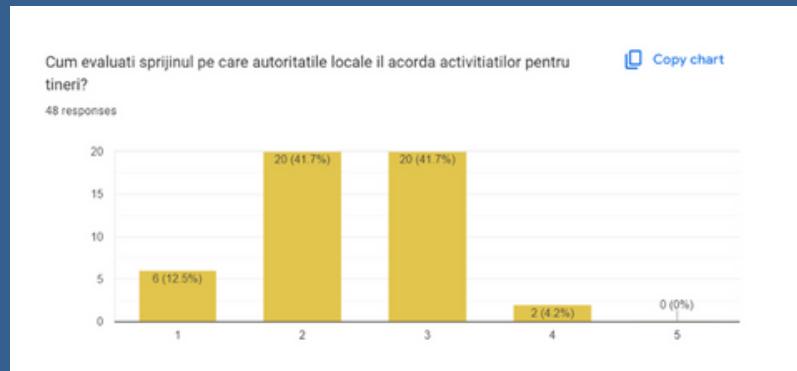
## 11. Quels sont les principaux défis que vous rencontrez concernant votre participation aux activités locales ?

Des obstacles tels que le « manque d'information » (75 %) et les « contraintes de temps » (près de 40 %) ressortent, soulignant les défis structurels et personnels qui entravent l'implication des jeunes.



## 12. Comment évaluez-vous le soutien des autorités locales aux activités locales ?

Les évaluations mitigées concernant le soutien des autorités locales suggèrent des expériences variées selon les régions ou les communautés. Améliorer la transparence et la collaboration entre les autorités et les organisations de jeunesse pourrait favoriser un environnement plus favorable aux activités des jeunes.



### 13. Quels sont les 5 principaux défis auxquels vous êtes confrontés concernant votre participation aux processus démocratiques ?

Les principaux défis incluent « le manque de temps » (37,5 %), « les contraintes financières » (12,5 %) et le plus populaire était « le sentiment que la voix des jeunes est sous-estimée » (83,3 %).



# Identification des défis/obstacles à la participation des jeunes aux processus démocratiques en Roumanie



## Facteurs socio-économiques

**Les facteurs socio-économiques influencent considérablement le niveau de participation des jeunes aux processus démocratiques en Roumanie. Selon un rapport de la Banque mondiale de 2022, la Roumanie affiche l'un des taux de chômage des jeunes les plus élevés de l'Union européenne, avec 17,9 % des jeunes de 15 à 24 ans au chômage.**

Mouvement: ce taux de chômage élevé contribue à l'instabilité économique, rendant difficile pour les jeunes de se concentrer sur l'engagement politique et civique alors que leur principale préoccupation est de trouver un emploi stable. Par ailleurs, l'Institut national roumain de la statistique (INS) indique qu'environ 31 % des jeunes sont menacés de pauvreté ou d'exclusion sociale, ce qui aggrave encore leur désengagement vis-à-vis des processus démocratiques.

Les difficultés économiques limitent souvent la capacité des jeunes à participer à des activités politiques. Les coûts liés aux campagnes électorales, à la participation à des événements politiques ou même à l'accès à certaines informations peuvent être prohibitifs pour les jeunes économiquement défavorisés. Une étude menée par la Friedrich-Ebert-Stiftung en 2022 a révélé que 60 % des jeunes Roumains économiquement défavorisés se sentent exclus de la vie politique en raison de contraintes financières.

Cette exclusion socio-économique crée un cycle dans lequel les voix des jeunes les plus vulnérables sont sous-représentées dans les processus de prise de décision politique.

De plus, les disparités socio-économiques entre zones urbaines et rurales ont un impact sur la participation des jeunes. Selon le rapport 2023 de la Commission européenne sur la jeunesse, les jeunes ruraux roumains sont confrontés à des niveaux de pauvreté et de chômage plus élevés que leurs homologues urbains. Ce clivage urbain-rural signifie que les jeunes ruraux ont moins de possibilités de s'engager politiquement, moins d'accès aux ressources et moins de plateformes pour exprimer leurs préoccupations. Il est essentiel de lever ces obstacles socio-économiques pour favoriser un environnement démocratique plus inclusif et participatif pour tous les jeunes Roumains.

### **Manque d'accès à l'information**



**L'accès à l'information est un élément fondamental de la participation démocratique, mais de nombreux jeunes Roumains sont confrontés à des obstacles importants à cet égard. L'Eurobaromètre européen de la jeunesse 2023 souligne que 40 % des jeunes Roumains estiment ne pas disposer de suffisamment d'informations pour participer efficacement aux processus politiques.**

Ce manque d'information est particulièrement aigu dans les zones rurales, où la connectivité Internet et l'accès aux ressources numériques sont limités.

La culture numérique joue également un rôle essentiel dans l'accès à l'information. Le rapport « Indice de l'économie et de la société numériques » (DESI) 2023 indique que la Roumanie se classe parmi les pays de l'UE les moins bien lotis en matière de compétences numériques, avec seulement 28 % de la population possédant des compétences numériques de base. Pour les jeunes, cela se traduit par des difficultés à accéder aux ressources en ligne, à utiliser les plateformes numériques de discussion politique et à s'informer sur l'actualité politique. La fracture numérique entre zones urbaines et rurales aggrave encore ce problème, limitant la capacité des jeunes ruraux à accéder au même niveau d'information que leurs pairs urbains.

De plus, la qualité de l'information accessible aux jeunes peut s'avérer problématique. Une étude menée en 2022 par la Société académique roumaine (SAR) a révélé que la désinformation et les reportages biaisés sont répandus dans les médias roumains, ce qui peut fausser la perception et la compréhension des jeunes des enjeux politiques.

Cette désinformation peut engendrer l'apathie ou des décisions politiques malavisées, les jeunes peinant à s'y retrouver dans un paysage médiatique saturé d'informations contradictoires et peu fiables. Améliorer l'éducation aux médias et garantir un accès équitable à des informations exactes sont des étapes essentielles pour améliorer la participation des jeunes aux processus démocratiques.

## Déficits en matière d'éducation civique



**Le système éducatif roumain a été critiqué pour ne pas préparer adéquatement les élèves à la citoyenneté active. Un rapport du ministère roumain de l'Éducation de 2022 a souligné que l'éducation civique est souvent marginalisée dans les programmes scolaires, l'accent étant insuffisamment mis sur l'enseignement des valeurs démocratiques, de la pensée critique et des responsabilités civiques.**

En conséquence, de nombreux jeunes quittent l'école sans avoir les compétences et les connaissances nécessaires pour participer efficacement aux processus démocratiques.

De plus, les disparités de qualité de l'éducation entre zones urbaines et rurales agravent ce problème. Ces inégalités éducatives signifient que les jeunes ruraux sont moins préparés à s'engager dans des activités politiques et civiques, ce qui accentue encore davantage le fossé entre zones urbaines et rurales en matière de participation démocratique. Combler ces déficits d'éducation civique par des réformes des programmes et des investissements ciblés dans l'éducation rurale est crucial pour favoriser une jeunesse plus informée et plus engagée.



## Désillusion politique



**La désillusion politique constitue un obstacle majeur à la participation des jeunes en Roumanie. Une enquête menée en 2023 par l'Institut roumain d'évaluation et de stratégie (IRES) a révélé que 68 % des jeunes Roumains âgés de 18 à 35 ans ne font pas confiance aux partis politiques et 60 % estiment que les responsables politiques ne se soucient pas de leur opinion.**

Cette méfiance généralisée découle d'un passé marqué par la corruption politique, l'inefficacité et les promesses non tenues, qui ont laissé de nombreux jeunes sceptiques à l'égard du processus politique. Les manifestations anti-corruption de 2017-2019, qui ont vu une forte participation des jeunes, étaient motivées par la frustration face à la corruption généralisée et au manque de responsabilité des dirigeants politiques. Malgré ces manifestations, de nombreux jeunes ont le sentiment que peu de choses ont changé, ce qui contribue à une désillusion persistante.

L'inefficacité perçue de l'engagement politique décourage encore davantage la participation des jeunes, qui voient leur participation aux élections comme limitée. Ce sentiment d'inutilité est aggravé par le manque de représentation des jeunes dans les instances politiques, ce qui les conduit à penser que leurs intérêts et leurs points de vue ne sont pas suffisamment représentés. Surmonter cette désillusion exige des efforts considérables pour restaurer la confiance dans les institutions politiques, accroître la transparence et impliquer activement les jeunes dans les processus décisionnels.



## Obstacles institutionnels



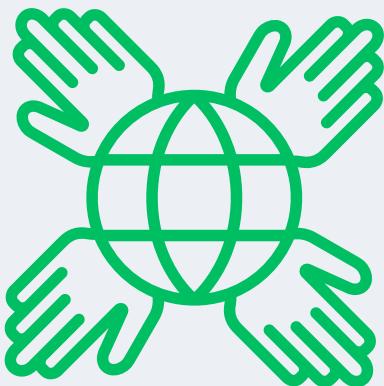
**Les obstacles institutionnels jouent également un rôle crucial dans la participation des jeunes aux processus démocratiques en Roumanie. La bureaucratie des institutions politiques et la complexité des procédures administratives peuvent être intimidantes pour les jeunes, les décourageant de s'engager dans des activités politiques formelles. Nombre d'entre eux trouvent le processus d'adhésion à un parti politique ou de participation aux consultations publiques excessivement compliqué.**

Le cadre juridique régissant la participation politique ne répond souvent pas adéquatement aux besoins des jeunes. Cela se traduit notamment par des dispositions limitées concernant les quotas de jeunes sur les listes des partis politiques et un soutien insuffisant aux initiatives menées par les jeunes. L'absence de tels mécanismes de soutien institutionnel rend difficile pour les jeunes de s'orienter et d'influencer le paysage politique.

De plus, la culture politique roumaine tend à mettre en avant les voix marginalisées des jeunes. Le Baromètre de la Jeunesse 2023 du Conseil de la Jeunesse Roumaine indique qu'environ 70 % des jeunes estiment que leurs opinions ne sont pas prises au sérieux par les dirigeants politiques.

Cette perception est renforcée par le manque de plateformes et d'opportunités permettant aux jeunes de participer significativement aux processus décisionnels. Des réformes institutionnelles visant à simplifier les procédures administratives, à élaborer des politiques favorables aux jeunes et à garantir leur représentation au sein des instances politiques sont essentielles pour lever ces obstacles et favoriser une plus grande participation des jeunes.

## Attitudes culturelles et sociétales



Les attitudes culturelles et sociétales envers la participation des jeunes constituent des obstacles importants à l'engagement démocratique en Roumanie. Les normes sociétales traditionnelles considèrent souvent les jeunes comme inexpérimentés et incompétents pour participer aux processus politiques. Selon les études, 65 % des jeunes Roumains estiment que les autres générations ne respectent ni ne valorisent leurs opinions politiques.

Ce fossé générationnel crée un environnement hostile à la participation des jeunes, car ceux-ci sont souvent rejetés ou traités avec condescendance lorsqu'ils tentent de s'engager dans le discours politique.

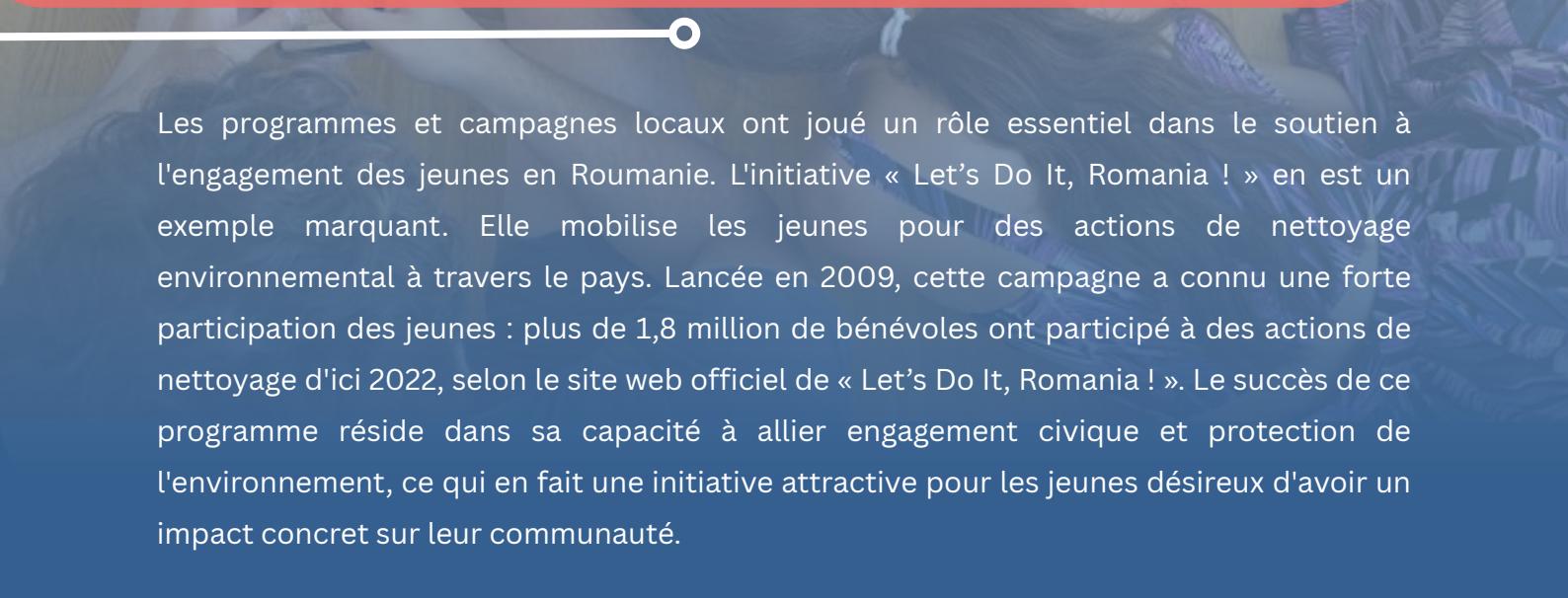
De plus, il existe une culture commune d'apathie et de désengagement chez les jeunes, alimentée par la conviction que les actions individuelles ne peuvent pas provoquer de changement significatif. Le Baromètre de la Jeunesse 2023 du Conseil Roumain de la Jeunesse révèle que 58 % des jeunes Roumains estiment que leur participation à des activités civiques a peu d'impact sur les résultats sociaux au sens large. Ce sentiment d'impuissance est exacerbé par le manque de modèles positifs et d'exemples de réussite de jeunes acteurs du changement, qui pourraient autrement inspirer une plus grande implication.

Pour surmonter ces obstacles culturels et sociaux, une approche rigoureuse et adaptée est nécessaire, incluant des campagnes de sensibilisation du public pour faire évoluer les mentalités, des initiatives éducatives pour promouvoir la valeur de la participation des jeunes, et des efforts pour mettre en valeur et célébrer leurs contributions aux processus démocratiques. En créant un environnement plus inclusif et plus solidaire, la Roumanie peut encourager un plus grand engagement des jeunes et exploiter le potentiel de ses jeunes générations pour contribuer à la vie démocratique de la nation.

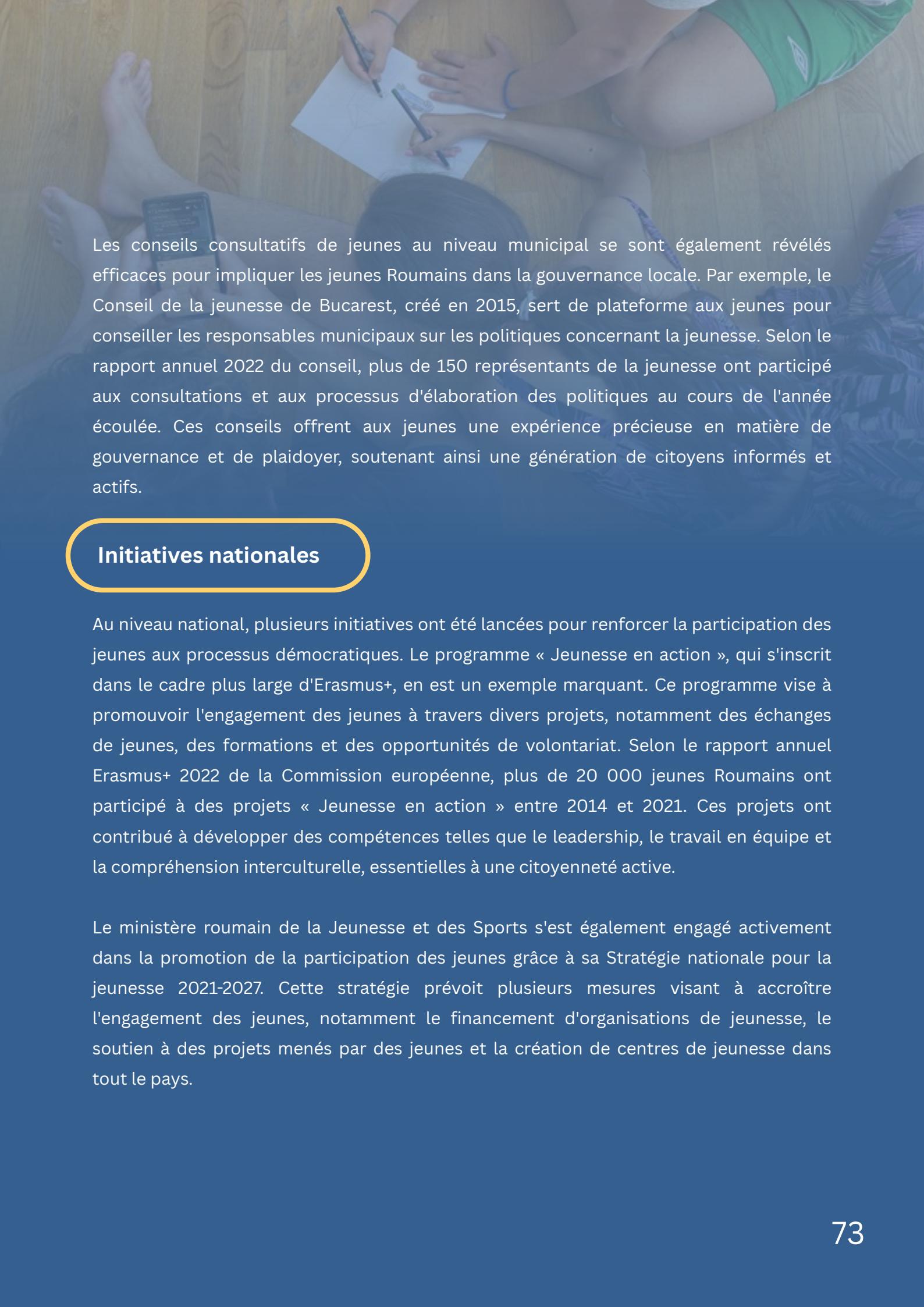
# Évaluation des initiatives existantes



Les programmes et campagnes locaux ont joué un rôle essentiel dans le soutien à l'engagement des jeunes en Roumanie. L'initiative « Let's Do It, Romania ! » en est un exemple marquant. Elle mobilise les jeunes pour des actions de nettoyage environnemental à travers le pays. Lancée en 2009, cette campagne a connu une forte participation des jeunes : plus de 1,8 million de bénévoles ont participé à des actions de nettoyage d'ici 2022, selon le site web officiel de « Let's Do It, Romania ! ». Le succès de ce programme réside dans sa capacité à allier engagement civique et protection de l'environnement, ce qui en fait une initiative attractive pour les jeunes désireux d'avoir un impact concret sur leur communauté.



Une autre initiative locale réussie est le projet de « budget participatif », mis en œuvre dans plusieurs villes roumaines, dont Cluj-Napoca et Iași. Ces projets impliquent les jeunes dans le processus décisionnel relatif à l'allocation des budgets municipaux. Selon un rapport de 2021 de la mairie de Cluj-Napoca, le projet de budget participatif a reçu plus de 4 000 propositions de résidents, dont une part importante émanait de jeunes de 18 à 30 ans. Cette initiative responsabilise les jeunes en leur donnant une voix directe dans la gouvernance locale et les sensibilise aux complexités de la gestion budgétaire et de la responsabilité citoyenne.

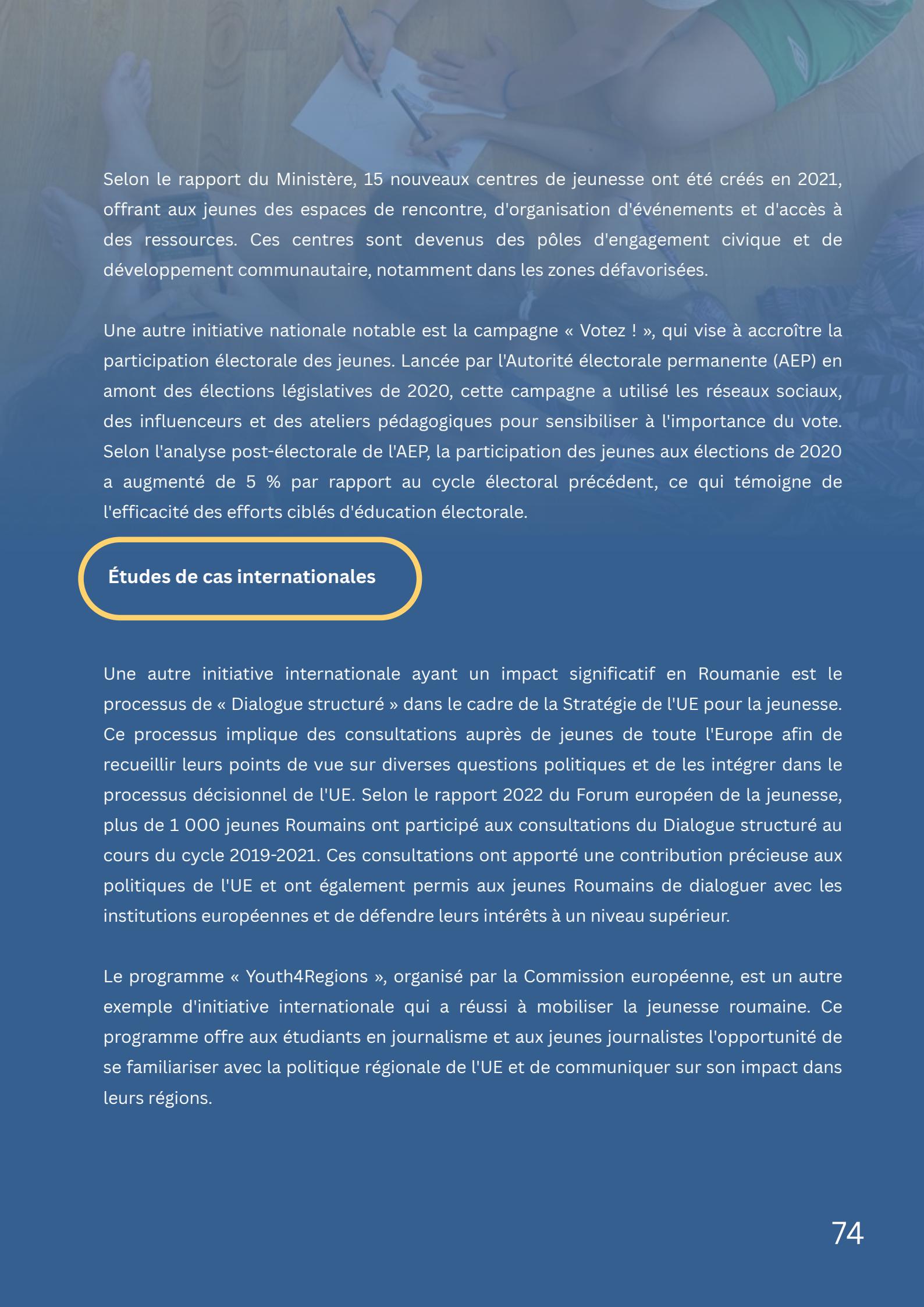


Les conseils consultatifs de jeunes au niveau municipal se sont également révélés efficaces pour impliquer les jeunes Roumains dans la gouvernance locale. Par exemple, le Conseil de la jeunesse de Bucarest, créé en 2015, sert de plateforme aux jeunes pour conseiller les responsables municipaux sur les politiques concernant la jeunesse. Selon le rapport annuel 2022 du conseil, plus de 150 représentants de la jeunesse ont participé aux consultations et aux processus d'élaboration des politiques au cours de l'année écoulée. Ces conseils offrent aux jeunes une expérience précieuse en matière de gouvernance et de plaidoyer, soutenant ainsi une génération de citoyens informés et actifs.

## Initiatives nationales

Au niveau national, plusieurs initiatives ont été lancées pour renforcer la participation des jeunes aux processus démocratiques. Le programme « Jeunesse en action », qui s'inscrit dans le cadre plus large d'Erasmus+, en est un exemple marquant. Ce programme vise à promouvoir l'engagement des jeunes à travers divers projets, notamment des échanges de jeunes, des formations et des opportunités de volontariat. Selon le rapport annuel Erasmus+ 2022 de la Commission européenne, plus de 20 000 jeunes Roumains ont participé à des projets « Jeunesse en action » entre 2014 et 2021. Ces projets ont contribué à développer des compétences telles que le leadership, le travail en équipe et la compréhension interculturelle, essentielles à une citoyenneté active.

Le ministère roumain de la Jeunesse et des Sports s'est également engagé activement dans la promotion de la participation des jeunes grâce à sa Stratégie nationale pour la jeunesse 2021-2027. Cette stratégie prévoit plusieurs mesures visant à accroître l'engagement des jeunes, notamment le financement d'organisations de jeunesse, le soutien à des projets menés par des jeunes et la création de centres de jeunesse dans tout le pays.



Selon le rapport du Ministère, 15 nouveaux centres de jeunesse ont été créés en 2021, offrant aux jeunes des espaces de rencontre, d'organisation d'événements et d'accès à des ressources. Ces centres sont devenus des pôles d'engagement civique et de développement communautaire, notamment dans les zones défavorisées.

Une autre initiative nationale notable est la campagne « Votez ! », qui vise à accroître la participation électorale des jeunes. Lancée par l'Autorité électorale permanente (AEP) en amont des élections législatives de 2020, cette campagne a utilisé les réseaux sociaux, des influenceurs et des ateliers pédagogiques pour sensibiliser à l'importance du vote. Selon l'analyse post-électorale de l'AEP, la participation des jeunes aux élections de 2020 a augmenté de 5 % par rapport au cycle électoral précédent, ce qui témoigne de l'efficacité des efforts ciblés d'éducation électorale.

### Études de cas internationales

Une autre initiative internationale ayant un impact significatif en Roumanie est le processus de « Dialogue structuré » dans le cadre de la Stratégie de l'UE pour la jeunesse. Ce processus implique des consultations auprès de jeunes de toute l'Europe afin de recueillir leurs points de vue sur diverses questions politiques et de les intégrer dans le processus décisionnel de l'UE. Selon le rapport 2022 du Forum européen de la jeunesse, plus de 1 000 jeunes Roumains ont participé aux consultations du Dialogue structuré au cours du cycle 2019-2021. Ces consultations ont apporté une contribution précieuse aux politiques de l'UE et ont également permis aux jeunes Roumains de dialoguer avec les institutions européennes et de défendre leurs intérêts à un niveau supérieur.

Le programme « Youth4Regions », organisé par la Commission européenne, est un autre exemple d'initiative internationale qui a réussi à mobiliser la jeunesse roumaine. Ce programme offre aux étudiants en journalisme et aux jeunes journalistes l'opportunité de se familiariser avec la politique régionale de l'UE et de communiquer sur son impact dans leurs régions.



Selon l'évaluation 2022 de la Commission européenne, 50 jeunes Roumains ont participé à Youth4Regions entre 2017 et 2021, ce qui leur a permis de mieux comprendre les politiques de l'UE et de développer leurs compétences journalistiques. Ces programmes contribuent à rapprocher les jeunes des institutions européennes, favorisant ainsi le sentiment d'identité européenne et la citoyenneté active.

### Évaluations des initiatives

Les évaluations de ces initiatives ont fourni des informations précieuses sur les solutions les plus efficaces pour promouvoir l'engagement des jeunes. L'évaluation du programme Erasmus+ Jeunesse en action par la Commission européenne, publiée en 2022, met en évidence plusieurs facteurs clés contribuant à son succès. Parmi ceux-ci figurent l'offre d'opportunités d'engagement flexibles et diversifiées, des structures de soutien solides pour les participants et l'accent mis sur des méthodes d'éducation non formelles qui complètent l'apprentissage traditionnel. L'évaluation souligne également l'importance de l'inclusion, soulignant que les efforts déployés pour atteindre les jeunes marginalisés ont considérablement renforcé l'impact du programme.

Le projet de budget participatif de Cluj-Napoca a été évalué par la Société académique roumaine (SAR) en 2021. Celle-ci a constaté que la transparence et l'inclusion étaient essentielles à sa réussite. La plateforme en ligne du projet a permis une large participation et des efforts ont été déployés pour impliquer les groupes sous-représentés, notamment les jeunes. Le rapport d'évaluation souligne qu'une communication claire sur l'impact des propositions des jeunes sur les politiques municipales a contribué à instaurer la confiance et à maintenir l'engagement des jeunes participants.

L'évaluation 2022 des conseils consultatifs de jeunes au niveau municipal, réalisée par le Conseil roumain de la jeunesse, identifie plusieurs bonnes pratiques pour une participation efficace des jeunes. Il s'agit notamment de former et de renforcer les capacités des représentants de la jeunesse, de garantir aux conseils de jeunes un mandat clair et une influence sur la prise de décision, et de favoriser la collaboration entre les conseils de jeunes et les autres structures de gouvernance locale.

# Évaluation des résultats (WP1)

## Résultats des enquêtes

Les réponses à l'enquête fournissent des informations importantes sur l'état actuel de la participation des jeunes en Roumanie, révélant des défis critiques :

La majorité des répondants ont indiqué une participation occasionnelle ou rare aux activités politiques. L'engagement des jeunes est sporadique, motivé par des enjeux spécifiques plutôt que par une participation régulière.

Un thème récurrent dans les réponses est la méfiance envers les institutions politiques, de nombreux jeunes ayant le sentiment de ne pas être entendus dans le processus décisionnel. Ce phénomène, combiné à un manque d'intérêt et d'information politique, crée des obstacles importants à une plus grande participation.

Bien qu'un nombre significatif de répondants se soient sentis neutres ou plutôt informés sur les questions politiques, une proportion notable s'estimait mal informée. L'accès à une information fiable et accessible demeure un défi, en particulier pour les jeunes des zones rurales et défavorisées.

L'enquête met en évidence des obstacles structurels tels que le manque d'information, le manque de temps et les contraintes financières. La plupart des répondants se sentent déconnectés du système politique, soulignant que la voix des jeunes est souvent ignorée.

## Aperçus des campagnes éducatives

Le système éducatif est largement perçu par les jeunes comme largement inefficace pour leur donner les outils nécessaires à une citoyenneté active. Selon les résultats de notre enquête, une part importante des répondants juge le système actuel assez ou très inefficace pour favoriser la connaissance et la participation civiques. Cela met en évidence un écart préoccupant entre l'enseignement scolaire et les réalités de l'engagement politique et civique auxquelles les jeunes sont confrontés. Les jeunes continuent de se sentir désengagés et sous-représentés dans les processus de décision politique. Cela démontre la nécessité d'approches d'éducation civique plus pratiques, engageantes et concrètes, adaptées à la jeunesse d'aujourd'hui.

Le 12 octobre, nous avons organisé un atelier local visant à combler ces lacunes. Cet atelier a réuni 12 participants, animateurs et animateurs de jeunesse âgés de 18 à 30 ans, pour réfléchir et échanger sur la participation et l'engagement des jeunes. S'appuyant sur les résultats de notre recherche documentaire et de notre enquête, le groupe a conçu une série de campagnes éducatives créatives et engageantes pour inciter les jeunes de notre communauté à devenir des citoyens plus actifs.

Au cours de cet atelier, les participants ont développé un total de 4 campagnes numériques conçues pour promouvoir l'engagement des jeunes de diverses manières :

2 campagnes étaient basées sur le visuel, offrant un contenu informatif à travers des graphiques et des infographies accrocheurs.

1 campagne a pris la forme d'une vidéo avec texte, offrant une manière dynamique et interactive de transmettre des informations sur l'importance du vote et de la participation civique.

La campagne finale consistait en 10 stories Instagram engageantes structurées sous forme de quiz, où les participants ont testé leurs connaissances sur l'engagement civique et la participation démocratique et ont amélioré leurs compétences sur ce sujet.



<https://www.instagram.com/empower.plus.ngo/>



Ces campagnes se voulaient à la fois éducatives et motivantes, aidant les jeunes de notre communauté à comprendre comment faire entendre leur voix, devenir plus actifs au sein de leur communauté et approfondir leur compréhension des processus civiques. Les retours de la communauté ont été extrêmement positifs. Les jeunes ont trouvé les campagnes engageantes et instructives, et beaucoup ont déclaré avoir considérablement amélioré leurs connaissances sur la manière d'apporter des changements significatifs dans leur communauté.

Les participants se sont sentis plus motivés et soutenus pour agir, dotés des outils et des connaissances nécessaires pour impulser un véritable changement. Non seulement ils ont appris à s'engager davantage, mais ils ont également renforcé leur confiance en leur capacité à influencer le monde qui les entoure.

De plus, les 12 participants ayant contribué au développement de ces campagnes ont grandement bénéficié de cette expérience pratique. Grâce à la collaboration et à la conception créative, ils ont renforcé leurs compétences en communication numérique, en développement de campagnes et en éducation civique. Le processus de brainstorming, de conception et de mise en œuvre de ces campagnes leur a donné un aperçu pratique de la manière dont ils peuvent continuer à promouvoir l'engagement civique auprès de leurs pairs et au sein de leurs communautés. Cet atelier a favorisé le leadership des jeunes et a également contribué à la création d'un réseau de jeunes citoyens actifs, prêts à inspirer un engagement plus profond.

À la fin de l'atelier, les participants sont repartis avec le sentiment d'être responsabilisés et désireux de poursuivre leur travail, motivés par la connaissance que leurs contributions peuvent aider à façonner une communauté de jeunes plus engagée et plus active.

## Défis et obstacles identifiés

D'après l'analyse, les principaux défis peuvent être résumés comme suit :

La méfiance généralisée à l'égard des institutions politiques est un thème récurrent. Les jeunes estiment que leur participation a peu d'impact sur les résultats politiques.

De nombreux jeunes ne se sentent pas bien informés sur les questions politiques, et il existe un besoin évident de canaux d'information politique plus performants et plus accessibles, notamment via les plateformes numériques.

Le système éducatif actuel ne fournit pas aux jeunes les connaissances et les outils nécessaires pour s'engager de manière significative dans les processus démocratiques.

Les contraintes de temps, les défis financiers et le manque d'initiatives ciblées pour les jeunes continuent de limiter la participation.

## Évaluation des initiatives existantes

Certaines campagnes locales, notamment celles axées sur des activités civiques non politiques (par exemple, les campagnes environnementales), ont réussi à mobiliser les jeunes et pourraient servir de modèles pour d'autres stratégies d'engagement.

Dans l'ensemble, les initiatives existantes ont été limitées en termes de portée et d'efficacité. Si elles ont réussi à sensibiliser le public, elles n'ont pas pleinement levé les obstacles structurels et systémiques qui entravent une participation significative des jeunes.

## Recommandations d'amélioration

- Mettre l'accent sur l'apprentissage expérientiel et la citoyenneté active dans les écoles, avec davantage d'activités pratiques comme les débats, le service communautaire et la collaboration avec les institutions politiques.
- Les campagnes devraient être davantage axées sur la résolution du déficit de confiance en engageant les jeunes dans des dialogues constructifs avec les décideurs politiques et en leur fournissant des plateformes pour qu'ils puissent faire entendre leur voix.
- Utiliser les médias sociaux et les plateformes numériques plus efficacement pour atteindre les jeunes avec des informations politiques claires et impartiales.
- Développer des opportunités de participation flexibles, telles que des assemblées publiques numériques, des forums en ligne et des conseils consultatifs locaux qui ne nécessitent pas beaucoup de temps ou d'engagement financier de la part des jeunes.

# 6 recommandations pratiques pour la Roumanie

## Améliorer l'accès à l'information

Améliorer l'accès à l'information est essentiel pour accroître l'engagement des jeunes en Roumanie. Selon l'Eurobaromètre européen de la jeunesse 2023, 40 % des jeunes Roumains estiment ne pas disposer des informations nécessaires pour participer efficacement aux processus politiques. Ce problème est particulièrement aigu dans les zones rurales, où la connectivité internet et l'accès aux ressources numériques sont limités. Pour y remédier, le gouvernement roumain pourrait développer les infrastructures numériques dans les zones rurales, garantissant ainsi à tous les jeunes un accès égal à l'information et aux ressources en ligne.

Améliorer la culture numérique est également essentiel. L'Indice de l'économie et de la société numériques (DESI) 2023 indique que seulement 28 % de la population roumaine possède des compétences numériques de base, ce qui souligne la nécessité de programmes éducatifs ciblés. Les écoles et les centres communautaires pourraient proposer des ateliers de culture numérique, axés sur la navigation dans l'information en ligne, la pensée critique et l'éducation aux médias. De telles initiatives permettraient aux jeunes de mieux interagir avec les plateformes numériques et les contenus politiques.

La création de plateformes d'information centralisées et adaptées aux jeunes peut contribuer à diffuser des informations pertinentes sur les processus politiques, le vote et l'engagement civique. Le gouvernement roumain, en partenariat avec des ONG, pourrait développer un portail en ligne dédié à l'engagement des jeunes, proposant des ressources, des actualités et des outils interactifs pour les guider dans leurs activités civiques. Cette approche permettrait aux jeunes d'accéder facilement à des informations précises et complètes, favorisant ainsi une participation éclairée.



## Améliorer la sensibilisation éducative

La sensibilisation à l'éducation est une autre stratégie essentielle pour renforcer l'engagement des jeunes. Les résultats du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) 2018 montrent que la Roumanie se classe en dessous de la moyenne de l'OCDE en lecture, en mathématiques et en sciences, ce qui nuit à la capacité des jeunes à aborder de manière critique les contenus politiques. L'intégration de l'éducation civique dans le programme national peut remédier à ce problème. Le ministère de l'Éducation pourrait imposer des cours d'éducation civique couvrant les principes démocratiques, les institutions politiques et les responsabilités civiques dès le plus jeune âge.

Les programmes de développement professionnel axés sur l'éducation civique peuvent doter les enseignants de méthodes et de ressources innovantes pour mobiliser les élèves. Selon le rapport 2022 du ministère roumain de l'Éducation, offrir aux enseignants une formation et un soutien adéquats peut améliorer considérablement la qualité de l'éducation civique.

Les activités extrascolaires, telles que les clubs de débat, les conseils étudiants et les parlements de jeunes, peuvent compléter l'éducation formelle en offrant des expériences pratiques de participation démocratique. Ces activités favorisent l'esprit critique, la prise de parole en public et le leadership, essentiels à une citoyenneté active. Les écoles et les universités devraient être encouragées à soutenir et à promouvoir de telles initiatives, créant ainsi un environnement où les étudiants peuvent mettre en pratique et développer leurs compétences en engagement civique.

## S'attaquer aux obstacles socio-économiques

Les obstacles socio-économiques freinent considérablement la participation des jeunes en Roumanie. Le rapport 2022 de la Banque mondiale souligne que 17,9 % des jeunes de 18 à 24 ans sont au chômage et que 35 % sont menacés de pauvreté ou d'exclusion sociale. Pour relever ces défis, le gouvernement pourrait mettre en œuvre des programmes d'emploi ciblés proposant des formations professionnelles, des stages et des apprentissages spécifiquement destinés aux jeunes. Ces programmes devraient être conçus pour répondre aux demandes actuelles du marché, en veillant à ce que les jeunes acquièrent les compétences et l'expérience nécessaires.

Le soutien financier aux jeunes économiquement défavorisés est également crucial. Bourses, subventions et allocations peuvent contribuer à alléger le fardeau financier de l'éducation et permettre aux jeunes de participer à des activités civiques. Le Fonds social européen (FSE) peut être utilisé pour soutenir de telles initiatives, en fournissant le financement nécessaire à leur développement.

La création de centres pour jeunes dans les zones économiquement défavorisées peut offrir aux jeunes des espaces sûrs pour accéder aux ressources, bénéficier d'une orientation professionnelle et participer à des activités civiques. Selon le rapport 2022 du ministère roumain du Travail, ces centres ont fait leurs preuves en zone urbaine et pourraient être reproduits en zone rurale. Ces centres offriraient une gamme de services, notamment une aide à la recherche d'emploi, des ateliers de formation et des plateformes d'engagement civique, contribuant ainsi à combler le fossé socio-économique.



## Favoriser la confiance et l'engagement politiques

Renforcer la confiance politique des jeunes est essentiel pour favoriser leur engagement. L'enquête 2023 de l'Institut roumain d'évaluation et de stratégie (IRES) révèle que 68 % des jeunes Roumains ne font pas confiance aux partis politiques et que 60 % estiment que les responsables politiques ne se soucient pas de leurs opinions. La transparence et la responsabilité sont essentielles pour rétablir cette confiance. Les partis politiques et les institutions gouvernementales devraient adopter des pratiques transparentes, en publiant régulièrement des rapports sur leurs activités, leurs décisions et leurs dépenses.

Les conseils et comités consultatifs de jeunes peuvent jouer un rôle important pour renforcer la confiance. En impliquant directement les jeunes dans le processus décisionnel, ces organismes peuvent garantir que leurs points de vue sont pris en compte et valorisés. Le rapport 2023 de la Commission européenne sur la jeunesse souligne le succès de tels conseils dans d'autres pays de l'UE. La Roumanie pourrait mettre en place des structures similaires aux niveaux local, régional et national, offrant ainsi aux jeunes une plateforme formelle pour influencer les politiques.

Les initiatives de mobilisation telles que les réunions publiques, les consultations publiques et le budget participatif peuvent également renforcer la confiance. Elles permettent aux jeunes d'interagir directement avec les décideurs politiques, d'exprimer leurs points de vue et de constater l'impact concret de leur participation. Le gouvernement roumain devrait promouvoir et soutenir activement ces initiatives, démontrant ainsi un réel engagement en faveur de la mobilisation des jeunes.

## Réformes institutionnelles

Des réformes institutionnelles sont nécessaires pour créer un environnement propice à la participation des jeunes. Simplifier les procédures administratives d'inscription électorale, d'adhésion à des partis politiques ou de participation à des consultations publiques peut rendre l'engagement politique plus accessible. Le rapport national 2022 de la Commission européenne sur la Roumanie souligne la nécessité de processus conviviaux réduisant les obstacles bureaucratiques.

La mise en place de quotas de jeunes dans les partis politiques et les institutions publiques peut garantir une représentation adéquate des jeunes. Selon le rapport 2023 du Service de la Jeunesse du Conseil de l'Europe, les pays appliquant des quotas de jeunes ont constaté une participation et une influence accrues des jeunes dans les processus politiques. La Roumanie pourrait adopter des mesures similaires, en imposant un certain pourcentage de jeunes candidats sur les listes électorales et en nommant des jeunes représentants dans les organes décisionnels.

Il est également essentiel de renforcer le soutien aux initiatives menées par les jeunes. Le gouvernement roumain pourrait mettre en place des programmes de subventions et de mentorat pour les jeunes entrepreneurs, militants et leaders communautaires. Ces programmes fourniraient des ressources financières, des formations et des opportunités de réseautage, permettant ainsi aux jeunes de diriger et d'innover au sein de leurs communautés.



## Tirer parti des programmes et des politiques de l'UE

Tirer parti des programmes et politiques de l'UE peut considérablement renforcer l'engagement des jeunes en Roumanie. Le programme Erasmus+, par exemple, offre de nombreuses opportunités d'échanges, de formation et de volontariat pour les jeunes. Selon le rapport annuel Erasmus+ 2022 de la Commission européenne, plus de 100 000 jeunes Roumains ont participé à des projets Erasmus+ depuis 2014. Le gouvernement roumain devrait promouvoir activement ces opportunités et soutenir les jeunes dans leurs candidatures et leur participation.

Le Corps européen de solidarité (CES) est une autre ressource précieuse. Son rapport annuel 2022 indique que plus de 5 000 jeunes Roumains ont participé à des projets de solidarité. Le gouvernement et les ONG peuvent collaborer pour accroître la participation à ces projets, en offrant aux jeunes des expériences enrichissantes qui favorisent l'engagement civique et la solidarité.

Pour renforcer l'engagement des jeunes en Roumanie, il est nécessaire de s'attaquer à l'accès à l'information, à la sensibilisation à l'éducation, aux obstacles socio-économiques, à la confiance politique, aux réformes institutionnelles et à l'exploitation des programmes de l'UE. En mettant en œuvre ces recommandations et stratégies, la Roumanie peut créer un environnement démocratique plus inclusif et participatif pour ses jeunes citoyens.



# RAPPORT ITALIE

ASSOCIATION ARCI SOLIDARIETÀ ONLUS (ARCI) – ITALIE

ASSOCIATION SALAM, ORGANISATION À BUT NON LUCRATIF  
D'UTILITÉ SOCIALE (SALAM) – ITALIE



# Assessment of the current state of Youth participation and democratic engagement in Italy

## Introduction

### Importance and Role of Youth Participation and Democratic Engagement in Italy

Italy's Constitution establishes it as a democratic republic, where sovereignty belongs to the people. Democracy is built on political participation, which is essential for citizens to influence government actions and prevent abuse of power. Active involvement in decision-making is critical for a functioning democracy.

Youth engagement is key to ensuring that national policies reflect the interests of younger generations. Meaningful participation involves including young people in decisions, particularly on issues that directly affect them, like education, employment, climate change, and human rights.

### Notes on Youth Participation in Politics and Civil Society in Italy

Italian politics is shaped by an aging demographic, often ignoring young people due to their lower participation in elections. This creates a disconnect, with political programs focusing more on the older population, leaving younger generations feeling overlooked. A historical distrust in political parties, furthered by corruption scandals like "Tangentopoli" in the 1990s, has deepened this disinterest.

Young people feel distanced from politics because they don't see enough representation among decision-makers. Though reforms, like lowering the age for Senate elections to 18, are positive, youth still believe that more young leaders in politics could inspire greater engagement.

# Évaluation de l'état actuel de la participation des jeunes et de l'engagement démocratique en Italie

## Introduction

### Importance et rôle de la participation des jeunes et de l'engagement démocratique en Italie

La Constitution italienne établit le pays comme une république démocratique, où la souveraineté appartient au peuple. La démocratie repose sur la participation politique, essentielle pour permettre aux citoyens d'influencer l'action du gouvernement et de prévenir les abus de pouvoir. Une participation active à la prise de décision est essentielle au bon fonctionnement d'une démocratie.

L'engagement des jeunes est essentiel pour garantir que les politiques nationales reflètent les intérêts des jeunes générations. Une participation significative implique d'inclure les jeunes dans les décisions, notamment sur les questions qui les concernent directement, comme l'éducation, l'emploi, le changement climatique et les droits de l'homme.

### Notes sur la participation des jeunes à la politique et à la société civile en Italie

La politique italienne est façonnée par une population vieillissante, qui néglige souvent les jeunes en raison de leur faible participation aux élections. Cela crée un décalage : les programmes politiques se concentrent davantage sur les personnes âgées, laissant les jeunes générations avec le sentiment d'être délaissées. Une méfiance historique envers les partis politiques, aggravée par des scandales de corruption comme « Tangentopoli » dans les années 1990, a aggravé ce désintérêt.

Les jeunes se sentent éloignés de la politique, car ils ne sont pas suffisamment représentés parmi les décideurs. Bien que les réformes, comme l'abaissement de l'âge des élections sénatoriales à 18 ans, soient positives, les jeunes continuent de croire qu'une plus grande participation des jeunes leaders politiques pourrait susciter un engagement accru.

## Notes sur l'engagement démocratique des jeunes en Italie

Malgré leur disparité avec la politique traditionnelle, les jeunes Italiens sont très engagés dans les causes civiques et sociales. Des mouvements comme « Fridays for Future » et le militantisme environnemental témoignent de leur engagement de manière non institutionnelle. Nombre d'entre eux participent à des actions de service communautaire, de bénévolat et de justice sociale, axées sur des thèmes tels que le changement climatique, les droits civiques et la paix.

Selon des enquêtes récentes, l'engagement civique des jeunes s'est accru, nombre d'entre eux s'impliquant dans le bénévolat et les organisations culturelles ou environnementales. Cet engagement croissant reflète leur volonté de contribuer au changement sociétal, souvent au niveau local, et un lien fort avec les programmes européens comme Erasmus+.





# Participation des jeunes et engagement démocratique en Italie

La participation des jeunes à la vie politique démocratique a toujours été un défi, notamment dans des pays comme l'Italie, où elle a souvent connu des périodes de forte répression. De nombreuses initiatives ont été lancées à travers le monde pour remédier à ce problème et proposer des exemples de bonnes pratiques susceptibles d'être largement adoptées afin de contribuer à une amélioration réelle et continue du rôle des jeunes dans la démocratie. Cet article analyse l'importance de l'engagement des jeunes dans les affaires publiques comme outil pour parvenir à une démocratie durable.

Cet ouvrage identifie les obstacles à la participation des jeunes aux affaires publiques et présente des stratégies pour promouvoir un engagement significatif des jeunes dans les processus démocratiques. Il fournit également des recommandations pertinentes aux États membres de l'Union européenne et aux jeunes dirigeants, présentant des idées susceptibles d'améliorer significativement la participation politique des jeunes et de promouvoir la stabilité politique et les priorités de développement nationales et mondiales.

## Le rôle de la jeunesse dans une démocratie

La population mondiale compte 1,8 milliard de jeunes âgés de 15 à 29 ans, soit 24 % de la population totale. Ce groupe démographique possède un potentiel sans précédent pour impulser des idées transformatrices à tous les niveaux : économique, juridique, social, national et international. Au moment où nous écrivons ces lignes, des élections politiques sont en cours dans le monde entier et d'autres sont sur le point d'être programmées. Dans cette perspective évolutive, il est important de garder à l'esprit les points suivants :

Préserver et soutenir les processus et idéaux démocratiques : Dans un monde où la démocratie est en déclin progressif, la participation active des jeunes aux affaires publiques et aux processus démocratiques existants demeure l'un des moyens les plus efficaces de préserver et de soutenir les idéaux démocratiques à l'échelle mondiale. Partout dans le monde, les jeunes utilisent leurs compétences et leurs voix pour demander des comptes à leurs gouvernements, plaider pour la transparence des processus de gouvernance, promouvoir la protection des droits de l'homme, favoriser l'engagement civique, dénoncer les injustices et promouvoir la cohésion sociale. Souvent, ces actions politiques menées dans certains pays permettent à d'autres jeunes de se mobiliser et de revendiquer les mêmes droits ailleurs dans le monde. Partout dans le monde, les jeunes doivent être impliqués dans les processus politiques, notamment en occupant des fonctions publiques, en exerçant leurs droits civiques lors des élections, en participant au débat public et en défendant leurs préoccupations dans les politiques nationales. Les représentants qui les précèdent sont souvent des personnes beaucoup plus âgées qu'eux et dont les mentalités sont radicalement différentes et éloignées de celles des jeunes. Les parlements nationaux sont souvent composés de personnes très âgées qui, bien que soucieuses de l'avenir des jeunes, ne comprennent pas pleinement leurs revendications ou, même si elles les comprennent, ne leur permettent pas d'être les porte-parole de ces besoins spécifiques.

Développement socio-économique et stabilité politique : Les jeunes sont au cœur de la croissance et du développement socio-économiques. Dotés des compétences et de l'éducation adéquates, ils peuvent jouer un rôle clé dans la définition et la mise en œuvre conjointes des priorités nationales de développement. Dans plusieurs pays, ils ont proposé des idées innovantes, mis en œuvre des projets révolutionnaires ayant un impact direct sur la vie des citoyens et fondé des start-ups qui répondent à des défis socio-économiques, notamment la paix et la stabilité politique. En Italie, par exemple, plusieurs mouvements ont su influencer les décisions politiques ces dernières années, parmi lesquels le « Mouvement de la Sardine » a certainement représenté l'un des derniers systèmes de visibilité pour la défense des idées des jeunes.

En matière de participation politique, les enfants de migrants sont souvent totalement exclus. Ils vivent dans nos pays mais n'ont pas le droit de vote, même s'ils vivent dans nos villes et fréquentent l'école avec les jeunes autochtones. Cela génère de nombreuses insécurités, non seulement chez les jeunes migrants, mais aussi chez les minorités qui jouissent de droits politiques, comme par exemple les personnes appartenant à des groupes ethniques et religieux minoritaires dans nos pays. Ces jeunes souffrent encore plus que les autres de l'aliénation politique et des stéréotypes.

### **La participation des jeunes Italiens au vote et à la vie politique du pays**

Tous les citoyens italiens ayant atteint l'âge de 18 ans sont automatiquement inscrits sur les listes électorales. Cette limite d'âge s'applique à toutes les élections (nationales, locales et européennes) et référendums, à l'exception du Sénat où l'âge de l'électorat passif est de 25 ans. Tous les citoyens ne pouvant se rendre aux urnes (malades, détenus) bénéficient de prestations pour exercer leur droit de vote. Les citoyens italiens résidant à l'étranger et inscrits au Registre des Italiens résidant à l'étranger (AIRE) peuvent voter par correspondance par l'intermédiaire de l'ambassade de leur pays de résidence.

Cela s'applique aux élections nationales et européennes, ainsi qu'au référendum. Pour les élections locales, ils peuvent bénéficier d'une réduction sur les transports publics (avion, train). De plus, les jeunes effectuant un service civil peuvent bénéficier d'autorisations exceptionnelles pour exercer leur droit de vote. Les dispositions du « Règlement sur les relations entre les organismes et les opérateurs bénévoles du service civil universel », approuvé par le décret du Premier ministre du 14 janvier 2019, prévoient, à l'article 8, la possibilité d'utiliser des jours (de 1 à 3 jours selon la distance entre le lieu de résidence et le lieu d'exécution du service civil) pour exercer le droit de vote.

Par ailleurs, en cas de nomination comme président de bureau de vote, secrétaire, scrutateur ou représentant de liste, pendant la période d'exercice du service civil, l'opérateur bénévole se voit reconnaître un nombre de jours correspondant à la durée des opérations électorales. Les données de participation aux élections politiques de 2018 sont agrégées et il n'existe pas de données officielles (à l'exception des enquêtes post-électorales) concernant spécifiquement les jeunes. Dans une publication récente (voir « Revue des résultats des élections européennes et nationales »), l'Eurobaromètre présente les données suivantes basées sur une enquête post-électorale des élections au Parlement européen de 2019.

- Participation totale : 54,50 %
- Participation des jeunes de 18 à 24 ans 43,60 %
- Participation des jeunes de 25 à 39 ans : 57,20 %

L'âge minimum pour se présenter aux élections législatives italiennes diffère selon qu'il s'agit de la Chambre des députés (25 ans) ou du Sénat de la République (40 ans). L'âge minimum pour adhérer à un parti politique varie de 14 à 16 ans, selon les statuts et le règlement intérieur des organisations politiques. Il n'existe pas de quotas ni de dispositifs spécifiques favorisant les jeunes candidats : cependant, la plupart des partis italiens disposent de sections et de réseaux jeunesse qui favorisent la participation des jeunes à leurs activités. Composition de la Chambre - Répartition des députés par tranche d'âge :

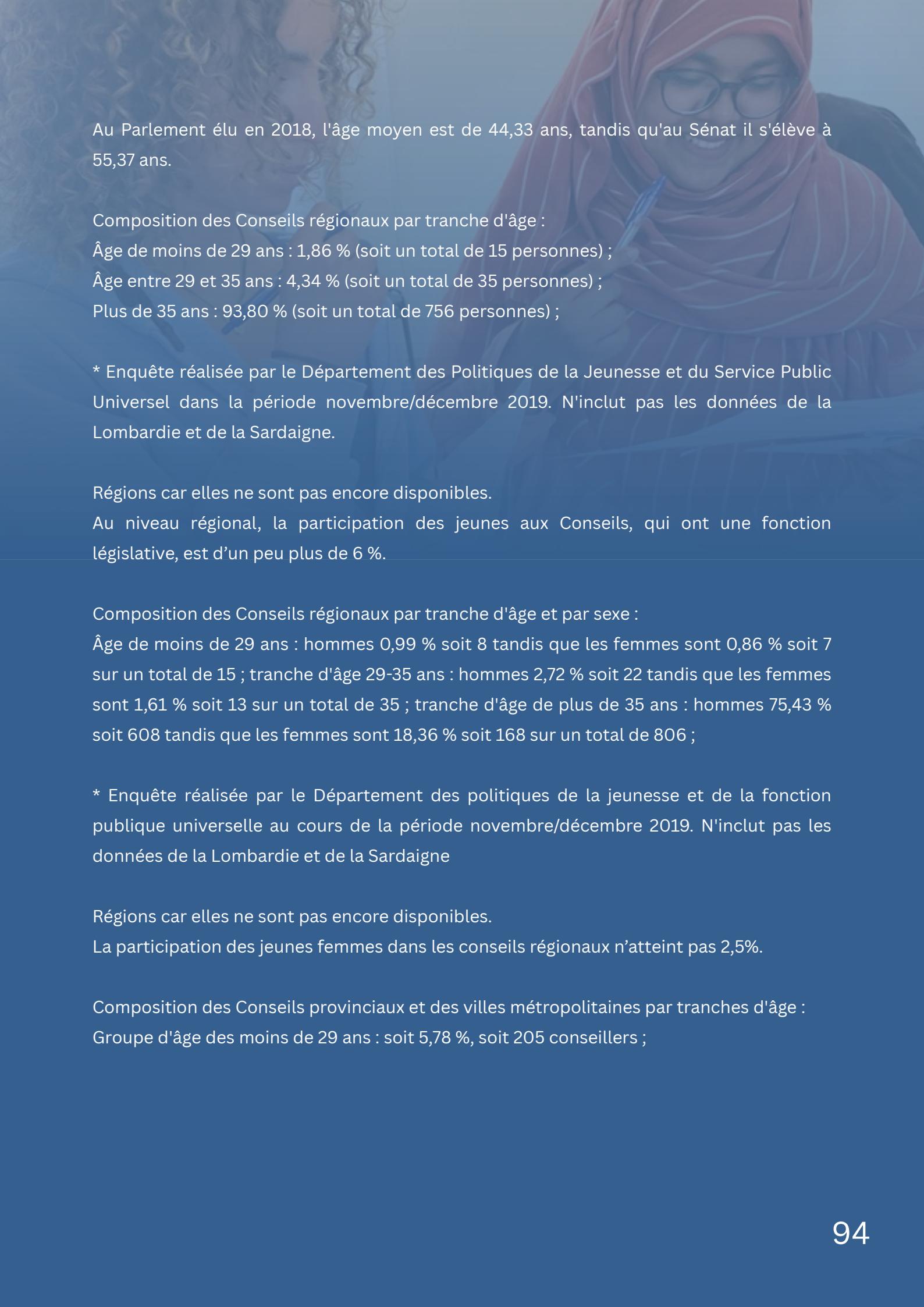
- Âge entre 25 et 29 ans : 1,6 % (soit un total de 10 députés sur 400) ;
- Âge entre 30 et 39 ans : 23,50 % (soit un total de 148 sur 400) ;

\* Données mises à jour jusqu'en mars 2022 (<https://www.camera.it/leg18/28>)

*Composition du Sénat - Répartition des sénateurs par tranche d'âge :*

*Tranche d'âge 40-49 ans : 27,7 % (soit un total de 89 députés sur 321) ;*

\* Données mises à jour jusqu'en mars 2022 (<http://www.senato.it/leg/18/BGT/Schede/Statistiche/Composizione/SenatoriPerEta.html>)



Au Parlement élu en 2018, l'âge moyen est de 44,33 ans, tandis qu'au Sénat il s'élève à 55,37 ans.

Composition des Conseils régionaux par tranche d'âge :

Âge de moins de 29 ans : 1,86 % (soit un total de 15 personnes) ;

Âge entre 29 et 35 ans : 4,34 % (soit un total de 35 personnes) ;

Plus de 35 ans : 93,80 % (soit un total de 756 personnes) ;

\* Enquête réalisée par le Département des Politiques de la Jeunesse et du Service Public Universel dans la période novembre/décembre 2019. N'inclut pas les données de la Lombardie et de la Sardaigne.

Régions car elles ne sont pas encore disponibles.

Au niveau régional, la participation des jeunes aux Conseils, qui ont une fonction législative, est d'un peu plus de 6 %.

Composition des Conseils régionaux par tranche d'âge et par sexe :

Âge de moins de 29 ans : hommes 0,99 % soit 8 tandis que les femmes sont 0,86 % soit 7 sur un total de 15 ; tranche d'âge 29-35 ans : hommes 2,72 % soit 22 tandis que les femmes sont 1,61 % soit 13 sur un total de 35 ; tranche d'âge de plus de 35 ans : hommes 75,43 % soit 608 tandis que les femmes sont 18,36 % soit 168 sur un total de 806 ;

\* Enquête réalisée par le Département des politiques de la jeunesse et de la fonction publique universelle au cours de la période novembre/décembre 2019. N'inclut pas les données de la Lombardie et de la Sardaigne

Régions car elles ne sont pas encore disponibles.

La participation des jeunes femmes dans les conseils régionaux n'atteint pas 2,5%.

Composition des Conseils provinciaux et des villes métropolitaines par tranches d'âge :

Groupe d'âge des moins de 29 ans : soit 5,78 %, soit 205 conseillers ;

Tranche d'âge 30-39 ans : soit 7,67% soit 272 conseillers ;

Groupe d'âge des plus de 35 ans : soit 86,54 %, soit 3 067 conseillers ;

\* Enquête réalisée par le Département des politiques de la jeunesse et de la fonction publique universelle dans la période novembre/décembre 2019. Les données se réfèrent aux 113 chefs-lieux de province et villes métropolitaines, à l'exception des communes d'Andria (commissaire) et de Raguse (pour lesquelles il n'a pas été possible de trouver de données officielles sur la date de naissance des conseillers).

La participation des jeunes aux conseils municipaux provinciaux et métropolitains est d'un peu plus de 13 %.

Composition des Conseils provinciaux et des villes métropolitaines par tranche d'âge et par sexe :

Moins de 29 ans : 3,7 % d'hommes, soit 131 conseillers, tandis que les femmes représentent 2,09 %, soit 74 conseillers sur un total de 205 ; Tranche d'âge 29-35 ans : 5,3 % d'hommes, soit 188 conseillers, tandis que les femmes représentent 2,37 %, soit 84 conseillers sur un total de 272 ;

Groupe d'âge des plus de 35 ans : hommes 61,2 % soit 2 169 tandis que les femmes sont 25,34 % soit 898 sur un total de 3 067 ;

\* Enquête réalisée par le Département des politiques de la jeunesse et de la fonction publique universelle dans la période novembre/décembre 2019. Les données se réfèrent aux 113 chefs-lieux de province et villes métropolitaines, à l'exception des communes d'Andria (commissaire) et de Raguse (pour lesquelles il n'a pas été possible de trouver de données officielles sur la date de naissance des conseillers).

La participation des jeunes femmes dans la composition des Conseils provinciaux et des villes métropolitaines est inférieure à 5%.

Âge moyen des conseillers : 49 ans

• Âge moyen des conseillères : 47 ans

• Âge moyen des conseillers (hommes) : 49 ans

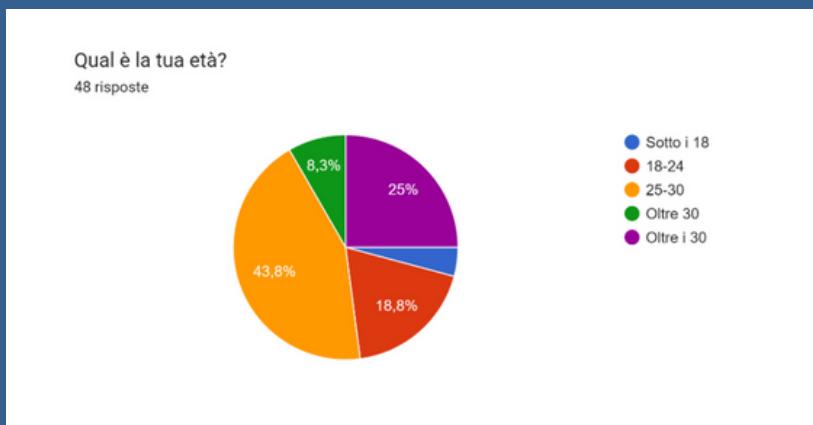
# Analyse des données d'enquête (Italie)

## Association ARCI Solidarité & Salam

L'enquête suivante sur la participation des jeunes aux processus démocratiques en Italie, diffusée en ligne, a recueilli 48 réponses. Elle visait à explorer les principaux défis rencontrés par les jeunes dans la participation aux activités démocratiques, notamment le vote, l'engagement politique et l'engagement civique. En recueillant les commentaires d'un groupe diversifié de répondants, l'enquête fournit un aperçu des obstacles à la participation des jeunes et identifie les axes d'amélioration.

### Question 1 : Quel âge avez-vous ?

La tranche d'âge la plus importante parmi les participants est celle des 25-30 ans, représentant 43,8 % (21 personnes). La deuxième tranche est celle des plus de 30 ans, représentant 33,33 % (16 personnes). Viennent ensuite les 18-24 ans, représentant 18,75 % (9 personnes). La tranche d'âge la plus faible est celle des moins de 18 ans, représentant seulement 4,17 % (2 personnes).

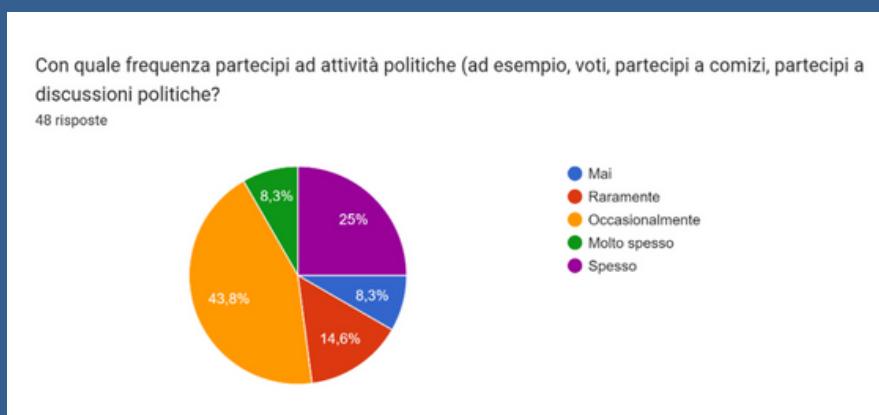


## Question 2: À quelle fréquence participez-vous à des activités politiques (par exemple, voter, assister à des rassemblements, participer à des discussions politiques) ?

Les données révèlent des tendances notables quant à la fréquence de la participation politique des répondants. La plus grande partie (43,8 %) participe occasionnellement à des activités politiques, comme voter, assister à des rassemblements ou participer à des discussions politiques. Cela suggère que, si un nombre considérable d'entre eux sont plutôt engagés, leur participation manque de régularité. 25 % déclarent participer souvent, ce qui témoigne d'un engagement politique plus actif, le considérant probablement comme une partie intégrante de la vie civique.

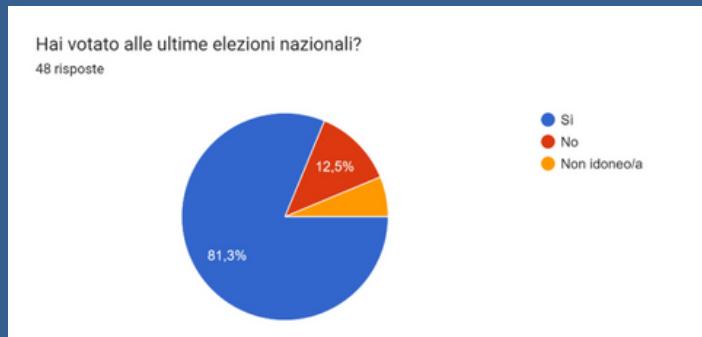
Parallèlement, 14,6 % participent rarement et 8,3 % déclarent ne jamais s'engager dans des activités politiques, ce qui indique qu'une partie d'entre eux peut se sentir déconnectée du processus politique. Il est intéressant de noter que 8,3 % des répondants participent très souvent, ce qui représente un groupe restreint mais très actif qui pourrait potentiellement jouer un rôle de leader ou d'influenceur dans la promotion de la participation civique au sein de leur communauté.

Globalement, si la participation occasionnelle est la plus courante, les données révèlent des minorités très engagées et désengagées. Cette répartition souligne la nécessité d'initiatives susceptibles d'encourager un engagement politique plus constant et plus large, notamment parmi les groupes moins actifs.



### Question 3: Avez-vous voté aux dernières élections nationales ?

Selon les données, 81,3 % des répondants ont déclaré avoir voté lors des dernières élections nationales, ce qui témoigne d'un fort engagement civique au sein de ce groupe. Parallèlement, 12,5 % n'ont pas voté et 6,3 % n'étaient pas éligibles. Ce taux de participation élevé reflète une population engagée en termes de participation électorale, seule une petite fraction ayant choisi de ne pas participer ou d'être inéligible.



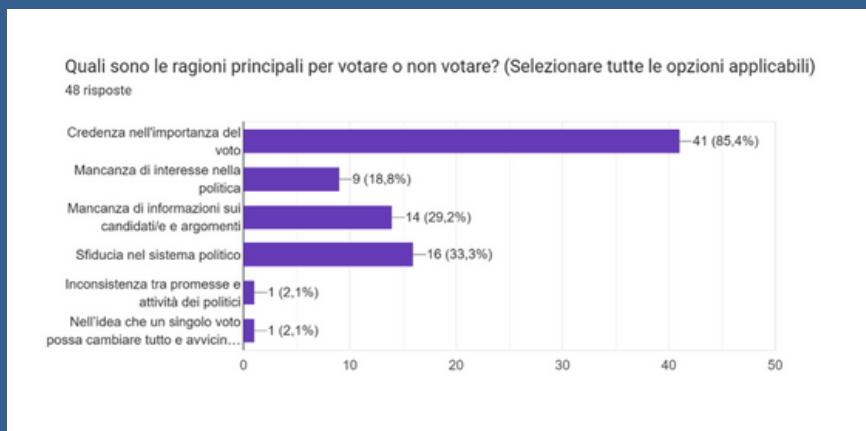
### Question 4: Quelles sont les principales raisons de voter ?

L'analyse des motivations électorales révèle des tendances claires dans les préoccupations et les motivations des répondants. La raison la plus fréquemment citée, mentionnée 41 fois, est la conviction de l'importance du vote. Cela suggère que de nombreux participants considèrent le vote comme un devoir civique fondamental et un moyen efficace d'influencer les résultats politiques, témoignant d'une forte conscience civique et d'un sens des responsabilités dans le processus démocratique.

Cependant, les données mettent également en évidence des défis notables. La méfiance envers le système politique a été soulignée 16 fois, témoignant d'un scepticisme généralisé quant à l'efficacité ou à l'intégrité de la politique. Cette méfiance peut décourager l'engagement, car ceux qui manquent de confiance dans le système ont souvent le sentiment que leur vote n'apportera pas de changement significatif. De plus, le manque d'information sur les candidats et les enjeux a été mentionné 14 fois, suggérant que beaucoup se sentent insuffisamment informés, ce qui peut conduire à l'hésitation ou au désengagement. Cela souligne la nécessité d'une communication plus claire de la part des partis politiques et des candidats, ainsi que de sources d'information plus accessibles et plus fiables pour les électeurs.

Un autre défi est le manque d'intérêt pour la politique, mentionné neuf fois, reflétant une frange de la population qui peut se sentir déconnectée des questions politiques ou les considérer comme sans rapport avec sa vie, entravant ainsi la participation démocratique. Enfin, l'incohérence entre les promesses et les actes des responsables politiques a été citée une fois, exprimant une frustration quant à la responsabilisation en politique.

En résumé, bien que la plupart des répondants apprécient le vote, des préoccupations importantes concernant la méfiance, le manque d'information et le désengagement indiquent des domaines à aborder pour promouvoir une participation plus éclairée et active aux futures élections.

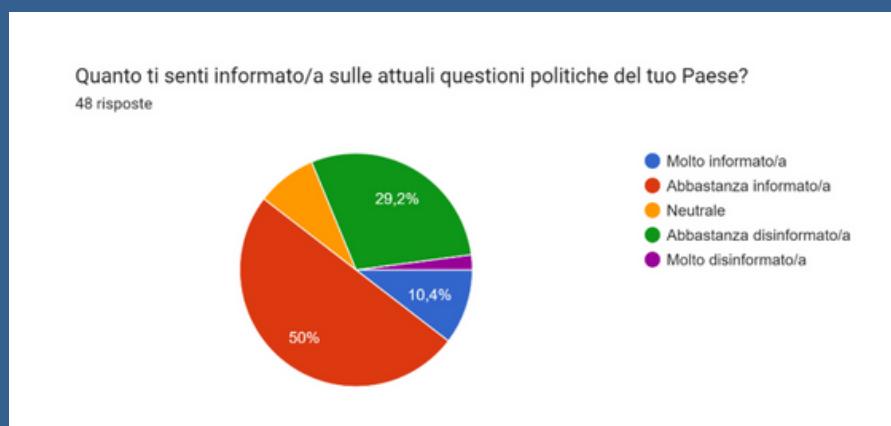


### Question 5: Dans quelle mesure êtes-vous informé des problèmes politiques actuels dans votre pays ?

Les données montrent une répartition variable des répondants quant à leur sentiment d'être informés sur les enjeux politiques actuels. La moitié (50 %) se décrivent comme plutôt informés, ce qui indique un niveau de connaissance modéré. Ce groupe se tient probablement informé des principaux développements politiques, mais peut manquer de la profondeur nécessaire pour des discussions politiques plus complexes. Un pourcentage notable de 29,2 % se sent plutôt mal informé, ce qui est préoccupant, car près d'un tiers des participants manquent de confiance en leurs connaissances politiques, ce qui peut limiter leur engagement dans les processus démocratiques.

Seuls 10,4 % des répondants se sentent très informés, ce qui suggère qu'un segment relativement restreint maîtrise parfaitement les enjeux politiques. Ce groupe est probablement très engagé, participant activement aux discussions, aux votes et à d'autres activités civiques ; il peut jouer un rôle de leader d'opinion au sein de sa communauté et promouvoir la participation politique. Le groupe neutre, qui représente 8,3 % des répondants, représente des personnes qui peuvent être incertaines de leurs connaissances politiques ou se sentir indifférentes, ce qui peut indiquer un désengagement ou une ambivalence à l'égard des enjeux politiques. Enfin, les 2,08 % qui se sentent très mal informés représentent le segment le plus déconnecté. Bien que restreint, ce groupe met en évidence une préoccupation importante : ceux qui se sentent déconnectés des enjeux politiques sont moins susceptibles de voter, de participer aux discussions ou de s'engager dans les processus démocratiques.

En résumé, si la plupart des répondants se sentent relativement informés, une part importante d'entre eux demeure soit mal informée, soit neutre. Ce manque de connaissances politiques souligne la nécessité d'améliorer la communication et l'éducation sur les questions politiques afin de favoriser un engagement plus large, notamment parmi ceux qui se sentent déconnectés du paysage politique.



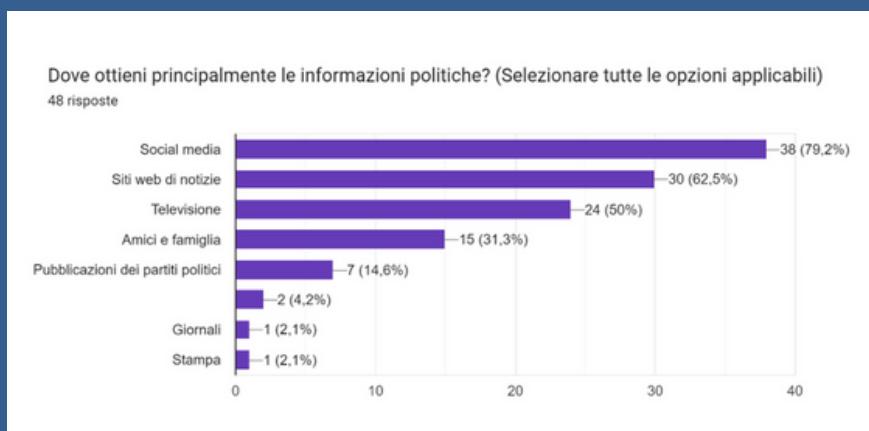
## Question 6: Où obtenez-vous principalement des informations politiques ?

Les données indiquent une nette évolution vers les plateformes numériques et sociales comme principales sources d'information politique. Les médias sociaux, utilisés par 79,2 % des répondants, apparaissent comme le moyen le plus populaire d'accès au contenu politique. Cette tendance s'inscrit dans la tendance mondiale, notamment chez les jeunes générations qui s'appuient de plus en plus sur des plateformes comme Facebook, Twitter et Instagram pour se tenir informées.

Les mises à jour en temps réel et les fonctionnalités interactives des médias sociaux en font un outil attrayant et accessible pour beaucoup ; cependant, cela soulève des inquiétudes quant à sa fiabilité, car les médias sociaux sont souvent critiqués pour diffuser de fausses informations et manquer de contrôle éditorial.

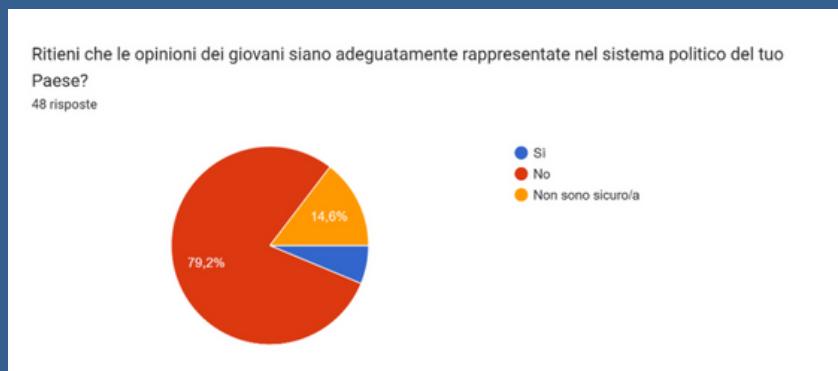
Les sites d'information, utilisés par 62,5 % des répondants, soulignent l'importance continue du journalisme en ligne. Cela suggère que, si les médias sociaux peuvent constituer une première source d'information, nombreux sont ceux qui se tournent encore vers des sites d'information dédiés pour des reportages approfondis, ce qui témoigne d'un équilibre entre la praticité des médias sociaux et la profondeur offerte par les sources plus traditionnelles. La télévision, citée par 50 % des répondants (24 mentions), reste importante, notamment pour les personnes âgées ou celles qui privilégiennent une expérience d'information passive. La pertinence de la télévision suggère qu'elle conserve sa valeur et sa crédibilité, notamment pour les analyses approfondies, les débats et la couverture complète des élections.

Les amis et la famille, mentionnés par 31,3 % (15 répondants), jouent un rôle influent dans la diffusion de l'information politique. Ce recours aux réseaux personnels souligne la nature sociale du dialogue politique, où des personnes de confiance contribuent à interpréter et à filtrer la vaste quantité d'informations disponibles. Enfin, les publications des partis politiques, citées seulement sept fois, semblent avoir une portée limitée. Cela suggère que les messages directs des partis pourraient être moins efficaces pour mobiliser le public, peut-être en raison de préoccupations liées à la confiance ou à la perception de partialité, les gens préférant des sources d'information plus neutres ou indépendantes.



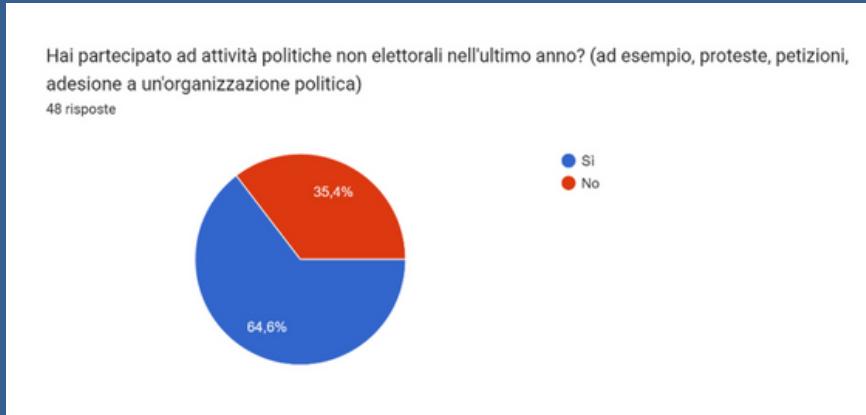
## Question 7: Pensez-vous que les opinions des jeunes sont correctement représentées dans le système politique de votre pays ?

Un fort sentiment de marginalisation est évident : 79,2 % des répondants estiment que les opinions des jeunes sont insuffisamment représentées dans le système politique. Cette sous-représentation suggère que, malgré leur importance pour façonner l'avenir, les jeunes se sentent souvent exclus des processus décisionnels, probablement en raison du manque de politiques en leur faveur, de la domination des dirigeants plus âgés ou de l'absence de mécanismes de mobilisation des jeunes. De plus, 14,6 % des répondants sont incertains, ce qui laisse entrevoir un certain désengagement ou une méconnaissance des processus politiques, soulignant la nécessité d'une meilleure éducation et d'une plus grande sensibilisation. Seuls 6,25 % estiment que les opinions des jeunes sont correctement représentées, une faible proportion qui souligne le risque d'apathie politique, de défiance envers la gouvernance et de politiques qui peuvent négliger les préoccupations clés des jeunes comme l'emploi, l'éducation et le changement climatique.



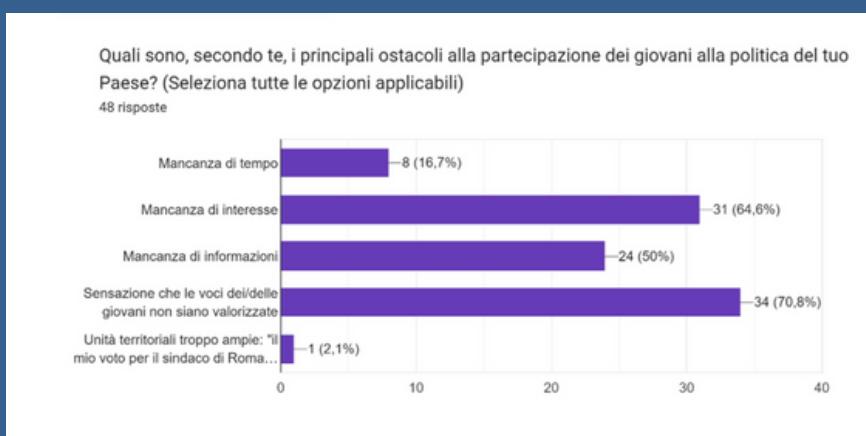
## Question 8: Avez-vous participé à des activités politiques non électorales au cours de l'année écoulée ? (p. ex. manifestations, pétitions, adhésion à une organisation politique)

L'analyse révèle que 64,6 % des répondants ont participé à des activités politiques non électorales au cours de l'année écoulée, telles que des manifestations, des pétitions ou l'adhésion à des organisations politiques, tandis que 35,4 % ne l'ont pas fait. Cela suggère un niveau d'engagement civique assez élevé au-delà du vote traditionnel, beaucoup recherchant activement d'autres moyens d'influencer les résultats politiques et d'exprimer leurs opinions. Un tel activisme reflète souvent un engagement sur des questions spécifiques, témoignant d'une volonté de s'impliquer directement et concrètement dans l'évolution du paysage politique.



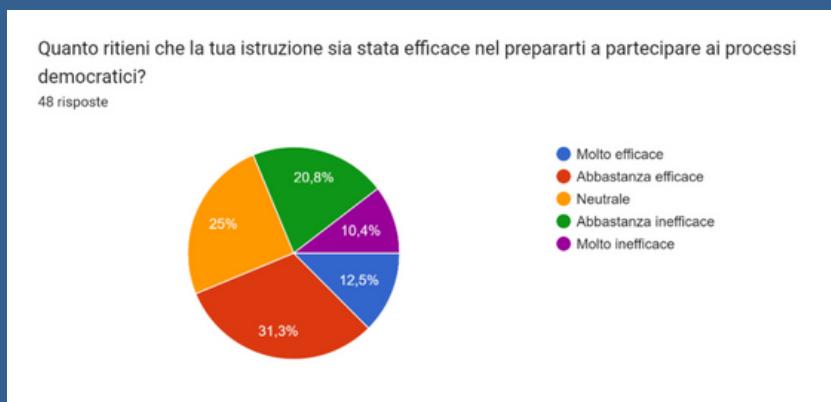
### Question 9 : Selon vous, quels sont les principaux obstacles à la participation des jeunes à la vie politique dans votre pays ?

L'analyse identifie plusieurs obstacles majeurs à la participation politique des jeunes, le problème le plus souvent cité étant la perception que leur voix est sous-estimée, mentionnée par 34 répondants. Ce sentiment suggère un sentiment répandu chez les jeunes que leurs opinions ne sont pas prises au sérieux, ce qui peut les décourager de s'engager. Vient ensuite, avec 31 mentions, le manque d'intérêt, indiquant que de nombreux jeunes se sentent déconnectés de la politique ou la considèrent comme non pertinente. Cela souligne la nécessité de prendre des initiatives pour rendre la politique plus engageante et accessible aux jeunes générations. De plus, le manque d'information, cité par 24 répondants, souligne les difficultés d'accès à une information politique claire et impartiale, essentielle à une prise de décision éclairée. Le manque de temps, mentionné 8 fois, reflète la difficulté de concilier engagement politique et autres engagements comme le travail ou les études. Enfin, la représentation territoriale a été mentionnée une fois, un répondant estimant que son vote a moins d'impact dans les grandes circonscriptions, comme Rome, en raison du nombre important d'électeurs. Cela souligne un sentiment d'impuissance, en particulier dans les grandes zones urbaines.



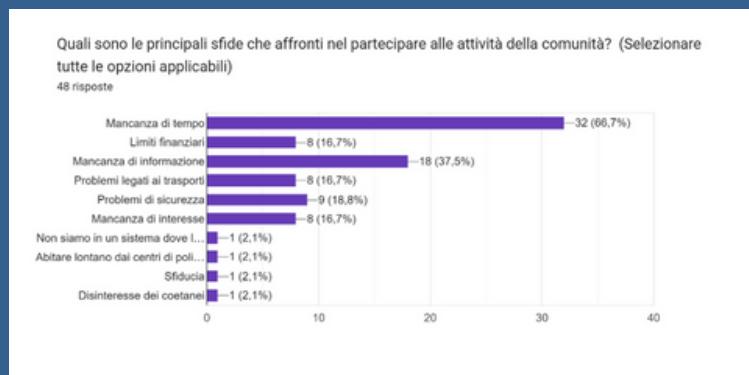
## Question 10: Dans quelle mesure pensez-vous que votre éducation vous a aidé à vous préparer à participer aux processus démocratiques ?

Les données révèlent des perceptions mitigées quant à l'efficacité de l'éducation pour préparer les répondants à la participation démocratique. Alors que 31,3 % la jugent plutôt efficace, ce qui témoigne d'une satisfaction modérée, 25 % sont neutres, ce qui suggère une ambivalence quant au rôle de l'éducation dans la promotion de l'engagement civique. À l'inverse, 20,8 % jugent leur éducation plutôt inefficace et 10,4 % la jugent très inefficace, ce qui souligne que près d'un tiers se sent insuffisamment préparé. Seuls 12,5 % considèrent leur éducation comme très efficace, ce qui suggère qu'une petite minorité a reçu un fort soutien dans ce domaine. Ces résultats soulignent la nécessité de renforcer l'éducation civique dans les programmes scolaires afin de mieux préparer les jeunes à l'engagement démocratique.



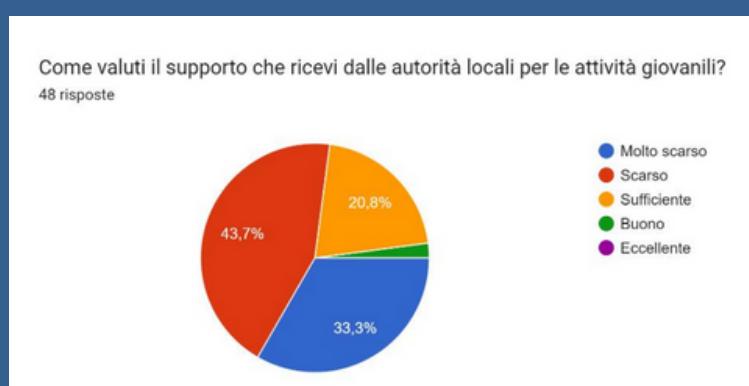
## Question 11: Quels sont les principaux défis auxquels vous êtes confrontés lorsque vous participez à des activités communautaires ?

L'analyse indique que 66,7 % des participants considèrent le manque de temps comme le principal obstacle à l'engagement communautaire, soulignant la difficulté de concilier responsabilités personnelles ou professionnelles et engagement. De plus, 37,5 % ont cité le manque d'information, suggérant que beaucoup se sentent mal informés des opportunités communautaires. Des préoccupations en matière de sécurité ont été mentionnées par 18,8 % des répondants, tandis que les contraintes financières, les problèmes de transport et le manque d'intérêt ont été mentionnés par 16,7 %. Ces obstacles montrent que les facteurs économiques et logistiques freinent considérablement la participation. Les commentaires sur la méfiance et le désintérêt perçu parmi les pairs révèlent également des facteurs sociaux contribuant au faible engagement, complexifiant la question en reflétant des défis à la fois personnels et communautaires.



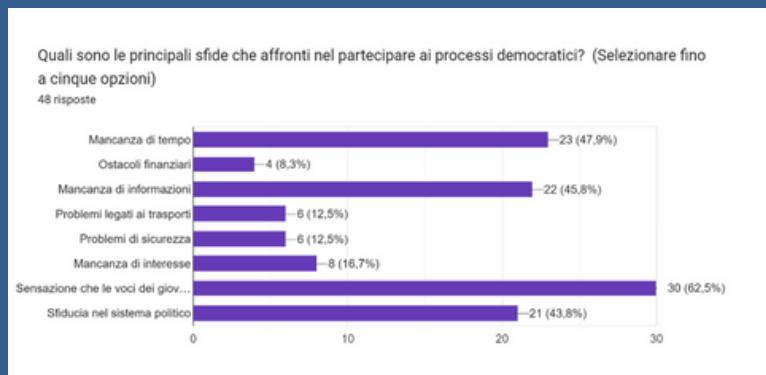
## Question 12: Comment évaluez-vous le soutien que vous recevez des autorités locales pour les activités de jeunesse ?

L'analyse révèle un fort sentiment d'insatisfaction, la mention « faible » étant la plus fréquente (21 fois), suivie de près par « très faible » (16 mentions), représentant ensemble près de 80 % des réponses. Cela reflète un décalage important entre les besoins des jeunes et le soutien apporté par les autorités locales. En revanche, seuls 10 répondants ont qualifié le soutien d'« adéquat », ce qui suggère qu'un groupe plus restreint estime que ses attentes sont peu satisfaites. Globalement, ces résultats indiquent que les autorités locales doivent réévaluer leurs stratégies d'engagement des jeunes, améliorer l'allocation des ressources et renforcer la communication afin de mieux répondre aux besoins des jeunes.



## Question 12: Comment évaluez-vous le soutien que vous recevez des autorités locales pour les activités de jeunesse ?

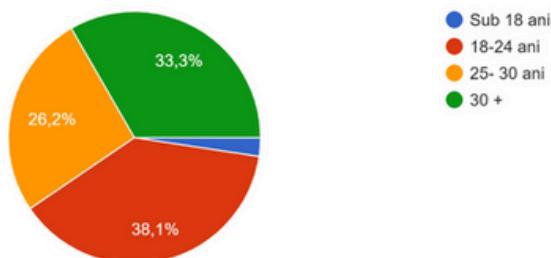
L'analyse révèle un fort sentiment d'insatisfaction, la mention « faible » étant la plus fréquente (21 fois), suivie de près par « très faible » (16 mentions), représentant ensemble près de 80 % des réponses. Cela reflète un décalage important entre les besoins des jeunes et le soutien apporté par les autorités locales. En revanche, seuls 10 répondants ont qualifié le soutien d'« adéquat », ce qui suggère qu'un groupe plus restreint estime que ses attentes sont peu satisfaites. Globalement, ces résultats indiquent que les autorités locales doivent réévaluer leurs stratégies d'engagement des jeunes, améliorer l'allocation des ressources et renforcer la communication afin de mieux répondre aux besoins des jeunes.



## Enquête d'analyse des données de l'Association Salam

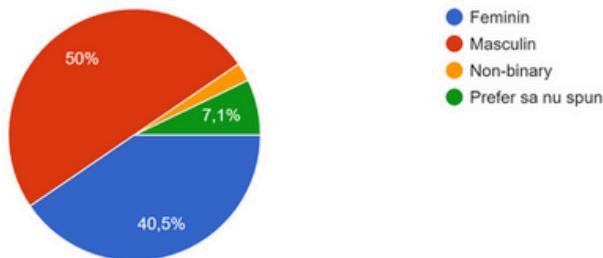
The sample we analyzed is represented by 38.1% people between 18 and 24 years old and by 33.3%. Therefore, the target reached is a young age group that has just started voting both in parliament and in the Italian Senate.

42 risposte



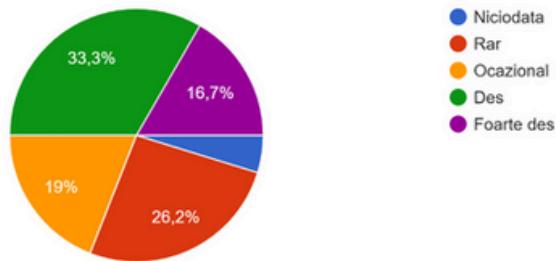
50% of the sample declared themselves to be female but it is very interesting to note also a participation of 7.1% of people who prefer not to identify with a binary gender system.

42 risposte



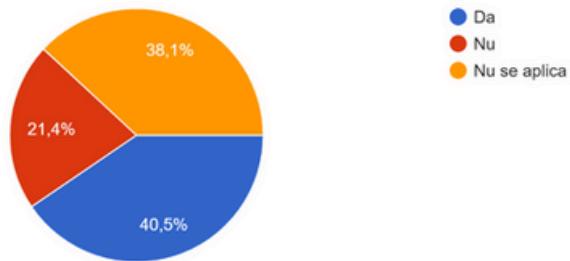
The sample analyzed states to participate “often” in political activities and if associated with the data “Very often” we can see that 59.5% of the interviewees actually participate frequently or very frequently in political life.

42 risposte



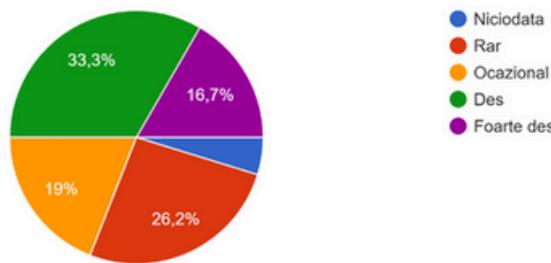
The fact that 38.1% of the sample did not vote because they were unfit, implies and coincides with what is reported in the graph of participation by age group, confirming that a good part of the sample was younger in the last elections.

42 risposte



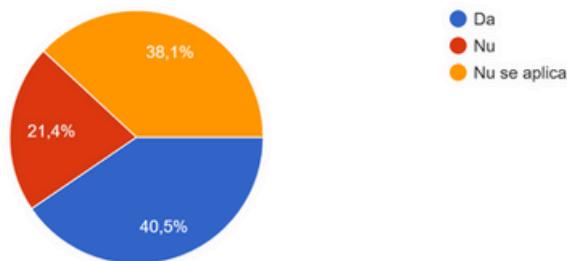
The sample analyzed states to participate "often" in political activities and if associated with the data "Very often" we can see that 59.5% of the interviewees actually participate frequently or very frequently in political life.

42 risposte



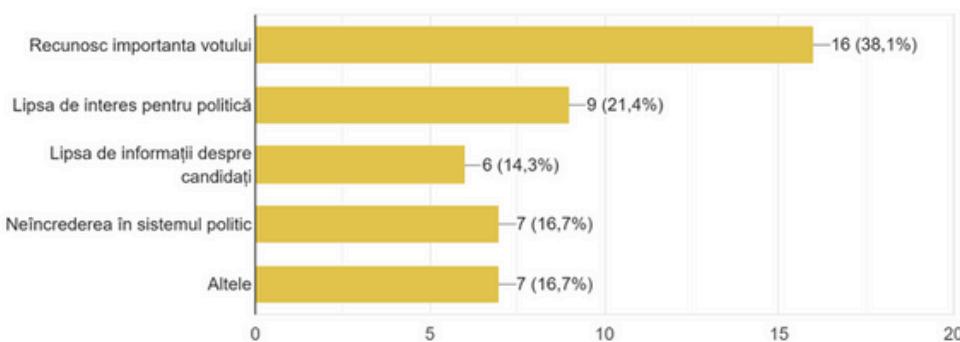
The fact that 38.1% of the sample did not vote because they were unfit, implies and coincides with what is reported in the graph of participation by age group, confirming that a good part of the sample was younger in the last elections.

42 risposte



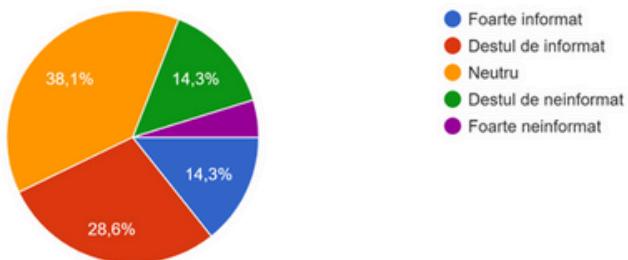
It is very significant that the target recognizes as the main motivation that pushes towards voting, the fact that its importance is recognized, in fact 38.1% of the target recognizes a close connection between participation and the importance given to voting. In the same way, however, it should be noted that 21.4% of participants do not vote due to a lack of interest in politics and this is an alarming fact in terms of active citizenship and future pushes for participation in democratic life. In the same way, the meaning of "other" equal to 16.7% should be analyzed in depth, which would seem to indicate a need for expression of young people that cannot be heard and expressed even in the questionnaire, an indicator of very deep dissatisfaction.

42 risposte



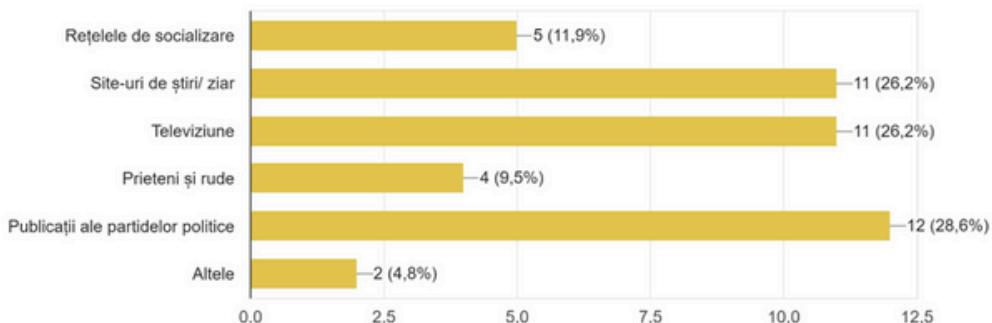
This data was uploaded with the country (Romania) on our portal, but obviously it was understood that it was Italy. Here 38.1% of the traffic is neutral in receiving information about the country. Let's not forget that the Italian television system of RAI is a system that reflects the government and therefore the information is always subject to a basic political tendency that leaves little space for the story of reality.

42 risposte



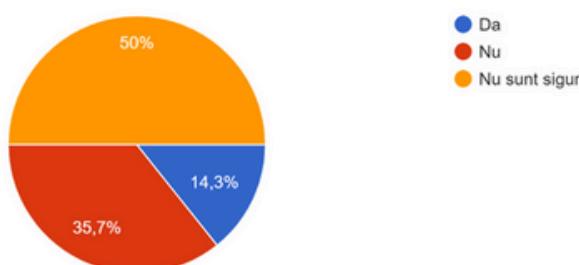
It is very important to note that between television and social media there is an equalization of percentage, proving that both tools are equivalent today. Similarly, the percentage related to the websites of political parties is almost close, proving that the target seeks to have direct sources of information and that it does not stop at the point of view of friends and family to vote. This expresses an ability to analyze and a desire for their own analysis on the part of young people. However, this returns an even more dramatic figure regarding participation. In fact, if the news is taken at the source, the fact that people do not participate paints a picture of real and conscious political disaffection.

42 risposte



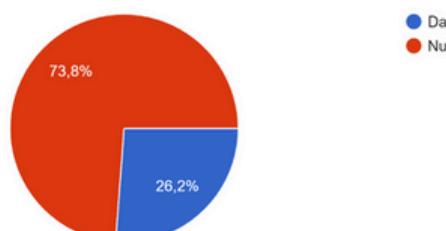
Young people feel insecure even in expressing their participation, this data marks an important psychological point, that is, the underestimation of young people pushes them to not feel safe even in being rightly represented or not.

42 risposte



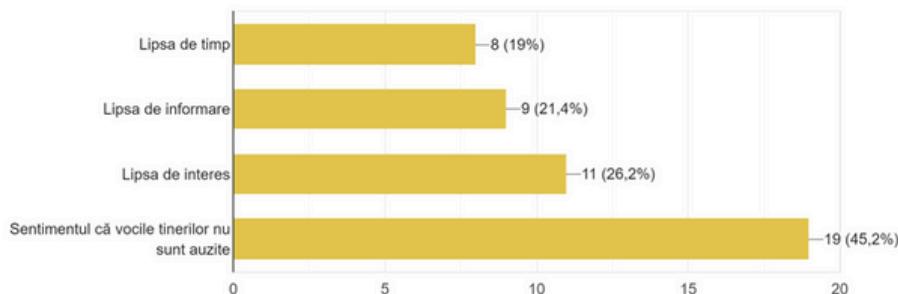
This data is the same as that found in the Italian news. Demonstrations, sit-ins have been effectively banned, not least those against wars. This data matches the face-to-face meetings with the kids. Non-participation therefore also derives from the bans, fines and reprisals that the government implements against the demonstrators.

42 risposte



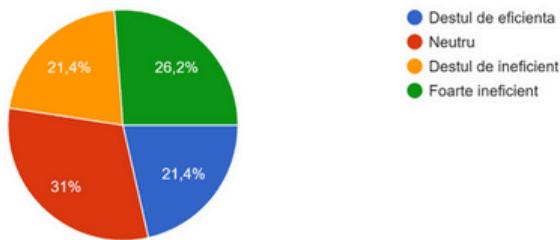
45.2% declare that young people are not listened to and this data is perfectly consistent with previous declarations, with the non-participation and with the uncertainty expressed also in the meetings.

42 risposte



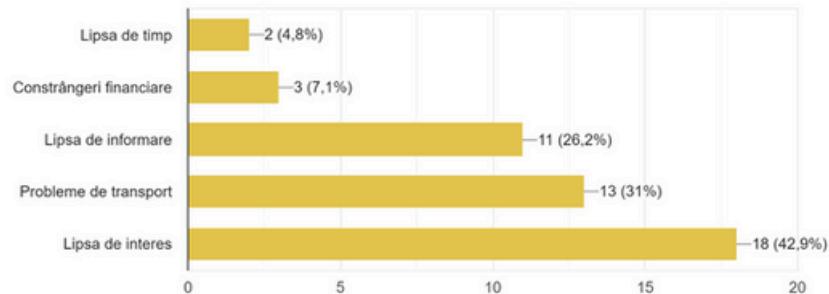
This data confirms, even if it comes from different targets, that there is no correlation between voter turnout and school education. It is really impressive to see that young people consider the connection between education and voting to be “neutral” and that 26.2% even declare that their education was not effective in pushing them to vote.

42 risposte



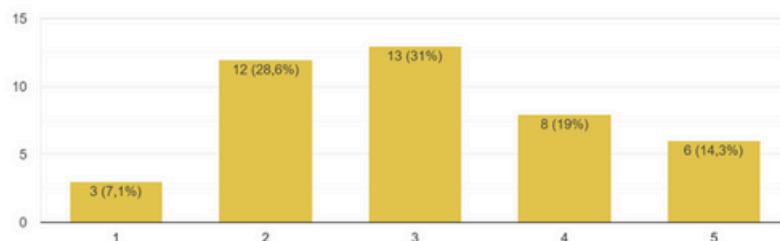
Once again, and dramatically, the fact that politics is of no interest to the target audience by almost 42.9% proves that politics is not only unable to satisfy young people, not only does it exclude them from participation, but it even goes so far as to exhaust them and push them to say that there is a lack of interest.

42 risposte



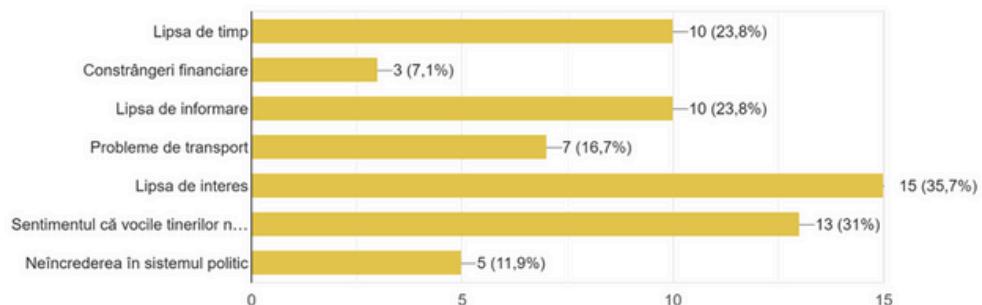
This graph also confirms the negative data of the entire questionnaire and the meetings held. Young people actually declare that the commitment and investment of local authorities towards them is poor or insufficient and this inevitably connects with the reflex of the government, who distance themselves from politics almost as a revenge against a system that excludes them.

42 risposte



Once again, the data on young people not listening for 31%, and the lack of interest for 35% are confirmed

42 risposte



# Identification des défis qui affectent la participation des jeunes aux processus démocratiques

Des obstacles systémiques limitent considérablement la participation des jeunes aux affaires publiques, malgré leur rôle crucial dans la promotion de la démocratie. Parmi les principaux défis figurent l'instabilité politique, le manque d'attention portée à leur développement, une éducation civique insuffisante et des compétences techniques et de leadership limitées. Les jeunes sont souvent empêchés de participer à des discussions politiques plus larges, car on suppose qu'ils ne s'intéressent qu'aux questions qui les concernent spécifiquement. En réalité, de nombreux jeunes souhaitent participer, mais on leur offre peu d'occasions de le faire. Les plateformes d'engagement comme Facebook, souvent utilisées par les décideurs politiques, ne parviennent pas à atteindre les jeunes, qui préfèrent Instagram ou TikTok. Par conséquent, de nombreux jeunes ignorent les possibilités d'influencer les politiques.

De plus, lorsque les jeunes participent, leurs contributions sont souvent marginalisées ou symboliques, les consultations n'ayant souvent aucune incidence sur les décisions finales. Cela engendre frustration et désillusion, car les jeunes ont le sentiment que leur voix n'est ni entendue ni valorisée. L'idée que dialoguer avec les jeunes est trop chronophage ou difficile décourage également de nombreux décideurs politiques de les impliquer activement, en particulier les moins de 18 ans. Le manque de transparence quant aux limites de leur influence renforce encore la méfiance entre les jeunes et le gouvernement, car les jeunes se sentent méprisés ou induits en erreur lors des consultations.

Pour répondre à ces enjeux, il est essentiel de créer des mécanismes de participation des jeunes plus inclusifs et évolutifs, au-delà des comités et conseils consultatifs traditionnels. En offrant aux jeunes un rôle significatif dans les processus décisionnels, par exemple par le biais de budgets participatifs ou d'initiatives menées par des jeunes, nous pouvons favoriser un sentiment d'appartenance et de confiance. Il est crucial de créer un cadre qui valorise leur contribution et qui s'adapte aux espaces numériques qu'ils fréquentent. En fin de compte, donner aux jeunes les moyens de devenir des citoyens actifs nécessite des approches innovantes qui comblent le fossé entre leur vécu et les processus formels de gouvernance.

## **Identification des défis**

L'enquête distribuée a révélé cinq obstacles majeurs auxquels les jeunes sont confrontés lorsqu'ils s'engagent dans les processus démocratiques. Premièrement, la méfiance envers le système politique est apparue comme un obstacle majeur, alimentée par le sentiment de corruption et d'inefficacité institutionnelle. Deuxièmement, de nombreux jeunes ont le sentiment que leur voix n'est pas valorisée, ce qui engendre un sentiment d'impuissance et de désillusion. De plus, ils souffrent souvent d'un manque d'intérêt, lié à la conviction que la politique est déconnectée de leur vie et n'y est pas pertinente. Le quatrième défi est l'accès insuffisant à des informations fiables sur les questions politiques, aggravé par l'utilisation généralisée des réseaux sociaux, qui peut exposer les jeunes à la désinformation. Enfin, les engagements personnels et professionnels laissent à de nombreux jeunes peu de temps pour s'engager dans la vie démocratique. Ces facteurs contribuent collectivement à la faible participation des jeunes aux processus démocratiques, mais ils peuvent être abordés par des interventions ciblées et des stratégies innovantes.

## Méfiance envers le système politique

La méfiance envers le système politique apparaît comme l'un des principaux obstacles à la participation des jeunes aux processus démocratiques, mentionnée 37 fois au cours de l'enquête. Ce fort sentiment de désillusion suggère que de nombreux jeunes perçoivent le cadre politique actuel comme insensible, corrompu ou déconnecté de leurs besoins et préoccupations. Lorsque les jeunes perdent confiance dans les institutions politiques, ils sont moins susceptibles de s'engager dans des activités telles que le vote, les discussions politiques ou l'activisme civique.

Cette méfiance peut provenir de divers facteurs, notamment un manque de transparence perçu, des promesses non tenues par les responsables politiques ou des politiques qui ne répondent pas aux enjeux clés qui touchent les jeunes générations, comme le changement climatique, l'emploi et les droits de l'homme. Par conséquent, de nombreux jeunes ont le sentiment que leur participation n'apportera pas de changement significatif, ce qui nourrit un sentiment d'inutilité dans leur engagement politique.

Pour s'attaquer à ce problème, des efforts concertés sont nécessaires pour rétablir la confiance grâce à une plus grande responsabilisation, une plus grande transparence et, surtout, un dialogue ouvert avec les jeunes. Pour encourager les jeunes à se réengager en politique et restaurer leur confiance dans les institutions, il est essentiel de créer des espaces où leurs voix sont non seulement entendues, mais aussi véritablement valorisées et prises en compte. Veiller à ce que les points de vue des jeunes soient pris en compte dans les processus décisionnels peut contribuer à combler le fossé qui les sépare des institutions politiques. En les impliquant dans les discussions sur les politiques qui impactent directement leur vie et en démontrant que leur participation peut conduire à des changements positifs et tangibles, il est possible de raviver l'intérêt et la confiance dans les processus démocratiques.

## Le sentiment que la voix des jeunes n'est pas valorisée

La perception selon laquelle la voix des jeunes n'est pas valorisée, mentionnée 64 fois dans l'enquête, apparaît comme un obstacle important à la participation des jeunes aux processus démocratiques.

Ce sentiment met en évidence une croyance répandue chez les jeunes selon laquelle leurs opinions et leurs préoccupations sont souvent ignorées ou ignorées par les dirigeants et les institutions politiques. Lorsque les jeunes ont le sentiment que leur voix n'est pas prise au sérieux, cela nourrit un sentiment d'impuissance et de désillusion, réduisant leur volonté de s'engager dans des activités politiques ou civiques. Ce problème est particulièrement préoccupant car il crée un cercle vicieux : si les jeunes ne se sentent pas entendus, ils sont moins susceptibles de participer, et sans leur participation, les systèmes politiques continuent de négliger leurs besoins. Ce manque de représentation creuse encore davantage le fossé entre la jeunesse et la politique, aliénant une génération essentielle à l'avenir des systèmes démocratiques.

Pour répondre à ce problème, les institutions politiques doivent s'efforcer activement d'inclure les points de vue des jeunes dans les processus décisionnels. Des initiatives telles que les conseils et forums de jeunes et une représentation accrue au sein des instances décisionnelles peuvent contribuer à garantir que leurs opinions soient entendues et valorisées. Responsabiliser les jeunes en leur montrant que leurs contributions peuvent faire une réelle différence est essentiel pour favoriser un environnement politique plus innovant et inclusif.



## Manque d'intérêt

Le manque d'intérêt des jeunes pour la participation aux processus démocratiques est un problème complexe et multiforme. L'un des principaux facteurs expliquant ce désengagement est le sentiment d'être déconnecté de la politique. Nombreux sont les jeunes qui perçoivent les questions politiques comme éloignées de leur quotidien, la considérant comme trop complexe, lointaine et souvent incompréhensible. Le langage technique utilisé par les responsables politiques et dans les débats institutionnels peut constituer un obstacle, laissant les jeunes exclus ou incapables de saisir pleinement les enjeux. Cela contribue à la perception répandue que la politique est inaccessible et sans rapport avec leur vie.

De plus, de nombreux jeunes ne voient pas de lien direct entre leur participation et un changement politique tangible. Ils sont profondément convaincus que des actions comme voter ou manifester n'ont pas d'impact significatif sur la prise de décision. Ce sentiment de désenchantement est souvent lié au sentiment d'être mal représentés par la classe politique, perçue comme une élite déconnectée des préoccupations des jeunes générations. Des enjeux qui sont au cœur de leurs préoccupations, comme la justice sociale, la durabilité environnementale et le chômage des jeunes, ne sont pas toujours abordés efficacement par les partis politiques traditionnels, ce qui renforce l'idée que la politique ne les touche pas.

Un autre facteur clé est le manque de confiance dans les institutions démocratiques. De nombreux jeunes sont désillusionnés après des années de promesses non tenues, de scandales politiques et de corruption, ce qui les conduit à douter de la capacité de participer aux processus démocratiques à engendrer des changements significatifs. Les crises économiques et la précarité de l'emploi ont encore alimenté cette méfiance, donnant l'impression que les institutions sont incapables de résoudre les problèmes urgents auxquels leur génération est confrontée.

Il serait toutefois inexact de dire que les jeunes se désintéressent totalement de la politique. En réalité, nombre d'entre eux s'engagent dans des formes alternatives de participation, comme le militantisme en ligne, les mouvements sociaux et le bénévolat, témoignant d'une évolution vers d'autres modes d'expression et d'engagement politiques.

## 4 Manque d'information

De nombreux jeunes se sentent insuffisamment informés sur les questions politiques, ce qui entraîne un désintérêt généralisé ou une hésitation à participer aux processus démocratiques. Sans une solide compréhension des dynamiques politiques, ils sont moins susceptibles de participer à des activités telles que voter ou participer à des débats publics. Ce sentiment de sous-information limite non seulement leur capacité à contribuer de manière significative, mais accroît également leur vulnérabilité à la désinformation.

Les réseaux sociaux, principale source d'information pour de nombreux jeunes, diffusent souvent des contenus fragmentés ou peu fiables. Les algorithmes qui privilégient l'engagement et la viralité au détriment de l'exactitude peuvent déformer les enjeux politiques et créer de l'incertitude. Cette dépendance aux réseaux sociaux expose les jeunes à la désinformation, ce qui affaiblit encore davantage leur confiance dans leur participation aux processus politiques.

Pour relever ces défis, les partis politiques doivent communiquer de manière plus claire et transparente, en utilisant les réseaux sociaux de manière responsable pour partager des informations exactes et accessibles. De plus, le système éducatif doit enseigner aux jeunes l'esprit critique pour évaluer le contenu en ligne, identifier les sources fiables et déjouer la désinformation. Renforcer l'éducation civique peut permettre aux jeunes de s'engager avec confiance dans la vie démocratique.

# 5

## Manque de temps

De nombreux jeunes peinent à concilier engagement politique et engagements personnels, professionnels ou académiques. Face à des responsabilités telles que le travail ou les études, la participation politique est souvent reléguée au second plan. Le fait que 47,9 % des participants à l'enquête aient identifié le manque de temps comme le principal obstacle à la participation aux processus démocratiques illustre l'ampleur de ce problème. Dans notre société trépidante, les jeunes sont souvent submergés par les exigences quotidiennes, ce qui rend difficile de consacrer du temps à s'informer, à assister aux réunions politiques, voire à voter.

Ce manque de temps a des conséquences importantes pour la démocratie, car la faible participation des jeunes diminue leur représentation dans les processus décisionnels. Bien qu'ils soient le groupe le plus touché par les politiques dans des domaines cruciaux comme l'éducation, l'emploi et l'environnement, les jeunes risquent d'avoir moins voix au chapitre dans l'élaboration des décisions politiques. De plus, l'idée que la participation politique est chronophage et exigeante mentalement décourage de nombreux jeunes, car ils peuvent avoir l'impression qu'elle exige plus d'efforts que de résultats immédiats.

Pour résoudre ce problème, les méthodes de participation politique doivent devenir plus flexibles et accessibles. Des solutions numériques, telles que les sondages en ligne, les consultations numériques et les plateformes d'engagement à distance, pourraient faciliter la participation des jeunes sans perturber leur quotidien. Simplifier les processus électoraux et créer des opportunités d'engagement adaptées à leur emploi du temps chargé peut également encourager une participation politique plus active.

# Exploration de stratégies efficaces d'intégration et de participation des jeunes dans une démocratie durable

## Stratégie pour l'écosystème des jeunes

Plutôt que de s'appuyer uniquement sur des initiatives de jeunesse isolées, le développement d'un réseau collaboratif et interconnecté d'incubateurs de jeunes s'est avéré une stratégie efficace pour intégrer et impliquer les jeunes dans les affaires démocratiques. Plusieurs gouvernements ont reconnu que pour relever les défis rencontrés par les jeunes, il fallait une approche globale, impliquant divers groupes d'acteurs travaillant ensemble vers un objectif commun.

Cette approche implique de renforcer les partenariats entre les différents niveaux de gouvernement, les groupes de jeunesse, les organisations de la société civile, les établissements d'enseignement et les entreprises. Lorsque ces acteurs communiquent et collaborent régulièrement sur les questions relatives à la jeunesse, il devient plus facile d'harmoniser les politiques entre les secteurs. Ainsi, les politiques et les solutions répondant aux besoins complexes des jeunes – liés à la vie politique et civique, à l'éducation, à l'emploi, à la santé et aux services sociaux – se complètent et se renforcent mutuellement, au lieu de se contredire, créant ainsi un environnement favorable pour les jeunes.

## Stratégie pour l'écosystème des jeunes

Plutôt que de s'appuyer uniquement sur des initiatives de jeunesse isolées, le développement d'un réseau collaboratif et interconnecté d'incubateurs de jeunes s'est avéré une stratégie efficace pour intégrer et impliquer les jeunes dans les affaires démocratiques. Plusieurs gouvernements ont reconnu que pour relever les défis rencontrés par les jeunes, il fallait une approche globale, impliquant divers groupes d'acteurs travaillant ensemble vers un objectif commun.

Cette approche implique de renforcer les partenariats entre les différents niveaux de gouvernement, les groupes de jeunesse, les organisations de la société civile, les établissements d'enseignement et les entreprises. Lorsque ces acteurs communiquent et collaborent régulièrement sur les questions relatives à la jeunesse, il devient plus facile d'harmoniser les politiques entre les secteurs. Ainsi, les politiques et les solutions répondant aux besoins complexes des jeunes – liés à la vie politique et civique, à l'éducation, à l'emploi, aux soins de santé et aux services sociaux – se complètent et se renforcent mutuellement, au lieu de se contredire, créant ainsi un environnement favorable pour les jeunes.

## Considérations et réflexions

Construire des démocraties pour les générations futures exige la participation active des jeunes d'aujourd'hui. Dans de nombreux pays, les responsables politiques doivent s'engager à lever les obstacles qui entravent l'engagement des jeunes dans la vie politique. Ce faisant, ils peuvent libérer leur potentiel de contribution au développement durable aux niveaux local, national et international. Les États membres devraient s'attacher à mettre en œuvre des stratégies fondées sur des données probantes qui intègrent efficacement la voix des jeunes dans leurs programmes de développement, les stratégies décrites ci-dessus servant de base au renforcement de la participation politique des jeunes. Il est important de reconnaître qu'il n'existe pas de solution unique ni de voie toute tracée pour améliorer la participation des jeunes ; les actions doivent être adaptées aux contextes locaux.

Les jeunes leaders doivent continuer à utiliser les plateformes disponibles pour plaider en faveur de la mise en œuvre des stratégies qu'ils estiment les plus efficaces dans leurs contextes. L'action collective, par la consolidation des priorités et des préoccupations communes, demeure un puissant outil de changement politique. Pour renforcer davantage la participation politique des jeunes, il est crucial de nouer des partenariats multipartites et intergénérationnels, pendant et après le Sommet. Seule une collaboration inclusive permettra aux efforts de renforcement de la démocratie de tirer parti de la diversité des ressources, des compétences et des expériences de chaque partenaire. Chaque acteur possède des connaissances et des capacités uniques, et leur combinaison peut conduire à des solutions plus globales et durables aux défis communs.

# Évaluation des initiatives et des actions en Italie

S'appuyant sur les principes énoncés dans la Stratégie de l'UE pour la jeunesse 2019-2027, qui souligne l'importance d'une participation significative des jeunes à l'élaboration des politiques qui affectent leur vie, l'Italie a lancé plusieurs initiatives visant à favoriser leur implication active dans les processus démocratiques. La Stratégie reconnaît la jeunesse comme une ressource précieuse pour la société et souligne la nécessité de protéger son droit à participer à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques qui façonnent son avenir. Dans ce contexte, il est crucial que les politiques s'adaptent à la transformation numérique en cours, qui remodèle le paysage de l'engagement démocratique et civique.

Vous trouverez ci-dessous quatre initiatives clés mises en œuvre en Italie pour promouvoir la participation démocratique des jeunes :

## Le Conseil national de la jeunesse

Le Conseil national de la jeunesse (CNG) est l'organe consultatif chargé de représenter les jeunes dans les discussions avec les institutions sur les politiques qui les concernent. Créé par la loi n° 145/2018, il est interlocuteur privilégié du Département des politiques de jeunesse et de la fonction publique, qui supervise ses activités. Le CNG est également membre du Forum européen de la jeunesse, qui défend les intérêts de la jeunesse européenne auprès des institutions internationales.

Les principales tâches du Conseil comprennent :

- Être consulté par le Premier ministre ou l'autorité politique déléguée sur les questions et les politiques qui affectent les jeunes générations ;
- Fournir des avis et faire des propositions sur les initiatives législatives du gouvernement liées à la jeunesse ;

- Collaborer avec les administrations publiques en menant des études et en préparant des rapports sur les conditions de la jeunesse, en aidant à la formulation des politiques de jeunesse ;
- Promouvoir le dialogue entre les institutions et les organisations de jeunesse, en reconnaissant et en encourageant ces échanges ;
- Encourager la citoyenneté active des jeunes, soutenir les associations de jeunesse en facilitant le partage des meilleures pratiques et en renforçant les réseaux entre elles ;
- Soutenir la formation et le développement d'organismes consultatifs de jeunes au niveau local ;
- Participer aux forums de jeunesse européens et internationaux, favoriser la communication, les relations et les échanges entre les organisations de jeunesse de tous les pays ;
- Promouvoir et soutenir des projets d'intérêt pour les jeunes;
- Encourager la collaboration entre les organisations de jeunesse, soutenir des projets communs alignés sur les objectifs et les principes fondamentaux du Conseil.

Le Conseil national de la jeunesse s'appuie sur plus de 80 associations pour collaborer avec les administrations publiques, mener des études et rédiger des rapports sur la situation des jeunes. Il émet des avis et formule des recommandations sur les initiatives législatives gouvernementales relatives à la jeunesse. Véritable passerelle entre les institutions et les jeunes générations, le Conseil offre aux jeunes la possibilité de participer activement aux processus décisionnels et de faire entendre leur voix sur les politiques publiques qui les concernent. Par ses initiatives visant à promouvoir une citoyenneté active, le Conseil aide les jeunes à comprendre le fonctionnement de la démocratie et le rôle qu'ils peuvent y jouer, renforçant ainsi leur sentiment d'appartenance à leur communauté et à la nation.

## Service public universel

L’Institut du Service Civil Universel (SCU) est un indicateur clé de la participation civique des jeunes en Italie. Ce service offre aux jeunes la possibilité de consacrer volontairement jusqu'à un an de leur vie à la défense non violente et sans armes de la patrie, à la promotion de l'éducation, de la paix entre les peuples et des valeurs fondamentales de la République italienne, au service des communautés et du territoire. Ouvert à tous les jeunes de 18 à 28 ans, il offre une opportunité inestimable de développement personnel et professionnel. Les jeunes sont considérés comme une ressource essentielle et vitale pour le développement culturel, social et économique du pays.

- Les secteurs d'intervention dans lesquels les organisations proposent des projets en Italie comprennent :
  - Assistance;
  - Protection civile;
  - Patrimoine environnemental et réaménagement urbain ;
  - Patrimoine historique, artistique et culturel ;
  - Éducation et promotion du tourisme culturel, paysager, environnemental, durable, social et sportif ;
  - Agriculture de montagne, agriculture sociale et biodiversité ;
  - Promotion de la paix entre les peuples, de la non-violence et de la défense non armée ;
  - Promotion et protection des droits de l'homme ;
  - Coopération au développement ;
  - Promotion de la culture italienne à l'étranger et soutien aux communautés italiennes à l'étranger.

La formation au service civil universel prépare les jeunes à une participation active à la société, en les sensibilisant à l'importance de leur choix de service. Cette expérience renforce non seulement le sens du devoir civique, mais permet également aux volontaires de développer des compétences spécifiques et un professionnalisme accru, ce qui en fait une précieuse opportunité de développement personnel et professionnel.

La fonction publique offre aux jeunes de 18 à 28 ans la possibilité de contribuer à leur communauté tout en acquérant une expérience pratique.

Entre 2019 et 2021, environ 120 000 bénévoles ont participé, et un nombre similaire est attendu les années suivantes. Le programme encourage la responsabilité civique, encourage la participation aux processus démocratiques et favorise l'inclusion en réunissant des jeunes d'horizons divers. Cette expérience les aide à se sentir autonomes et à avoir confiance en leur capacité à avoir un impact positif.



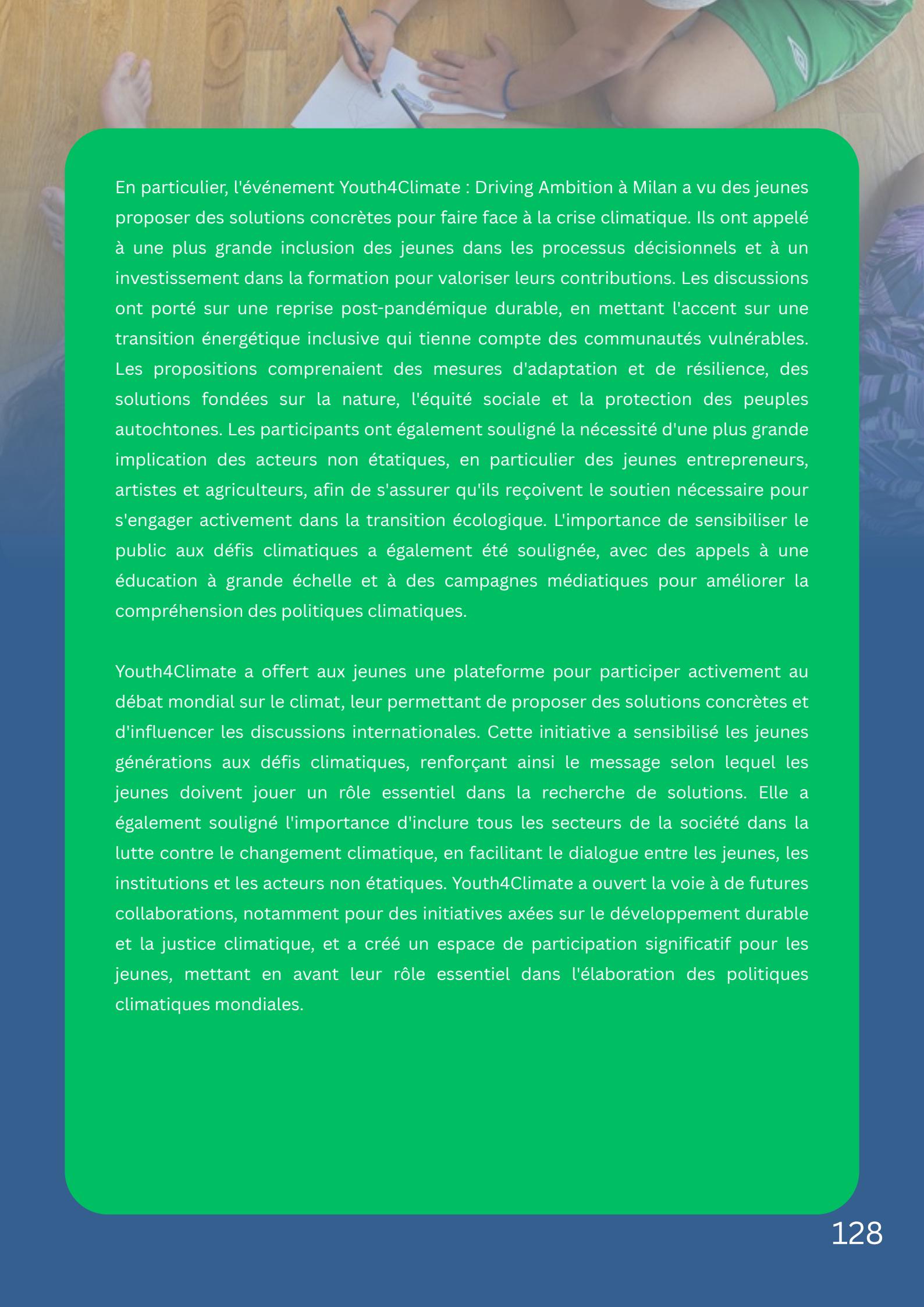
## Jeunesse pour le climat

---

Youth4Climate est une initiative visant à impliquer les jeunes dans la lutte contre le changement climatique, étroitement liée aux négociations climatiques des Nations Unies. Initialement promue par le ministère de la Transition écologique (MITE, aujourd'hui ministère de l'Environnement et de la Sécurité énergétique - MASE), elle est devenue un événement d'envergure mondiale. La première édition a été organisée en 2021 à Milan, en préparation de la COP26 (Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques), réunissant de jeunes leaders du monde entier pour discuter des enjeux climatiques et proposer des solutions innovantes. En 2022, elle s'est tenue à New York, où une collaboration entre le gouvernement italien et le PNUD a été lancée pour faire de Youth4Climate une initiative à long terme soutenant les jeunes leaders du climat. La troisième édition s'est tenue à Rome en 2023, sous le thème « Sparking Solutions », visant à identifier les idées les plus innovantes à présenter à la COP28 à Dubaï et à promouvoir le dialogue entre les jeunes et les acteurs internationaux.

Youth4Climate vise à préparer les jeunes générations à prendre les rênes de la lutte contre le changement climatique par le biais d'ateliers, de conférences et de formations. L'un de ses principaux objectifs est de contribuer aux négociations internationales sur le climat, les propositions élaborées lors de l'événement étant ensuite présentées à la Conférence des Parties des Nations Unies (COP).

L'événement s'articule autour de discussions thématiques portant sur quatre axes clés : l'ambition climatique, les objectifs d'atténuation et d'adaptation, le financement climatique et l'engagement de la société civile. Les jeunes participants échangent directement avec les décideurs politiques et les représentants institutionnels, leur présentant leurs propositions et leurs idées. Les groupes de travail et les ateliers offrent un espace collaboratif où les participants peuvent élaborer des solutions innovantes aux défis climatiques mondiaux.



En particulier, l'événement Youth4Climate : Driving Ambition à Milan a vu des jeunes proposer des solutions concrètes pour faire face à la crise climatique. Ils ont appelé à une plus grande inclusion des jeunes dans les processus décisionnels et à un investissement dans la formation pour valoriser leurs contributions. Les discussions ont porté sur une reprise post-pandémique durable, en mettant l'accent sur une transition énergétique inclusive qui tienne compte des communautés vulnérables. Les propositions comprenaient des mesures d'adaptation et de résilience, des solutions fondées sur la nature, l'équité sociale et la protection des peuples autochtones. Les participants ont également souligné la nécessité d'une plus grande implication des acteurs non étatiques, en particulier des jeunes entrepreneurs, artistes et agriculteurs, afin de s'assurer qu'ils reçoivent le soutien nécessaire pour s'engager activement dans la transition écologique. L'importance de sensibiliser le public aux défis climatiques a également été soulignée, avec des appels à une éducation à grande échelle et à des campagnes médiatiques pour améliorer la compréhension des politiques climatiques.

Youth4Climate a offert aux jeunes une plateforme pour participer activement au débat mondial sur le climat, leur permettant de proposer des solutions concrètes et d'influencer les discussions internationales. Cette initiative a sensibilisé les jeunes générations aux défis climatiques, renforçant ainsi le message selon lequel les jeunes doivent jouer un rôle essentiel dans la recherche de solutions. Elle a également souligné l'importance d'inclure tous les secteurs de la société dans la lutte contre le changement climatique, en facilitant le dialogue entre les jeunes, les institutions et les acteurs non étatiques. Youth4Climate a ouvert la voie à de futures collaborations, notamment pour des initiatives axées sur le développement durable et la justice climatique, et a créé un espace de participation significatif pour les jeunes, mettant en avant leur rôle essentiel dans l'élaboration des politiques climatiques mondiales.

## Projet « Jeunes 2G » (Jeunes de la Deuxième Génération).

---

Cette initiative vise à intégrer les jeunes issus de l'immigration (souvent appelés « immigrants de deuxième génération ») dans la société italienne, tout en favorisant leur participation active à la vie civique et aux processus démocratiques.

### Aspects clés du « Giovani 2G »

- Engagement et participation civiques: Le projet vise à encourager les jeunes immigrants et les jeunes de deuxième génération à participer à la gouvernance locale, aux processus décisionnels et aux activités communautaires. Grâce à des ateliers, des formations et des événements collaboratifs, ces jeunes reçoivent les outils nécessaires pour participer aux discussions sur les politiques qui les concernent, comme l'éducation, l'emploi et l'inclusion sociale.
- Dialogue interculturel: L'accent est mis sur la promotion du dialogue interculturel entre les jeunes de deuxième génération et leurs pairs italiens. Le projet organise des activités qui favorisent la compréhension mutuelle, contribuent à briser les barrières culturelles et répondent aux défis communs rencontrés par les jeunes, quelle que soit leur origine.
- Leadership et autonomisation des jeunes: « Giovani 2G » propose des formations au leadership et des opportunités de mentorat aux jeunes issus de l'immigration. L'objectif est de leur donner les compétences nécessaires pour défendre leurs droits et les besoins de leur communauté, leur permettant ainsi de devenir des citoyens actifs et de futurs leaders.

- Influence sur les politiques: En offrant aux jeunes immigrants une tribune pour exprimer leurs opinions, le projet vise également à influencer les politiques locales et nationales liées à l'immigration, à l'intégration et à la participation des jeunes. Il encourage les jeunes à dialoguer avec les décideurs politiques et à contribuer aux discussions sur la manière d'élaborer des politiques plus inclusives.
- Soutien scolaire: L'initiative s'attaque également aux difficultés scolaires rencontrées par les jeunes immigrants. En leur offrant un soutien scolaire, une orientation professionnelle et un mentorat, elle les aide à surmonter les obstacles à la réussite et leur garantit l'accès à des opportunités de développement personnel et professionnel.

Le projet « Jeunes 2G » souligne l'importance d'intégrer les jeunes immigrés dans la société non seulement en tant que bénéficiaires des politiques, mais en tant que participants actifs à leur élaboration.

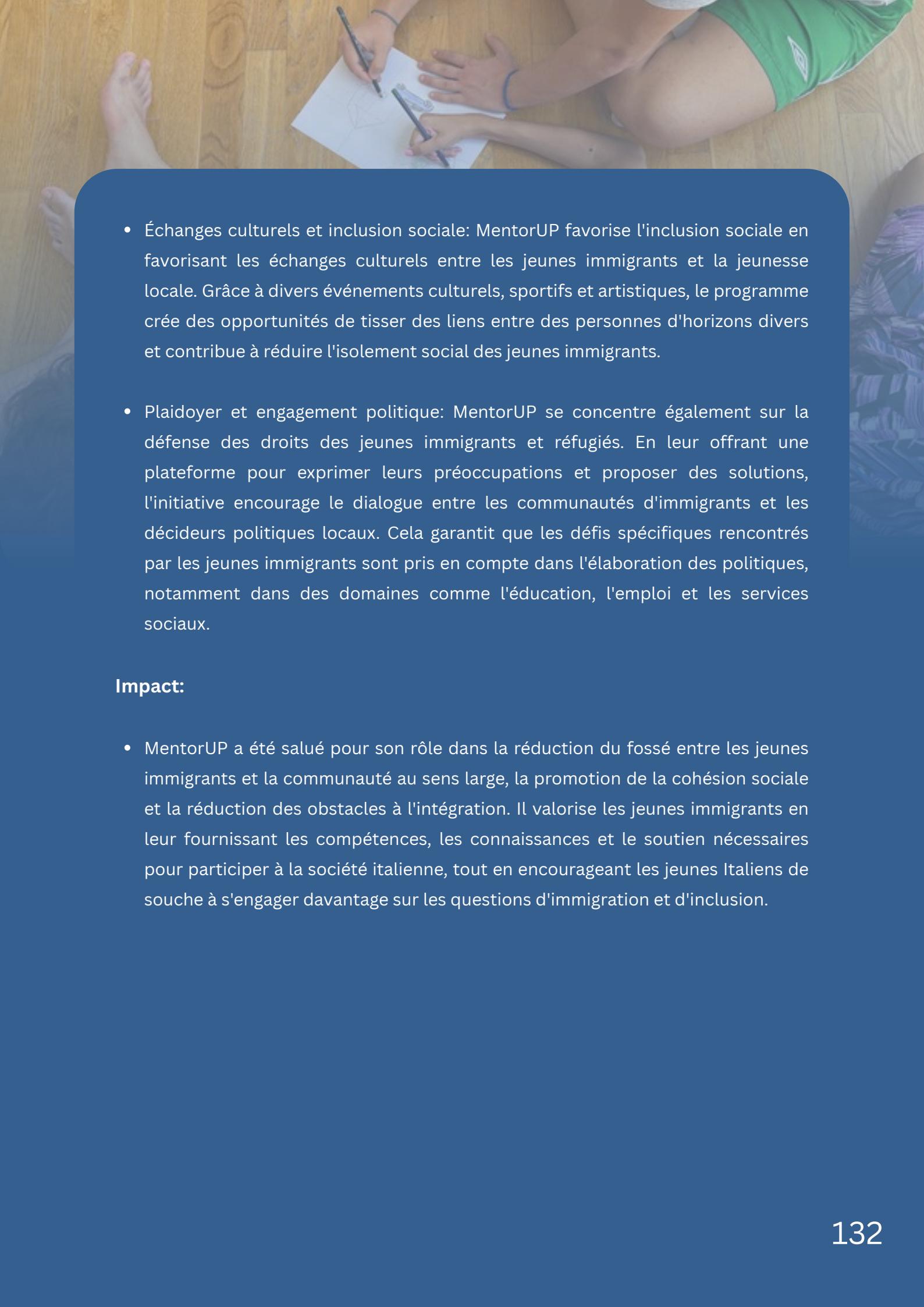


## Projet « MentorUP »

---

Ce programme est conçu pour soutenir l'intégration et l'autonomisation des jeunes immigrants et réfugiés, en favorisant leur participation active à la société par le mentorat, l'éducation et l'engagement civique.

- Principales caractéristiques du projet « MentorUP » :
- Programme de mentorat: Le cœur de MentorUP est son système de mentorat, où les jeunes immigrants et réfugiés sont jumelés à des mentors italiens, souvent des étudiants ou de jeunes professionnels. Ces mentors les accompagnent dans leur intégration au système éducatif, leur accès à l'emploi et leur compréhension des responsabilités civiques. Cette relation personnalisée favorise la confiance et offre un soutien concret à leur intégration dans la société italienne.
- Insertion scolaire et professionnelle: MentorUP propose des ateliers et des formations pour aider les jeunes immigrants à améliorer leurs compétences linguistiques, à comprendre leurs droits et à acquérir les qualifications nécessaires pour réussir sur le marché du travail. Le programme les met également en relation avec les établissements d'enseignement et les centres de formation professionnelle locaux.
- Participation civique: Le projet encourage fortement les jeunes immigrants à s'impliquer dans les activités communautaires et la vie civique locales. Cela se fait par le biais de discussions organisées, d'opportunités de bénévolat et de forums publics où ils peuvent échanger avec les dirigeants locaux et leurs pairs. En participant à ces activités, les jeunes immigrants sont initiés aux concepts de citoyenneté active et de démocratie, ce qui les encourage à jouer un rôle dans leur communauté.

- 
- A photograph showing a person's hands and legs. The person is sitting on a wooden floor, wearing a green t-shirt and patterned pants. They are holding a white piece of paper and a black marker, drawing on the paper. Other markers are visible on the paper. The background is a light-colored wooden floor.
- Échanges culturels et inclusion sociale: MentorUP favorise l'inclusion sociale en favorisant les échanges culturels entre les jeunes immigrants et la jeunesse locale. Grâce à divers événements culturels, sportifs et artistiques, le programme crée des opportunités de tisser des liens entre des personnes d'horizons divers et contribue à réduire l'isolement social des jeunes immigrants.
  - Plaidoyer et engagement politique: MentorUP se concentre également sur la défense des droits des jeunes immigrants et réfugiés. En leur offrant une plateforme pour exprimer leurs préoccupations et proposer des solutions, l'initiative encourage le dialogue entre les communautés d'immigrants et les décideurs politiques locaux. Cela garantit que les défis spécifiques rencontrés par les jeunes immigrants sont pris en compte dans l'élaboration des politiques, notamment dans des domaines comme l'éducation, l'emploi et les services sociaux.

### **Impact:**

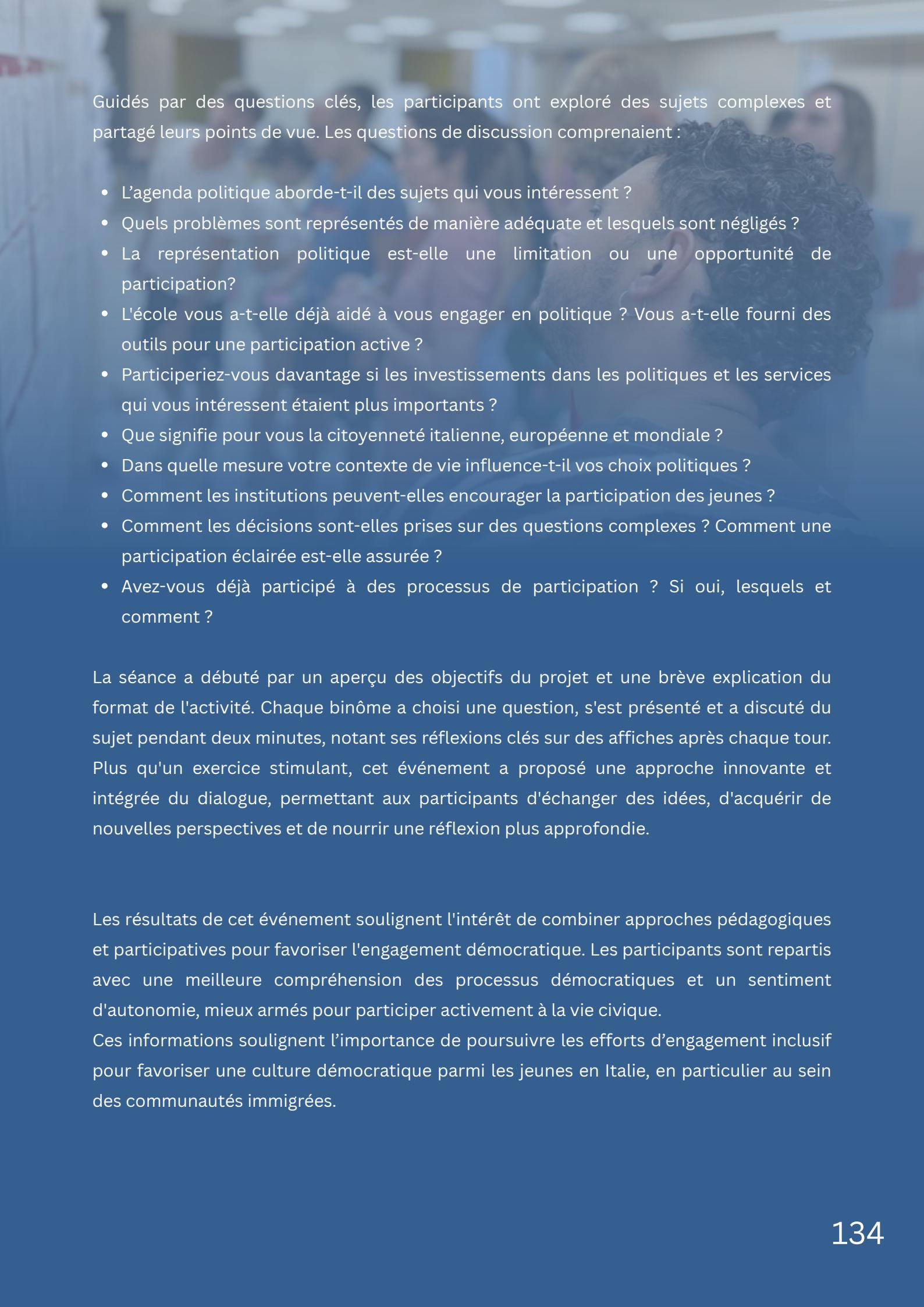
- MentorUP a été salué pour son rôle dans la réduction du fossé entre les jeunes immigrants et la communauté au sens large, la promotion de la cohésion sociale et la réduction des obstacles à l'intégration. Il valorise les jeunes immigrants en leur fournissant les compétences, les connaissances et le soutien nécessaires pour participer à la société italienne, tout en encourageant les jeunes Italiens de souche à s'engager davantage sur les questions d'immigration et d'inclusion.

# Rapport d'évaluation WP1

L'évaluation du WP1 a intégré les résultats des enquêtes et des recherches documentaires menées dans le cadre du projet YouthEUVision. Ces analyses offrent un aperçu complet des facteurs influençant l'engagement des jeunes dans les processus démocratiques en Italie, avec une attention particulière portée aux populations immigrées touchées par l'organisation Salam. Si des progrès ont été réalisés en matière d'inclusion, d'importants écarts subsistent pour atteindre des niveaux optimaux d'engagement et de participation des jeunes, tant autochtones qu'immigrés.

**Campagnes éducatives:** Intégrer les connaissances civiques et la conscience démocratique Chaque campagne éducative a été conçue pour intégrer les connaissances fondamentales des processus démocratiques, des responsabilités civiques et de l'engagement politique à la compréhension des participants. Ces sessions visaient non seulement à informer, mais aussi à doter les jeunes d'outils et de cadres pour une participation active à la vie civique. Notre engagement est continu, avec des plans pour poursuivre les interactions avec ces participants pour développer davantage leurs compétences civiques et démocratiques.

**Événement de speed dating:** favoriser un dialogue intégré sur des sujets politiques et civiques Un élément central du WP1 était la séance de discussion de speed dating, qui a fourni une plate-forme pour un dialogue intégré et significatif sur diverses questions politiques et civiques.



Guidés par des questions clés, les participants ont exploré des sujets complexes et partagé leurs points de vue. Les questions de discussion comprenaient :

- L'agenda politique aborde-t-il des sujets qui vous intéressent ?
- Quels problèmes sont représentés de manière adéquate et lesquels sont négligés ?
- La représentation politique est-elle une limitation ou une opportunité de participation ?
- L'école vous a-t-elle déjà aidé à vous engager en politique ? Vous a-t-elle fourni des outils pour une participation active ?
- Participeriez-vous davantage si les investissements dans les politiques et les services qui vous intéressent étaient plus importants ?
- Que signifie pour vous la citoyenneté italienne, européenne et mondiale ?
- Dans quelle mesure votre contexte de vie influence-t-il vos choix politiques ?
- Comment les institutions peuvent-elles encourager la participation des jeunes ?
- Comment les décisions sont-elles prises sur des questions complexes ? Comment une participation éclairée est-elle assurée ?
- Avez-vous déjà participé à des processus de participation ? Si oui, lesquels et comment ?

La séance a débuté par un aperçu des objectifs du projet et une brève explication du format de l'activité. Chaque binôme a choisi une question, s'est présenté et a discuté du sujet pendant deux minutes, notant ses réflexions clés sur des affiches après chaque tour. Plus qu'un exercice stimulant, cet événement a proposé une approche innovante et intégrée du dialogue, permettant aux participants d'échanger des idées, d'acquérir de nouvelles perspectives et de nourrir une réflexion plus approfondie.

Les résultats de cet événement soulignent l'intérêt de combiner approches pédagogiques et participatives pour favoriser l'engagement démocratique. Les participants sont repartis avec une meilleure compréhension des processus démocratiques et un sentiment d'autonomie, mieux armés pour participer activement à la vie civique.

Ces informations soulignent l'importance de poursuivre les efforts d'engagement inclusif pour favoriser une culture démocratique parmi les jeunes en Italie, en particulier au sein des communautés immigrées.

# 6 recommandations pratiques pour l'Italie

Les recommandations suivantes visent à mettre en place des espaces structurés pour la participation des jeunes, à favoriser un engagement significatif via les plateformes numériques et à améliorer l'éducation à la maîtrise de l'information critique. En créant des forums de consultation pour les jeunes, en promouvant les espaces numériques interactifs et en introduisant une éducation civique moderne dans les écoles, nous pouvons créer un environnement où les jeunes se sentent informés, valorisés et motivés à contribuer au processus démocratique. Ces initiatives visent non seulement à combler le fossé entre les jeunes et les institutions politiques, mais aussi à bâtir un système politique plus inclusif et réactif, reflétant les besoins et les aspirations des jeunes générations.

## **Création de forums de consultation des jeunes dotés d'un pouvoir consultatif dans les processus de décision politique.**

Il est essentiel de créer et de renforcer des espaces institutionnels formels dédiés à la participation des jeunes, tels que des forums permanents de jeunes ou des conseils consultatifs, qui soient à la fois accessibles et inclusifs. Ces organismes, composés de représentants de la jeunesse élus ou nommés, devraient exercer un rôle consultatif officiellement reconnu, permettant aux jeunes d'influencer activement les décisions politiques. Pour garantir la crédibilité et l'efficacité de ces plateformes, les représentants politiques doivent s'engager à rendre compte publiquement de la manière dont les recommandations des jeunes sont prises en compte ou mises en œuvre. Cette initiative améliore non seulement la transparence et l'accessibilité du système politique, mais démontre également aux jeunes que leurs contributions ont un impact réel, contribuant ainsi à instaurer la confiance et à favoriser un engagement démocratique durable.



## Promotion de plateformes numériques interactives et horizontales pour faciliter la participation des jeunes

Compte tenu de l'impact transformateur d'Internet sur la participation politique, il est essentiel que les institutions développent des plateformes numériques interactives permettant aux jeunes non seulement de recevoir des informations, mais aussi de s'engager activement en partageant et en créant des contenus pertinents. La numérisation de l'information politique doit aller au-delà de la simple transmission, en offrant aux jeunes des espaces leur permettant de devenir partie prenante du processus décisionnel.

Ces plateformes devraient favoriser une participation horizontale, à l'instar des réseaux sociaux, permettant aux jeunes d'exprimer librement leurs opinions et d'avoir un impact concret sur le discours politique. Dotées d'une interface intuitive et accessible, ces plateformes pourraient accueillir des discussions sur des sujets pertinents (tels que le développement durable, la justice sociale et l'emploi des jeunes), permettant aux jeunes de proposer des idées, de voter sur des propositions spécifiques et de suivre l'avancement des projets.

Cette approche répond au désir exprimé par les jeunes d'une participation authentique et active, allant au-delà de la réception passive d'informations. L'intégration de systèmes de retour d'information et de mises à jour régulières témoignerait de l'engagement des institutions à une écoute sincère, favorisant ainsi un dialogue direct et transparent. De plus, en reliant la plateforme aux réseaux sociaux, les initiatives pourraient être amplifiées, favorisant une participation plus large et plus visible.

## Promotion de l'éducation civique moderne et lutte contre les fausses nouvelles dans les écoles

Pour lutter contre la montée de la désinformation et renforcer la participation des jeunes à la vie démocratique, il est essentiel de mettre en œuvre un programme moderne d'éducation civique dans les écoles. Ce programme devrait inclure des modules spécifiques axés sur la maîtrise de l'information critique, notamment sur l'identification des fausses informations et l'évaluation des sources.

Les écoles devraient apprendre aux élèves à reconnaître un contenu fiable et à distinguer les faits des opinions, en leur fournissant les outils nécessaires pour naviguer dans le paysage informationnel actuel. Les cours pourraient inclure des activités pratiques, comme l'analyse d'articles de presse et de publications sur les réseaux sociaux, pour aider les élèves à développer leur esprit critique et leurs compétences analytiques.

Parallèlement, les institutions politiques et les candidats doivent adopter des stratégies de communication plus transparentes et responsables sur les réseaux sociaux, en s'engageant à diffuser des informations claires et impartiales et en favorisant un dialogue éducatif sur les questions pertinentes.

Des collaborations entre les écoles et les plateformes de médias sociaux pourraient également être explorées afin de créer des campagnes et des initiatives de sensibilisation pour sensibiliser les jeunes aux risques des fausses informations et encourager une utilisation responsable des technologies. Cette synergie entre éducation et responsabilité communicative permettrait aux nouvelles générations d'acquérir les compétences nécessaires pour participer activement et consciencieusement à la vie démocratique.

## Élargir le droit de vote aux migrants résidant de manière permanente en Italie

Suggestions: Actuellement, l'obtention de la nationalité italienne, et donc du droit de vote, nécessite en moyenne dix ans de résidence. Cette période d'attente est longue, et l'éligibilité à la nationalité dépend non seulement de la régularité du séjour, mais aussi de l'emploi. Par exemple, les réfugiés qui n'ont pas d'emploi continu ou ne perçoivent pas un salaire minimum de 6 000 € par an ne peuvent pas demander la nationalité. Cela restreint l'accès au vote de nombreux réfugiés en Italie et exclut les personnes handicapées et incapables de travailler, car elles pourraient ne jamais remplir les critères d'emploi.

Pour y remédier, il faudrait modifier la législation sur l'immigration afin d'accorder la nationalité italienne aux personnes nées en Italie, même si leurs parents sont migrants. De plus, la nationalité devrait être étendue aux apatrides et aux réfugiés politiques après cinq ans de résidence. Ces changements garantiraient à ceux qui contribuent et vivent en permanence en Italie la possibilité de participer au processus démocratique, favorisant ainsi une société plus inclusive.

## Accroître la participation des jeunes à la vie politique grâce à des mécanismes de quotas

Suggestions: Afin de renforcer l'engagement des jeunes en politique, une proposition parlementaire devrait être présentée pour établir des « quotas de jeunes » lors des prochaines élections au Parlement italien. À l'instar des « quotas roses » qui ont connu du succès et qui visaient à accroître la représentation des femmes, cette proposition attribuerait 20 % des sièges parlementaires à de jeunes candidats. Cette initiative permettrait aux jeunes générations de participer aux décisions politiques, favorisant ainsi une structure de gouvernance plus représentative et tournée vers l'avenir.

## Augmenter la présence des représentants du système européen à la télévision italienne

En Italie, l'information sur le fonctionnement de l'Europe et du Parlement européen reste limitée, et les partis de droite affichent souvent une attitude hostile à l'égard de l'UE. Les jeunes, en particulier, sont plus enclins à s'adresser à des experts neutres capables d'expliquer le système européen de manière impartiale, sans influence politique. Pour combler ce manque d'information, il serait judicieux de créer des programmes télévisés dédiés offrant un aperçu cohérent et factuel des institutions européennes, à l'instar des programmes culturels et d'information existants. La création d'une chaîne d'information européenne pourrait également constituer un outil efficace pour rapprocher le public italien du système européen, favorisant une meilleure compréhension et réduisant les idées reçues.



# RAPPORT ESPAGNE

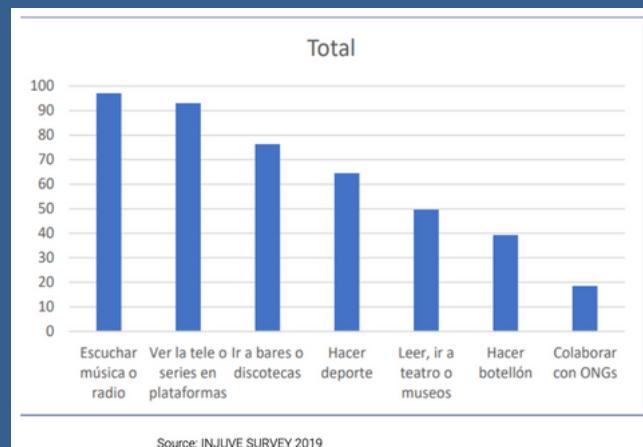
ASOCIACION CIFAL MALAGA (CIFAL) – ESPAGNE FUNDACIÓN SIENEVA  
(SIENEVA) – ESPAGNE



# Évaluation de l'état actuel de la participation des jeunes et de l'engagement démocratique en Espagne

La participation des jeunes et l'engagement démocratique en Espagne ont fait l'objet d'études approfondies, tant dans la littérature académique que dans les rapports institutionnels, témoignant d'un vif intérêt pour la promotion de l'engagement civique des jeunes. Afin de fournir une analyse exhaustive, nous avons exploré des thèmes clés tels que le niveau d'engagement des jeunes, les obstacles à la participation, le rôle des plateformes numériques et les initiatives notables visant à renforcer la participation des jeunes.

Comme le soulignent des organisations internationales comme l'OMS, le plaisir des loisirs est un aspect essentiel de l'épanouissement personnel. De plus, l'idée qu'il s'agit d'une valeur fondamentale pour le développement social, éducatif et psychologique est désormais bien établie. Il est donc logique de considérer que les activités pratiquées pendant le temps libre sont particulièrement importantes chez les jeunes, car il s'agit d'une étape charnière de la vie, où les individus entrent dans l'âge adulte et forgent leurs valeurs personnelles. Cependant, les loisirs ne sont pas un phénomène isolé ; ils dépendent du contexte historique et social (Cabeza, 2009). Les jeunes d'aujourd'hui consacrent plus de temps aux loisirs que les autres groupes sociaux.



- GRAPHIQUE 1 : ACTIVITÉS FRÉQUEMMENT PRATIQUÉES PAR LES JEUNES



Les jeunes sont souvent perçus comme le groupe démographique le moins engagé dans les affaires de la communauté, en grande partie en raison de leur faible participation électorale (Franklin, 2004). Leur participation limitée aux élections et aux partis politiques est souvent interprétée comme un manque d'intérêt pour les questions publiques (Blais et al., 2004), une insatisfaction à l'égard des institutions politiques (Dalton, 2004) ou une apathie politique générale (Wattenberg, 2003). Cependant, cela nécessite une compréhension plus nuancée. L'intérêt pour la politique, qui se développe tôt dans la vie (Neundorf et al., 2013), est essentiel à l'engagement à tous les âges. Alors que les adultes ont tendance à participer à la politique institutionnelle à mesure que l'intérêt grandit, les jeunes préfèrent souvent les actions non institutionnelles comme les manifestations (García-Albacete, 2014).

Des études montrent que les jeunes s'intéressent systématiquement moins à la politique que les adultes (Blais et al., 2004 ; Sloam, 2007), une tendance observée dans les pays occidentaux depuis des décennies. Cela pourrait être lié au besoin d'apprentissage politique, qui tend à croître à mesure que les individus assument des rôles d'adultes. Les jeunes sont également influencés par leur contexte social. Par exemple, en Espagne, après la Grande Récession et face à un taux de chômage des jeunes de 50 %, les jeunes se sont fortement engagés, ce qui a conduit certains à identifier une « nouvelle » génération politique marquée par une position plus critique et engagée (Benedicto et Ramos, 2018).

Les intérêts des jeunes, souvent négligés, incluent des questions urgentes comme l'éducation, l'emploi, le logement et l'égalité sociale. Ces questions ne reçoivent pas toujours l'attention politique adéquate, ce qui peut contribuer à un engagement moindre (Marsh et al., 2006 ; O'Toole et al., 2003). Les récentes mobilisations sur des sujets tels que le féminisme et le changement climatique mettent en évidence les préoccupations et les modes d'engagement spécifiques de cette génération, notamment la montée des mouvements populistes. Une enquête menée en 2019 par l'Institut espagnol de la jeunesse (INJUVE) a révélé que l'emploi, l'éducation, l'égalité, la sécurité et le logement étaient les principales priorités des jeunes, les médias sociaux rivalisant avec la télévision comme source d'information politique.

Contrairement aux idées reçues, les jeunes Espagnols ne sont pas plus critiques que les adultes à l'égard des institutions démocratiques, partageant souvent des niveaux de satisfaction similaires (García-Albacete, 2014). Ils ont également des opinions progressistes sur les questions sociales, telles que le soutien aux droits LGBT et l'intervention de l'État pour améliorer les services publics.

## Obstacles à la participation des jeunes en Espagne

Malgré les efforts déployés pour encourager l'engagement des jeunes en Espagne, de nombreux obstacles entravent encore leur pleine participation aux processus démocratiques. Les inégalités économiques demeurent un obstacle majeur, les jeunes issus de milieux défavorisés manquant souvent de ressources pour s'engager en politique. De plus, l'éducation civique est insuffisamment mise en avant dans certaines régions, laissant de nombreux jeunes sans une compréhension claire des institutions démocratiques. Des facteurs intersectionnels, tels que le genre, l'origine ethnique et le statut socio-économique, compliquent encore davantage la participation, les jeunes marginalisés – comme les jeunes femmes, les minorités ethniques et les habitants des zones rurales – rencontrant davantage de difficultés pour accéder aux plateformes politiques.

La représentation médiatique limite également l'engagement des jeunes, les présentant souvent de manière stéréotypée, ce qui décourage un engagement plus large. De plus, les conditions de vie précaires et vulnérables des jeunes dans le climat sociopolitique actuel créent un sentiment de déconnexion. Selon le Rapport sur la jeunesse en Espagne (INJUVE, 2020), les jeunes expriment une méfiance envers les institutions démocratiques fondamentales, ce qui contribue à leur réticence à participer activement (Amor et Brinquis, 2009).

Les données d'enquête du projet YouthEUVision, portant sur 97 jeunes participants au total, révèlent que l'un des obstacles les plus importants est le sentiment de ne pas être entendu, source de frustration et de désengagement. Les répondants ont également fait état d'un manque d'intérêt pour la politique, souvent dû à des discours peu pertinents, à un manque d'informations sur les processus politiques et à des contraintes de temps pour concilier travail, études et vie personnelle. De plus, la démotivation et le manque d'espaces propices à l'engagement politique empêchent les jeunes de participer activement aux activités démocratiques.

D'autres recherches documentaires ont identifié des obstacles structurels, notamment le système électoral espagnol à listes bloquées, qui éloigne les responsables politiques du public. Ce phénomène, combiné à une hiérarchie politique déconnectée des besoins sociaux, renforce le sentiment d'aliénation. Des traits culturels tels que l'individualisme, l'apathie et le consumérisme découragent l'action collective, tandis que le manque de représentation des jeunes au sein des instances politiques renforce la désillusion. Les obstacles bureaucratiques à la création d'organisations de jeunesse et la politisation des associations de jeunes, qui peuvent être exploitées par les partis ou les institutions, limitent encore davantage la participation.

Un autre problème réside dans le décalage entre délégation et participation directe ; de nombreux jeunes ont le sentiment que leur rôle se limite à voter tous les quatre ans, avec peu de possibilités de participer aux décisions entre les élections. L'ensemble de ces facteurs crée un environnement difficile pour la participation des jeunes, soulignant la nécessité de réformes pour rendre le système politique plus accessible, plus réactif et plus représentatif de la voix des jeunes.



# Analyse des données d'enquête

## Cifal Malaga - Fondation Sieneva

### Introduction

La participation des jeunes aux processus démocratiques est essentielle pour façonner l'avenir de l'Europe. En tant que nouvelle génération de dirigeants, leur engagement civique et politique joue un rôle majeur pour garantir une société démocratique dynamique, inclusive et résiliente. Le projet YouthEUVision – « Empowering YOuth for a Stronger Europe » – a été conçu pour répondre aux défis auxquels les jeunes sont confrontés dans leur intégration aux systèmes démocratiques, en particulier à une époque où le chômage des jeunes, l'exclusion sociale et la désillusion politique sont en hausse.

Ce rapport présente les résultats d'enquêtes menées dans le cadre du projet YouthEUVision. Ces enquêtes visaient à comprendre l'engagement politique, la participation citoyenne et les défis rencontrés par les jeunes de 18 à 30 ans dans six pays de l'UE : l'Allemagne, la Grèce, l'Italie, l'Espagne, la France et la Roumanie. Les réponses à ces enquêtes fournissent des informations précieuses sur les attitudes, les expériences et les obstacles rencontrés par les jeunes dans leur quête de citoyenneté active et d'engagement démocratique.

En analysant les données collectées, ce rapport vise à mettre en lumière les principales tendances et les principaux défis à relever pour former une génération de citoyens informés, engagés et responsables. Les conclusions serviront également de base pour orienter les prochaines étapes du projet YouthEUVision, garantissant ainsi sa pertinence et son impact continu pour permettre aux jeunes de jouer un rôle proactif dans l'avenir de l'Europe.

## Objectifs de l'enquête

L'enquête menée dans le cadre du projet YouthEUVision visait à atteindre les objectifs clés suivants:

Évaluer l'engagement politique des jeunes:

Comprendre la fréquence à laquelle les jeunes participent à des activités politiques, notamment en votant, en assistant à des événements politiques et en participant à des discussions sur des questions politiques.

Identifier les obstacles à la participation démocratique:

Explorer les principaux obstacles qui empêchent les jeunes de participer activement aux processus politiques, tels que le manque d'information, la méfiance envers le système politique et le sentiment de privation de droits.

Évaluer le niveau de conscience politique:

Déterminez dans quelle mesure les jeunes se sentent informés sur les questions politiques actuelles et où ils obtiennent principalement leurs informations (par exemple, les médias, la famille ou les partis politiques).

Évaluer la participation aux activités politiques non électorales:

Étudier l'étendue de l'implication dans des activités non électorales telles que des manifestations, des pétitions ou l'affiliation à des organisations politiques.

Comprendre la préparation à l'éducation:

Évaluer dans quelle mesure les répondants estiment que leur éducation les a préparés à participer aux processus démocratiques.

Identifier les défis auxquels sont confrontés les jeunes en matière de participation démocratique:

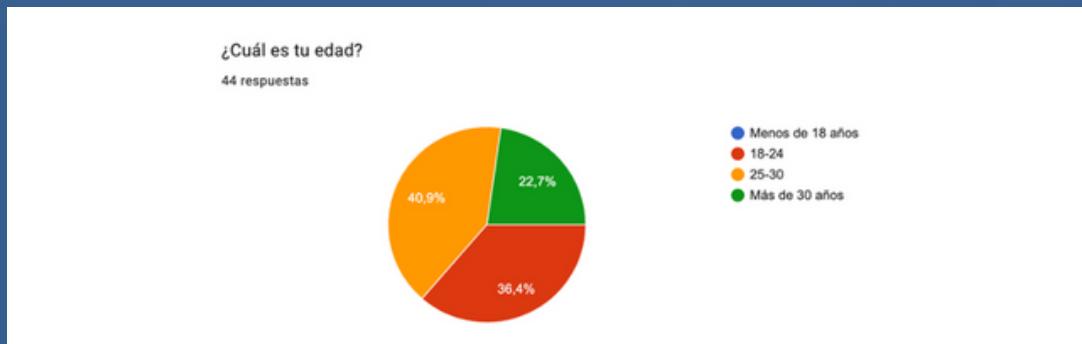
Identifier les principaux défis, notamment les obstacles sociaux, économiques et structurels, qui entravent la participation des jeunes à l'élaboration de leur avenir politique.

## Méthodologie

L'enquête du projet YouthEUVision visait à recueillir des informations sur l'engagement politique des jeunes, les défis de la participation démocratique et leur sentiment d'inclusion dans les processus démocratiques. L'enquête a été menée en ligne afin de permettre un large accès et une large participation des jeunes de différents endroits.

Au total, 44 participants, dont 32 femmes et 12 hommes, ont pris part à l'enquête. La répartition par âge était la suivante :

- 18 à 24 ans : 16 répondants
- 25 à 30 ans : 18 répondants
- 30 ans et plus : 10 répondants



Les répondants représentaient un ensemble diversifié de nationalités, notamment des personnes originaires de Colombie, d'Espagne, de France, d'Allemagne, de Grenade, d'Angleterre, d'Italie et du Portugal.

L'enquête était structurée en cinq sections clés : Démographie, Engagement politique, Participation communautaire, Éducation et sensibilisation politique, et Défis à la participation démocratique. La plupart des questions étaient à choix multiples, avec quelques questions ouvertes pour recueillir des informations qualitatives et des réponses plus détaillées.

Cette combinaison de données quantitatives et qualitatives a permis de comprendre de manière globale les attitudes, les comportements et les obstacles rencontrés par les jeunes en matière de participation démocratique dans différents contextes culturels et sociaux.

## Principales conclusiones

### Engagement politique

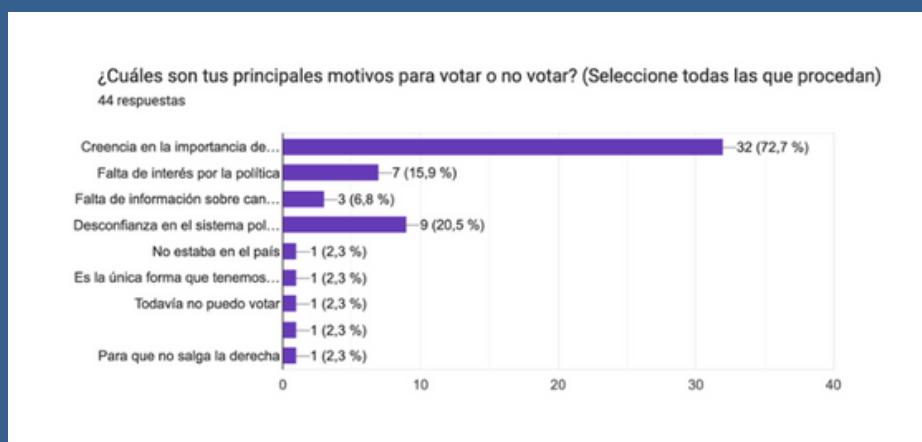
#### Niveau de conscience politique:

L'enquête révèle un niveau de conscience politique mitigé parmi les répondants. Si 40,9 % se sentent plutôt informés, ce qui indique une compréhension moyenne des enjeux politiques, un pourcentage significatif de 34,1 % se sentent mal informés, soulignant un manque de connaissances. Cela suggère la nécessité d'un meilleur accès à l'information politique pour impliquer davantage les jeunes dans le débat politique. Parallèlement, 18,2 % se considèrent très informés, formant un groupe essentiel d'individus très engagés qui pourraient influencer leurs pairs.



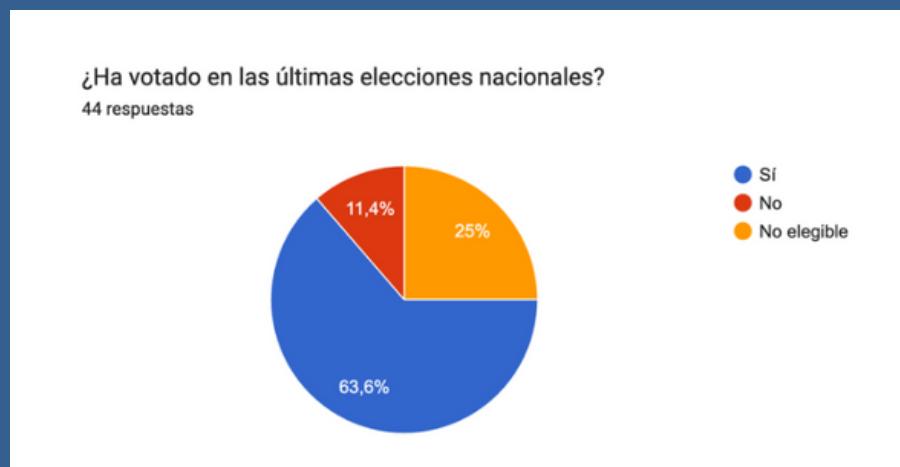
#### Motivations de vote:

Concernant les motivations électorales, 72,7 % des répondants considèrent le vote comme crucial en raison de leur foi en la démocratie, tandis que 20,5 % expriment une méfiance envers le système politique. Cette désillusion reflète un manque de confiance dans la réactivité du gouvernement, et répondre à cette méfiance pourrait améliorer la participation politique. De plus, 15,9 % expriment un manque d'intérêt pour la politique, et un groupe plus restreint (6,8 %) invoque le manque d'informations sur les candidats comme raison de l'abstention, ce qui souligne la nécessité d'améliorer la communication et le rayonnement politique.



## Le vote lors des élections récentes:

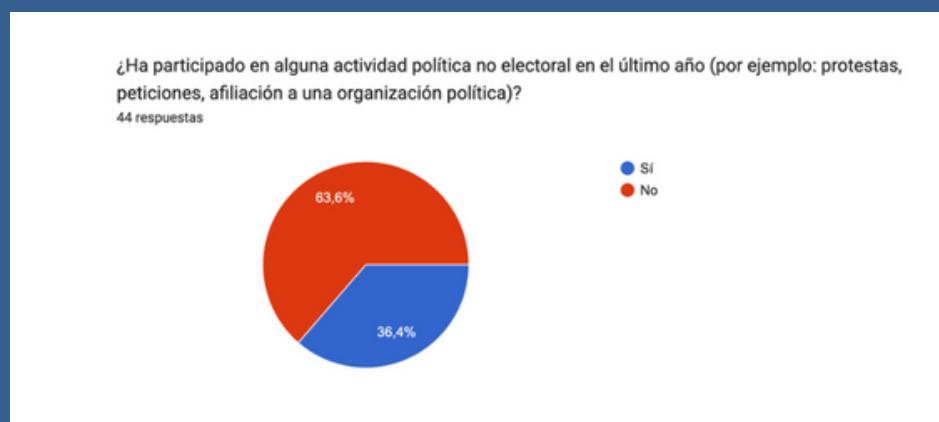
En termes de participation, 63,6 % des répondants ont déclaré avoir voté lors des dernières élections nationales, ce qui témoigne d'un fort engagement malgré un sentiment de désillusion chez certains. Cependant, 25 % n'étaient pas en droit de voter, ce qui souligne l'importance de trouver d'autres opportunités d'engagement politique pour ces personnes. Parallèlement, 11,4 % ont choisi de ne pas voter, illustrant ainsi les défis liés au désintérêt et à la méfiance politiques auxquels il faut s'attaquer pour favoriser une participation plus élevée.



## Participation communautaire

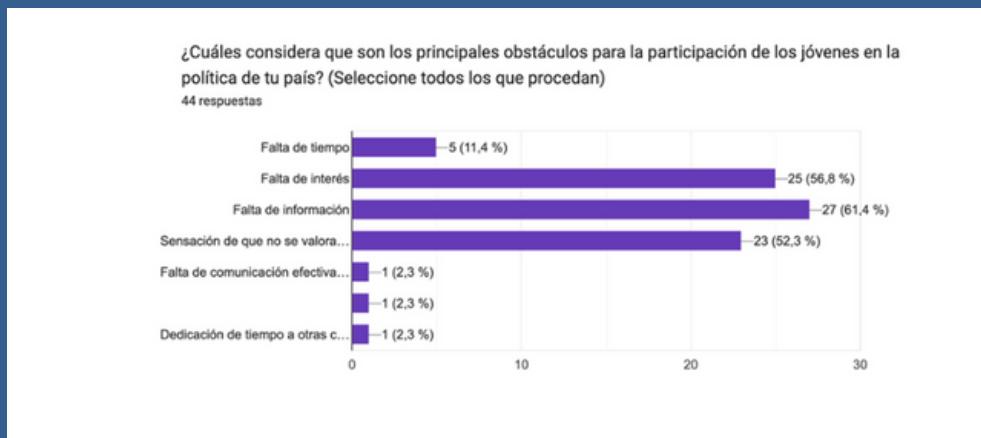
### Participation à des activités politiques non électoralles :

Interrogés sur leur participation à des activités politiques autres que le vote, telles que des manifestations, des pétitions ou leur affiliation à une organisation politique, la majorité (28 répondants) ont déclaré n'avoir participé à aucune de ces activités au cours de l'année écoulée, tandis que 16 répondants ont déclaré y avoir participé. Cela indique que, malgré une certaine participation à des activités non électoralles, la plupart des personnes interrogées restent inactives dans ces formes d'engagement politique.



## Obstacles à la participation des jeunes à la politique:

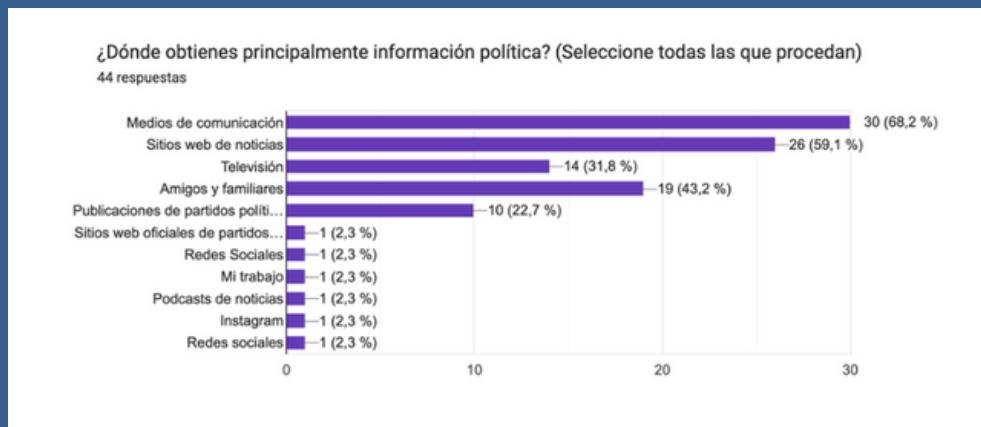
Une part significative des répondants a identifié plusieurs obstacles à la participation des jeunes à la vie politique. Les obstacles les plus cités étaient le manque de communication efficace entre les responsables politiques et les jeunes, 61,4 % des répondants ayant choisi cette option. Viennent ensuite le manque perçu de reconnaissance de la voix des jeunes (52,3 %), le manque d'information (56,8 %) et le sentiment que leurs contributions sont sous-estimées (56,8 %). Parmi les autres défis figurent les contraintes de temps (11,4 %) et le manque d'intérêt (11,4 %). Ces résultats suggèrent que les lacunes en matière de communication, la désillusion et les obstacles informationnels sont des obstacles majeurs qui empêchent les jeunes de s'engager pleinement en politique.



## Sensibilisation et éducation politiques

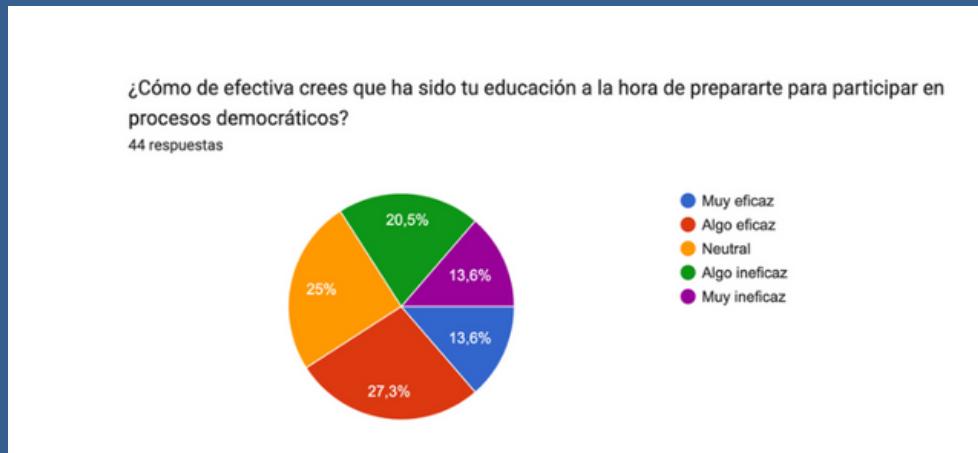
### Sources d'informations politiques:

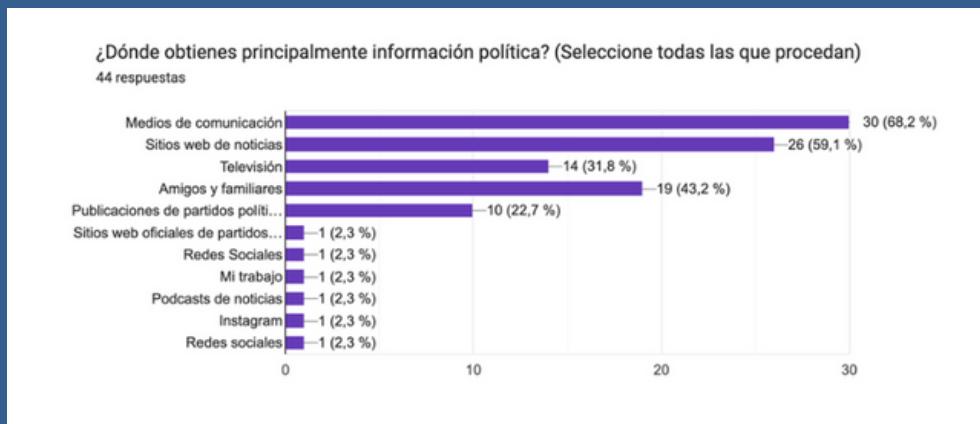
Les résultats soulignent que les médias traditionnels demeurent la principale source d'information politique pour les jeunes : 68,2 % d'entre eux s'informent principalement par le biais des médias de masse, suivis par 59,1 % des sites d'information. La télévision joue toujours un rôle important, 31,8 % des répondants la citant comme source, tandis que 43,2 % se tournent vers leurs amis et leur famille pour obtenir des informations politiques. L'influence des réseaux sociaux et des sites web officiels des partis semble marginale, seule une petite fraction (2,3 %) s'y fiant. Cela suggère que les jeunes continuent de faire confiance aux médias traditionnels et établis, mais que les réseaux personnels jouent également un rôle important dans la formation de leurs opinions politiques.



## Effectiveness of Education in Preparing for Democratic Participation:

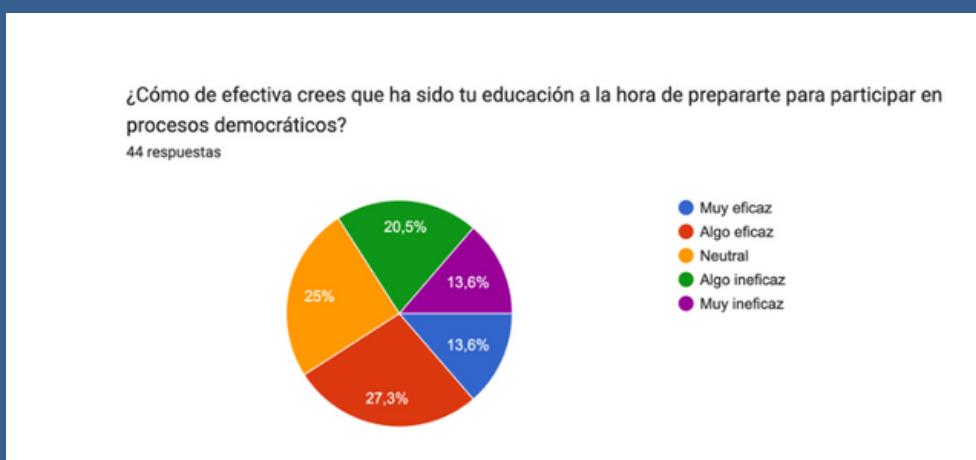
The survey results regarding the effectiveness of education in preparing youth for democratic participation were mixed. While 6 respondents (13.6%) rated their education as "very effective," and 12 (27.3%) found it "somewhat effective," a notable portion remained neutral (11 respondents, or 25%). On the other hand, a combined 15 respondents (34.1%) found their education either "somewhat ineffective" or "very ineffective" in equipping them for democratic engagement. These results suggest a potential need for stronger educational initiatives to better prepare young people for active and informed participation in political processes.





## Efficacité de l'éducation dans la préparation à la participation démocratique:

Les résultats de l'enquête concernant l'efficacité de l'éducation pour préparer les jeunes à la participation démocratique sont mitigés. Alors que 6 répondants (13,6 %) ont qualifié leur éducation de « très efficace » et 12 (27,3 %) de « plutôt efficace », une proportion notable est restée neutre (11 répondants, soit 25 %). En revanche, 15 répondants (34,1 %) ont jugé leur éducation « plutôt inefficace » ou « très inefficace » pour les préparer à l'engagement démocratique. Ces résultats suggèrent un besoin potentiel d'initiatives éducatives plus solides pour mieux préparer les jeunes à une participation active et éclairée aux processus politiques.



## Conclusion

Les conclusions de ce rapport mettent en lumière les multiples défis auxquels les jeunes sont confrontés lorsqu'ils participent aux processus démocratiques. Le manque d'information, le sentiment d'être sous-estimés et la méfiance envers le système politique apparaissent comme les obstacles les plus importants, ainsi que le manque d'intérêt et les contraintes de temps. Ces difficultés indiquent que la participation démocratique n'est pas simplement une question de volonté, mais qu'elle est fortement influencée par des facteurs externes et des lacunes institutionnelles.

Pour favoriser une jeunesse plus inclusive et engagée, les solutions doivent s'attaquer aux obstacles structurels et liés aux perceptions. Un meilleur accès à l'information, une plus grande reconnaissance des contributions des jeunes et des efforts pour rétablir la confiance dans les systèmes politiques sont des étapes cruciales vers l'autonomisation des jeunes. De plus, la création de modes de participation flexibles et innovants, tels que les plateformes numériques et l'éducation civique ciblée, garantira un meilleur accès aux processus démocratiques pour les jeunes.

En fin de compte, impliquer les jeunes dans les processus démocratiques ne se limite pas à accroître leur taux de participation : il s'agit de veiller à ce que leurs voix soient entendues, valorisées et prises en compte. En relevant ces défis, nous pouvons créer un système démocratique plus dynamique, représentatif et résilient, qui reflète la diversité des perspectives et des énergies des jeunes générations.

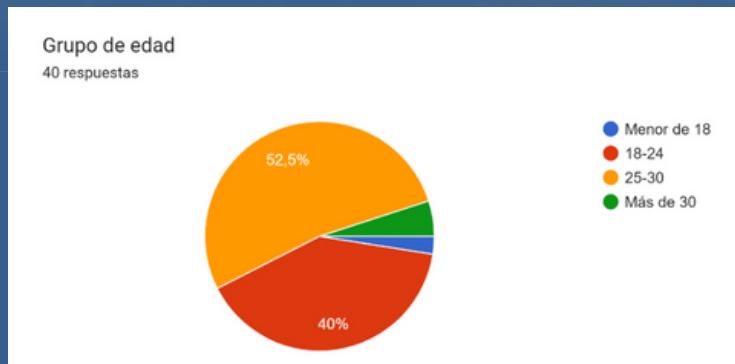
# Analyse des données d'enquête

## Fondation Sieneva

### DÉMOGRAPHIE

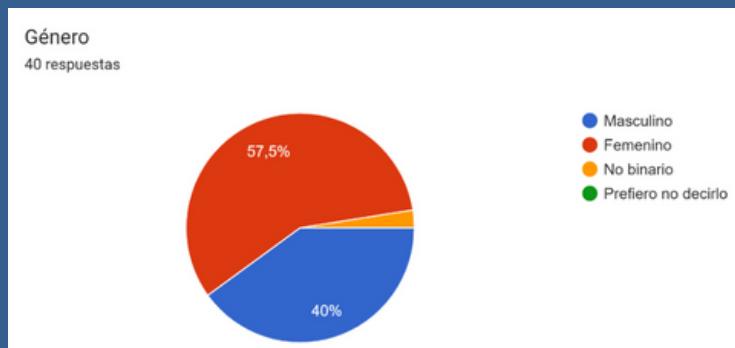
#### ÂGE

- 52,5 % des répondants ont entre 25 et 30 ans. 40 % ont entre 18 et 24 ans. Le reste des répondants est composé de jeunes de moins de 18 ans (2,5 %) et de plus de 30 ans (5 %).



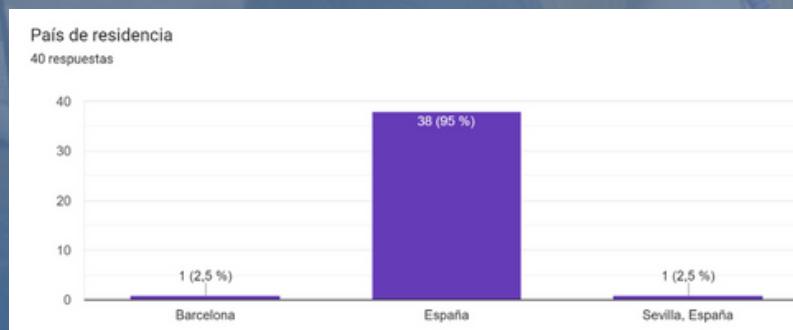
#### GENRE

- 57,5 % des répondants étaient des femmes, tandis que 40 % s'identifiaient comme des hommes. Une seule personne s'est identifiée comme non binaire.



## RÉSIDENCE

Tous les répondants résident en Espagne. Deux personnes ont également indiqué leur ville de résidence (l'une à Barcelone et l'autre à Séville).



## ENGAGEMENT POLITIQUE

### Niveau d'engagement politique

Sur la base des données des 40 jeunes répondants, les observations suivantes peuvent être faites concernant leur participation aux activités politiques :

Participation occasionnelle (35 %) : Une part importante des répondants, soit 35 %, s'engage occasionnellement dans des activités politiques. Cela suggère qu'une majorité de jeunes ont un certain niveau d'engagement, mais ne participent pas systématiquement à des événements ou actions politiques.

Participation fréquente (27,5 %) : Près d'un quart des répondants (27,5 %) participent fréquemment à des activités politiques. Cela indique qu'une partie importante de la population jeune est activement engagée et régulièrement impliquée dans les questions politiques.

Participation rare (20 %) : Environ 20 % des répondants ne participent presque jamais à des activités politiques. Cela reflète une part importante de la population qui s'implique peu dans les processus politiques.

Ne participe jamais (10 %) : 10 % des répondants déclarent ne jamais participer à des activités politiques. Ce groupe représente ceux qui sont totalement désengagés de toute implication politique.

Participation très fréquente (7,5 %) : Un segment plus restreint, 7,5 %, est très engagé et participe très fréquemment à des activités politiques. Cela montre qu'il existe un groupe de jeunes motivé et actif qui s'engage régulièrement dans des activités politiques.

Globalement, les données révèlent une diversité d'engagement politique chez les jeunes : la majorité d'entre eux participent occasionnellement ou fréquemment, tandis qu'une plus petite proportion s'implique rarement, voire jamais. La présence d'individus très engagés et d'individus peu impliqués met en évidence des niveaux d'engagement variés au sein de ce groupe démographique.



### Participation au vote

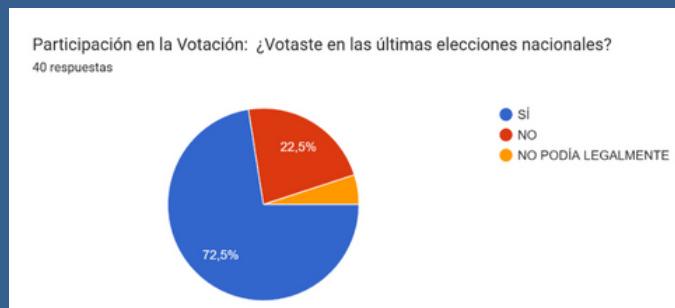
Basé sur les données des 40 répondants concernant leur participation aux dernières élections nationales en Espagne.

Participation électorale (72,5 %): Une majorité substantielle (72,5 %) des répondants ont déclaré avoir voté aux dernières élections nationales. Cela témoigne d'un niveau élevé d'engagement électoral parmi les jeunes interrogés, suggérant qu'une part importante d'entre eux participe activement au processus démocratique.

Non-participation (22,5 %): Environ 22,5 % des répondants n'ont pas voté aux récentes élections. Ce groupe représente une minorité notable de jeunes qui ont choisi de ne pas participer au processus électoral, ce qui pourrait s'expliquer par diverses raisons, telles que le désintérêt, l'apathie ou d'autres obstacles.

Inéligibilité (5 %): 5 % des répondants, soit deux personnes, n'ont pas voté car ils n'avaient pas encore l'âge légal de voter. Cela reflète un sous-ensemble restreint, mais spécifique, de la population qui, par ailleurs, était susceptible d'être intéressée par le vote, mais qui en a été empêchée en raison de son âge.

Globalement, les données indiquent que la majorité des jeunes répondants participent activement aux élections nationales, tandis qu'un pourcentage plus faible n'y participe pas ou ne peut le faire en raison de restrictions d'âge. Le taux élevé de participation électorale des répondants suggère un fort engagement dans le processus électoral, malgré certains obstacles affectant une minorité du groupe.



### Raisons de voter/ne pas voter

Sur la base des réponses concernant les raisons du vote ou de l'abstention, les enseignements suivants peuvent être tirés:

Importance du vote (72,5 %): Une majorité significative (72,5 %) des répondants reconnaissent l'importance du vote. Cela témoigne d'une forte conviction de la plupart des jeunes interrogés quant à la valeur et à l'impact de la participation aux élections.

Manque d'intérêt (15 %) : 15 % des répondants citent le manque d'intérêt pour la politique comme principale raison de leur abstention. Cela suggère qu'une minorité notable de jeunes pourrait se sentir déconnectée des questions politiques ou les considérer comme sans rapport avec leur vie.

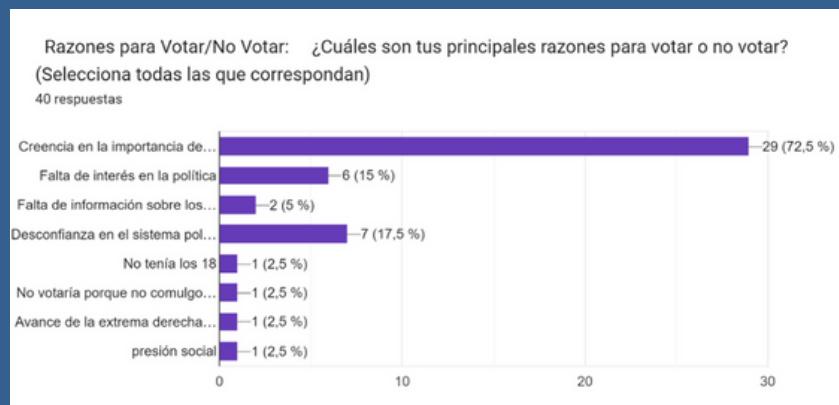
Manque d'information (5 %) : 5 % des répondants attribuent leur non-participation à un manque d'information sur les candidats ou les enjeux. Cela met en évidence un manque d'éducation ou de sensibilisation politique qui pourrait être comblé pour accroître l'engagement.

Méfiance envers le système politique (17,5 %) : 17,5 % des répondants expriment une méfiance importante envers le système politique comme raison de leur non-participation. Cela témoigne d'une inquiétude quant à la légitimité ou à l'efficacité du cadre politique actuel.

Âge et autres raisons personnelles:

- Mineur (1 répondant): Un répondant n'a pas voté parce qu'il n'avait pas l'âge légal de voter, ce qui reflète un obstacle spécifique lié à l'éligibilité.
- Mécontentement systémique (1 répondant): Un autre répondant a choisi de ne pas voter en raison d'un manque d'alignement avec le système politique, mais a choisi de voter stratégiquement pour empêcher la droite de prendre le pouvoir. Cela témoigne d'une approche nuancée du vote, fondée sur des considérations tactiques.
- Prévenir l'influence extrémiste (1 répondant): Une personne a cité le vote comme un moyen de contrer l'extrême droite, illustrant une motivation motivée par des préoccupations politiques spécifiques.
- Pression sociale (1 répondant): Enfin, un répondant a voté principalement en raison de la pression sociale, ce qui suggère que des influences externes peuvent avoir un impact sur le comportement électoral.

Globalement, les données révèlent un paysage complexe de motivations et d'obstacles qui influencent le comportement électoral. Si une majorité considère le vote comme important, des facteurs importants tels que le manque d'intérêt, la méfiance envers le système politique et le manque d'information jouent un rôle dissuasif pour certains individus. Des raisons personnelles, comme l'âge, le mécontentement envers le système politique et les influences sociales, contribuent également à la diversité des raisons de voter ou de ne pas voter.



## Analyse de la conscience politique

Sur la base des données concernant le sentiment d'information des répondants sur les questions politiques actuelles dans leur pays, les conclusions suivantes peuvent être tirées :

Niveaux d'information:

Plutôt informé (35 %): Une part importante des répondants, soit 35 %, se considère plutôt informée sur les questions politiques. Cela indique un niveau de connaissance modéré, mais suggère qu'il reste encore beaucoup à faire pour mieux comprendre.

- Très informé (30 %): Environ 30 % des répondants se sentent très informés, démontrant un niveau élevé d'engagement et de connaissance des affaires politiques actuelles.
- Neutre (27,5 %): Près d'un quart des répondants sont neutres, ce qui signifie qu'ils ne se sentent ni particulièrement informés ni mal informés. Ce groupe peut avoir une connaissance de base, mais manque d'engagement plus profond.

Plutôt mal informé (5 %): Un faible pourcentage, 5 %, se décrit comme plutôt mal informé. Cela indique des lacunes dans les connaissances, mais pas un désengagement total. Très mal informé (2,5 %): Seuls 2,5 % des répondants se sentent très mal informés, ce qui suggère qu'une partie minime des répondants est significativement déconnectée des sujets politiques actuels.

### **Relation possible avec l'exposition médiatique:**

Les données suggèrent un spectre de conscience politique parmi les répondants, qui pourrait être influencé par leur exposition aux médias. Ceux qui se sentent très informés pourraient avoir une consommation médiatique plus élevée ou consulter des sources d'information diversifiées et crédibles. À l'inverse, ceux qui se sentent peu ou très mal informés pourraient avoir une exposition médiatique limitée ou être exposés à des sources moins complètes ou biaisées.

Les niveaux élevés de répondants « assez informés » et « très informés » pourraient indiquer que, si de nombreuses personnes s'intéressent à l'actualité politique, leur niveau de compréhension varie. Cela pourrait s'expliquer par des niveaux variables d'éducation aux médias, la qualité de la couverture médiatique et le temps consacré à la lecture de l'information.

La présence d'une proportion importante de répondants neutres ou peu informés pourrait refléter des problèmes potentiels de surabondance médiatique ou de saturation informationnelle. Submergés par une quantité excessive d'informations, les individus peuvent avoir du mal à traiter et à retenir le contenu politique pertinent, ce qui conduit à une compréhension plus superficielle.

Dans l'ensemble, les données révèlent un groupe de répondants généralement informés, avec des niveaux de connaissance variés. Les variations dans les connaissances autodéclarées pourraient être liées à la manière dont les individus interagissent avec les médias et à la qualité de l'information reçue. Garantir l'accès à des sources d'information claires, impartiales et complètes pourrait contribuer à combler les lacunes en matière de sensibilisation politique et à renforcer l'engagement général.



## Sources primaires d'information politique

Sur la base des données concernant les principales sources d'information politique parmi les répondants, les observations suivantes peuvent être faites :

Télévision et amis/famille (62,5 %) :

La télévision et les informations provenant des proches sont les sources d'information politique les plus fréquemment citées, chacune étant sélectionnée par 62,5 % des répondants. Cela indique que les médias traditionnels et les réseaux personnels jouent un rôle important dans la compréhension politique. La télévision offre une large couverture des événements politiques, tandis que les proches proposent des points de vue et des discussions personnelles, ce qui suggère une forte dépendance à ces sources d'information et d'opinion.

Médias sociaux (60 %) :

Les médias sociaux constituent une autre source majeure d'information politique : 60 % des personnes interrogées y ont recours. Cela reflète l'influence croissante des plateformes numériques dans la diffusion de l'information et la promotion des discussions. Ils permettent des mises à jour en temps réel et des points de vue diversifiés, mais peuvent aussi diffuser de la désinformation et des contenus polarisés.

### Sites d'information (42,5 %) :

Les sites d'information sont utilisés par 42,5 % des répondants, ce qui indique une dépendance significative, quoique légèrement inférieure, par rapport à la télévision et aux réseaux sociaux. Les sites d'information offrent une couverture détaillée et souvent plus fiable que d'autres sources, mais le niveau de confiance et de qualité peut varier selon le site.

### Publications des partis politiques (22,5 %) :

Les publications émanant directement des partis politiques sont citées par 22,5 % des répondants. Cela suggère que, si les publications des partis constituent une source d'information pour certains, elles sont globalement moins influentes que d'autres sources. Ces publications peuvent être perçues comme biaisées ou promotionnelles, ce qui pourrait nuire à leur crédibilité.

### Journaux indépendants et « Un peu de tout » (1 personne chacun) :

Les journaux indépendants et un éventail de sources variées n'ont été mentionnés que par un seul répondant chacun. Cela indique une fréquence d'utilisation bien inférieure à celle des autres sources, suggérant qu'il pourrait s'agir de sources spécialisées ou complémentaires pour la plupart des individus.

### Aperçu général :

Les données soulignent la prédominance des médias traditionnels (télévision) et des réseaux personnels (amis et famille) dans la compréhension politique des répondants, avec un usage important des médias sociaux. Ce recours à ces sources témoigne d'une préférence pour les canaux d'information politique accessibles et familiers, tout en suggérant des pistes d'amélioration en matière d'éducation aux médias et de diversification des sources.

L'utilisation intensive des médias sociaux souligne la nécessité d'un regard critique sur le contenu en ligne, compte tenu du potentiel de désinformation. L'engagement relativement faible envers les publications des partis politiques et les journaux indépendants suggère une attitude critique envers les sources potentiellement biaisées ou moins accessibles.

Cette répartition des sources d'information reflète un mélange d'habitudes de consommation des médias traditionnels et modernes, avec des implications sur la manière dont les individus interagissent avec les informations politiques et les interprètent.



## Représentation des jeunes dans le système politique

Sur la base des données concernant la perception de la représentation des jeunes dans le système politique espagnol, les enseignements suivants peuvent être tirés :

Manque perçu de représentation (60 %) :

Une majorité significative (60 %) des répondants estiment que les revendications des jeunes ne sont pas suffisamment représentées dans le système politique. Cela témoigne d'un sentiment généralisé de déconnexion ou d'insatisfaction parmi les jeunes, suggérant qu'ils ont le sentiment que leurs voix et leurs préoccupations ne sont pas efficacement prises en compte par les décideurs politiques.

Représentation perçue comme adéquate (20 %) :

Seuls 20 % des répondants estiment que le système politique représente adéquatement les revendications des jeunes. Ce point de vue minoritaire suggère que, si certains constatent des efforts ou des résultats positifs, ils sont largement moins nombreux que ceux qui se sentent mal servis par le système actuel.

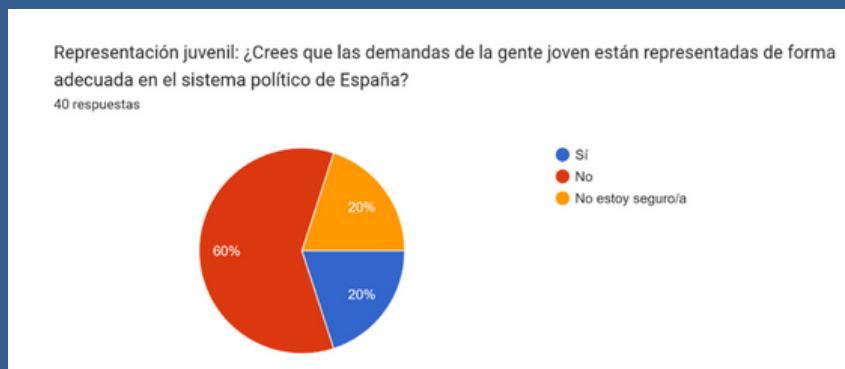
Incertitude (20%) :

Vingt pour cent des répondants ne sont pas certains que les revendications des jeunes soient suffisamment représentées. Cette incertitude pourrait refléter un manque d'information ou de compréhension du processus politique, ou une ambivalence quant à l'efficacité de la représentation politique des jeunes.

## Aperçu général :

Les données révèlent une forte perception chez les jeunes que leurs besoins et leurs revendications ne sont pas satisfaits par le système politique espagnol. 60 % d'entre eux se sentant sous-représentés, un appel clair se fait entendre pour une plus grande inclusion et une meilleure prise en compte des points de vue des jeunes dans l'élaboration des politiques. Le niveau important d'incertitude (20 %) souligne encore davantage la nécessité d'une communication et d'un engagement plus transparents entre les institutions politiques et les jeunes.

Ces résultats suggèrent que répondre aux préoccupations des jeunes et améliorer leur représentation dans le système politique pourrait être essentiel pour accroître leur confiance et leur participation aux processus démocratiques.



## Engagement communautaire

### Analyse de la participation aux activités politiques non électORALES

Sur la base des données concernant la participation à des activités politiques non électORALES :

#### **Manque de participation (72,5 %) :**

- Une large majorité (72,5 %) des répondants ont déclaré n'avoir participé à aucune activité politique en dehors du vote ces dernières années. Cela suggère que, même si de nombreux jeunes votent, ils sont moins susceptibles de s'engager dans d'autres formes d'activisme politique, comme les manifestations, les pétitions ou l'adhésion à un parti politique. Cela pourrait indiquer une préférence pour la participation électORALE traditionnelle par rapport à des formes plus actives d'engagement civique, ou refléter des obstacles à la participation, tels que le manque de temps, de ressources ou d'intérêt.

#### **Participation active (27,5 %) :**

- À l'inverse, 27,5 % des répondants ont participé à des activités politiques non électORALES. Cette minorité représente le segment le plus actif politiquement parmi les jeunes, qui s'engagent dans diverses formes d'activisme au-delà du simple vote. Ces activités peuvent inclure des manifestations, des pétitions ou un engagement auprès d'organisations politiques, témoignant d'un engagement plus profond envers les enjeux politiques.

#### **Aperçu général :**

- Les données indiquent que si le vote demeure une forme principale de participation politique chez les jeunes, on observe une baisse significative de leur implication dans les activités non électORALES. Le fait que près des trois quarts des répondants n'aient pas participé à ces activités met en évidence un manque potentiel d'engagement politique au sens large. Cela pourrait révéler des difficultés ou des obstacles qui empêchent ou découragent les jeunes de jouer un rôle plus actif dans le processus politique au-delà du vote. Encourager une plus grande participation aux activités non électORALES pourrait être essentiel pour favoriser une jeunesse plus engagée et active.



## Obstacles à la participation politique des jeunes

D'après les données concernant les obstacles perçus à la participation des jeunes à la politique :

Se sentir ignoré (29 votes) :

L'obstacle le plus souvent cité, avec 29 votes, est la conviction que les revendications des jeunes ne sont pas entendues. Cela reflète un profond sentiment de désillusion et de frustration chez les jeunes, qui peuvent avoir l'impression que leurs préoccupations et leurs voix sont ignorées par les dirigeants et les institutions politiques. Cette perception peut considérablement affaiblir la motivation à s'engager dans des activités politiques.

Manque d'intérêt (26 votes) :

Le deuxième obstacle le plus fréquent, avec 26 voix, est le manque d'intérêt pour la politique. Cela suggère que de nombreux jeunes ne se sentent pas suffisamment impliqués ou concernés par les questions politiques, ce qui peut entraîner un désengagement et une baisse de la participation. Ce manque d'intérêt pourrait provenir d'une perception que la politique n'a aucun rapport avec leur vie ou d'un sentiment plus général d'apathie.

Manque d'information (21 votes) :

Un nombre significatif de répondants (21 votes) ont identifié le manque d'information comme un obstacle. Cela témoigne d'un manque de connaissances qui empêche les jeunes de comprendre pleinement les processus politiques, les candidats ou les enjeux, ce qui décourage leur participation. Améliorer l'accès à une information politique claire, accessible et pertinente pourrait contribuer à atténuer cet obstacle.

#### Manque de temps (4 votes) :

Un groupe plus restreint (4 voix) a cité le manque de temps comme obstacle. Cela suggère que, pour certains jeunes, les exigences du travail, des études ou d'autres engagements laissent peu de place à l'engagement politique. Cet obstacle pourrait être particulièrement pertinent pour ceux qui doivent concilier plusieurs responsabilités.

#### Manque de motivation et manque d'espaces (1 vote chacun) :

Enfin, un répondant a mentionné le manque de motivation et l'absence d'espaces dédiés à l'engagement politique. Ces facteurs indiquent que, pour une très petite partie des jeunes, des difficultés personnelles et structurelles limitent leur engagement politique.

#### Aperçu général :

Les données mettent en évidence plusieurs obstacles majeurs à la participation des jeunes à la vie politique, le plus important étant le sentiment de ne pas être entendu, suivi du manque d'intérêt et d'information. Ces obstacles révèlent un problème plus large de désengagement et de déconnexion entre les jeunes et le système politique. Relever ces défis – en améliorant la communication, en rendant la politique plus pertinente pour les jeunes et en garantissant l'accès à l'information – pourrait contribuer à accroître la participation politique des jeunes. De plus, offrir des plateformes d'engagement plus efficaces et plus adaptées aux jeunes pourrait renforcer leur implication dans les processus politiques.



## Le rôle de l'éducation dans la préparation à la participation démocratique

Sur la base des données concernant l'efficacité perçue de l'éducation scolaire dans la préparation des jeunes à la participation aux processus démocratiques :

Éducation inefficace (40 %) :

Une part importante (40 %) des répondants estiment que leur scolarité n'a pas été efficace pour les préparer à la participation démocratique. Cela suggère une perception répandue selon laquelle le système éducatif ne leur a pas fourni les connaissances, les compétences ou la motivation nécessaires pour s'engager efficacement dans les processus démocratiques.

Perception neutre (40 %) :

Quarante pour cent des répondants se sentent neutres quant à l'efficacité de leur éducation à cet égard. Cette neutralité pourrait indiquer que ces personnes estiment que leur éducation n'a ni favorisé ni entravé leur capacité à participer à la démocratie. Elles pourraient estimer que d'autres facteurs extérieurs à leur éducation formelle ont joué un rôle plus important dans leur compréhension et leur engagement envers les processus démocratiques.

Très inefficace (10 %) :

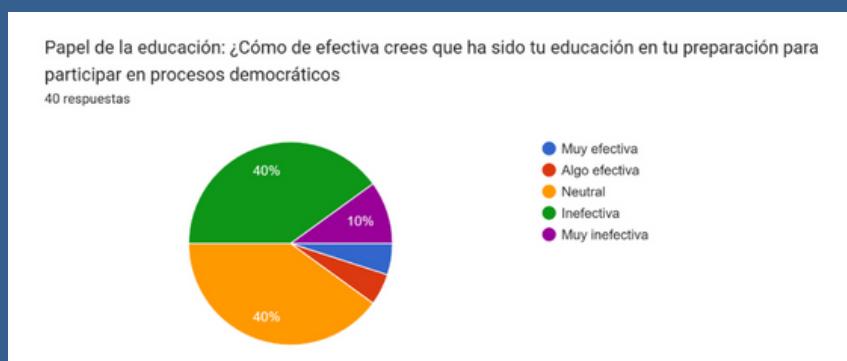
Un groupe plus restreint, soit 10 % des répondants, décrit leur éducation comme très inefficace. Ce point de vue plus extrême témoigne d'une profonde insatisfaction quant à la manière dont leur scolarité a abordé la participation démocratique, révélant une grave lacune en matière d'éducation civique susceptible de contribuer à un désengagement vis-à-vis des processus politiques.

Assez ou très efficace (5 %) :

Seuls 5 % des répondants estiment que leur éducation les a préparés de manière plutôt ou très efficace à la participation démocratique. Ce faible pourcentage suggère que, pour quelques individus, leur scolarité a fourni des outils et des connaissances précieux pour s'engager dans la démocratie, bien que cette expérience soit rare.

Aperçu général :

Les données révèlent une tendance inquiétante : la majorité des répondants (90 %) considèrent leur éducation comme inefficace ou sont neutres quant à son impact sur leur participation démocratique. Cela suggère que l'approche éducative actuelle ne parvient peut-être pas à favoriser la conscience et l'engagement civiques des jeunes. Le fait que seule une petite minorité considère son éducation comme efficace souligne la nécessité d'améliorer significativement l'enseignement des principes démocratiques et de la participation à l'école. Le renforcement de l'éducation civique pourrait être essentiel pour donner aux générations futures les moyens de s'engager activement et efficacement dans les processus démocratiques.



## Défis et soutien

### Principaux défis de la participation communautaire

Les répondants ont identifié les principaux obstacles suivants à la participation aux activités communautaires :

Manque de temps (26 votes) : Les contraintes de temps dues au travail, aux études ou aux obligations personnelles étaient le défi le plus souvent cité, ce qui rendait difficile pour beaucoup de participer activement aux événements communautaires.

Manque d'information (18 votes) : De nombreux répondants n'étaient pas au courant des activités disponibles ou manquaient de détails suffisants pour y participer, ce qui souligne la nécessité d'une meilleure communication.

Manque d'intérêt (13 votes) : Certains répondants ont trouvé que les activités communautaires n'étaient pas pertinentes pour leur vie, ce qui reflète un désengagement plus large envers les problèmes communautaires.

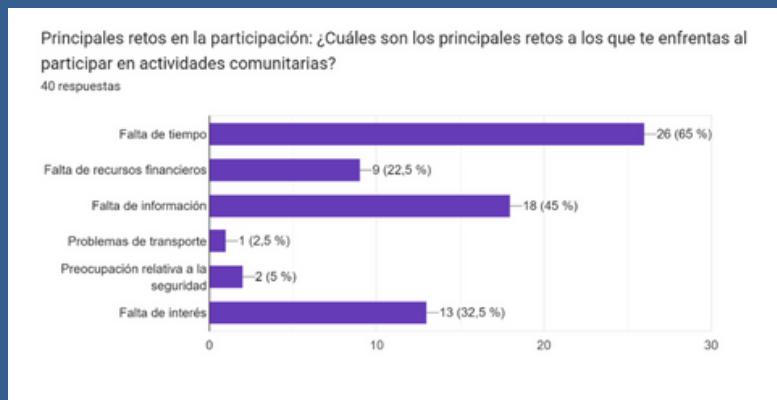
Obstacles financiers : Bien que les votes n'aient pas été spécifiés, les contraintes financières limitent également la participation en raison des coûts associés aux événements, au transport ou aux contributions.

Préoccupations en matière de sécurité (2 votes) : Pour quelques répondants, les préoccupations en matière de sécurité personnelle découragent la participation.

Problèmes de transport (1 vote) : Un répondant a indiqué que le transport était un obstacle logistique à la participation.

Aperçu général :

Les principaux défis à l'engagement communautaire sont le manque de temps, le manque d'information et le manque d'intérêt, auxquels s'ajoutent les problèmes financiers, de sécurité et de transport. Les solutions pourraient inclure une meilleure sensibilisation, des horaires flexibles et des options de participation sûres et abordables pour accroître l'implication des jeunes.



## Soutien des autorités locales aux activités de jeunesse

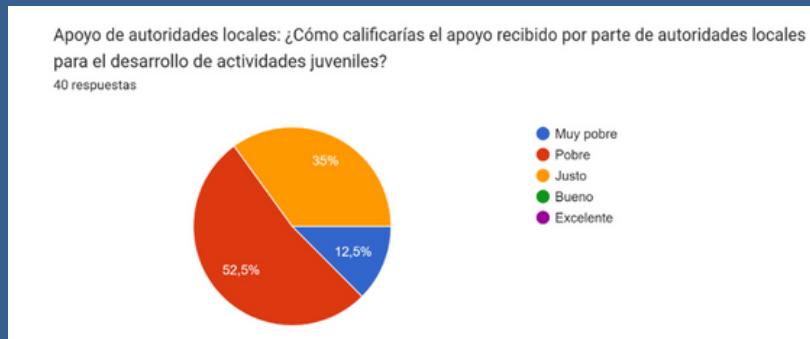
Faible soutien (52,5 %) : La plupart des répondants ont jugé le soutien des autorités locales comme étant faible, indiquant une insatisfaction à l'égard des ressources et de l'aide aux activités des jeunes.

Soutien équitable (35 %) : Certains ont reconnu les efforts locaux, même si ceux-ci ne répondent pas pleinement aux besoins des jeunes.

Soutien très faible (12,5 %) : Un petit groupe a fait état d'une grave insatisfaction, soulignant un manque d'engagement significatif et de ressources de la part des autorités locales.

### Aperçu général :

La plupart des répondants estiment que le soutien du gouvernement local est insuffisant, ce qui souligne la nécessité d'un engagement accru, de davantage de ressources et de stratégies efficaces pour soutenir les activités des jeunes.



## Identification des défis

### Principaux défis de l'engagement dans les processus démocratiques

Les principaux défis auxquels les jeunes sont confrontés dans leur engagement démocratique sont les suivants:

Méfiance envers le système politique (29 votes): L'obstacle le plus important, les répondants exprimant un profond scepticisme quant à l'efficacité et à l'intégrité des institutions politiques, ce qui décourage la participation.

Se sentir ignoré (26 votes): Beaucoup ont le sentiment que leur voix est ignorée par le système politique, ce qui conduit à un désengagement accru.

Manque d'information (21 votes): Les répondants citent un manque de connaissances sur la manière de s'engager dans les processus démocratiques au-delà du vote, ce qui limite leur implication plus profonde.

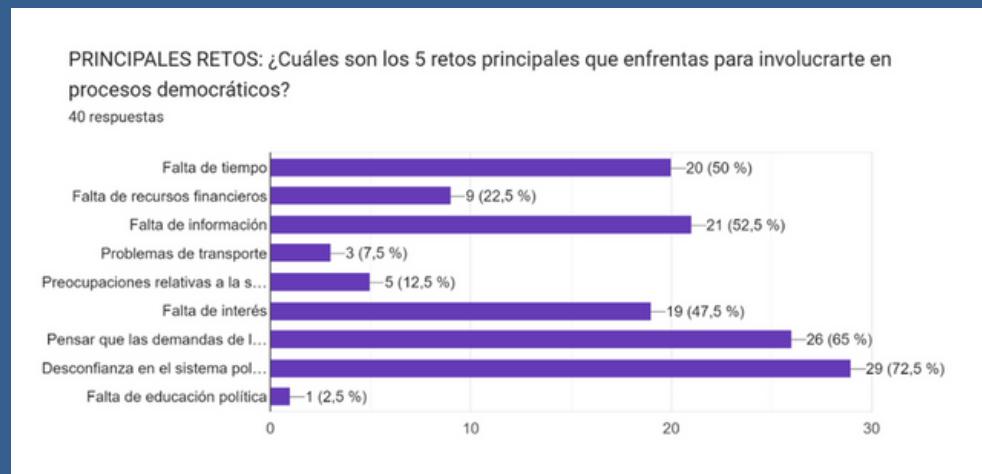
Manque de temps (20 votes): Les responsabilités concurrentes, telles que le travail et les études, limitent le temps disponible pour la participation civique.

Manque d'intérêt (19 votes): Certains répondants trouvent les processus démocratiques peu engageants ou non pertinents, ce qui réduit leur implication.

Autres défis: les problèmes de sécurité, les problèmes de transport et le manque d'éducation politique, bien que moins fréquemment cités, entravent également la participation.

Aperçu général :

Les principaux obstacles à l'engagement démocratique des jeunes sont la méfiance, le sentiment d'être ignoré et le manque d'information, ainsi que les contraintes de temps et le désintérêt. Relever ces défis – en rétablissant la confiance dans les institutions politiques, en amplifiant la voix des jeunes, en améliorant l'éducation civique et en rendant l'engagement plus accessible – pourrait encourager une plus grande participation des jeunes aux processus démocratiques. Un répondant a notamment souligné le « manque d'éducation politique » comme un obstacle supplémentaire.



# Évaluation des initiatives et des actions en Espagne

Pour relever les défis identifiés dans le rapport, plusieurs initiatives ciblées pourraient contribuer à impliquer les jeunes dans les processus démocratiques et à lever les obstacles auxquels ils sont confrontés. Voici quelques recommandations :

## Réforme de l'éducation civique

L'un des défis les plus importants auxquels sont confrontés les jeunes dans leur participation aux processus démocratiques réside dans l'insuffisance de leur éducation formelle pour les préparer à une citoyenneté active. Selon les résultats de l'enquête, de nombreux jeunes affirment que leur éducation ne leur a pas permis d'acquérir les connaissances, les compétences ou la confiance nécessaires pour participer pleinement aux systèmes démocratiques. Il s'agit d'une lacune cruciale, car la démocratie repose sur la participation éclairée de ses citoyens, et ne pas préparer les jeunes à ce rôle risque de compromettre la santé des sociétés démocratiques à long terme.

Pour remédier à cette situation, il est urgent de réformer en profondeur l'éducation civique dans les écoles. L'éducation civique traditionnelle se concentre souvent sur les aspects théoriques de la gouvernance, mais néglige de proposer des expériences pratiques et concrètes permettant aux élèves de comprendre le fonctionnement de la démocratie au quotidien. Un programme modernisé devrait non seulement couvrir les principes fondamentaux des valeurs démocratiques et des structures politiques, mais aussi aborder des questions plus pratiques comme la manière d'interagir avec les représentants, l'importance du vote, le rôle de la société civile et la prise de décisions politiques.

Cela peut être réalisé en intégrant des méthodes d'apprentissage interactives au programme, telles que des simulations de processus démocratiques, des débats politiques et des ateliers de culture politique. Ces activités aideraient les élèves à apprêhender la démocratie comme un concept dynamique et participatif, plutôt que comme un concept abstrait.

Des simulations interactives pourraient recréer des scénarios réels, comme des réunions gouvernementales locales ou des campagnes électorales, permettant aux élèves de se mettre dans la peau d'hommes politiques, d'électeurs et de militants. En participant directement à des processus politiques simulés, les jeunes comprendraient mieux l'importance de leur rôle de participants actifs. Les débats, quant à eux, pourraient développer l'esprit critique et encourager les élèves à s'ouvrir à des perspectives différentes, essentielles pour apprêhender les complexités du discours démocratique. Des ateliers d'éducation politique pourraient proposer des leçons ciblées sur l'analyse critique de l'actualité, la distinction entre les sources d'information fiables et la désinformation, et l'approche des enjeux politiques via les plateformes numériques.

L'impact d'une telle réforme serait profond. En rendant l'éducation civique plus pertinente et plus concrète, les écoles formeraient des jeunes adultes confiants dans leur capacité à participer aux processus politiques. Ils quitteraient l'école avec les compétences nécessaires pour s'engager dans des actions démocratiques significatives, qu'il s'agisse de voter, de contacter un élu, de participer à des manifestations publiques ou même de se présenter aux élections. Plus important encore, ces réformes contribueraient à développer chez les jeunes un sentiment d'autonomie, leur permettant de se considérer non pas comme des observateurs passifs, mais comme des contributeurs actifs à l'avenir politique de leur pays et au-delà.

## Digital Engagement Platforms

---

In today's fast-paced world, one of the most prominent challenges young people face in engaging with democratic processes is the lack of time and easy access to accurate, digestible information. As revealed in the survey, time constraints and the overwhelming amount of political information available create significant barriers to participation. Many young people are balancing education, work, and personal commitments, leaving little room for them to actively engage with politics in a meaningful way. Furthermore, traditional media and political communication methods often fail to reach youth effectively or present information in a format that feels relevant or accessible to their daily lives.

To overcome these barriers, there is a growing need to develop user-friendly digital engagement platforms specifically tailored to the needs and habits of young people. These platforms could offer bite-sized, easy-to-understand political content, breaking down complex issues into concise, accessible summaries. For example, short news updates, infographics, and explainer videos could provide young people with the essential information they need to stay informed about current events and political developments. By delivering content in this manner, platforms could make it easier for users to grasp key political issues without requiring extensive time commitments. Furthermore, these platforms could be designed to be mobile-first, ensuring that they fit seamlessly into the lives of young people who rely heavily on smartphones for accessing information.

One of the core features of such platforms could be a section dedicated to upcoming elections, including details on candidates, party policies, and voter registration procedures. By offering summaries of party manifestos or side-by-side comparisons of candidate platforms, these platforms could help users make informed decisions in a fraction of the time it would normally take. Additionally, interactive tools could guide young users through the voting process, explaining where and how to cast their ballots and demystifying the sometimes complicated bureaucratic aspects of elections.

## Plateformes d'engagement numérique

---

Dans le monde trépidant d'aujourd'hui, l'un des principaux défis auxquels les jeunes sont confrontés pour s'engager dans les processus démocratiques est le manque de temps et d'accès à des informations précises et compréhensibles. Comme le révèle l'enquête, les contraintes de temps et la masse d'informations politiques disponibles constituent des obstacles importants à la participation. Nombreux sont les jeunes qui doivent concilier études, travail et engagements personnels, ce qui leur laisse peu de marge de manœuvre pour s'engager activement et concrètement en politique. De plus, les médias et les méthodes de communication politique traditionnels ne parviennent souvent pas à atteindre efficacement les jeunes ou à présenter l'information dans un format pertinent et accessible à leur quotidien.

Pour surmonter ces obstacles, il est de plus en plus nécessaire de développer des plateformes d'engagement numérique conviviales, spécifiquement adaptées aux besoins et aux habitudes des jeunes. Ces plateformes pourraient proposer des contenus politiques concis et faciles à comprendre, décomposant des sujets complexes en résumés concis et accessibles. Par exemple, de courts bulletins d'information, des infographies et des vidéos explicatives pourraient fournir aux jeunes les informations essentielles pour se tenir informés de l'actualité et des développements politiques. En diffusant du contenu de cette manière, les plateformes pourraient permettre aux utilisateurs de mieux comprendre les enjeux politiques clés sans investir beaucoup de temps. De plus, ces plateformes pourraient être conçues pour être mobiles, garantissant ainsi leur intégration parfaite dans la vie des jeunes qui dépendent fortement des smartphones pour accéder à l'information.

L'une des fonctionnalités clés de ces plateformes pourrait être une section dédiée aux prochaines élections, incluant des informations sur les candidats, les politiques des partis et les procédures d'inscription sur les listes électorales. En proposant des résumés des manifestes des partis ou des comparaisons des programmes des candidats, ces plateformes pourraient aider les utilisateurs à prendre des décisions éclairées en un temps record. De plus, des outils interactifs pourraient guider les jeunes utilisateurs tout au long du processus de vote, en leur expliquant où et comment voter et en démystifiant les aspects bureaucratiques parfois complexes des élections.

Un autre élément important pourrait être des réunions publiques virtuelles ou des forums où les jeunes pourraient dialoguer directement avec les élus. Ces réunions publiques offriraient un espace pour des séances de questions-réponses en direct, des débats et des discussions entre les dirigeants politiques et leurs administrés. En exploitant la diffusion vidéo et les fonctionnalités de chat, les plateformes numériques pourraient permettre une interaction en temps réel entre les jeunes et les décideurs politiques, rendant le processus démocratique plus immédiat et pertinent. Les jeunes se sentent souvent déconnectés des formes traditionnelles d'engagement politique, mais la possibilité de poser des questions directement et de recevoir des réponses en temps réel pourrait favoriser un plus grand sentiment d'implication et d'investissement personnel dans les résultats politiques.

L'impact des plateformes d'engagement numérique serait transformateur. En proposant du contenu politique de manière accessible et rapide, elles élimineraient de nombreux obstacles qui empêchent les jeunes de participer aux processus démocratiques. Les jeunes n'auraient plus besoin de passer des heures à éplucher des rapports politiques denses ou à naviguer sur des sites web électoraux complexes. Ils pourraient désormais accéder à l'information dont ils ont besoin du bout des doigts, intégrant ainsi l'engagement démocratique à leur quotidien. De plus, les assemblées publiques virtuelles et les fonctionnalités interactives contribueraient à combler le fossé entre les responsables politiques et les jeunes, créant un canal de communication direct permettant aux jeunes électeurs d'exprimer leurs préoccupations et de s'impliquer dans l'élaboration des politiques qui les concernent.



## **Conseils consultatifs de la jeunesse**

L'un des défis les plus urgents révélés par l'enquête est le sentiment de déconnexion et de sous-estimation que ressentent de nombreux jeunes à l'égard des systèmes politiques. Un nombre important de répondants ont exprimé leur frustration de ne pas être entendus ou pris au sérieux dans les processus décisionnels. Cette aliénation peut conduire au désengagement, car les jeunes se sentent souvent impuissants à influencer les décisions politiques qui affectent directement leur vie. Les structures de gouvernance traditionnelles, qui tendent à privilégier les points de vue des générations plus âgées, négligent souvent les préoccupations et les perspectives uniques des jeunes générations. Pour y remédier, il est crucial de créer des mécanismes institutionnels qui impliquent activement les jeunes dans l'élaboration des politiques et des décisions qui les concernent.

Une solution efficace consiste à créer des conseils consultatifs de jeunes aux niveaux local, national et même européen. Ces conseils offriraient des plateformes structurées permettant aux jeunes d'interagir directement avec les décideurs politiques et les représentants des gouvernements. Ils serviraient de passerelle entre les jeunes citoyens et les institutions politiques, offrant un espace formalisé où les jeunes pourraient exprimer leurs préoccupations, proposer des idées politiques et donner leur avis sur les enjeux actuels. Ces conseils seraient composés d'un groupe diversifié de jeunes, représentant divers profils démographiques, origines et régions, garantissant ainsi la prise en compte de l'ensemble des points de vue des jeunes.

Au niveau local, les conseils consultatifs de jeunes pourraient aborder des questions spécifiques aux municipalités ou aux régions, telles que le développement urbain, l'éducation ou les transports. En participant aux réunions régulières du conseil, les jeunes pourraient exprimer leur point de vue sur les politiques locales, garantissant ainsi que les décisions reflètent les besoins et les préférences de la jeune population. Ces conseils offriraient également aux jeunes l'occasion de collaborer directement avec les élus locaux, favorisant ainsi une plus grande confiance et une meilleure compréhension entre les générations.

À mesure que les représentants des jeunes établissent des relations avec les décideurs politiques, ils acquièrent une expérience inestimable en matière de négociation politique, de plaidoyer et de leadership, ce qui leur permet de contribuer de manière significative à la société.

À l'échelle nationale, les conseils consultatifs de jeunes pourraient avoir un impact encore plus large, contribuant aux discussions sur des questions clés telles que l'emploi, la justice sociale, le changement climatique et la réforme de l'éducation. Ces conseils pourraient être institutionnalisés au sein des structures gouvernementales, peut-être même au sein des parlements nationaux ou des bureaux exécutifs, avec pour mandat d'examiner et de formuler des recommandations sur les projets de loi en cours. Les gouvernements s'engageraient à prendre en compte les contributions de ces conseils et à mettre en œuvre leurs recommandations, garantissant ainsi que la voix des jeunes soit non seulement entendue, mais aussi intégrée à l'élaboration des politiques. Cette implication directe permettrait aux jeunes de se sentir davantage valorisés et convaincus que leurs contributions ont un impact tangible sur l'orientation politique de leur pays.

Au niveau de l'UE, les conseils consultatifs de la jeunesse pourraient jouer un rôle déterminant dans la résolution des problèmes transnationaux qui touchent de manière disproportionnée les jeunes, tels que les droits numériques, la mobilité, la durabilité environnementale et le chômage des jeunes. Un conseil consultatif européen de la jeunesse pourrait collaborer avec des institutions telles que le Parlement européen, la Commission européenne et le Conseil de l'Europe afin de fournir un aperçu de l'impact des politiques de l'UE sur la jeunesse des États membres. Un tel organisme encouragerait la collaboration entre les jeunes de différents pays, promouvant ainsi un sentiment de solidarité européenne et une responsabilité partagée pour façonner l'avenir du continent.

L'impact des conseils consultatifs de jeunes serait transformateur, tant pour les jeunes que pour les systèmes politiques dans lesquels ils interagissent. En créant des espaces formels de participation des jeunes, ces conseils garantiraient que leurs voix soient activement incluses dans le processus décisionnel. Le sentiment d'autonomie que procure le fait d'être écouté et respecté par les personnes au pouvoir encouragerait davantage de jeunes à s'engager en politique, brisant ainsi les barrières du cynisme et de l'apathie qui les empêchent souvent de participer aux processus démocratiques.

En outre, les gouvernements et les institutions bénéficieraient des perspectives nouvelles et des idées novatrices que les jeunes apportent, rendant les politiques plus pertinentes et plus adaptées aux besoins des générations futures.

En plus de favoriser une plus grande inclusion, les conseils consultatifs de jeunes permettraient également de former une nouvelle génération de citoyens engagés politiquement. En offrant aux jeunes l'opportunité de se familiariser avec la gouvernance et l'élaboration des politiques de l'intérieur, ces conseils leur donneraient les compétences et l'expérience nécessaires pour assumer des rôles de leadership à l'avenir. Leurs membres pourraient servir d'ambassadeurs de l'engagement politique des jeunes, incitant leurs pairs à s'impliquer dans la défense des droits, le vote et l'organisation communautaire. Cet effet d'entraînement contribuerait à une démocratie plus dynamique et participative, dans laquelle les jeunes joueraient un rôle actif dans le façonnement de leurs sociétés.



## Débats et événements axés sur les jeunes

L'enquête révèle un problème commun : les jeunes se sentent déconnectés des processus politiques, percevant la politique comme inadaptée à leurs besoins spécifiques. Nombre d'entre eux perçoivent le discours politique dominant comme distant, s'adressant principalement aux générations plus âgées, ce qui nourrit un sentiment d'aliénation. Ce désengagement n'est pas dû à l'apathie, mais plutôt à la conviction que le système politique ne représente pas véritablement les intérêts des jeunes.

Pour combler ce fossé, l'organisation de débats et d'événements destinés aux jeunes peut contribuer à reconnecter les jeunes à la politique. En axant les discussions sur des questions telles que l'éducation, l'emploi, le changement climatique et la justice sociale, ces événements peuvent créer un espace où les jeunes se sentent reconnus et valorisés. Organisés dans des lieux accessibles ou en ligne, les débats des jeunes permettent une interaction directe avec les personnalités politiques par le biais de discussions en direct, de tables rondes et de séances de questions-réponses, favorisant ainsi un engagement actif et contribuant à déconstruire l'idée que la politique est déconnectée du quotidien. De plus, l'utilisation des réseaux sociaux et des influenceurs populaires peut accroître la portée et l'attrait de ces événements, rendant les discussions politiques accessibles dans des formats familiers aux jeunes.

Les assemblées publiques et les forums de jeunes offrent des espaces supplémentaires pour un engagement politique constructif et informel. Ces événements peuvent encourager les jeunes à partager leurs points de vue sur les politiques qui les concernent et à réfléchir à des solutions aux problèmes urgents. En interagissant directement avec les élus dans un format ouvert et interactif, les jeunes sont encouragés à jouer un rôle plus actif dans les processus démocratiques. Ces forums donnent à la politique un caractère immédiat et personnel, brisant ainsi l'image d'une prise de décision politique distante et inaccessible.

Pour stimuler davantage l'engagement, l'intégration des réseaux sociaux et des plateformes numériques est essentielle. Des collaborations avec des influenceurs populaires auprès des jeunes, tels que des YouTubeurs, des créateurs de TikTok ou des personnalités d'Instagram, pourraient contribuer à promouvoir des événements, à animer des discussions ou à faciliter des séances de questions-réponses avec des représentants politiques. L'interactivité en temps réel sur des plateformes comme YouTube Live ou Twitter permet aux jeunes participants d'exprimer leurs opinions et de poser des questions directement, rendant l'expérience engageante et adaptée à leurs habitudes de communication. Ces stratégies permettent aux discussions politiques d'atteindre les jeunes publics là où ils sont le plus actifs, rendant la politique plus accessible et attrayante.

# Principales tendances en matière de participation des jeunes

La participation des jeunes en Espagne évolue. Ils contribuent activement à l'engagement démocratique en votant, en plaident pour une plus grande représentation et en exploitant les plateformes numériques pour le discours politique. Ces tendances témoignent d'un engagement croissant à influencer le changement sociétal et d'une volonté d'innovation.



## **Forte dépendance aux médias numériques comme source d'information et d'engagement politique :**

La jeunesse espagnole dépend de plus en plus des plateformes numériques, notamment des réseaux sociaux comme Instagram, Twitter et TikTok, pour s'informer et s'engager politiquement. Les espaces numériques offrent aux jeunes un moyen rapide et accessible de s'informer et de participer aux discussions ; cependant, cette dépendance les expose également à des points de vue polarisés, à la désinformation et parfois à des informations superficielles ou biaisées. Si les plateformes numériques sont précieuses pour toucher les jeunes, cette tendance souligne l'importance de l'éducation aux médias pour les aider à naviguer l'information en ligne de manière critique. Développer des compétences numériques est essentiel pour garantir un engagement éclairé et constructif envers les contenus politiques.



## **Désir croissant de représentation et d'inclusion dans les processus politiques :**

En Espagne, de nombreux jeunes expriment haut et fort leur souhait d'un système politique qui reflète mieux leurs valeurs et leurs préoccupations. Cette volonté témoigne d'une forte demande de représentation et d'inclusion dans l'élaboration des politiques. Loin d'être passifs, les jeunes Espagnols souhaitent s'engager sur les questions qui les concernent, du changement climatique à l'emploi et à la justice sociale. Leur souhait exprimé d'une représentation significative offre aux institutions politiques l'occasion d'établir un lien avec les jeunes, en faisant preuve de réactivité et d'inclusion, ce qui peut instaurer la confiance et favoriser une génération plus engagée.



## **Manifestations de jeunes et mouvements de justice sociale**

Les manifestations menées par des jeunes pour l'égalité des sexes et les droits LGBTQ+ sont devenues un élément important du paysage civique. La jeunesse espagnole a activement participé aux manifestations de la Journée internationale des femmes, soutenant l'égalité des sexes, s'opposant aux violences sexistes et exigeant l'égalité des chances pour les femmes. Dans le sillage des mouvements de justice sociale, tels que Black Lives Matter, la jeunesse espagnole a également organisé et rejoint des manifestations pour l'égalité raciale et l'inclusion en Espagne, sensibilisant ainsi à des questions qui ne sont pas toujours abordées dans le discours politique local.

Ces actions civiques montrent que lorsque des problèmes affectent directement leur vie et correspondent à leurs valeurs, les jeunes en Espagne sont non seulement disposés à s'engager dans des manifestations publiques et des mouvements sociaux, utilisant ces plateformes pour faire pression en faveur d'un changement sociétal et amplifier leur voix sur des questions qu'ils estiment sous-représentées dans la politique traditionnelle.

# Identifier les défis qui affectent la participation et l'engagement des jeunes dans les processus démocratiques

## 1

### **Méfiance envers le système politique**

Le défi le plus critique identifié est le niveau élevé de méfiance envers le système politique, 77,3 % des répondants le désignant comme un obstacle. Cela indique que les jeunes sont non seulement désengagés en raison de contraintes externes telles que le manque de temps et d'information, mais aussi profondément sceptiques quant à l'équité et à la transparence des institutions politiques. Pour remédier à ce problème, il faudra non seulement améliorer la communication, mais aussi mener des réformes systémiques afin d'instaurer la confiance et de démontrer que les systèmes politiques peuvent contribuer au bien-être de tous, y compris des jeunes générations.

## 2

### **Manque d'information**

Le défi le plus critique identifié est le niveau élevé de méfiance envers le système politique, 77,3 % des répondants le désignant comme un obstacle. Cela indique que les jeunes sont non seulement désengagés en raison de contraintes externes telles que le manque de temps et d'information, mais aussi profondément sceptiques quant à l'équité et à la transparence des institutions politiques. Pour remédier à ce problème, il faudra non seulement améliorer la communication, mais aussi mener des réformes systémiques afin d'instaurer la confiance et de démontrer que les systèmes politiques peuvent contribuer au bien-être de tous, y compris des jeunes générations.

# 3

## Se sentir sous-estimé

Un autre défi majeur est le sentiment de ne pas être valorisé, exprimé par plus de la moitié des participants. Les jeunes peuvent avoir l'impression que leurs contributions sont négligées ou que leur participation ne produit pas de résultats tangibles. Ce problème peut provenir d'un manque de confiance dans les systèmes politiques, où la voix des jeunes est soit ignorée, soit symbolique. Pour y remédier, les institutions démocratiques devraient envisager des mécanismes qui intègrent visiblement la contribution des jeunes aux processus décisionnels, garantissant ainsi que leurs efforts soient reconnus et efficaces.

# 4

## Manque d'intérêt

Le manque d'intérêt arrive en troisième position, 43,2 % des répondants le considérant comme un défi. Si cela peut refléter un désengagement général, il est aussi probablement dû au manque d'éducation politique et de modèles pertinents pour les jeunes. Améliorer l'éducation civique en résonance avec les expériences et les préoccupations des jeunes générations peut contribuer à susciter un intérêt plus sincère pour les processus démocratiques.

# 5

## Contraintes de temps

Pour 40,9 % des répondants, le manque de temps constitue un obstacle majeur. Ce défi est particulièrement important pour les jeunes qui doivent concilier études, travail et autres responsabilités. Les méthodes traditionnelles de participation démocratique, comme la participation à des événements ou réunions politiques, peuvent être difficiles à mettre en œuvre pour les jeunes ayant un emploi du temps chargé. Pour pallier ce problème, des méthodes de participation plus flexibles et innovantes (par exemple, des plateformes numériques d'engagement civique) pourraient faciliter l'accès à la participation.

# Rapport d'évaluation WP1

Ce rapport d'évaluation offre un aperçu complet de l'engagement des jeunes dans les processus démocratiques en Espagne, analysant les obstacles, les résultats et les recommandations des récentes initiatives visant à renforcer leur participation. Les conclusions s'appuient sur les résultats d'enquêtes, d'activités pédagogiques et d'ateliers, dressant un tableau détaillé des défis et des opportunités pour promouvoir la citoyenneté active des jeunes.

## Principaux obstacles à l'engagement des jeunes

### Principaux obstacles à l'engagement des jeunes

- Sentiment de ne pas être entendu : De nombreux jeunes ont le sentiment que leur voix n'est pas valorisée au sein du système politique, ce qui conduit à la désillusion et au désengagement.
- Désintérêt et détachement politiques : L'absence de discours politique pertinent contribue à l'apathie politique généralisée chez les jeunes, car ils se sentent souvent déconnectés des problèmes qui les touchent directement.
- Informations limitées : L'accès insuffisant aux informations sur les processus politiques et les candidats entrave une participation significative, car les jeunes ne se sentent pas préparés à s'engager ou à prendre des décisions éclairées.
- Contraintes de temps : Équilibrer le travail, les études et les engagements personnels pose des défis importants, laissant peu de temps à l'engagement politique.
- Absence d'espaces dédiés à l'engagement : Les jeunes ont exprimé un fort besoin d'espaces dédiés pour discuter et s'engager sur des questions politiques, qui sont actuellement insuffisamment disponibles.

## Défis structurels et sociétaux

Système électoral et déconnexion politique : le système électoral à liste fermée de l'Espagne et la perception d'une déconnexion entre les dirigeants politiques et les besoins de la société contribuent au sentiment de non-représentation des jeunes.

Individualisme culturel et apathie : une culture d'individualisme, de consumérisme et d'apathie décourage l'action collective, freinant encore davantage l'engagement des jeunes.

Bureaucratie et politisation des organisations de jeunesse : La bureaucratie excessive et les associations de jeunesse politisées entravent les formes alternatives de participation, créant des obstacles supplémentaires pour que les jeunes s'engagent de manière significative dans la vie politique.

## Principales conclusions des initiatives éducatives

Sensibilisation aux enjeux mondiaux : Les jeunes ont démontré leur connaissance des Objectifs de développement durable (ODD), notamment en matière d'égalité, d'éducation et d'action climatique, reflétant leur compréhension des enjeux mondiaux et des responsabilités civiques.

Compréhension démocratique et idéalisme : les participants ont associé la démocratie à la « liberté », aux « droits » et à « l'égalité », démontrant ainsi une compréhension idéale mais solide des valeurs démocratiques.

- Désillusion à l'égard des partis politiques : La méfiance à l'égard des partis politiques et les défis institutionnels sont apparus comme des obstacles majeurs, soulignant le décalage persistant entre les jeunes et les structures politiques traditionnelles.
- Responsabilité du renouveau démocratique : Les jeunes se sont identifiés, ainsi que les partis politiques et les entités gouvernementales, comme des contributeurs essentiels à la revitalisation démocratique, suggérant une volonté de participer aux changements systémiques parallèlement au soutien institutionnel.

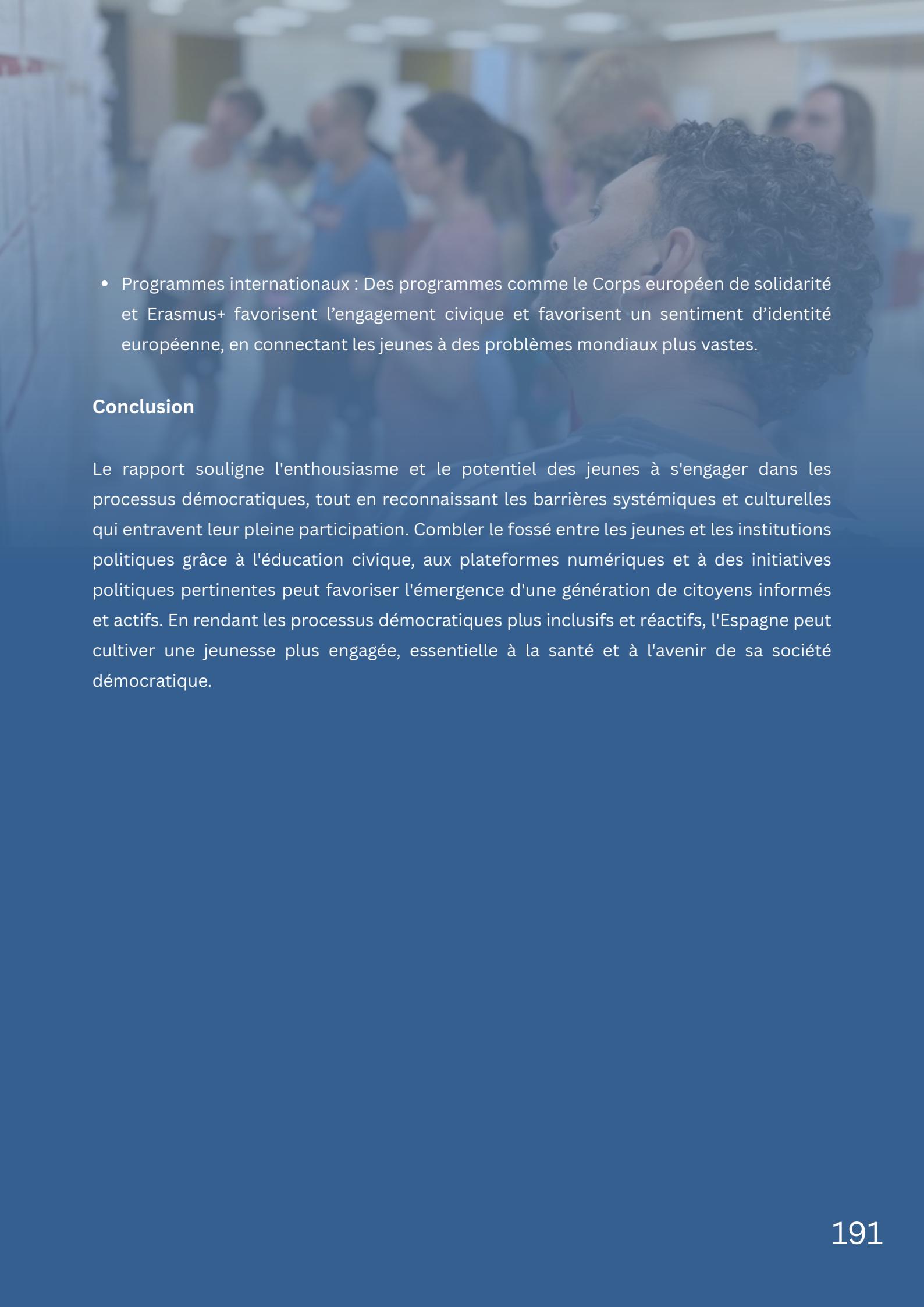
## Recommandations

- Améliorer l'éducation civique : les résultats soulignent la nécessité d'une éducation civique qui intègre la pensée critique et des simulations pratiques, aidant les jeunes à comprendre l'impact des actions et des systèmes politiques.
- Créer des plateformes d'engagement numérique : les plateformes numériques peuvent offrir des espaces accessibles aux jeunes pour communiquer avec les représentants et exprimer leurs préoccupations, comblant potentiellement le manque de confiance dans les canaux politiques traditionnels.
- Mettre l'accent sur les initiatives politiques centrées sur les jeunes : les institutions politiques devraient donner la priorité aux questions qui touchent les jeunes, telles que le changement climatique et la justice sociale, afin de favoriser un plus grand sentiment de connexion et de responsabilité.
- Réduire la bureaucratie dans les organisations de jeunesse : simplifier les processus pour les associations de jeunesse peut éliminer les obstacles à la participation alternative, permettant une présence des jeunes plus engagée et plus dynamique en politique.

## Mesures existantes et initiatives gouvernementales

Le gouvernement espagnol a déjà mis en œuvre plusieurs mesures pour lutter contre le désengagement des jeunes, notamment :

- Politiques axées sur les jeunes : Les réformes, telles que les ajustements du marché du travail et les politiques favorables aux jeunes, visent à créer des conditions favorables à l'engagement des jeunes en améliorant la stabilité de l'emploi et du logement.
- Programmes de participation et de bénévolat : Le Plan de relance, de transformation et de résilience encourage la participation des jeunes aux initiatives sociopolitiques, notamment en abaissant l'âge de vote et en augmentant le soutien aux organisations de jeunesse.

- 
- Programmes internationaux : Des programmes comme le Corps européen de solidarité et Erasmus+ favorisent l'engagement civique et favorisent un sentiment d'identité européenne, en connectant les jeunes à des problèmes mondiaux plus vastes.

## Conclusion

Le rapport souligne l'enthousiasme et le potentiel des jeunes à s'engager dans les processus démocratiques, tout en reconnaissant les barrières systémiques et culturelles qui entravent leur pleine participation. Combler le fossé entre les jeunes et les institutions politiques grâce à l'éducation civique, aux plateformes numériques et à des initiatives politiques pertinentes peut favoriser l'émergence d'une génération de citoyens informés et actifs. En rendant les processus démocratiques plus inclusifs et réactifs, l'Espagne peut cultiver une jeunesse plus engagée, essentielle à la santé et à l'avenir de sa société démocratique.

# 6 recommandations pratiques

Sur la base de la recherche et de l'analyse des obstacles à la participation des jeunes aux processus démocratiques, les six recommandations pratiques suivantes sont proposées pour relever les défis identifiés et promouvoir un engagement plus inclusif des jeunes :

## Renforcer les programmes d'éducation civique :

Les résultats de la campagne ont souligné la nécessité d'une éducation civique solide pour combler les lacunes des jeunes. De nombreux participants estimaient que leur éducation manquait de préparation à l'engagement démocratique, souvent en raison d'une interaction limitée avec les processus démocratiques réels.

### Recommandations

- Développer le programme d'éducation civique : inclure des modules interactifs couvrant les structures démocratiques, les processus électoraux et les rôles politiques individuels pour aider les étudiants à acquérir des connaissances pratiques et de la confiance.
- Simulations et apprentissage expérientiel : mettre en œuvre des activités telles que des débats, des élections modèles et des jeux de rôle pour rendre l'apprentissage civique plus engageant et pratique.
- Inclure des perspectives diverses : Proposer des études de cas sur différents modèles démocratiques à l'échelle mondiale pour offrir aux jeunes une compréhension plus large de la démocratie dans la pratique.

## Développer des plateformes d'engagement numérique :

Les contraintes de temps et l'accès limité à l'information ont été cités comme des obstacles importants à l'engagement. Les outils numériques pourraient offrir aux jeunes des moyens plus simples et plus accessibles de s'informer et d'interagir avec le contenu politique.

### Recommandations

- Applications conviviales pour la sensibilisation politique : développez des applications ou des plateformes contenant des informations succinctes sur des sujets politiques, des politiques récentes et des résumés des plateformes des partis pour tenir les jeunes informés.
- Assemblées publiques virtuelles : organisez des séances virtuelles où les jeunes peuvent entrer en contact directement avec des représentants politiques, poser des questions et discuter de leurs préoccupations.
- Modules d'apprentissage ludiques : intégrez des quiz, du contenu interactif et des récompenses pour rendre l'apprentissage des responsabilités civiques engageant et aligné sur les intérêts numériques.

## Créer des conseils consultatifs de jeunes

L'une des principales conclusions de la campagne est que les jeunes se sentent souvent sous-estimés et déconnectés des systèmes politiques, avec des canaux limités pour exprimer leurs opinions.

## Recommandations

- Créer des conseils de jeunesse locaux et nationaux : Créer des conseils de jeunesse aux niveaux local, national et européen où les jeunes peuvent partager leurs points de vue sur les questions politiques.
- Institutionnaliser la contribution des jeunes : S'engager au sein des institutions politiques à prendre activement en compte les recommandations des conseils de jeunes et à agir en conséquence, renforçant ainsi leur rôle dans l'élaboration des politiques.
- Sommets annuels des jeunes : Organisez un sommet annuel des jeunes où les membres du conseil et les représentants peuvent participer à des discussions structurées sur des questions urgentes.

## Favoriser les événements de dialogue intergénérationnel

Le manque de connexion entre les générations sur les questions politiques était évident, les jeunes se sentant souvent incompris ou mis à l'écart par les générations plus âgées occupant des postes de pouvoir.

## Recommandations

- Forums intergénérationnels : Organiser des forums et des réunions publiques où les jeunes et les personnes âgées peuvent discuter de questions politiques, favorisant ainsi la compréhension mutuelle.
- Programmes de mentorat : Développer des initiatives de mentorat associant des jeunes à des professionnels politiques expérimentés pour créer des réseaux et partager des connaissances.
- Projets d'engagement communautaire : Impliquer les jeunes dans les initiatives du gouvernement local, leur permettant de travailler aux côtés des adultes et d'acquérir une expérience de première main dans la prise de décision communautaire.

## **Promouvoir la participation politique par le biais de campagnes sur les réseaux sociaux**

Exploiter le potentiel des réseaux sociaux pour lancer des campagnes continues ciblant les jeunes afin de les sensibiliser aux enjeux politiques, d'encourager le dialogue et de mettre en avant leur contribution aux processus démocratiques. Ces campagnes doivent être co-crées avec les jeunes et inclure des contenus engageants tels que des témoignages vidéo, des séances de questions-réponses en temps réel avec des dirigeants politiques et des sondages interactifs, rendant ainsi la participation politique plus accessible et attrayante pour les jeunes publics.

En mettant en œuvre ces recommandations, les gouvernements et les organisations peuvent contribuer à combler le fossé entre les jeunes et les processus démocratiques, favorisant ainsi une jeunesse plus engagée et plus représentative en politique.

## **Simplifier les processus bureaucratiques pour les organisations de jeunesse**

Simplifier les procédures administratives liées à la création et au maintien des associations de jeunes, facilitant ainsi l'organisation et la participation des jeunes à des actions politiques et civiques. La réduction des obstacles administratifs favorisera des formes d'engagement plus locales et alternatives, favorisant ainsi une culture d'action collective plus forte.



# RAPPORT FRANCE

DIANA – DIVERSITÉ INTELLIGENCE AUTONOMIE NEURODIVERSITÉ  
ATYPIQUE – FRANCE

# Evaluation de l'état actuel de la participation des jeunes et de l'engagement démocratique en France

Cette étude, commandée par le Conseil national de la jeunesse (CNJ), examine les facteurs clés qui influencent la participation et l'engagement démocratique des jeunes en France. Visant à aider le CNJ à mieux comprendre les facteurs qui motivent ou freinent l'engagement des jeunes dans les processus politiques et civiques, l'étude identifie un ensemble de facteurs contextuels et sociaux qui façonnent l'engagement civique des jeunes. En cartographiant ces dynamiques, l'étude vise à fournir une compréhension fondamentale qui soutiendra la mission plus large du CNJ, qui est de promouvoir une participation plus active des jeunes à la vie démocratique.

En se concentrant sur les études existantes en sociologie, en sciences politiques, en psychologie et dans d'autres disciplines, cette revue révèle que les attitudes envers l'engagement politique se forment souvent tôt dans la vie, faisant de la jeunesse une étape essentielle pour favoriser les comportements civiques.

Cependant, malgré des recherches approfondies, la compréhension actuelle des attitudes et comportements politiques des jeunes en France reste incomplète. Si de multiples méthodes, telles que les enquêtes, les groupes de discussion et les entretiens, ont permis de mieux comprendre les fondements sociaux et psychologiques de l'engagement des jeunes, des recherches plus approfondies sont nécessaires pour clarifier comment différents facteurs, du milieu socio-économique au niveau d'éducation, influencent collectivement la participation des jeunes. Cette analyse ne cherche pas à établir de relations de cause à effet, mais offre plutôt un aperçu des tendances, des défis et des facteurs favorisant le paysage politique des jeunes.



Le rapport souligne également le rôle de l'Union européenne et d'institutions comme le Conseil de l'Europe, qui soutiennent les principes démocratiques et pourraient renforcer l'engagement des jeunes dans la vie publique. Les changements générationnels, ainsi que l'évolution des rôles des acteurs sociaux, sont mis en évidence comme essentiels pour comprendre l'évolution de la dynamique des sociétés démocratiques et la place des jeunes en leur sein. Grâce à cette analyse, la FFC dispose d'une ressource précieuse pour éclairer les initiatives futures, stimuler des discussions plus approfondies et développer des pistes de recherche qui abordent les facteurs nuancés qui influencent l'engagement des jeunes en France.

## La participation des jeunes aux processus démocratiques en France

En France, la participation des jeunes aux processus démocratiques, définie pour les 18-29 ans, est influencée par des facteurs politiques, sociaux et historiques. Malgré l'importance de l'engagement civique des jeunes, le dernier rapport exhaustif date de 2012 et les indicateurs de participation restent centrés sur des actions formelles et institutionnelles. Historiquement, la jeunesse française s'est vu accorder certains droits politiques, comme l'abaissement de l'âge de vote de 21 à 18 ans, en signe de reconnaissance. Cependant, cela ne s'est pas traduit par une forte participation électorale ni par un engagement politique profond, de nombreux jeunes exprimant leur désaffection envers les processus politiques traditionnels.

Les recherches montrent que des facteurs tels que la socialisation politique, le statut socio-économique et la conscience politique influencent l'engagement des jeunes. Le statut socio-économique et le milieu familial jouent un rôle important, les jeunes issus de familles aisées étant plus susceptibles de s'engager en politique. De plus, l'accès limité à l'éducation civique laisse de nombreux jeunes avec une compréhension inadéquate de la politique, ce qui freine encore davantage leur engagement. L'école est considérée comme essentielle pour favoriser la conscience politique, mais le manque de ressources limite sa capacité à remplir ce rôle. Une éducation civique efficace est essentielle, car elle inculque les valeurs démocratiques et prépare les futurs citoyens à contribuer significativement à la vie publique.

## Défis et obstacles à l'engagement des jeunes en France

Malgré les bénéfices potentiels de l'engagement civique des jeunes, de nombreux obstacles majeurs compromettent son efficacité, notamment durant la phase critique de leur engagement. Parmi les principaux obstacles, on peut citer :

**Manque de culture politique:** De nombreux jeunes manquent d'une compréhension fondamentale des processus politiques et des responsabilités civiques, ce qui entraîne un désengagement de l'arène politique.

**Accès insuffisant à l'information:** Il existe un manque généralisé d'informations adéquates sur le fonctionnement des systèmes politiques. Ce manque de connaissances empêche les jeunes de prendre des décisions éclairées et de s'engager activement dans la vie civique.

**Offres politiques limitées:** Le paysage politique semble restrictif pour les jeunes, avec des options limitées correspondant à leurs valeurs et priorités, ce qui atténue leur intérêt à participer à la politique.

**Influence familiale:** Les attitudes familiales à l'égard de la politique peuvent façonner la perspective d'un jeune, conduisant souvent au scepticisme ou à l'apathie si les membres de la famille sont désengagés ou critiques à l'égard de l'engagement politique.

**Méfiance envers les institutions:** Les jeunes expriment de plus en plus de méfiance envers les institutions politiques, les considérant comme inefficaces ou insensibles à leurs besoins, ce qui décourage la participation active.

**Déconnexion géographique:** Le manque de liens avec les communautés locales peut accentuer le sentiment d'aliénation. Les jeunes des zones rurales ou urbaines mal desservies se sentent souvent délaissés par les systèmes politiques qui privilégient les centres urbains.



Frustration liée à la participation: Les expériences négatives en matière d'engagement civique peuvent engendrer de la frustration et une réticence à participer à nouveau. Lorsque les jeunes ont le sentiment que leur voix n'est pas valorisée, ils peuvent se retirer de toute participation future.

L'individualisme influence les besoins politiques: Alors que la société tend vers un individualisme accru, les besoins politiques et démocratiques collectifs des jeunes sont passés au second plan. Cette évolution favorise une culture de consommation passive plutôt que de participation active.

L'éloignement du discours politique: Une tendance inquiétante à l'éloignement du débat politique est apparue, exacerbée par la préférence pour les interactions virtuelles au détriment des enjeux concrets. De nombreux jeunes s'appuient désormais largement sur les réseaux sociaux pour s'informer, qui présentent souvent un contenu sensationnaliste ou biaisé, ce qui nuit à leur compréhension des réalités politiques.

Priorité à la présence médiatique plutôt qu'à la politique: Les responsables politiques et les mouvements politiques privilégient souvent les apparitions médiatiques et la popularité aux débats politiques de fond. Cette focalisation sur l'image peut occulter des questions cruciales et décourager un engagement civique significatif chez les jeunes, qui peuvent avoir le sentiment que le discours politique manque de profondeur et de pertinence.

Ensemble, ces défis contribuent à un cycle de participation passive chez les jeunes, favorisant le scepticisme à l'égard des processus et des décisions politiques. Il est essentiel de lever ces obstacles pour créer un environnement propice à une citoyenneté informée et active.

# Analyse des données d'enquête

## Introduction

L'ONG DIANA a mené une vaste enquête sur la participation des jeunes aux processus démocratiques en France, examinant les défis et les opportunités spécifiques auxquels ils sont confrontés dans leur engagement civique et politique. Reconnaissant que les jeunes sont les leaders de demain, ce projet aborde des problématiques cruciales telles que le chômage des jeunes, l'exclusion sociale et la désillusion politique, qui peuvent freiner leur engagement actif.

Dans le cadre du projet YouthEUVision, cette enquête a recueilli l'avis de jeunes de 18 à 30 ans dans différentes régions de France. Les résultats mettent en évidence d'importants obstacles à la participation démocratique, notamment le désengagement politique et le manque d'opportunités. Ce rapport souligne l'urgence de donner aux jeunes les moyens d'agir en leur offrant des plateformes inclusives de participation, favorisant ainsi une génération résiliente, informée et engagée, capable de contribuer à un avenir meilleur.



L'enquête souligne que la jeunesse d'aujourd'hui est essentielle à l'avenir de la société, car elle a la responsabilité de bâtir des communautés meilleures. Comprendre les lacunes du passé et créer davantage d'opportunités d'engagement significatif dans les systèmes démocratiques sont donc des étapes essentielles pour revitaliser la participation des jeunes.

Grâce à YouthEUVision, l'enquête a examiné divers aspects de l'engagement politique des jeunes, notamment la fréquence de leur participation à des activités telles que le vote, la participation à des événements politiques et la participation à des discussions politiques. Elle visait également à identifier les obstacles à la participation démocratique des jeunes, notamment le manque d'information, la méfiance envers les systèmes politiques et le sentiment d'exclusion.

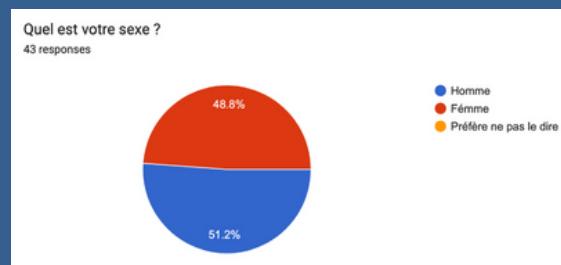
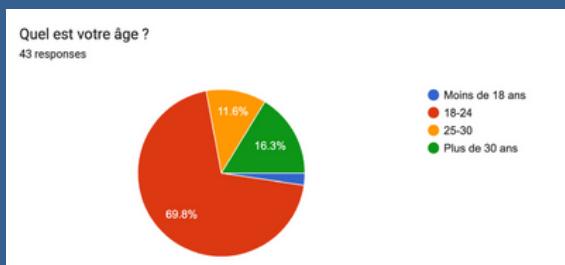
En outre, l'enquête a exploré la conscience politique des jeunes, en examinant leurs principales sources d'information, qu'elles proviennent des médias, de la famille ou des partis politiques, et a examiné les actions politiques non électorales telles que les manifestations, les pétitions et l'adhésion à des organisations politiques.

Enfin, l'enquête a évalué l'efficacité de l'éducation pour préparer les jeunes à participer aux processus démocratiques, en identifiant les défis sociaux, économiques et structurels qui limitent leur rôle actif dans l'élaboration des paysages politiques en France.

## 1. Aperçu démographique

Âge: La majorité des répondants se situent dans la tranche d'âge des 18-24 ans, suivie de près par celle des 25-30 ans. Cela indique que l'enquête reflète le point de vue des jeunes adultes qui commencent à s'engager dans la vie civique et à forger leur identité politique.

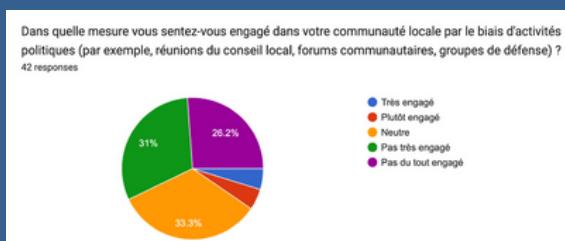
Sexe: On observe une nette prédominance des femmes parmi les répondantes, ce qui pourrait influencer les résultats globaux, car les femmes peuvent vivre ou percevoir l'engagement politique différemment de leurs homologues masculins.



## 2. Fréquence de la participation politique

Les données représentent probablement un large spectre, allant de ceux qui s'engagent rarement à ceux qui sont très actifs dans la vie politique. La participation des jeunes se divise généralement en deux groupes : ceux qui s'engagent principalement lors des élections et ceux qui participent plus régulièrement aux rassemblements, aux discussions ou aux événements communautaires.

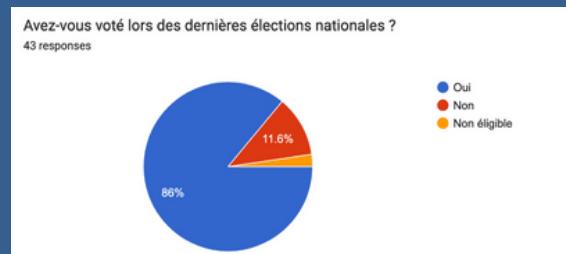
*Point clé: Les participants réguliers manifestent souvent un intérêt politique plus marqué ou ont accès à des ressources favorisant leur engagement. À l'inverse, les moins engagés peuvent rencontrer des obstacles tels que des contraintes de temps ou un manque de motivation.*



### 3. Tendances de vote lors des élections récentes

Les réponses donnent un aperçu du nombre de participants ayant voté lors des dernières élections. Une forte participation suggère un fort engagement des jeunes électeurs.

*Point clé: Des facteurs tels que la frustration à l'égard du système politique, la méfiance envers les candidats ou le manque de valeur perçue dans le vote ont souvent un impact sur la participation des jeunes.*



### 4. Où les jeunes obtiennent leurs informations politiques

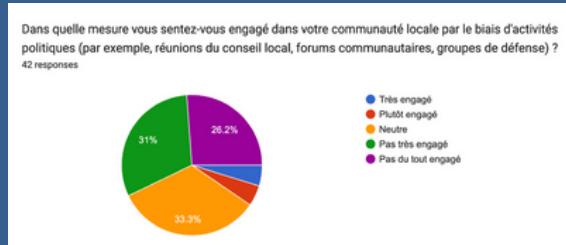
Les résultats de l'enquête révèlent probablement une combinaison de sources : réseaux sociaux, sites d'information et médias traditionnels comme la télévision. Sans surprise, de nombreux jeunes s'informent principalement sur les réseaux sociaux, les journaux et la télévision jouant un rôle moins important.

Point clé: Étant donné la prédominance des médias sociaux en tant que source d'information, il est essentiel de veiller à ce que des informations fiables et vérifiées parviennent aux jeunes publics.

### 5. Conscience politique perçue

Dans quelle mesure les répondants se sentent-ils informés sur les questions politiques ? Cette auto-évaluation est importante, car ceux qui se considèrent bien informés sont généralement plus susceptibles de s'engager dans des activités politiques.

*Point clé: Si un grand nombre de répondants déclarent se sentir mal informés, cela met en évidence une lacune qui pourrait être comblée par une meilleure éducation et des ressources axées sur le renforcement de la culture politique.*



## 6. Obstacles à l'engagement

Les obstacles les plus courants incluent probablement le manque de temps, le manque d'informations, les contraintes financières ou le simple désintérêt – des défis souvent intensifiés par la désillusion à l'égard des institutions politiques.

Idée clé: L'identification de ces obstacles permet aux décideurs politiques de concevoir des initiatives ciblées, telles que des campagnes d'information ou des ateliers, pour encourager une plus grande participation des jeunes.

## 7. Satisfaction à l'égard du soutien du gouvernement local

Cette section évalue la satisfaction des jeunes à l'égard des efforts déployés par les collectivités locales pour soutenir leur engagement. Une satisfaction élevée reflète généralement l'accessibilité des ressources et la réactivité des autorités, tandis qu'une satisfaction faible traduit souvent un sentiment de négligence.

Point clé: Les faibles taux de satisfaction pourraient signaler une opportunité pour les gouvernements locaux de mettre en œuvre de meilleurs programmes axés sur les jeunes qui renforcent la confiance et renforcent l'engagement.

## 8. Participation aux initiatives communautaires locales

La participation aux événements locaux, tels que les réunions du conseil municipal ou les forums communautaires, reflète le sentiment d'appartenance des répondants à la gouvernance locale. Une faible participation peut suggérer un détachement ou une perception du manque d'impact de leur contribution.

Idée clé: Accroître la sensibilisation et offrir des possibilités d'engagement plus accessibles peut aider les jeunes à sentir que leur voix compte, favorisant ainsi une plus grande implication dans les décisions communautaires.



# Évaluation des initiatives et des actions en France

Nous souhaitons vous présenter quatre initiatives inspirantes en France qui s'inscrivent dans l'objectif de YouthEUVision de renforcer l'engagement des jeunes dans la vie démocratique.

Parmi ces initiatives, on peut citer Les Promeneurs du Net, un réseau de mentorat numérique mettant en relation les jeunes avec des adultes de confiance en ligne ; les Comités de jeunes et les Parlements de jeunes, qui offrent une plateforme pour la prise de parole des jeunes dans les décisions des collectivités locales ; La Fête de la Jeunesse, un événement annuel qui encourage l'apprentissage civique par des discussions interactives et des activités culturelles ; et le programme Passeport du Citoyen, qui intègre l'éducation civique pratique dans les écoles. Chaque initiative offre des parcours uniques pour favoriser une participation active et éclairée des jeunes aux processus démocratiques.

## Comités de jeunesse et parlements de jeunes :

Les conseils de jeunes, comme le Conseil des Jeunes de Paris, permettent aux jeunes de participer activement à la construction de leur quartier en débattant des politiques et en proposant des initiatives. Les membres de ces conseils sont issus d'horizons divers pour représenter leurs pairs et travailler directement avec les élus municipaux. Ces conseils offrent une expérience concrète de la gouvernance et aident les participants à comprendre le fonctionnement des collectivités locales.

Par exemple, les membres du conseil peuvent discuter des politiques de développement urbain ou d'éducation et formuler des recommandations aux élus municipaux. Ces conseils jouent un rôle essentiel en donnant aux jeunes la possibilité de participer aux décisions politiques, créant ainsi une génération de jeunes leaders familiarisés avec les devoirs civiques et attentifs aux besoins de leur communauté.

## **Les Promeneurs du Net:**

Dans le cadre d'une approche innovante du travail numérique auprès des jeunes, « Les Promeneurs du Net » met en place des mentors adultes de confiance sur les réseaux sociaux pour se connecter avec les jeunes sur les plateformes qu'ils utilisent fréquemment.

Chaque mentor est formé professionnellement pour interagir avec les jeunes en ligne, en leur fournissant un soutien, en répondant à leurs questions et en offrant des conseils sur des questions civiques, sociales et personnelles.

Cette présence numérique offre non seulement des espaces sécurisés sur les réseaux sociaux, mais encourage également les jeunes à se sensibiliser aux enjeux sociaux et politiques qui les concernent. En utilisant la technologie pour rapprocher les jeunes de l'engagement citoyen, « Les Promeneurs du Net » favorise des interactions éclairées et solidaires qui leur permettent de participer activement à la société.

## **La Fête de la Jeunesse (Youth Festival):**

Cet événement annuel, coordonné par le ministère français de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, vise à rendre l'éducation civique attrayante et accessible à travers un mélange d'ateliers, de tables rondes et de performances culturelles.

Le festival explore des thèmes tels que la durabilité, la justice sociale et les valeurs démocratiques, en engageant les jeunes avec des experts, des militants et des dirigeants locaux qui les incitent à participer activement à la vie communautaire.

Chaque année, le festival se déroule dans une nouvelle région pour atteindre des publics divers et intégrer des éléments culturels locaux, ce qui en fait une célébration unique et inclusive du potentiel des jeunes et de la responsabilité civique à travers la France.

## **"Passeport du Citoyen" (Citizen's Passport):**

Ce programme offre aux élèves un parcours structuré pour explorer et assumer leurs responsabilités civiques, commençant par une série de modules éducatifs sur la citoyenneté et se terminant par des activités civiques concrètes, telles que le bénévolat et l'engagement dans la gouvernance locale. Les écoles qui mettent en œuvre le « Passeport du Citoyen » encouragent les élèves à contribuer à leur communauté tout en développant des compétences telles que le leadership, le travail en équipe et la communication.

En favorisant une exposition précoce à l'engagement civique, le programme inculque un sentiment de responsabilité et d'appartenance, dont la recherche a montré qu'il est essentiel pour maintenir une participation démocratique tout au long de la vie.

Cette approche permet aux jeunes d'acquérir une expérience pratique et une compréhension, les préparant à devenir des citoyens actifs et informés à l'âge adulte.



# Principales tendances en matière de participation des jeunes :

La participation des jeunes en Espagne évolue. Ils contribuent activement à l'engagement démocratique en votant, en plaidant pour une plus grande représentation et en exploitant les plateformes numériques pour le discours politique. Ces tendances témoignent d'un engagement croissant à influencer le changement sociétal et d'une volonté d'innovation.



## Évolution vers un engagement non traditionnel:

L'engagement politique traditionnel des jeunes Français reste faible, malgré un soutien croissant aux options politiques alternatives, notamment aux partis d'extrême droite. Cette évolution suggère une déconnexion avec les plateformes traditionnelles et une recherche d'alternatives abordant des questions telles que l'immigration et la souveraineté nationale. De plus, les jeunes ont fortement le sentiment qu'une grande partie de l'information disponible, notamment à la télévision, manque d'authenticité, ce qui engendre une méfiance généralisée envers les médias traditionnels.

Combattre les fausses nouvelles sans censure : Les jeunes Français sont de plus en plus préoccupés par les « fake news », qu'ils associent aussi bien aux médias traditionnels qu'aux réseaux sociaux, contrairement aux jeunes d'autres pays qui critiquent souvent davantage les médias grand public. Cela pourrait suggérer que les médias français seraient comparativement plus performants en matière de vérification des faits et de reportage analytique. Sur Twitter, les jeunes associent fréquemment l'État et le gouvernement aux discussions sur la régulation des médias, ce qui témoigne d'une conscience accrue du potentiel d'influence gouvernementale sur le contenu de l'information.

Cette préoccupation pour la manipulation met en évidence le vif intérêt des jeunes pour l'équilibre entre la désinformation, la réglementation et la censure.

En France, les jeunes sont particulièrement vigilants face aux abus de censure. Après le bannissement de Donald Trump sur Twitter en janvier 2021, nombre d'entre eux ont activement participé aux débats sur la liberté d'expression, utilisant des hashtags comme #TrumpBan, #TrumpBanned, #JeSuisDonaldTrump et #TwitterCensure, soulignant ainsi leur prudence face à la censure des réseaux sociaux.

Le sentiment dominant chez les jeunes est davantage en faveur de la promotion de la pensée critique par l'éducation plutôt que par la censure réglementaire.



### **Montée de l'activisme non institutionnel:**

En France, de nombreux jeunes se tournent de plus en plus vers des modes d'engagement non traditionnels, tels que les plateformes en ligne et le militantisme citoyen axé sur des enjeux urgents comme le changement climatique, l'équité économique et la justice sociale. Cette évolution témoigne d'une préférence croissante pour des moyens accessibles et efficaces, opérant en dehors des institutions politiques formelles.

Les jeunes militants utilisent les réseaux sociaux pour amplifier leur voix, mobiliser des mouvements et nouer des liens avec des personnes partageant les mêmes idées à l'échelle mondiale, reflétant ainsi leur désir d'engagement immédiat et pertinent pour leur vie. Cette forme d'activisme représente un appel au changement qui résonne au-delà des frontières politiques traditionnelles, privilégiant l'action directe et l'effort collectif plutôt que l'implication institutionnelle.



### **Mettre l'accent sur la pensée critique et l'éducation aux médias:**

Face aux inquiétudes liées à la désinformation, de nombreux programmes éducatifs français intègrent désormais la pensée critique et l'éducation aux médias dans leurs programmes. En développant ces compétences, les écoles souhaitent préparer les jeunes à s'engager de manière réfléchie et responsable dans le débat démocratique.

L'accent mis sur les compétences médiatiques critiques permet également aux jeunes d'évaluer les sources d'information et de s'engager dans la politique de manière plus éclairée et constructive.



### **Intérêt accru pour les projets locaux et communautaires:**

Les jeunes Français manifestent un intérêt croissant pour les projets communautaires locaux, les opportunités de bénévolat local et les conseils municipaux. Les conseils et initiatives locaux de jeunesse, comme le Conseil des Jeunes de Paris, offrent aux jeunes une plateforme pour influencer les décisions qui concernent leur communauté immédiate.

Cette tendance reflète une évolution vers le localisme, où les jeunes ont le sentiment qu'ils peuvent avoir un impact tangible et développer des relations plus étroites avec les autorités locales.



# WP1 - Évaluation des résultats

La première phase du projet visait à évaluer l'engagement des jeunes dans les processus démocratiques en France, à identifier les principaux obstacles et à mieux comprendre leurs points de vue sur la participation politique. Le WP1 comprenait des activités sur site et une enquête en ligne, ce qui nous a permis d'interagir directement avec 46 participants sur place et de recueillir les réponses de 45 jeunes supplémentaires via l'enquête en ligne. Cette double approche a fourni une base solide pour comprendre les défis auxquels les jeunes sont confrontés dans leur engagement dans les processus démocratiques.

Ces efforts ont permis de lever plusieurs obstacles importants à l'engagement. L'un des principaux problèmes identifiés était la perception répandue chez les jeunes selon laquelle il est difficile d'accéder à une information politique fiable. De nombreux répondants ont exprimé leur méfiance envers les médias traditionnels, les percevant comme biaisés ou insuffisamment transparents. Ce manque de confiance dans l'information disponible conduit souvent au désengagement, les jeunes se sentant mal préparés à prendre des décisions politiques éclairées. De plus, de nombreux participants ont estimé que les espaces politiques en France sont réservés aux personnes plus âgées ou appartenant à l'élite, ce qui favorise un sentiment d'exclusion qui décourage la participation active.

Une nette tendance vers un activisme non institutionnel a également été constatée. Plutôt que de s'engager par le biais des canaux politiques officiels, de nombreux jeunes préfèrent s'engager dans des actions militantes, notamment autour de causes telles que le changement climatique, l'équité économique et la justice sociale.

Cette préférence reflète un désir d'engagement direct et percutant que les structures politiques traditionnelles ne permettent pas toujours. De plus, un déficit important en matière d'éducation civique a été mis en évidence, de nombreux jeunes déclarant ne pas avoir la compréhension nécessaire des responsabilités politiques et civiques. L'absence d'éducation ciblée dans ce domaine a contribué à un manque de confiance et de préparation chez les jeunes lorsqu'il s'agit de s'engager dans la vie démocratique.

Les activités du WP1, impliquant à la fois des interactions en présentiel et une participation en ligne, ont apporté des informations précieuses qui éclairent désormais la stratégie actuelle du projet. En travaillant en étroite collaboration avec ces 91 jeunes participants, nous souhaitons amplifier ces connaissances grâce à leurs réseaux, encourageant ainsi le dialogue et l'engagement au sein de leurs communautés locales.

Ce travail fondamental du WP1 guidera les phases futures du projet alors que nous cherchons à nous appuyer sur ces résultats initiaux et à continuer à développer des stratégies pour relever les défis identifiés.

# 6 recommandations pratiques

Sur la base de la recherche et de l'analyse des obstacles à la participation des jeunes aux processus démocratiques, les six recommandations pratiques suivantes sont proposées pour relever les défis identifiés et promouvoir un engagement plus inclusif des jeunes :

## **Élaborer des politiques de jeunesse qui reflètent véritablement les perspectives des jeunes**

Élaborer des politiques axées sur la jeunesse qui tiennent compte de la diversité de leurs interactions avec la politique, des soutiens passifs aux défenseurs actifs. S'attaquer aux raisons profondes pour lesquelles certains jeunes se sentent exclus du système politique et mettre en place un processus transparent pour évaluer l'impact de ces politiques aux niveaux local, régional et national. Offrir des structures de soutien significatives et continues qui permettent aux jeunes de percevoir le vote comme un moyen à la fois accessible et efficace.

Valoriser et encourager les différentes voies d'engagement, que ce soit par l'engagement communautaire, le vote ou le militantisme. Chaque forme de participation reflète une perspective unique du devoir civique et mérite d'être reconnue dans les cadres politiques. Encourager les institutions et les responsables communautaires à soutenir ces différentes formes d'engagement, en veillant à ce que chaque voie choisie par les jeunes soit respectée et soutenue par des ressources accessibles.

## **Renforcer les liens avec les organisations de jeunesse et de la société civile**

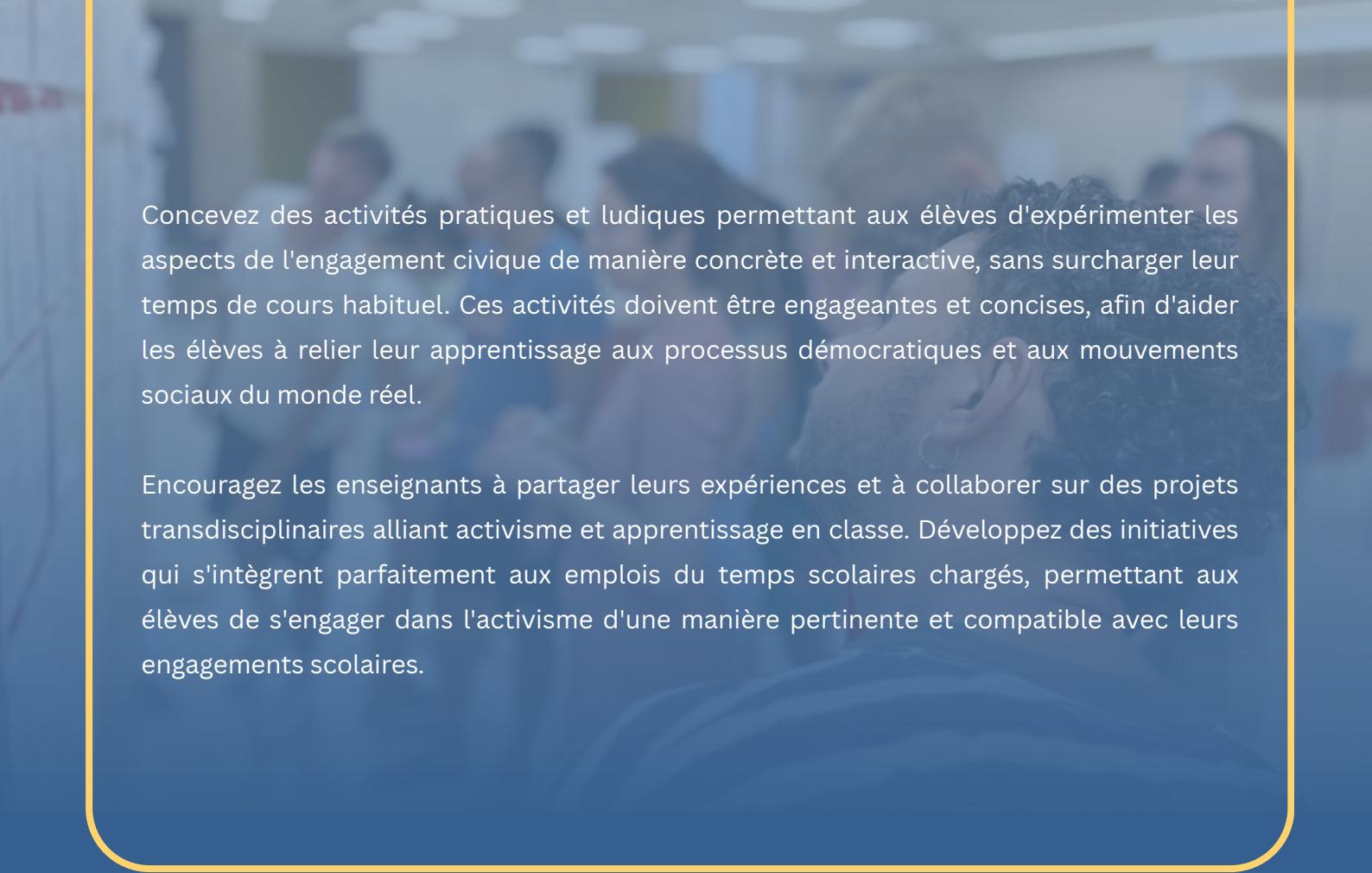
Collaborer étroitement avec des organisations, tant générales que spécialisées, possédant une connaissance approfondie du paysage politique local, notamment lors des périodes critiques comme les cycles électoraux. Ces partenariats peuvent contribuer à combler les lacunes en matière de connaissances, à instaurer la confiance et à garantir aux jeunes l'accès à des informations et des ressources pertinentes et actualisées.

Créer un espace de soutien dédié où les jeunes pourront explorer, discuter et approfondir leur engagement politique dans un environnement sûr et inclusif. Cet espace devrait offrir des ressources accessibles, faciliter un dialogue ouvert sur les questions civiques et créer des opportunités pour les jeunes d'entrer en contact avec des pairs et des mentors partageant les mêmes idées.

Mettre l'accent sur les initiatives de formation professionnelle visant à préparer les jeunes à une participation active et significative dans un environnement politique inclusif. Mettre l'accent sur le développement des compétences en leadership, en prise de parole en public et en analyse politique, afin que les jeunes se sentent en confiance et équipés pour s'engager dans les processus démocratiques.

## **Intégrer l'éducation à l'activisme dans les salles de classe**

Collaborer avec les enseignants pour intégrer judicieusement les mouvements civiques et l'engagement politique au programme scolaire, de manière équilibrée et respectueuse de la diversité des points de vue. En sensibilisant les élèves à une variété de questions et de mouvements civiques, cette approche favorise l'acquisition d'une vision éclairée et ouverte de l'engagement politique dès le plus jeune âge.



Concevez des activités pratiques et ludiques permettant aux élèves d'expérimenter les aspects de l'engagement civique de manière concrète et interactive, sans surcharger leur temps de cours habituel. Ces activités doivent être engageantes et concises, afin d'aider les élèves à relier leur apprentissage aux processus démocratiques et aux mouvements sociaux du monde réel.

Encouragez les enseignants à partager leurs expériences et à collaborer sur des projets transdisciplinaires alliant activisme et apprentissage en classe. Développez des initiatives qui s'intègrent parfaitement aux emplois du temps scolaires chargés, permettant aux élèves de s'engager dans l'activisme d'une manière pertinente et compatible avec leurs engagements scolaires.

### **Favoriser une culture d'apprentissage grâce à une évaluation constante**

Il faut mobiliser activement un large éventail de voix et mettre en œuvre diverses méthodes de collecte de données afin de produire des rapports impartiaux et complets sur la participation des jeunes à la vie civique. Cette approche contribue à garantir que les points de vue des jeunes sont véritablement pris en compte et que les politiques répondent efficacement à leurs besoins et aspirations.

Utiliser les conférences comme des espaces dynamiques de dialogue ouvert, d'échange d'idées et de discussions avant-gardistes et centrées sur les jeunes. Ces événements doivent être conçus pour stimuler un débat constructif, inspirer de nouvelles idées et ouvrir la voie à une collaboration continue qui façonne activement l'avenir des politiques de jeunesse.

## **Idées politiques globales:**

Rendre la participation démocratique attrayante pour les jeunes nécessite une approche globale et multidimensionnelle. L'objectif est de cultiver un espace politique plus juste, plus inclusif et plus accueillant, permettant aux jeunes de se considérer comme des contributeurs essentiels aux processus décisionnels. Une telle vision souligne l'importance d'intégrer les perspectives des jeunes à chaque étape de l'élaboration des politiques.

## **Modifications législatives ciblées:**

- Refonte de la gouvernance: Créer des mini-groupes publics dirigés par des jeunes dans différentes régions, permettant ainsi aux jeunes d'exercer une réelle influence au sein de structures de gouvernance inclusives. Ces mini-groupes publics peuvent servir d'organes consultatifs, offrant un éclairage direct sur les enjeux régionaux et contribuant à l'élaboration de politiques reflétant les priorités de la jeune génération.
- Modernisation électorale: Introduire des options de vote électronique sécurisées aux niveaux local et européen afin de rendre le vote plus accessible et attrayant pour les jeunes. Cette modernisation non seulement supprime les obstacles à la participation, mais témoigne également d'une volonté d'adapter les processus démocratiques aux besoins d'une génération numérique.
- Réforme du financement: Garantir un soutien financier durable aux jeunes candidats aux élections locales et européennes, tout en favorisant les parrainages privés afin d'encourager un leadership diversifié et innovant. En réduisant les obstacles financiers à la candidature, ces mesures visent à faire entendre davantage de jeunes voix aux élections, reflétant ainsi leurs priorités et leurs préoccupations dans les programmes politiques.
- Élaboration de politiques de nouvelle génération: Investir dans des plateformes locales offrant de nouvelles voies d'expression politique sûres, encourageant les familles et les décideurs à dialoguer de manière constructive avec les jeunes. Ces plateformes peuvent servir d'espaces où les idées innovantes fleurissent et où les jeunes et les décideurs politiques peuvent favoriser la compréhension par un dialogue ouvert.

## Amplifier la voix des jeunes dans les espaces numériques

- Créer des forums en ligne accessibles et des applications interactives où les jeunes peuvent discuter de questions urgentes, proposer des idées innovantes et dialoguer directement avec les décideurs politiques. Ces plateformes doivent être conviviales et inclusives, conçues pour encourager un dialogue constructif et permettre aux jeunes de contribuer facilement et en temps réel aux discussions politiques.
- Lancez des campagnes ciblées sur les réseaux sociaux qui vont au-delà de la simple information et encouragent activement les jeunes à participer aux initiatives démocratiques. Ces campagnes doivent mettre les jeunes en contact avec des pairs et des mentors partageant les mêmes idées, favorisant ainsi un sentiment d'appartenance et un objectif commun. Grâce à un contenu engageant et des éléments interactifs, ces campagnes peuvent rendre l'engagement civique pertinent et percutant.
- Développer un programme de mentorat en ligne associant des jeunes à des dirigeants civiques expérimentés, créant ainsi des opportunités d'inspiration, d'accompagnement et de développement des compétences. Ce programme peut aider les jeunes à s'y retrouver dans les processus démocratiques, en leur fournissant des éclairages et des conseils pratiques de dirigeants expérimentés, tout en amplifiant leurs contributions et en renforçant leur confiance en eux pour diriger.



# RAPPORT GRÈCE

MUNICIPALITÉ D'EGALEO (EGL) – GRÈCE



# Évaluation de l'état actuel de la participation des jeunes et de l'engagement démocratique en Grèce

L'engagement des jeunes est essentiel à une démocratie saine et reflète leur rôle dans la gouvernance. En Grèce, les crises économiques, l'instabilité politique et la montée du populisme ont placé la participation des jeunes aux processus démocratiques au premier plan. Ce rapport analyse l'engagement des jeunes en Grèce, mettant en lumière les tendances, les obstacles et les opportunités pour favoriser leur implication dans la vie civique.

La participation électorale des jeunes en Grèce est faible, la désillusion envers les institutions politiques traditionnelles étant généralisée en raison de l'instabilité économique et du chômage élevé. Malgré cela, de nombreux jeunes participent de plus en plus à des activités civiques alternatives, telles que les mouvements sociaux et le militantisme en ligne. Cependant, des obstacles persistent, notamment l'insécurité économique, la méfiance envers le gouvernement et une représentation politique limitée. Cette recherche vise à mettre en lumière ces défis et ces opportunités, en soulignant l'urgence d'agir.

## Évaluation de la participation des jeunes en Grèce

La participation des jeunes aux processus démocratiques demeure un indicateur clé de la santé de la démocratie. La Grèce, comme d'autres pays européens, est confrontée à des défis et des opportunités uniques pour mobiliser sa jeunesse. En comparant la Grèce à ses homologues européens, ce rapport met en contexte la dynamique de l'engagement des jeunes, en explorant le comportement électoral, l'engagement civique, les discussions politiques, l'engagement organisationnel et l'activisme numérique.



## Éléments clés de l'analyse

- Participation électorale: analyse la participation électorale des jeunes grecs par rapport à celle d'autres pays, en mettant en évidence des facteurs tels que la désillusion à l'égard des partis politiques et des influences économiques.
- Activités civiques: examine l'implication des jeunes dans le travail bénévole et les initiatives communautaires, montrant des liens avec un engagement politique plus élevé.
- Discussions politiques: évalue le discours politique en ligne et hors ligne parmi les jeunes, les médias sociaux façonnant une grande partie de leur engagement.
- Organisations politiques: examine la participation des jeunes aux partis politiques et à l'activisme, en mettant l'accent sur les barrières institutionnelles et la désillusion.
- Engagement numérique: explore l'activisme en ligne, en soulignant les opportunités et les défis tels que la désinformation et la polarisation.
- Contexte historique et tendances: Examine l'impact de la crise financière de 2008 et de l'austérité qui a suivi sur les attitudes des jeunes, beaucoup d'entre eux se tournant vers des formes alternatives d'engagement civique.

Si de nombreux jeunes Grecs sont engagés dans la vie civique et numérique, des obstacles tels que la désillusion politique et les pressions socio-économiques freinent une plus large participation. Pour répondre à ces enjeux, les décideurs politiques, les éducateurs et la société civile doivent s'efforcer de créer une culture d'engagement qui permette aux jeunes de façonner leur avenir politique et, in fine, de contribuer à une démocratie plus inclusive.

# Identification des défis

Les jeunes sont souvent confrontés à de nombreux défis et obstacles lorsqu'ils participent aux processus démocratiques. Voici cinq grandes catégories de défis, accompagnées d'une brève description de chacun :

## 1. Manque d'intérêt (71,2 %)

L'un des obstacles les plus fréquemment cités à l'engagement politique des jeunes est le désintérêt général pour la politique. Plus de 70 % des répondants ont indiqué que de nombreux jeunes ne sont pas actifs politiquement en raison d'un manque de motivation ou d'intérêt pour le système politique. Ce désintérêt peut provenir d'un sentiment d'aliénation vis-à-vis des processus politiques ou de la perception que la politique n'a pas d'impact direct sur leur vie.

## 2. Manque d'information (61,5 %)

L'accès à une information politique fiable et suffisante constitue un autre défi majeur. Plus de 60 % des répondants ont indiqué que les jeunes se sentent souvent découragés de participer, faute d'être bien informés sur les enjeux, les candidats ou les processus politiques. Ce manque d'information constitue un obstacle à la prise de décision éclairée et compromet le potentiel d'engagement constructif.

## 3. Sentiment que la voix des jeunes n'est pas valorisée (65,4 %)

La plupart des répondants (65,4 %) estiment que les jeunes s'abstiennent de s'engager politiquement car ils ont le sentiment que leurs opinions ne sont pas respectées ou prises au sérieux par le système politique. Ce sentiment de sous-estimation peut conduire les jeunes à se désengager, persuadés que leur participation ne changera rien.

#### **4. Contraintes de temps (21,2 %)**

Certains répondants ont souligné que les contraintes de temps liées à leurs responsabilités personnelles, académiques ou professionnelles empêchent les jeunes de s'engager dans des activités politiques. Bien que cet obstacle soit moins fréquemment cité que d'autres, 21,2 % des répondants estiment néanmoins que le manque de temps contribue au faible niveau de participation politique des jeunes.

#### **5. Autres raisons (3,8 %)**

Un faible pourcentage de répondants (3,8 %) a mentionné d'autres obstacles à l'engagement politique, sans toutefois les détailler. Ces facteurs non spécifiés peuvent inclure des expériences individuelles ou des difficultés particulières rencontrées par certains groupes de jeunes.

### **Combinaison courante de barrières**

De nombreux répondants ont souligné que les jeunes sont souvent confrontés simultanément à une combinaison d'obstacles. En particulier, le manque d'intérêt, le manque d'information et le sentiment d'être sous-estimés sont fréquemment cités comme les principales raisons du faible engagement politique des jeunes. Ces problèmes interdépendants suggèrent que les jeunes se sentent déconnectés du processus politique, tant en termes de connaissances que d'influence.

### **Conclusion**

L'analyse suggère qu'un sentiment de déconnexion du système politique, aggravé par un accès insuffisant à l'information et des contraintes de temps, freine considérablement la participation politique des jeunes. Répondre à ces préoccupations – par l'éducation, des politiques inclusives et des efforts visant à valoriser la voix des jeunes – pourrait contribuer à encourager un engagement accru de ce groupe démographique.



# Analyse des données d'enquête

## Introduction

Ce rapport présente les résultats d'une étude sur l'engagement politique et communautaire des jeunes, menée au moyen d'une enquête en ligne et d'entretiens en personne. Au total, 52 personnes ont participé à l'enquête en ligne, complétée par six entretiens in situ avec des jeunes de la municipalité d'Egaleo. L'ensemble de ces informations permet de mieux comprendre les points de vue des jeunes sur la participation politique, l'engagement communautaire et les obstacles qu'ils rencontrent dans la vie civique.

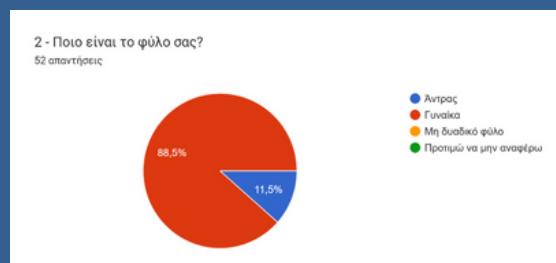
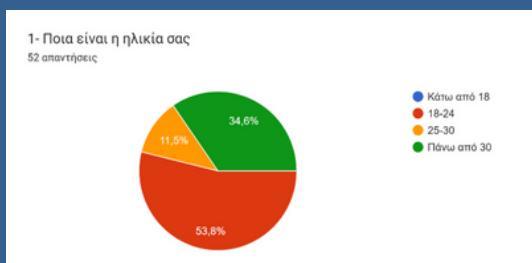


# Résultats des recherches

## Démographie

Âge: Les répondants sont principalement jeunes, avec 53,8 % âgés de 18 à 24 ans, 11,5 % âgés de 25 à 30 ans et 34,6 % de plus de 30 ans.

Genre: L'enquête présente une disparité notable entre les sexes, avec 88,5 % des personnes interrogées s'identifiant comme des femmes, ce qui met en évidence les points de vue des jeunes femmes sur les questions politiques.



## Engagement politique

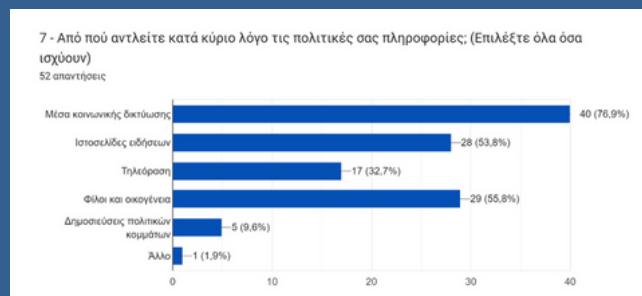
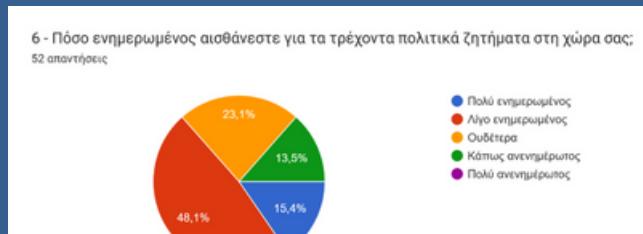
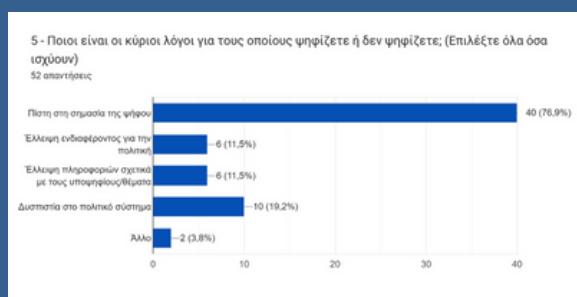
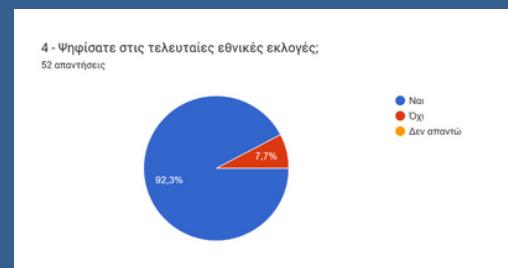
Niveaux d'engagement: 74,9 % des répondants participent occasionnellement ou plus fréquemment à des activités politiques, tandis que 25 % y sont rarement ou jamais impliqués, ce qui indique des domaines de sensibilisation potentiels pour accroître l'engagement.

Vote: Une forte participation électorale (92,3%) parmi les répondants montre une forte participation électorale, mais 7,7% se sont abstenu, principalement en raison de la méfiance envers le système, du manque d'intérêt et d'une information insuffisante.

Raisons du vote/de l'abstention: 76,9 % des répondants votent par conviction de l'importance du vote. Ceux qui s'abstiennent citent fréquemment la méfiance (11,5 %), le désintérêt (11,5 %) et le manque d'information (19,2 %) comme facteurs.

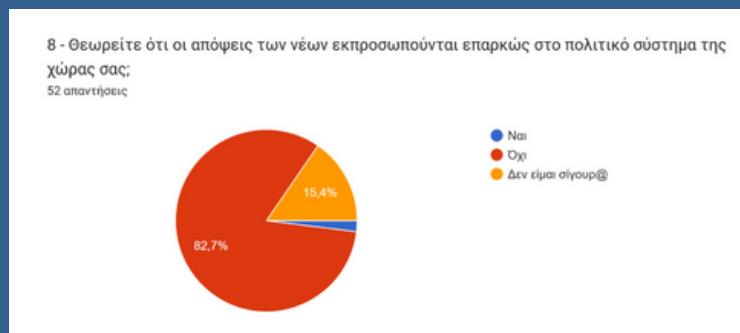
Connaissance politique: Alors que 48,1 % des personnes interrogées se sentent peu informées sur les questions politiques, 15,4 % se sentent très informées, ce qui souligne la nécessité d'un meilleur accès à des informations politiques claires et pertinentes.

Sources d'information: Les médias sociaux (76,9 %) constituent la principale source d'information politique, suivis des réseaux personnels (55,8 %) et des sites d'information (53,8 %). Les médias traditionnels comme la télévision sont moins utilisés (32,7 %), les publications des partis étant rarement consultées (9,6 %).



## Représentation des jeunes en politique

Perception de la représentation des jeunes : Un pourcentage impressionnant de 82,7 % des répondants estiment que les opinions des jeunes sont sous-représentées dans le système politique, et seulement 1,9 % estiment qu'ils sont adéquatement représentés, ce qui reflète un fort besoin de politiques qui engagent et représentent mieux les jeunes.



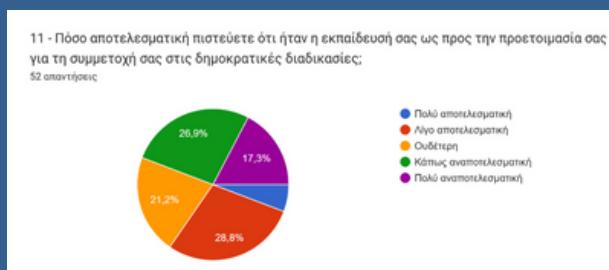
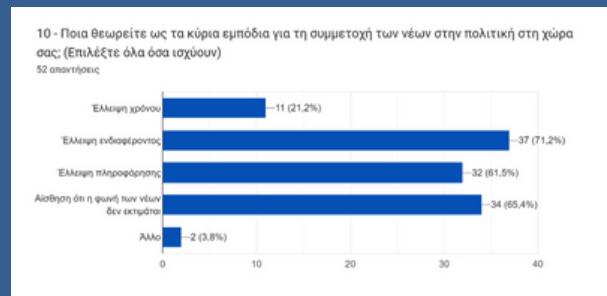
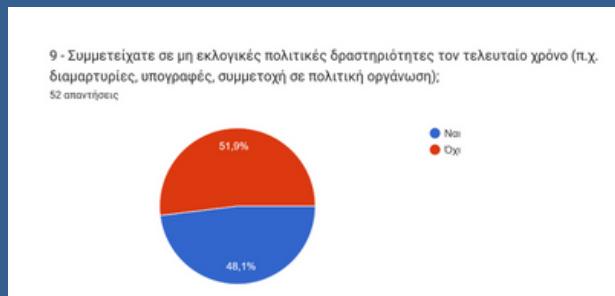
## Engagement communautaire

Participation à des activités non électorales: Les répondants sont divisés sur la participation non électorale, avec 48,1 % impliqués dans des activités telles que des manifestations ou des pétitions, et 51,9 % n'y participant pas, ce qui suggère une opportunité d'encourager des formes alternatives d'engagement civique.

Obstacles à la participation: Les principaux obstacles comprennent le manque d'intérêt (71,2 %), l'accès limité à l'information (61,5 %) et la perception que la voix des jeunes est sous-estimée (65,4 %). Les contraintes de temps (21,2 %) freinent également la participation, ce qui suggère la nécessité de proposer des options d'engagement plus accessibles.

Rôle de l'éducation: Seuls 21,88 % des personnes interrogées considèrent que la formation à la participation démocratique est efficace, tandis que 54,69 % la trouvent inefficace, ce qui souligne la nécessité d'améliorer les programmes éducatifs en matière d'engagement civique et politique.

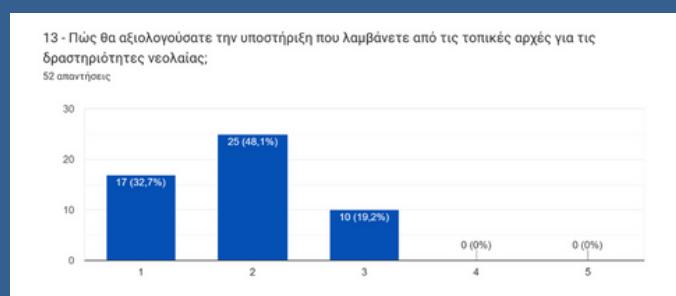
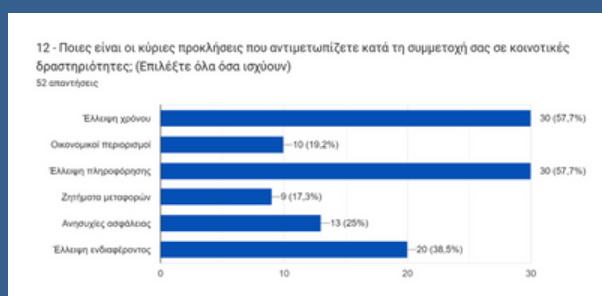
Soutien des autorités locales : Alors que 48,1 % des personnes interrogées jugent le soutien comme moyen et 32,7 % comme bon, 19,2 % le jugent insuffisant, ce qui indique que les autorités locales pourraient améliorer les programmes et initiatives ciblant les jeunes.



## Les défis de la participation démocratique

Principaux défis: Les principaux obstacles à la participation démocratique sont la méfiance envers le système politique (41 votes), le sentiment de ne pas être entendu (24 votes) et le manque d'information (29 votes). Les contraintes de temps (22 votes) et le désintérêt (20 votes) influent également sur le niveau d'engagement.

Obstacles supplémentaires: les problèmes financiers (7 votes) et les limitations de transport (10 votes) sont moins courants mais constituent néanmoins des défis notables pour certains répondants, ce qui suggère que des améliorations logistiques pourraient faciliter la participation.



## Conclusion

L'enquête révèle une population jeune politiquement active avec un taux de participation électorale élevé mais avec des obstacles notables en matière de participation non électorale et d'engagement politique plus large.

La méfiance, la sous-représentation perçue et le manque d'information constituent des obstacles majeurs. S'attaquer à ces problèmes par une meilleure éducation civique, un soutien local ciblé et des politiques inclusives pourrait favoriser une jeunesse plus engagée et mieux informée.



# Évaluation des initiatives et des actions en Grèce

Cette évaluation porte sur diverses initiatives et actions menées en Grèce pour renforcer l'engagement politique des jeunes et relever les défis identifiés dans les données de l'enquête. L'objectif est d'évaluer leur efficacité, les axes d'amélioration et leur impact global sur la participation des jeunes aux processus démocratiques.

## Programmes d'engagement des jeunes

### **Initiatives :**

Conseils de jeunes: De nombreuses municipalités ont créé des conseils de jeunes locaux pour offrir une plateforme aux voix des jeunes dans la gouvernance locale.

Ateliers d'éducation civique : programmes visant à sensibiliser les jeunes à leurs droits, à leurs responsabilités et à l'importance de la participation politique.

### **Évaluation:**

Efficacité: Ces programmes ont permis de créer des espaces de dialogue et d'exprimer les opinions des jeunes. Le taux de participation aux conseils de jeunes témoigne d'une meilleure sensibilisation aux enjeux locaux.

Points à améliorer: Bien qu'efficaces, ces programmes ont une portée limitée. Une promotion et une collaboration accrues avec les écoles et les universités pourraient améliorer la participation et la sensibilisation.



## Plateformes numériques d'information politique

### **Initiatives:**

Campagnes sur les réseaux sociaux: Diverses organisations et organismes gouvernementaux ont utilisé les réseaux sociaux pour diffuser des informations politiques et mobiliser un jeune public.

Plateformes en ligne pour la participation civique: sites Web et applications conçus pour informer les jeunes sur les questions politiques et encourager l'engagement civique.

### **Évaluation:**

Efficacité: Ces initiatives numériques se sont avérées efficaces pour atteindre un public plus large, en particulier parmi les jeunes qui utilisent fréquemment les médias sociaux.

Points à améliorer: La crédibilité des informations diffusées sur ces plateformes peut être sujette à caution. Il est essentiel de garantir la fiabilité et l'exactitude des informations partagées pour instaurer la confiance.

## Campagnes nationales pour l'éducation des électeurs

### **Initiatives:**

Campagne « Votez pour votre avenir » : Cette campagne vise à sensibiliser les jeunes électeurs au processus électoral et à l'importance de leur vote.

Campagnes d'inscription des électeurs: initiatives visant à encourager les jeunes à s'inscrire pour voter, ciblant particulièrement les lycées et les universités.

### **Evaluation:**

- Effectiveness: The campaigns have shown positive results in increasing voter turnout among first-time voters, with surveys indicating a rise in registration rates.
- Areas for Improvement: While awareness has increased, the impact of distrust in the political system remains a barrier. Campaigns must address this sentiment directly to be more effective.

## **Support for Non-Electoral Political Activities**

### **Initiatives:**

- Youth Activism Programs: Support for youth-led organisations focused on social justice, environmental activism, and community engagement.
- Grant Programs: Funding opportunities for youth-led initiatives that promote civic engagement and political activism.

### **Evaluation:**

- Effectiveness: Many youth organisations report increased engagement and visibility of political issues relevant to young people, with notable participation in protests and social movements.
- Areas for Improvement: Smaller organisations may face challenges in accessing funding. Streamlining the application process and providing mentorship can enhance the effectiveness of these programs.

### **Évaluation:**

Efficacité: Les campagnes ont montré des résultats positifs en augmentant la participation électorale des nouveaux électeurs, les enquêtes indiquant une augmentation des taux d'inscription.

Points à améliorer: Bien que la sensibilisation ait progressé, la méfiance envers le système politique demeure un obstacle. Pour gagner en efficacité, les campagnes doivent s'attaquer directement à ce sentiment.

## **Soutien aux activités politiques non électorales**

### **Initiatives:**

Programmes d'activisme pour les jeunes : Soutien aux organisations dirigées par des jeunes axées sur la justice sociale, l'activisme environnemental et l'engagement communautaire.

Programmes de subventions : Opportunités de financement pour les initiatives menées par des jeunes qui favorisent l'engagement civique et l'activisme politique.

### **Évaluation:**

Efficacité: De nombreuses organisations de jeunesse font état d'un engagement et d'une visibilité accrues sur les questions politiques qui concernent les jeunes, avec une participation notable aux manifestations et aux mouvements sociaux.

Points à améliorer: Les petites organisations peuvent rencontrer des difficultés pour accéder au financement. La simplification du processus de candidature et l'accompagnement par le mentorat peuvent améliorer l'efficacité de ces programmes.



## Collaboration avec les établissements d'enseignement

### Initiatives:

Partenariats avec les écoles et les universités: Collaborer avec les établissements d'enseignement pour intégrer l'éducation civique dans les programmes et promouvoir les discussions politiques.

Organisations politiques étudiantes: Encourager la formation de clubs et d'organisations politiques au sein des écoles et des universités.

### Évaluation:

Efficacité: Ces collaborations ont permis de sensibiliser davantage les étudiants aux questions politiques et de favoriser une culture de débat et de discussion.

Axes d'amélioration: L'engagement peut varier considérablement d'un établissement à l'autre. L'élaboration d'un cadre normalisé d'éducation civique à tous les niveaux d'enseignement pourrait améliorer la cohérence et la portée.

## Conclusion

Bien que plusieurs initiatives en Grèce aient eu un impact positif sur l'engagement politique des jeunes, d'importants défis subsistent. Voici quelques recommandations clés:

- Renforcer la confiance: Les initiatives devraient s'attaquer directement à la méfiance envers les institutions politiques en promouvant la transparence et la responsabilité.
- Développer la littératie numérique: fournir des ressources pour garantir que les jeunes puissent évaluer de manière critique les informations politiques en ligne.
- Sensibilisation directe: se concentrer sur des stratégies de sensibilisation ciblées pour impliquer les groupes sous-représentés, en garantissant l'inclusion dans les initiatives politiques.
- Soutien continu: Assurer un financement et un soutien continu aux initiatives et organisations dirigées par des jeunes, en particulier celles qui s'attaquent à des problèmes sociaux urgents.
- Éducation normalisée: collaborer avec les autorités éducatives pour établir une norme nationale en matière d'éducation civique, garantissant que tous les jeunes reçoivent une formation complète sur la participation démocratique.

La Grèce peut encourager une population de jeunes plus engagée et mieux informée en se concentrant sur ces domaines et en renforçant ses processus et institutions démocratiques.

# Principales tendances en matière de participation des jeunes

La participation des jeunes en Espagne évolue. Ils contribuent activement à l'engagement démocratique en votant, en plaident pour une plus grande représentation et en exploitant les plateformes numériques pour le discours politique. Ces tendances témoignent d'un engagement croissant à influencer le changement sociétal et d'une volonté d'innovation.



## Obstacles économiques et sociaux à une implication civique plus profonde.

Les difficultés économiques, notamment le chômage et la précarité financière, limitent la capacité d'engagement durable des jeunes Grecs. Ces obstacles, conjugués aux contraintes de temps et aux ressources limitées, rendent difficile pour de nombreux jeunes de participer pleinement à la vie civique, même s'ils le souhaitent.



## Forte participation électorale avec une participation limitée au-delà des élections

Si de nombreux jeunes Grecs se montrent déterminés à voter aux élections nationales, leur engagement dans des activités non électoralles (comme les manifestations ou les associations) reste faible. Cela suggère que, même si les jeunes accordent de l'importance à leur voix électorale, ils se sentent peut-être moins motivés ou capables de participer aux activités civiques courantes.



## Utilisation croissante des plateformes numériques pour l'engagement politique

Les réseaux sociaux constituent une source majeure d'information politique pour la jeunesse grecque, et nombre d'entre eux les utilisent pour des discussions politiques et du militantisme en ligne. Les espaces numériques sont devenus essentiels pour interagir avec le contenu politique et exprimer leurs opinions, d'autant plus que les médias traditionnels jouent un rôle moins important. Cependant, cette dépendance aux plateformes numériques expose également les jeunes à la désinformation et à la polarisation, ce qui peut compliquer un engagement éclairé.

Les résultats mettent en lumière un paysage complexe de l'engagement des jeunes en Grèce, marqué par une forte participation électorale, mais freiné par des obstacles à une participation civique plus large. Les jeunes Grecs s'engagent activement dans le vote, mais se sentent souvent déconnectés des institutions politiques traditionnelles, perçues comme insensibles à leurs besoins et à leurs perspectives. Alors que les plateformes numériques deviennent le principal vecteur d'information et d'activisme politiques, elles offrent à la fois des opportunités de mobilisation accrue des jeunes et des défis liés à la désinformation et aux contenus polarisés.

Les pressions économiques persistantes, le manque de représentation et les barrières sociales limitent encore davantage le potentiel d'engagement durable, rendant les formes alternatives de participation civique, telles que les mouvements populaires et les projets communautaires, particulièrement attrayantes pour les jeunes. Lever ces obstacles par une meilleure représentation, des politiques inclusives et le soutien à diverses formes d'engagement civique pourrait créer un environnement démocratique plus inclusif et plus réactif pour la jeunesse grecque. Donner du pouvoir aux jeunes et leur fournir les ressources nécessaires à leur engagement sera crucial pour favoriser une génération de citoyens actifs, engagés et résilients.

# Évaluation des résultats WP1

## Campagne d'engagement des jeunes et de participation démocratique – Grèce – Rapport d'évaluation

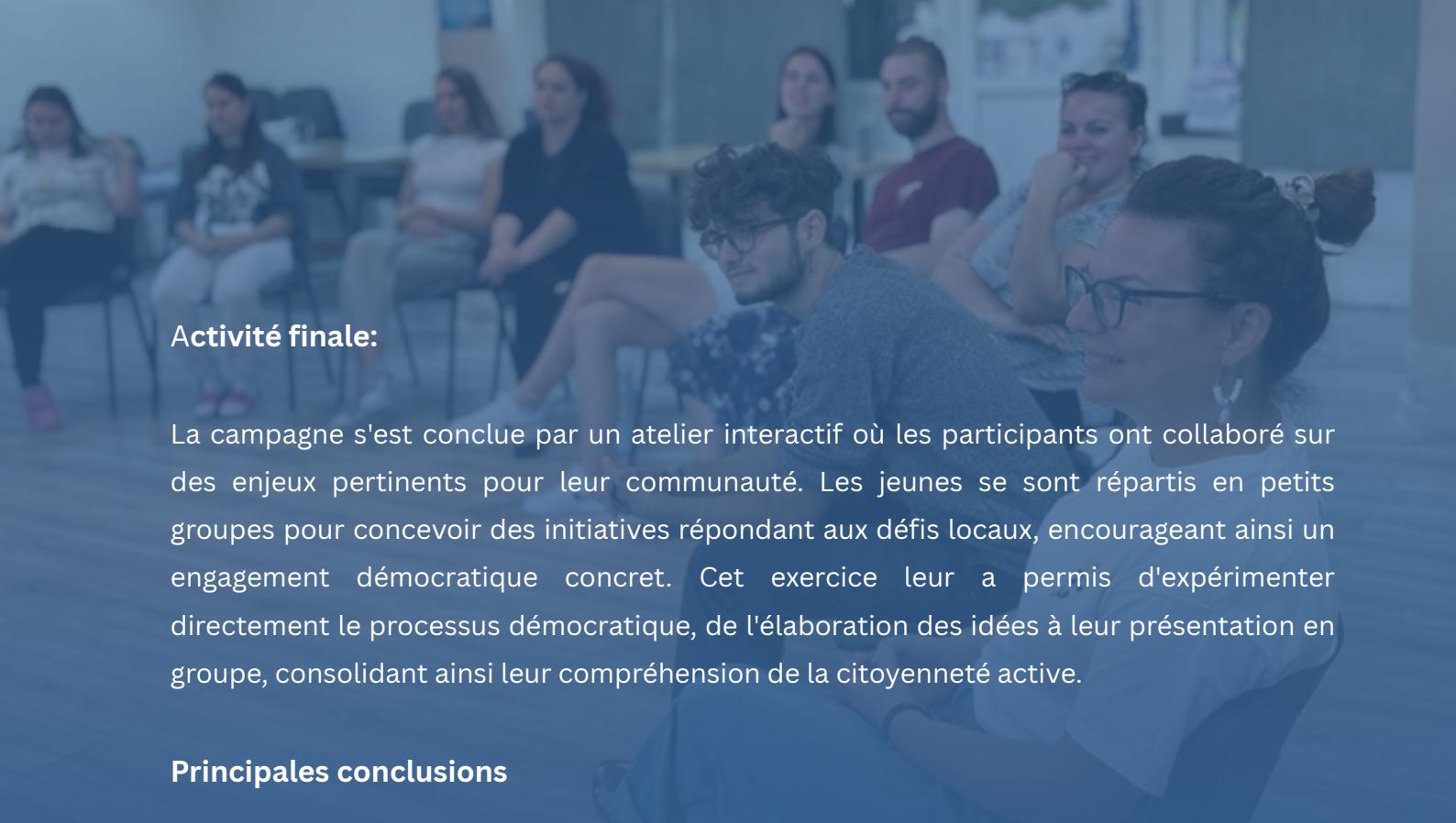
### Introduction

Ce rapport d'évaluation présente les résultats, les conclusions et les enseignements tirés de notre campagne éducative à Égaléo, en Grèce, visant à renforcer la participation des jeunes aux processus démocratiques. Développée en collaboration avec des éducateurs locaux et des représentants de la jeunesse, cette campagne visait à éliminer les obstacles tels que la désillusion politique et la faible participation électorale. Conçue pour répondre aux préoccupations des jeunes, elle encourageait la conscience civique et la participation active.

### Résultats et activité finale

#### Résultats :

La campagne a réussi à mobiliser les jeunes d'Egaleo, les participants participant activement à des ateliers, à des actions de sensibilisation sur les réseaux sociaux et à des discussions sur des sujets tels que le droit de vote et les processus démocratiques. Les thèmes clés abordés comprenaient la représentation des jeunes, les responsabilités civiques et la compréhension des structures démocratiques. Les participants ont constaté un intérêt accru pour le vote, une meilleure compréhension de leurs droits civiques et un sentiment d'appartenance à leur communauté.



### Activité finale:

La campagne s'est conclue par un atelier interactif où les participants ont collaboré sur des enjeux pertinents pour leur communauté. Les jeunes se sont répartis en petits groupes pour concevoir des initiatives répondant aux défis locaux, encourageant ainsi un engagement démocratique concret. Cet exercice leur a permis d'expérimenter directement le processus démocratique, de l'élaboration des idées à leur présentation en groupe, consolidant ainsi leur compréhension de la citoyenneté active.

### Principales conclusions

- Compréhension des droits civiques : Les participants ont acquis une meilleure compréhension des droits civiques et de l'importance de leur voix au sein du système démocratique.
- Perceptions de la représentation des jeunes : De nombreux jeunes ont exprimé leur sentiment d'être sous-représentés dans les institutions politiques et de se méfier des partis politiques traditionnels, reflétant les résultats de campagnes similaires en Europe.
- Engagement accru dans les plateformes alternatives : les jeunes ont déclaré préférer les voies civiques alternatives, telles que les médias sociaux et les mouvements populaires, en raison de la méfiance envers les structures politiques conventionnelles.
- Obstacles à l'engagement politique : Les pressions économiques, les ressources limitées et les contraintes de temps ont été soulignées comme des obstacles importants à un engagement plus fréquent.



## Perspectives et recommandations

- Améliorer l'éducation civique: Le renforcement de l'éducation civique, en mettant l'accent en particulier sur les processus démocratiques et les droits des jeunes, permettrait de combler les lacunes en matière de connaissances et de favoriser l'engagement critique.
- Développer des initiatives d'engagement axées sur les jeunes: les initiatives ciblant des questions qui résonnent auprès des jeunes, telles que l'action climatique et la justice sociale, pourraient accroître la motivation et la participation durable.
- Exploiter les plateformes numériques: l'utilisation des médias sociaux pour les discussions politiques et les interactions avec les représentants peut combler le fossé entre les jeunes et les institutions politiques.

## Conclusion

La campagne Egaleo a démontré l'intérêt d'approches ciblées et centrées sur les jeunes en matière d'engagement civique. En s'attaquant à des obstacles spécifiques et en favorisant la participation démocratique directe, la campagne a réussi à susciter l'intérêt des jeunes pour les processus démocratiques. Une meilleure éducation civique, des initiatives portées par les jeunes et des plateformes numériques accessibles peuvent créer un environnement démocratique plus inclusif pour la jeunesse grecque.

# 6 recommandations pratiques

Sur la base des résultats de la recherche et de l'analyse du WP1, les six recommandations pratiques suivantes visent à relever les principaux défis et à promouvoir une participation plus efficace et plus inclusive des jeunes aux processus démocratiques en Grèce :

## **Améliorer l'éducation civique dans les écoles**

Les écoles et les universités devraient améliorer leurs programmes d'éducation civique afin que les jeunes comprennent le fonctionnement de la démocratie et comment y participer. Cela comprend des cours sur les systèmes politiques, les droits et les moyens pratiques de s'engager, comme voter ou participer à des activités civiques. En dotant les élèves de ces connaissances dès leur plus jeune âge, ils seront plus enclins à participer aux processus démocratiques. L'accent mis sur les enjeux politiques concrets et la pensée critique peut inciter les jeunes à devenir des citoyens actifs.

## Améliorer l'éducation civique dans les écoles

Les écoles et les universités devraient améliorer leurs programmes d'éducation civique afin que les jeunes comprennent le fonctionnement de la démocratie et comment y participer. Cela comprend des cours sur les systèmes politiques, les droits et les moyens pratiques de s'engager, comme voter ou participer à des activités civiques.

En dotant les élèves de ces connaissances dès leur plus jeune âge, ils seront plus enclins à participer aux processus démocratiques. L'accent mis sur les enjeux politiques concrets et la pensée critique peut inciter les jeunes à devenir des citoyens actifs.

## Créer des plateformes numériques d'information politique adaptées aux jeunes

La création de plateformes numériques accessibles et adaptées aux jeunes est essentielle pour leur fournir des informations politiques précises et faciles à comprendre. Ces plateformes devraient proposer des outils de vérification des faits et des contenus interactifs tels que des vidéos, des infographies et des discussions pour maintenir l'intérêt des jeunes. Étant donné que la plupart des jeunes s'informent en ligne, notamment via les réseaux sociaux, ces plateformes peuvent jouer un rôle clé pour les aider à prendre des décisions éclairées et à participer aux activités politiques en toute confiance.

## Accroître la représentation des jeunes en politique

Il est crucial d'introduire des mesures garantissant la représentation des jeunes dans la prise de décision politique. Cela peut inclure des quotas de jeunes au sein des collectivités locales ou des partis politiques, ainsi que la création de conseils consultatifs de jeunes. En offrant aux jeunes de réelles opportunités d'exprimer leurs opinions et d'influencer les politiques, les institutions politiques non seulement mobiliseront ce groupe, mais démontreront également que leurs préoccupations sont prises au sérieux. Cela encouragera davantage de jeunes citoyens à s'impliquer dans le processus politique.

## Soutenir les activités politiques non électORALES

De nombreux jeunes s'impliquent dans des mouvements sociaux, des actions de service communautaire ou des actions militantes en dehors des circuits électoraux traditionnels. Offrir un soutien financier, des subventions et des programmes de mentorat pour soutenir ces initiatives menées par des jeunes renforcera leur impact et leur visibilité. En reconnaissant et en soutenant les formes d'engagement politique non électoraux, comme l'organisation de projets communautaires ou la défense du changement social, les jeunes sentiront que leurs efforts sont valorisés, ce qui stimulera la participation globale aux processus démocratiques.

## **Réduire les obstacles économiques à la participation**

Les difficultés économiques, le chômage élevé et l'instabilité financière empêchent souvent les jeunes de s'engager en politique. Les programmes d'emploi, les aides financières et les initiatives ciblées visant à réduire le chômage des jeunes peuvent lever ces obstacles. En s'attaquant à ces défis économiques, les jeunes auront plus de temps et d'énergie à consacrer à la vie civique et politique. Offrir des bourses ou des financements à des projets politiques menés par des jeunes peut encourager leur participation à l'élaboration des politiques démocratiques.

## **Renforcer la confiance dans les institutions politiques**

Des campagnes nationales visant à restaurer la confiance dans les institutions politiques sont essentielles pour remobiliser les jeunes désillusionnés. Ces efforts doivent privilégier la transparence, la responsabilité et montrer aux jeunes que leur participation peut conduire à un réel changement. Répondre aux préoccupations concernant la corruption et l'inefficacité du gouvernement par un dialogue ouvert et des réformes contribuera à restaurer la confiance. Lorsque les jeunes verront que leur voix compte et que le système peut leur être bénéfique, ils seront plus enclins à participer aux élections et à d'autres activités politiques.



**Financé par  
l'Union européenne**

Financé par l'Union européenne. Les opinions exprimées n'engagent que l'auteur(e) et ne reflètent pas nécessairement celles de l'Union européenne ou de l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA). Ni l'Union européenne ni l'autorité subventionnaire ne peuvent en être tenues responsables.